



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

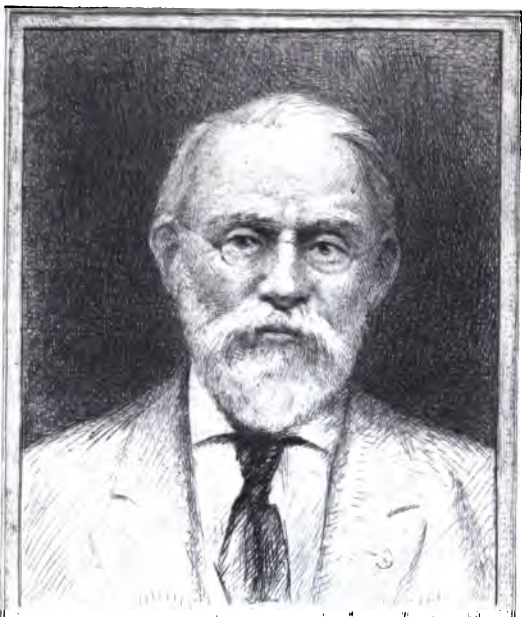
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 1,360,240



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

H
10
P
A
18



CORRESPONDANCE
DE
P.-J. PROUDHON

TOME QUATRIÈME



PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
A. LACROIX ET C^o, ÉDITEURS

13, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 13

—
1875

Tous droits de traduction et de reproduction réservés



CORRESPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

CORRESPONDANCE

Conciergerie, 7 janvier 1851.

A M. L. A. LANGLOIS

Mon cher Langlois, j'ai reçu votre lettre du 16 décembre, dans laquelle vous me rendez compte de la scène qui s'est passée à Belle-Isle à propos de l'antagonisme Blanqui et Barbès.

J'ai reçu aussi, en leur temps, les lettres de Pilhes, Duchêne et la vôtre, lettres dans lesquelles vous me parliez du cours d'Économie politique de Blanqui, et me faisiez connaître, chacun en particulier, vos sentiments à l'endroit des citoyens qui paraissent en ce moment diviser la colonie.

Ayez l'obligeance de communiquer la présente à nos deux amis; elle leur tiendra lieu de réponse et vous servira d'occasion à tous trois, je l'espère, de rapprochement. Mais, comme je ne veux pas sortir de ma politique de neutralité entre vos deux héros, vous me ferez plaisir de veiller à ce que cette lettre ne circule point en mains étrangères.

Vous voilà donc, pauvres prisonniers, livrés bel et

DE P.-J. PROUDHON. .

bien aux factions, prêts à vous battre pour des noms propres! Je vous avoue d'abord, mon cher Langlois, que malgré la préférence que vous témoignez pour Barbès, et qui est égale à celle que Pilhes montre pour Blanqui, je ne puis m'empêcher d'imputer, en partie, au patriote de Carcassonne la petite guerre civile qui fermente au milieu de vous.

Qui donc le forçait à quitter Doullens, quand le ministre semblait disposé à l'y laisser en compagne de Guinard et Raspail?

N'était-il pas sage à lui de saisir cette occasion de mettre fin au scandale d'une haine hideuse, d'une de ces haines qu'on ne trouve que parmi les démocrates? Mais il fallait remplir les journaux de son dévouement; il fallait que la France entière sût que Barbès voulait partager le malheur de ses compagnons. Blanqui allait avoir un point sur lui dans ses états de martyr! Comme si, devant l'intérêt de la paix républicaine, le bénéfice d'une ration de vin et d'une chambre à part avait dû être pris en considération! Pitoyables Brutus, dont le grand cœur tient à ces petites misères matérielles, dont la considération tient à vivre de salade et à boire de l'eau quand ils croient que le monde les observe! On a ri généralement de cet héroïsme de Barbès, dont le secret d'ailleurs n'échappe à personne. On sait que le vrai motif était la lutte d'influence, dont le champ de bataille venait d'être transporté de Doullens à Belle-Isle; car c'est encore là une des infirmités du captif comme de l'exilé de ne voir plus le pays et l'opinion que dans l'enceinte qui le sépare du reste des mortels. Quant à Blanqui, on commence à n'être plus dupe de ses exhibitions pythagoriciennes, pas plus que de ses allures révolutionnaires; on sait que sa frugalité est

un peu beaucoup celle de Brillat-Savarin, et son génie un mythe qui se refuse obstinément à l'exposition.

Je vous parle avec franchise, mon cher Langlois, aussi, comme je n'ai pas craint de froisser vos inclinations à l'endroit de Barbès, je vous dirai ce que je pense de la conduite récente de Blanqui.

Puisque la mauvaise fortune des démocrates vous réunissait à Belle-Isle, au nombre de 240 ; que vous avez du temps à dépenser, que les deux adversaires sont là sous votre main, et qu'ils paraissent devoir longtemps encore occuper les badauds de la République de leurs querelles privées, je trouve que l'occasion était belle de vider enfin cette mauvaise affaire des révélations de Blanqui, et je regrette que sur 240 détenus il ne se soit pas trouvé une majorité imposante, impartiale et calme, pour régler la police du débat et faire justice. Comment ! voilà les hommes qui aspirent à gouverner le monde ! Quant à moi, je vous en prévient : le jour où une amnistie nous rendra tous à la liberté, je me propose d'appointer Barbès et Blanqui à vider leur sac de récriminations respectives ; puis après on verra.

Du reste, vous connaissez mon opinion sur le fond de l'affaire, c'est celle de beaucoup de républicains amis de Barbès, et je ne l'ai pas dissimulée à Blanqui, avec qui d'ailleurs je n'ai pas voulu entrer en discussion : cela m'eût conduit à en faire autant avec Barbès, et quand je voulais rester neutre, je me serais trouvé arbitre. Je crois que Blanqui a fait des aveux, aveux plus ou moins pénibles sans doute pour ses coaccusés, mais aveux qui, venant quand tout était fini, quand les sociétés étaient dispersées, ne pouvaient plus constituer ce qu'on appelle une révélation. Blanqui, à mon

avis, a fait de l'histoire beaucoup trop tôt, et il a laissé tomber ses confidences en mauvaises mains. Que ses anciens amis s'en plaignent, c'est leur droit; à mes yeux, cela n'ôte rien à ses titres de révolutionnaire et de démocrate.

Mais ce qui me peine, c'est qu'il se défend de la chose comme d'une mauvaise action; et quand, d'après ce sentiment que lui-même exprime, il doit être le plus empressé à provoquer une explication à tout prix sans marchander sur la forme du débat, il trouve toujours des moyens dilatoires, des prétextes d'ajournement. C'est à lui d'être rond en procédure; puisqu'il croit qu'il y va de son honneur; c'est lui qui est le plus retors. Dans mon opinion, cette conduite de Blanqui tient moins à sa mauvaise conscience qu'à ce faux et mesquin esprit de révolutionnarisme, qui fait mettre au pilori un pauvre ouvrier, parce que sous la promesse de ne plus se mêler de politique, il aura sollicité remise de sa peine. Pour mériter l'estime d'un certain monde, il faut être féroce. Et comme Blanqui, à tort ou à raison, jouit au plus haut degré de la réputation de bête féroce, il se croit perdu s'il laisse entrevoir que devant la Cour des Pairs il a faibli. Voilà à quels détestables scrupules est descendue la religion républicaine, scrupules plus dignes de brigands que de citoyens. De là ce stoïcisme d'apparat, qui fait qu'on s'abstient de solliciter ce que l'on accepte volontiers quand on sait se le faire offrir.

Barbès s'est laissé noblement condamner à mort; il lui était difficile d'échapper d'ailleurs à une condamnation; mais quand sa sœur, se jetant aux pieds du roi, a obtenu sa grâce, Barbès a-t-il protesté contre cette grâce? Non, car s'il l'eût fait, il eût manqué à la solidarité fraternelle; il eût été ingrat, non plus seulement

envers Louis-Philippe, mais envers sa sœur ; et c'eût été le cas de dire que les tyrans valent mieux que les démocrates. Il y a donc des cas où le cœur le plus résolu faiblit et doit faiblir. Le sentiment de cette position devait faire comprendre à Barbès que s'il pouvait se plaindre des confidences de Blanqui, ce n'était pas à lui Barbès à élever le soupçon sur le caractère de son ancien ami. Quant à Blanqui, il est positif qu'il a été traité avec égard, puis mis en liberté par le pouvoir ; il est par trop ridicule à lui de prétendre que cette délivrance ait été l'œuvre d'un abominable machiavélisme, qui avait pour but, en le jetant hors de prison comme révélateur, de le déshonorer et de le perdre. J'ignore au juste comment cette faveur lui a été acquise ; mais je suis convaincu qu'il ne tenait qu'à Barbès et à tous les autres d'en jouir s'ils eussent déclaré vouloir renoncer à toute action politique ; je maintiens qu'en agissant de la sorte, ils ne faisaient tort ni à leurs principes, ni à leur parti ; qu'ils auraient usé d'un droit légitime ; c'est d'après cela que je crois que Blanqui a été gracié, et c'est aussi pourquoi je le blâme de l'obstination qu'il met à le nier, quand cette dénégation, loin de le laver, ne fait de lui, si je puis ainsi dire, qu'un *gracié de mauvaise foi*.

Oui, mon cher Langlois, si j'avais sur le dos une condamnation à perpétuité, je ne me croirais pas infâme et mauvais citoyen d'offrir, en échange de ma liberté, la promesse d'une abstention complète en matière politique, jusqu'au jour où une révolution viendrait me relever de mon serment. Vous connaissez mon cœur, ma vie, mes idées ; d'après ce que je vous dis ici et ce que vous savez de moi, vous pouvez maintenant conclure que, loin de prendre parti pour l'un ou l'autre

des contendants qui vous divisent, je suis plutôt disposé à les condamner tous les deux.

Ne cherchons pas à le dissimuler. Si la Révolution a été entravée dans sa marche, la faute en est aux seuls démocrates; si quelque chose peut nous consoler de la tyrannie et des hontes réactionnaires, c'est la connaissance de la tyrannie et des vices des démocrates. Tous les jours encore le *Vote Universel* créé, dirigé par une coterie amie de Ledru-Rollin et Barbès, ne nous désavoue-t-il pas dans sa polémique et dans ses plaidoyers? Ce qui domine encore dans le parti républicain, n'est-ce pas l'esprit gouvernemental poussé jusqu'à la dictature la plus enragée? Et, quant aux mœurs, l'ivrognerie et la paillardise de nos amis ne sont-elles pas proverbiales? Quand les accusations réactionnaires nous commandent la plus extrême sévérité de conduite, ne voyons-nous pas les plus notables d'entre eux afficher publiquement, officiellement leur concubinage? Vraiment, on dirait qu'il suffit d'un certificat de civisme pour être dispensé des vertus domestiques. Nous avons hérité de la monarchie la distinction commode de l'homme public et de l'homme privé, en vertu de laquelle chaque misérable chenapan se croit un trop grand personnage, un trop sublime génie, pour se ravalier à la modestie du ménage et à l'honnêteté du foyer. Hypocrisie !...

Nous espérons ressusciter sous quelques semaines. On nous offre 24,000 francs pour notre cautionnement, sans hypothèques, sans autre garantie que notre honorabilité reconnue. Ce qu'il y a de mieux, c'est que le prêteur n'est point du tout *démoc. soc.*, au contraire. Nous attendons que nous ayons groupé une somme égale au moins, pour les six premiers mois de roule-

ment. Nous avons 12 à 15,000 francs de souscrits ; un de nos amis a écrit en Suisse pour demander 100,000 fr. D'autre part, nous préparons une grande opération mercantile et financière qui nous posera dignement dans le monde des affaires. Il s'agit d'une banque et d'une vaste commission. Je ne sais ce qui résultera de ces derniers projets.

Nous ne reviendrons au monde, comme journalistes, je vous en prévient, que pour sangler impitoyablement les faux frères qui égarent et déshonorent de plus en plus la République et refoulent la Révolution. La réaction n'est plus qu'une ombre ; si le danger est quelque part, il n'est pas du côté des *vieux partis*, c'est parmi les révolutionnaires, c'est au sein de la démocratie. L'intrigue, le charlatanisme, l'ambition, toutes les passions détestables se donnent là rendez-vous maintenant. On nous croit morts ou fatigués, que sais-je ? peut-être changés et convertis ! On nous reverra. C'est nous qui donnerons le signal des *épurations* ; la Révolution nous devra plus d'un service, et les *culottes de peau* de la veille plus d'un horizon. Et comme nous ne voulons rien, rien, rien qu'être journalistes et dire la vérité, forcer les gouvernants en éclairant le peuple, on ne nous abattra pas.

Serrez-vous bien l'un près de l'autre et ne vous laissez pas entamer par les intrigueries et les influences individuelles. Ne vous effrayez pas trop non plus de certaines idées exorbitantes qui prennent le tapage, la confiscation et la guillotine pour l'action révolutionnaire. Le siècle n'est pas là, quoi qu'on en dise. Il n'y aura pas place pour les dictateurs, et j'ai grand-peur que les Marat et les Robespierre de l'époque ne courent risque de s'agiter pendant le reste de leurs jours dans

le vide absolu. Le peuple veut la liberté, le gouvernement direct, il a horreur des personnes. L'idée anti-gouvernementale est acceptée aujourd'hui à peu près partout ; elle ne rencontre plus d'opposants que parmi les *vieux de la vieille*. En vérité, quand on est témoin de ce qui se passe dans les profondeurs du peuple, on est ému de pitié pour ces pauvres fabricateurs de conspirations qui se déchirent encore aujourd'hui pour la possession du pouvoir. 93 est bien loin, et il y a bien des révolutionnaires de la vieille roche qui, dans trois ans, ne se reconnaîtront plus.

J'ai aussi, comme vous, mes petits chagrins intimes : c'est V*** qui les cause. V*** ne s'est pas conduit avec nous, avec moi, en franc et loyal compagnon. Tandis que nous luttions tous pour la révolution, sans arrière-pensée personnelle, que nous combattions pour la politique qui nous semblait la meilleure, bravant la calomnie et la persécution, la colère de nos amis et la haine de nos ennemis, V*** utilisait sa position au milieu de nous pour préparer, même à nos dépens, sa candidature ; aux besoins de sa considération personnelle il n'hésitait pas, à l'occasion, de sacrifier celle du journal. Le plus maltraité était moi, suivant sa correspondance particulière, — dont les frais assez considérables étaient supportés par l'entreprise ; — nous n'avions aucune énergie révolutionnaire ; notre politique était déplorable, etc. Enfin, nous étions désavoués et discrédités par l'homme même qui était chargé de nos relations les plus intimes. Quand on en est là, on n'a plus qu'un pas à faire pour passer à l'ennemi : avant de livrer son maître, Judas Iscariote le dénigrait par derrière, dans l'opinion des disciples. Plus d'une fois j'ai dit, en riant, à cet ami, qu'il était *soumis* : j'ai

eu le tort de ne pas écouter davantage cette impression. Maintenant le sort est jeté : V*** peut suivre à son aise sa carrière politique avec les hommes du *Vote Universel* et autres grands révolutionnaires : il ne mangera jamais au même plat que nous. A la première occasion, je lui notifierai mes sentiments et lui souhaiterai bonne chance avec ses nouveaux amis, qui, moins gênés que moi dans l'expression de leurs sentiments ou moins confiants, lui ont donné déjà le sobriquet de *jeûné de la démocratie*.

Chers amis, nous devons tout nous dire : je vous prends à témoin et vous somme de déclarer si j'ai l'humeur despotique ; si vous m'avez jamais trouvé inaccessible aux représentations et aux conseils. Pourquoi donc cette dissimulation, cette perfidie de V*** ? Qui l'excuse ? Quand Chevé crut que ses opinions lui défendaient de rester plus longtemps avec nous, Chevé se retira ; il est maintenant à la *Presse*. Pourquoi V*** n'a-t-il pas agi de même ? Qui le contraignait ? Hélas ! le pauvre garçon prétendait être le directeur et l'âme du journal, dans lequel il n'écrivait pas une ligne et dont il avait mis l'administration dans un état déplorable. Tandis que nous le regardions comme un des collaborateurs de notre œuvre, il faisait de nous ses instruments. A qui se fier maintenant ? Il y a des moments où j'ai envie de me crever les yeux et me couper le poing de peur qu'il ne me trahissent. *Si oculus tuus scandalizat te!*...

V*** a manqué à l'amitié, comme aux plus simples devoirs de ses fonctions parmi nous. Il a cessé de faire partie de notre société. Que ceci, mon cher Langlois, vous serve et à nos deux amis de leçon. Vos affections vous entraînent-elles chacun en sens con-

traire ? Rompez, mais ne nous trahissez pas. Soyez au Christ ou à Bélial, à Blanqui ou à Barbès ; mais ne conservez point les apparences de l'intimité quand le cœur vous dit que cette intimité a cessé d'être réciproque. Langlois, dites à Pilhes : J'aime et j'estime trop Barbès pour rester plus longtemps ton ami intime ; je t'en préviens, c'est mon devoir. Et vous, Pilhes, dites à Langlois : J'aime et j'estime trop Blanqui pour conserver plus longtemps ta confiance ; je te rends ton amitié. Point de respect humain, point de fausse honte : ce serait de la trahison.

La trahison! fallait-il que ce mot-là fût prononcé entre nous ? Les larmes m'en coulent de honte et de douleur. Et tout cela pour une misérable ambition ! pour un ridicule point d'honneur révolutionnaire, pour une popularité du plus mauvais aloi ! Étonnez-vous donc encore que je sois si rétif à l'endroit des hommes qui, n'ayant de révolutionnaire que le masque, repoussant avec fureur toute idée, toute pratique positive, vous accusent ensuite de n'être pas révolutionnaires !... Comment ! c'est quand on nous menace, de Londres comme de Paris, de nous traiter comme Robespierre traita Danton, Desmoulins, Hébert, Chaumette, Jacques Roux, Varlet, Monmorot, etc., tous ceux qui, avant lui et mieux que lui, avaient fait la Révolution, c'est à ce moment-là que nous donnerions les mains à la politique de ces jongleurs, devenus bientôt nos bourreaux ! Eux-mêmes ne nous croient pas si sots ; et c'est pour nous en punir qu'un des nôtres travaille, sous notre propre couvert, à nous démolir ! Honte et misère !

Adieu, cher Langlois, je vous embrasse. Serrez la main *pour moi, pour moi*, entendez-vous ? à Duchêne et

à Pilhes. Ce serait peut-être trop de vous dire de la leur serrer pour vous-même.

Votre tout dévoué

P.-J. PROUDHON.

P. S. Ma pratique des Révolutions formera un gros livre. Je compte publier en avril prochain.

Conciergerie, 14 janvier 1831.

A M. ETEX

Mon cher Etex, je viens vous remercier de l'envoi que vous avez bien voulu me faire de votre *Cours élémentaire de dessin*. Vous vous êtes souvenu que j'adore le *dessin*, que je suis fou de la beauté et de la pureté des lignes, comme je suis idolâtre de la mélodie dans la musique.

C'est peut-être cette disposition de mon esprit qui me rend indifférent à tant d'œuvres de peinture et de statuaire qui, cependant, à en croire les connaisseurs, ne manquent pas de mérite : ce qui fait que je reste insensible à quantité de compositions musicales où l'harmonie, assure-t-on, et la science abondent, mais qui, à mon oreille, ne chantent pas.

Encore une fois, je vous remercie d'avoir si bien pensé de moi et d'avoir cru que je pourrais me plaire à la lecture de vos préceptes et à l'examen de vos exemples.

Comment se porte M^{me} Etex ? Que faites-vous vous-même ? Où en êtes-vous ? Après avoir fait de la grande sculpture et vous être essayé dans la peinture révolutionnaire, vous voilà devenu professeur de dessin et auteur. Où vous arrêterez-vous ? Quels sont vos plans ?

Avez-vous envoyé quelque chose d'important à l'Exposition ? J'entends dire que vous n'avez pas craint d'y étaler mon ingrate figure, ce qui attire à l'original, dont l'amour-propre s'en rit, et à l'artiste qui n'en peut mais, force critiques désobligeantes. Mon cher sculpteur, ce n'est pas le tout de savoir pétrir l'argile et tailler le marbre, il faut encore, vous le voyez, choisir des sujets qui soient agréables au public. Le Président de la République n'est pas plus beau que moi, ce qui veut dire qu'il est fort laid.

Envoyez son buste à l'Exposition, je suis sûr qu'il trouvera des admirateurs. Depuis huit jours, le troupeau a dû s'en multiplier prodigieusement. Le *National* même n'a pas pu lui refuser le tribut de son admiration.

Mon cher Etex, vous avez assez souffert comme cela de ma rencontre dans ce monde. Faites-moi le plaisir d'aller prendre ce maudit plâtre, que je vous demanderai quelque jour, si jamais, rendu à la liberté, je puis conquérir pour moi et les miens, par mon travail, un peu d'aisance et récompenser votre zèle pour ma renommée. Otez-le de là, vous dis-je, sinon, je vous en préviens, je sollicite une permission de sortie, et j'irai moi-même gratter, avec mon couteau, nez, œil, bouche, front, tout ce qui, enfin, pourra me faire reconnaître, jusqu'au nom et au numéro.

Donnez, je vous prie, à ma modestie, ou, si vous aimez mieux, à ma captivité, à qui la modestie peut seule convenir, cette petite satisfaction.

Vous obligerez essentiellement celui qui, à l'estime la plus sincère, joint la sympathie et la reconnaissance la plus vive.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 14 janvier 1851.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je prends la liberté de vous adresser le résumé de mes observations politiques depuis huit jours. L'heure est décisive, et si la gauche manœuvre de travers, la République est escamotée, et le Peuple une fois de plus mystifié.

Les vieux partis sont à bas, nullement à redouter. Tout le péril est du côté de l'Élysée, auquel les vieux parlementaires, toujours poltrons, ne tarderont pas à se rallier.

Il ne s'agira d'abord que d'une pauvre petite prorogation, puis d'une seconde, puis du consulat, et enfin, enfin !... vous entendez ?

Eh bien ! la gauche a déjà fait deux fautes graves et qui peuvent la reculer loin, si elle ne les répare :

1^o Elle s'est abstenue en grande partie à la séance du 10, sous le ridicule prétexte qu'il ne s'agissait que d'une querelle de ménage entre la majorité et l'Élysée. Cette abstention a fait voir une chose, c'est que l'Élysée avait 273 voix contre 330, ce qui est déjà fort beau. 100 voix détachées des 330 (et cela ne sera pas long) lui donneront la majorité dans l'Assemblée; c'est ce

qui ne manquera pas d'arriver si la gauche continue à lutter contre la majorité.

2° Etait-ce à la Montagne à se faire l'organe des récriminations de l'Élysée contre les conspirateurs des vieux partis ? Parbleu ! vous avez là rendu un fameux service à M. Baroche : vous avez dit pour lui tout ce qui pouvait le justifier et que, cependant, il ne voulait pas dire, attendu que c'eût été s'engager avec la République et se compromettre ; il recueille ainsi le bénéfice de vos arguments, sans en prendre la responsabilité, sans en subir les conséquences. C'était inopportun et, de plus, maladroit, car, après tout, la majorité de l'Assemblée représente l'élément démocratique dans le gouvernement, et puis elle n'agissait que comme organe de la Constitution. Vous n'aviez pas le droit de rechercher, derrière la collectivité, la pensée individuelle de ses membres : vous argumentiez contre vous-mêmes.

Evidemment, depuis huit jours, la Montagne penche vers le ministère ; Girardin vous a entraînés ; les hommes qui, avec Cavaignac, ont appuyé la nomination de la commission, ont eu plus que vous le sens démocratique et révolutionnaire.

Quant aux *sept* de la Montagne qui, pour manifester leur haine à l'endroit des Burgraves, ont voté pour M. Baroche, je ne puis que les féliciter d'avoir inventé ce nouveau prétexte à l'usage des Judas politiques.....
A spiritu hypocrisiæ, libera nos Jesu!

Appuyez, appuyez ferme sur les procès-verbaux, interpellez Baroche, accablez l'Élysée, et ne vous préoccupez pas tant des voyages à Claremont et à Wiesbaden.

Une seule idée à la fois ! Rien de complexe : voilà la

règle en politique. L'Élysée vient de gagner cinq cents pour cent dans l'opinion, sachez-le bien, par sa destitution de Changarnier. Plus vous parlerez de Claremont et Wiesbaden, plus vous ferez oublier Satory, et, je vous le dis, si, après cela, vous en êtes quittes pour la prorogation, vous serez plus heureux que sages. Rien que d'avoir éliminé les vieilles dynasties, cela fait un titre superbe à Louis Bonaparte; en ce moment il peut se vanter d'avoir servi la révolution plus que tout le parti républicain. Aussi pense-t-il à profiter seul de la victoire, en quoi je trouve que vous le servez merveilleusement.

Je vous serre les mains.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Ma lettre écrite, il me prend fantaisie de revoir le scrutin de division du 10 courant. Je remarque que les partisans de l'*abstention électorale* se trouvent tous dans l'*abstention parlementaire*. C'est une calamité, un vrai complot contre la République que cette coterie des *vingt-cinq*, qui cependant sont nos amis. N'y a-t-il donc pas moyen de guérir cette plaie, ou, si vous aimez mieux, cet *eunuchisme* politique qui a la prétention d'être républicain, démocrate, socialiste, et qui n'est même pas révolutionnaire?

Et Mathieu (de la Drôme) aussi prêche l'indifférence entre la majorité et l'Élysée! Quelle science pratique! comme c'est profond cela! On tire la République à deux chevaux : ne nous mêlons pas de cela! Eh! traitres, commencez par abattre l'un des deux, et l'écartèlement devient impossible. Après vous tomberez sur l'autre.

Paris, 22 janvier 1851.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai envoyé hier à Darimon de longues réflexions sur la concession du chemin de fer d'Avignon. Est-ce qu'enfin vous ne comprenez pas tout ce qu'il y a de grave dans ce projet? Est-ce que vous n'y voyez pas une attaque plus mortelle cent fois que la loi sur la presse et la loi de déportation à la démocratie?

Faites donc bien ressortir l'énorme avantage qu'il y aurait, pour le pays d'abord et pour la démocratie ensuite, dans l'accueil de ma proposition.

Il est bien prouvé, par les conditions que la Compagnie concessionnaire fait au gouvernement, encore plus que par les chiffres authentiques fournis par les mémoires que vous avez entre les mains, qu'il y a, dans mon projet, une différence pour le Trésor d'un demi-million. Cela ressort de soi.

1° Économie de dépense sur la ligne de Châlons à Avignon, 200 à 250 millions.

En effet, 10 millions d'intérêts à payer à la Compagnie, plus 15 millions de subvention; plus 24 millions

pour la traversée de Lyon, etc., tout cela équivaut bien à un capital de 250 millions, ci. . . 250,000,000

2° Conservation à l'État de la propriété du chemin et, par suite, faculté pour lui de trouver, sur le gage de ce chemin et par voie d'emprunt, une somme de 200 à 250 millions dont il a besoin, ci. 250,000,000

Total. 500,000,000

Eh bien! je vous dis qu'avec cela seul un ministre des finances qui saurait son métier relèverait immédiatement notre situation financière, rétablirait la confiance, cette fameuse confiance, et donnerait l'impulsion au travail.

Allons! sortez donc une fois de la métaphysique, quittez-moi la blague politico-socialiste et plongez-vous dans les affaires. Vous y apprendrez à donner à votre pensée une forme concrète, et aux intérêts matériels que vous aurez à défendre une pensée toujours métaphysique et générale.

Il y a assez longtemps que nous dégoisons sur le prolétaire et le bourgeois : pour Dieu! parlons un peu d'affaires. Parler d'affaires, c'est parler science, entendez-vous? Mais P. Leroux et L. Blanc ne s'en doutent pas. Voulez-vous les imiter et nous perdre?

Affirmez, insistez, revenez à la charge, n'ayez point peur et vous finirez par vaincre. Je vous vois tous d'ici comme des juges de soixante-dix ans à qui on vient parler société en commandite et vérification d'écritures. Cela les éblouit, les étourdit : ils ne comprennent que le droit romain et le mur mitoyen.

Le genre humain a toujours eu horreur des réalités.

On l'a tant entretenu de l'autre monde qu'il ne peut consentir à s'occuper de celui-ci. Et maintenant que nous ne croyons plus guère à l'autre monde, nous nous tenons dans la région moyenne des nuages parlementaires, politiques, socialistes et blagologiques.

Je vous dis et vous répète, en retournant la réponse de Jésus-Christ à Satan, que l'homme ne vit pas seulement de blagues sortant de la poitrine des mystagogues, mais de pain et de viande, et qu'il est temps que nous apprenions à en fabriquer. Il y a assez longtemps que nous enfilons des phrases; il faut apprendre à pétrir.

Je compte sur vous pour nous faire, à propos du chemin de fer d'Avignon, une sortie vigoureuse, bien réaliste, bien matérialiste, contre les abstractions quintessenciées des Alcofribas du temps. Hardi! à l'œuvre.

J'écris, par le même courrier, à Vasbenter au sujet des élections. Demandez-lui communication de ma lettre. J'aurais bien des choses encore à vous dire. Vous suivez vos attachements, vos inclinations comme un jeune amoureux. Vous n'avez point ce haut et puissant *machiavélisme* (je prends le mot en bonne part), qui enseigne à faire mouvoir les hommes, les individus et les masses, comme des marionnettes. Est-ce que, tant que les hommes ne sont pas arrivés à la conscience d'eux-mêmes, tant qu'ils obéissent à leur passion, à leur préjugé, à leur égoïsme, est-ce que, dis-je, nous leur devons le moindre respect? Sachez donc qu'il n'y a de respectable que la liberté, la liberté ayant connaissance d'elle-même et vivant d'elle-même. Tout le reste, je n'en fais non plus de cas que des colimaçons et des moules. Ce sont des instruments qui s'offrent à moi, ce ne sont point des compagnons de ma vie; je n'y reconn-

nais pas même des semblables. Sous ce rapport, M. de Girardin est, avec toute son activité fébrile et son ingéniosité de fauve, une des plus précieuses machines que j'ai rencontrées de ma vie; Dieu sait quel parti nous avons déjà tiré de lui et quel parti nous en tirerons encore!...

Mon cher enfant, si vous ne pouvez vous tenir à la hauteur de cette philosophie quelque peu méphisto-phélique, il faut renoncer à la politique et ne pas vous occuper de révolution. Le plus sûr pour vous est d'aller à la Trappe.

Adieu, je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 22 janvier 1881.

A M. DE GIRARDIN

Monsieur et ancien collègue, d'après notre conversation d'hier, au moment où quelques ambitieux s'efforcent de jeter de nouveau la division dans nos rangs, je crois utile de vous déclarer ici, de la manière la plus expresse, toute ma pensée.

Nous appuierons, mes amis et moi, et nombre de citoyens appuieront avec nous, nous *défendrons*, même en discutant des actes, contre les entreprises des partis et des sectes, tout ministère républicain, qui, après avoir donné à l'ordre de choses fondé en Février les *gages voulus par les circonstances de sa formation*, marchera fidèlement dans la voie tracée par la Constitution, prendra pour règle de sa politique, l'opinion librement manifestée du pays et s'abstiendra, dans son gouvernement de toute initiative sur les points fondamentaux de l'organisation politique et de l'économie sociale.

Notre œuvre, à nous publicistes, est de préparer l'opinion; — l'œuvre du gouvernement est d'en suivre le décret. C'est ainsi que nous entendons la République et la révolution.

Certes, nous croyons avoir pour nous la vérité; mais,

si nous ne prétendons pas imposer nos idées aux autres, nous sommes bien décidés aussi à ne pas souffrir que d'autres nous imposent les leurs.

Révolutionnaires avant tout, mais révolutionnaires républicains, c'est-à-dire par en bas, nous demandons *la plus grande liberté de discussion, afin d'assurer au peuple la plus grande liberté d'acceptation. Nos ennemis, sachez-le bien, nos seuls ennemis, sont tous ceux qui empêchent de discuter, ou qui, sans discuter, nous forcent de subir leur bon plaisir pour loi.*

« Tout ministère qui suivra cette politique si simple est sûr de vivre et n'aura rien à redouter de nos attaques, alors même qu'il aurait à essayer nos critiques. Dans ces conditions, les crises politiques nous paraissent, sans raison d'être, le gouvernement facile, l'ordre et le progrès assuré.

« Vous pouvez, selon le besoin, faire part de ceci à qui de droit : c'est l'*alpha* et l'*oméga* de notre foi comme de notre ambition. »

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

N. B. Cette lettre a été écrite en vue de faciliter l'avènement d'un MINISTÈRE DE TRANSITION *républicain et démocratique*, elle n'a de valeur que par là; elle pourrait n'exprimer plus la pensée de l'auteur si les circonstances devenaient autres et si la situation tournait davantage à la révolution.

Conciergerie, 16 février 1851.

A M. TOURNEUX (1)

Mon cher Tourneux, je viens encore une fois te solliciter pour un malheureux, je ne dirai pas sans travail, mais, ce qui est peut-être pis, à la veille de se voir retirer son travail.

Le nommé Nicolas, occupé depuis deux ans au chemin de fer de Lyon, chantier de Bercy, en qualité de gardien, vient d'être averti par son chef de service, M. Sauvage, d'avoir à se pourvoir pour la fin du mois de mars prochain.

Nicolas est beau-frère de Robert, que tu as eu la bonté de faire placer audit chemin de fer, à ma sollicitation. Il est entré lui-même dans l'administration sur une demande que j'avais rédigée pour lui, et avec l'appui des bons antécédents de son beau-frère Robert. Depuis deux ans, on est parfaitement satisfait des services de Robert et de Nicolas. C'est le manque d'emploi, à ce qu'il semble, qui obligerait M. Sauvage à mettre Nicolas à la réforme.

Ce qui fait souhaiter à cet homme, père de famille,

(1) Inspecteur général des chemins de fer.

très-rangé, d'être maintenu au moins jusqu'en septembre, c'est qu'il emploie une partie de son salaire à acquitter quelques dettes dont le malheur des temps l'a doté. Il peut fournir les quittances qu'il reçoit à fur et mesure de ses remboursements. Il ose croire, et je pense comme lui, que si un ouvrier mérite d'être protégé c'est celui-là surtout qui s'impose des privations afin de payer ses dettes. Je te serais donc obligé de faire valoir surtout en faveur de Nicolas ce motif honorable.

Combien y a-t-il que nous ne nous sommes vus ? T'ai-je fait part dans le temps de mon mariage, de ma translation à Doullens, de mes procès ? Je t'avouerai que, pour me ménager du temps, j'ai supprimé à peu près toute correspondance, toute fréquentation inutile. Peut-être trouveras-tu que je te devais au moins la faveur d'une exception. Si telle est ton opinion, je m'accuse volontiers et me déclare coupable. Pardonne à mes tribulations une apparence d'oubli qui n'est pas dans mon cœur. Je me suis marié, comme tu penses, non pas en joie, mais en tristesse ; une jeune ouvrière, que dès longtemps je m'étais, pour ainsi dire, assurée et à qui je n'avais plus à offrir qu'une longue captivité, a préféré ma misère à toute autre chance, et je n'ai pas cru qu'il me fût permis de repousser son dévouement après avoir obtenu son affection. Maintenant, j'ai tout lieu de m'applaudir de ce que j'ai fait. C'est l'action la meilleure, la plus utile pour moi, la plus honorable à mes yeux que j'aie faite de ma vie. J'ai une petite fille de quatre mois, d'une superbe apparence. Je ne t'en dis pas davantage à toi homme d'amour, de vie intérieure et de famille. Tu devines que la captivité ne m'est plus à peu près rien. Loin de là, jamais je ne me

suis senti plus maître de moi que depuis que j'ai complété de la sorte mon existence.

Notre excellent Maguet se décide enfin à retourner au pays, où, me dit-il, il ne tardera pas à suivre notre exemple, et à mettre le sceau à sa personnalité.

Je te serre la main et te recommande de nouveau ce pauvre Nicolas.

A toi de cœur,

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 7 mars 1831.

A M. V***

Mon cher V***, j'attendais votre visite; j'ai reçu votre acte d'accusation. J'étais préparé à ce suprême adieu de votre part. Si quelque chose dans votre factum pouvait encore m'émouvoir, ce ne seraient, croyez-le bien, ni vos reproches, ni vos critiques; il est trop clair qu'ils n'arrivent là, les uns à la queue des autres, que pour masquer de moins honorables sentiments. Ce serait de voir que vous êtes bien réellement, et de votre propre aveu, ce que l'on m'a dit longtemps de vous sans que je voulusse y croire, infidèle à l'amitié. Heureusement pour le repos de mon cœur, j'ai dû, depuis plus de deux mois, faire mon deuil de votre perte. Aussi me trouverez-vous dans ma réponse aussi positif, aussi franc que vous êtes, dans votre lettre, vague et dissimulé; en vérité, il me semble que ce n'est pas à un vivant que je m'adresse, mais à un homme de l'autre monde.

A vous entendre, c'est votre patriotisme, votre zèle pour la révolution, qui, ne trouvant plus satisfaction avec moi, vous décide à me renier. Vous pouviez, cher ami, vous dispenser de cette petite tartuferie, renou-

velée de Robespierre. Suis-je donc, comme Danton déjà si fort suspect, que mes propres amis craignent pour leur tête ? Et, n'attendez-vous, pour obtenir votre certificat de civisme, qu'un mot de moi qui témoigne de notre rupture. Je vous le donne, mais vous ne m'empêchez pas d'y mettre une condition, c'est que je vous parlerai à conscience découverte.

Est-il vrai, oui ou non, que pendant que vous rédigez la correspondance de la *Voix du Peuple*, vous avez abusé de la confiance de vos amis et collègues, de la mienne, que vous avez manqué à vos devoirs envers une société dont vous deviez, comme membre, soutenir la pensée et les intérêts, pour combattre, par vos communications secrètes, la politique du journal ; désavouer ceux dont vous partagiez la fortune, anéantir autant qu'il était en vous le fruit de leurs efforts, les discréditer dans l'opinion, les perdre dans l'esprit du peuple ?

Cela est-il vrai ?

Des lettres de vous nous sont revenues, des plaintes nous ont été faites, témoignant de la surprise que causait cette division intestine, dont personne parmi nous ne se doutait. Si tel est l'acte d'héroïsme révolutionnaire dont vous désirez l'attestation, je vous rends la justice qui vous est due : vous l'avez fait, V***, vous l'avez fait de bouche et par écrit ; vous l'avez fait par toute votre conduite. D'autres, sans doute, vous récompenseront ; quant à moi, je suis forcé de vous dire que cette conduite était celle d'un traître.

Qui donc vous forçait de rester avec nous ? Avons-nous jamais fait violence aux opinions de qui que ce soit ? Chevé était catholique ; Boutteville, panthéiste ; Faure, disciple de Pierre Leroux ; Massol, saint-simo-

nien; Langlois avait été montagnard; Arnould Frémy, blanquiste. Tous ont compris que la *Voix du Peuple*, comme ses prédécesseurs, représentait une idée originale et collective; que, de plus, elle avait à accomplir une œuvre périlleuse, dont depuis un an la révolution recueille le fruit, l'annihilation des individualités et des sectes, et l'union, qui se consolide chaque jour, de tous les républicains, quels qu'ils fussent, prolétaires et bourgeois. Vous pouviez trouver cette politique mauvaise et ces vues malheureuses; refuser de vous y associer, vous retirer enfin, comme firent Frémy et Chevé; jamais il ne vous était permis, en restant notre collègue, de nous dénigrer, de nous démolir clandestinement. Quand Judas se mit à déplorer la conduite de Jésus devant les Pharisiens, on put prévoir qu'un jour il le vendrait. Je n'entends faire aucune assimilation de vous à ce fameux personnage; je veux vous montrer seulement sur quelle pente vous vous êtes placé, en désavouant, attaquant dans vos lettres et vos discours confidentiels vos collaborateurs, vos amis, vos frères.

Vous avez eu vent que ces menées étaient parvenues à notre connaissance, et vous avez pris les devants. Vous avez écrit à nos amis de Belle-Isle; vous avez circonvenu ceux de Paris; vous nous avez travaillé avec vos intimes qui, ne nous devant rien, colportent et propagent vos satires. Toujours l'homme à qui la conscience démange est entraîné à parler contre lui-même, en parlant contre autrui; vos censures, vos justifications, partout circulant, témoignant partout de votre tort. Que vous mettiez cela à présent sur le compte de votre puritanisme, je le comprends de reste; quel homme s'avoue à lui-même qu'il est faux, faux

ami, faux frère? Mais que vous ayez eu la prétention de me faire prendre le change, en m'adressant vos réprimandes démagogiques, oh! V***, c'est à quoi je ne vous reconnais plus. Auriez-vous donc encore moins d'esprit que de cœur?...

Voyons-les, pourtant, ces étranges prétextes. Car, après tout, pourrait-on dire, l'indignité de V*** ne détruit pas ses griefs; il en reste toujours ceci, que depuis la suppression du *Peuple*, Proudhon est entré dans une voie réactionnaire.

Singulière façon de réagir contre le progrès, que d'écraser, comme l'a fait la *Voix du Peuple* dans leurs germes, les partis et les sectes qui divisent la République; que de réduire à leur juste valeur, comme l'a fait la *Voix du Peuple*, les individualités exorbitantes; que de poser, comme l'a fait la *Voix du Peuple* contre les routiniers démocrates, le principe de la non-délégation, du non-gouvernement, principe adopté depuis par Ledru-Rollin, Considerant, le *Vote universel*, etc. Vous êtes avec les Cotins de la Démocratie; c'est pour cela que vous m'accusez de contre-révolution.

Mais la *Voix du Peuple* n'a rien fait de bon; elle a été fondée sans V***; le *Peuple* seul était révolutionnaire, il était la création de V***, écrit sous l'inspiration de V***! Vous le donnez partout à entendre; votre vanité ne se voit pas plus que la colonne sur la place de la Bastille.

Vous me citez un passage de je ne sais quelle lettre confidentielle, adressée aux rédacteurs de la *Voix du Peuple*, et où je les engageais à se tenir en garde contre l'excès de zèle dans la polémique que nous faisons alors entre les diverses fractions du parti. Et vous concluez de l'énergie de mes paroles que j'ai moi-même

condamné l'esprit du journal. Voyez donc jusqu'où peut mener la mauvaise foi d'une mauvaise conscience ! Quelle plus forte preuve pourrais-je fournir que cette citation faite par vous-même, que le but de la *Voix du Peuple*, après avoir déblayé le terrain, était de donner aux esprits une nouvelle impulsion, et de faire marcher la révolution à l'aide de cette force jacobine, désormais pourvue d'une idée ! Votre humeur chagrine, l'envie qu'excitaient en vous vos collègues ne l'a pas voulu comprendre ; d'autres, jacobins autant et plus que vous, qui ne m'approchaient pas de si près, l'ont bien vu et m'en ont depuis remercié. Tôt ou tard leur témoignage me justifiera.

Ma lettre à Carlier vous a fait peine. Ici, je ne vous accuse pas seul. Votre inexpérience à tous vous a fait me desservir ; pour votre maladresse, une communication toute d'intérêt privé, a été prise pour un acte politique ; vous n'avez eu de repos que vous ne l'ayez traînée sur la claie de la publicité. Ce que j'ai écrit à Carlier est d'un honnête homme, qui préfère garder le silence sur parole, plutôt que de subir l'outrage du secret. Vous eussiez voulu faire de moi un insurgé de prison ; ce n'est pas, je l'avoue mon idéal. J'ai l'orgueil de croire qu'ayant à mettre au service de la République encore plus d'une idée utile, je pouvais me dispenser de lui faire le sacrifice de mes études et de mes visites. Après avoir vu de près nos grands stoïciens de Sainte-Pélagie, Doullens et Belle-Isle, dont la vertu mourrait inconnue si elle n'était éclairée par la violence des géôliers, je vous jure que je n'ai nullement changé d'opinion.

Je n'ai jamais écrit au Président de la République ; ceux qui le disent calomnient. J'ai fait un projet de

lettre communiquée à mes codétenus, et dont le but avoué était de faire la guerre aux vieux partis monarchiques, en obtenant la remise de ma peine; c'était une prévision de ce qui est arrivé depuis le 3 janvier, le 18 *idem*, et, tout récemment, lors de la proposition d'aministie, par les 186. Cette lettre, qui, longtemps avant le *Vote universel*, la *Montagne*, et toute la gauche, caressait l'idée de ramener le Président à la révolution, est restée en projet; après ce qui s'est passé depuis, il y a sottise et méchanceté de m'en parler.

Ce que vous me dites au sujet de l'abstention est encore plus malheureux. D'abord, je n'ai jamais prononcé la phrase que vous me prêtez : *Pourquoi n'aurions-nous pas une République oligarchique?* Un tel propos dans ma bouche est absurde et ne décèle que votre rage d'accusation. Moi, oligarchique! Ce théoricien de l'anarchie oligarque! L'homme qui a écrit tant de pages contre le capitalisme et le gouvernement oligarque! Le remords vous rend fou, V***. Et une oligarchie de neuf millions d'électeurs sur dix millions de citoyens! Quelle platitude!

Oui, d'accord avec Dufraisse, qui a tenu la plume, j'ai concouru à la rédaction de l'article du *Peuple de 1850*, *Un droit public, s. v. p.* C'est moi qui en ai fourni l'idée. — Ceci d'accord avec Dufraisse que j'ai appuyé l'abstention pour les élections dans le département du Nord.

Et cependant, toujours d'accord avec Dufraisse, j'eusse repoussé, combattu, si le *Peuple* n'avait péri, l'abstention absolue et permanente qu'on a depuis conseillée. Je l'aurais combattue comme contraire à la tradition et aux principes, comme contre-révolutionnaire. Je ne vous en dirai pas davantage sur ce cha-

pitre; permis à vous de trouver admirable la consultation des 26 et de nous condamner sans nous avoir entendu, Dufraisse et moi.

Je passe sous silence la longue appréciation que vous faites de ma personne et de ma capacité, et de laquelle il ressort que je suis bon pour la pensée, inutile pour l'action, comme si j'avais jamais été à même d'agir! C'est vous qui êtes l'homme d'action par excellence; vous qui êtes un homme révolutionnaire. Vous avez fait déjà de si grandes choses! Et tant d'autres, avec lesquels vous préférez vous lier, n'ayant pas le sens commun, ont si bien agi! Poursuivez, messieurs les hommes d'État, ce n'est pas moi qui vous ferai concurrence; je vous attends à de nouvelles réactions, à de nouvelles hontes.

Voilà donc tout ce que vous me reprochez : la ligue de la *Voix du Peuple*, ma lettre à Carlier, mon opinion sur l'abstention, mon refus de servir des impatiences, des colères, que je regarde comme le plus grand, l'unique danger de la République. Vous figurez-vous, par hasard, qu'un homme ayant le sens commun admette que ce soit là le motif réel de votre scission d'avec nous, je devrais dire de votre défection? Quoi! c'est pour cela que vous avez fait ce qu'il y a de plus honteux parmi les hommes, c'est pour des différences d'opinions sur des choses jugées contre vous, insignifiantes ou sujettes à controverse, que vous avez desservi, trahi les intérêts qui vous étaient confiés, la société dont vous étiez l'organe, les hommes dont vous acceptiez ostensiblement l'amitié, la solidarité!

Non, non, ce n'est pas cela, et vos allégations déposent contre vous. Vous qui lisez Montaigne, vous avez dû y recueillir cette pensée que *tout vice provient*

d'ameris. Mot profond, qu'il vous faut appliquer sans crainte, mon pauvre V***. Votre conduite avec nous et votre lettre d'hier, tout cela est le fruit de sentiments que vous n'avez su combattre : vanité, envie, ambition.

La vanité : vous regrettiez le succès, tout de circonstance, du *Représentant du Peuple* et du *Peuple*, succès dont vous preniez pour vous la meilleure part; vous n'étiez pas homme à perdre, au besoin, une popularité de médiocre aloi pour établir certaines vérités utiles, mais désagréables à ceux qui pouvaient nous assurer le succès, comme je l'ai fait dans la *Voix du Peuple*. Ma popularité y a péri, je le sais; et pour redevenir quelque chose, j'ai tout à faire. Mais je suis arrivé à mes fins : la haine des dictateurs, la méfiance des partis et des sectes, l'amour de la liberté avant tout, sont les sentiments qui dominent parmi les démocrates.

L'envie : vous souffriez à la *Voix du Peuple* de n'être pas le maître de l'administration, le chef de la rédaction, enfin tout. Vous procédiez tantôt contre l'un, tantôt contre l'autre, par insinuation ; j'ai su tout cela : je l'ai si bien su que voulant y mettre fin, sans me séparer de vous, je vous ai autorisé à faire, en mon nom, toutes démarches utiles à la fondation du *Peuple* de 1850, espérant vous rendre, avec une plus grande initiative, le calme du cœur.

L'ambition : vous avez tort de vous en défendre ; le mal n'est pas là, et c'est parce que le mal n'est pas dans l'ambition qu'on ne croit point à votre modestie et à votre désintéressement. Le mal, c'est que vous prétendez arriver à votre but par les conciliabules, l'agitation, les flagorneries populaires ; c'est que vous vous méfiez de la raison, de la justice, des voies légales, rationnelles, conciliatrices ; c'est que dans la perspec-

tive d'un mouvement, vous préférez la faveur de quelques hommes, dont la prudence est sujette à caution, mais dont l'exaltation vous serait alors un titre à la recommandation douteuse d'une politique impartiale, pacifique, généreuse. Ici, je conviens que votre calcul peut être bon; que vous irez plus loin et plus vite par ces démonstrations de fausse énergie, toujours agréables aux masses, que par les conseils d'un patriotisme consciencieux, libéral, désintéressé. Cette manière de voir n'est pas la mienne : en m'accusant, vous le reconnaissez vous-même et me rendez justice. Je vous remercie.

Vous parlez, en finissant, de *mes complaisants* et de *mes flatteurs*. C'est justement ce que m'écrit de son côté Langlois; et parmi ces complaisants et ces flatteurs dont il me reproche d'avoir subi l'influence, figure en première ligne V***. Plus que personne vous deviez vous abstenir de ce lieu commun, méchant et bête. Je n'ai jamais eu pour aucun homme autant de faiblesse que pour vous : je vous l'ai prouvé au *Peuple*, en vous abandonnant, sans y regarder, une administration au-dessus de vos forces; à la *Voix du Peuple*, en vous chargeant d'une correspondance intime, dont vous vous êtes si étrangement acquitté; au *Peuple* de 1850, en vous autorisant à aller de l'avant, comme chargé de mon adhésion. Cette inclination marquée que j'avais pour vous était si visible que tout le monde m'en a parlé. J'ai des lettres de Darimon, Guillemin et autres qui, tout en vous rendant justice, me prient d'être en garde contre votre influence. Vous, me parler de complaisants, de flatteurs! C'est plus que de l'infidélité, c'est de l'ingratitude.

Faites votre journal, V*** : j'applaudirai à vos

succès. Nous échangerons. Duchêne, Pilhes, Langlois, à Belle-Isle; Favre et Laugrand, à Bruxelles; Philippe, à Tours; Darimon, à Besançon; Massol, autre part; Chevé rallié à Girardin; V*** à son compte : je vais me retrouver seul, obligé de faire maison neuve et de recommencer ma propre carrière. A présent que le Crédit gratuit et le non-gouvernement sont tombés dans le domaine public, il ne me reste rien en propre : avec quoi me referai-je une clientèle? Vous n'avez rien à redouter de ma concurrence : je me survis à moi-même.

Je vous disais un jour, en riant : *Vous êtes un sournois, V****. J'aurais dû suivre cette voix intime, ne pas me livrer à vous : ce qui arrive aujourd'hui ne serait pas. On n'est parjure qu'envers ses amis intimes et ses associés. Tout compte fait, c'est moi qui suis en tort, puisque, malgré mon pressentiment, j'ai manqué de réserve. *Chassez le naturel, il revient au galop*. Vous pouvez vous venger à votre aise, et je crois que vous n'y manquerez pas.

Je me résigne donc et vous souhaite bon courage.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 7 mars 1851.

A M. M. LA CHATRE

Monsieur, d'après nos pourparlers de lundi, je vous envoie le projet de l'acte de société que nous avons rédigé mes amis et moi, et qui doit servir de base à une nouvelle publication du *Peuple*.

Sauf les réserves que vous pouvez avoir à exprimer, et qu'il nous sera difficile d'admettre, je crois que notre arrangement pourra être conclu en deux mots, c'est que vous prendriez la totalité des actions et que vous accepteriez purement et simplement l'acte de société. A la qualité de bailleur de fonds joignant celle de l'administrateur inamovible, vous avez, ce me semble, toutes les garanties, tous les avantages qu'il est juste de vous accorder : il n'y aurait plus qu'à nous entendre sur la répartition des actions industrielles. Combien en exigez-vous ?

J'attends donc, comme vous me l'avez promis, vos observations et conditions ; en tant qu'elles auront pour objet la sécurité de vos intérêts, j'ose dire que vous me trouverez de bonne et facile composition.

Je serais heureux que vous eussiez autant que moi le

désir de couler à fond cette affaire; nous avons depuis un mois commencé de sérieuses démarches; il nous importe de savoir si nous devons ou non les continuer.

Je vous salue fraternellement.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 19 mars 1831.

A M. VILLIAUMÉ

J'ai reçu de vous, il y a déjà quelque temps, une lettre dans laquelle vous m'entretenez de votre *Histoire de la Révolution*, et vous vous plaignez que le *Peuple* de 1850 n'en ait point parlé malgré sa promesse. J'avais mis de côté cette lettre, me promettant d'y répondre; puis elle s'est trouvée égarée, et telle est, Monsieur, la cause de ce long retard de la présente.

Je vous dirai d'abord que ce n'est pas tout à fait la faute de la rédaction si le *Peuple* de 1850 n'a point parlé de votre travail : ce pauvre journal est mort après deux mois d'existence, au milieu des préparatifs qu'il faisait pour un enseignement révolutionnaire plus étendu et plus approfondi. L'exemplaire de votre livre m'avait été communiqué; *je l'ai lu tout entier*, avec plaisir et utilité, et je devais fournir les notes du compte-rendu. Voilà, Monsieur, où nous en étions avec vous quand le *Peuple* a été supprimé par autorité de justice, et anéanti par l'amende.

La Révolution française est un texte inépuisable, qui résume dans un petit nombre d'années toute l'histoire du monde, et dont la philosophie bien faite serait un

cours complet de politique, de droit public et d'économie sociale. Je m'en suis beaucoup occupé moi-même dans ces derniers temps, surtout de la partie qui embrasse 89 à 94. Aussi ai-je peut-être acquis le droit de dire que c'est en connaissance de cause que j'aurais rendu à votre histoire la justice qu'elle mérite.

Je vous sais gré particulièrement d'avoir vengé Danton ; malgré ses vices, cet homme est la plus complète personnification de cette grande époque, et sacrilège est celui qui ose l'insulter.

Je reconnais avec vous que la Montagne devait l'emporter, au moins pendant un temps (car, en fin de compte, c'est la Gironde qui a triomphé) ; mais je distingue, avec Michelet, la Montagne des Jacobins, et j'eusse souhaité vous voir plus de courage à signaler la médiocrité, et flétrir les lâches assassinats politiques de Robespierre. C'est un grand malheur que cet homme soit tombé avec une apparence de martyr : la popularité très-peu intelligente que lui a faite le 9 thermidor est une de nos plus malheureuses traditions. Avec Robespierre vainqueur comme avec Robespierre vaincu, la terreur était à fin, et la fin de la terreur était le commencement de la réaction. Ce n'est pas un Robespierre qui l'eût arrêtée ; je suis même convaincu qu'il se fût arrangé avec elle ; l'homme qui avait été si longtemps hostile à la République, le déiste qui inclinait secrètement au sacerdoce se fût très-bien contenté d'une Constitution à la Sieyès et eût signé le concordat. Il l'aurait approuvé en 1802, en rappelant ses antécédents de 91, et en affirmant qu'il n'avait pas changé d'opinion.....

Je regrette aussi que vous ayez pris tant de soin d'excuser Marat. J'attribue à cet homme, comme à Rousseau, tous deux étrangers, calvinistes, allobroges,

une influence pernicieuse sur notre esprit et notre sens moral. J'ai habité leur pays; je connais ces natures déclamatoires, enflées, vaniteuses, charlatanesques; j'ai appris à leur berceau à les mésestimer et m'en défier.

La Révolution peut très-bien se passer de ces justifications; elle ne sera bien comprise, triomphante et pure que quand on aura vu qu'elle a souffert, qu'elle a péri précisément par l'effet de ces influences qu'on n'en sépare point.

A part ces réserves et quelques autres d'importance toute secondaire, j'ai trouvé votre ouvrage bien conçu, bien conduit et d'un esprit généralement excellent. J'y trouve cette sagesse hardie, cette fermeté tempérée, cette audace calme qui est bien loin du dogmatisme ambitieux, de l'intolérance, de la violence aveugle des sectaires, et qui fut, j'en suis sûr, et je l'ai senti en vous lisant, le véritable esprit de la Révolution.

C'est ainsi que je voudrais être révolutionnaire moi-même et inspirer les autres, par l'idée, par la justice, jamais par le verbiage et la calomnie.

Somme toute, si, à mon avis, vous avez eu trop de ménagement pour certains hommes, qui, entre tous, ont démérité de la Révolution en ayant l'air d'être ses zélés, vous ne vous êtes point trompé sur la chose : vous êtes vraiment, dans la haute et simple acception du mot, un historien révolutionnaire.

Vous pardonnerez cette liberté de jugement à un homme qui a conçu pour vous, Monsieur, sur la foi de votre livre, une sincère estime. Je ne discute guère, croyez-le, avec ceux dont je ne fais nul cas.

Recevez, Monsieur, avec mes compliments, mes salutations fraternelles.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 21 mars 1851.

A MM. GARNIER FRÈRES

Messieurs Garnier frères, d'après la conversation que j'ai eue avec votre sieur Garnier jeune, je viens vous exposer très sommairement l'affaire à laquelle je désirerais vous intéresser, et les limites dans lesquelles il me paraît que la chose peut vous convenir.

Dans l'état actuel des choses, il est permis de croire à la consolidation de la République, conséquemment à un changement plus ou moins prochain dans la marche du gouvernement. Mon élargissement peut être le résultat de cette pression des circonstances et de l'opinion.

Nous avons donc pensé, mes amis et moi, et quelques notabilités républicaines avec nous, que la réapparition du *Peuple* dans la voie où il était entré depuis un an pouvait réveiller bien des sympathies et réunir des chances nombreuses de succès.

Nous avons jugé, en outre, qu'en présence des questions économiques à l'ordre du jour, cet organe ne devait pas avoir seulement pour but de les résoudre, mais aussi d'en provoquer la mise en pratique, et qu'ainsi, nous devions tendre, non-seulement à prendre

la direction des esprits, mais aussi à exercer une influence sur la masse d'intérêts que nos idées ont pour objet de créer et de défendre. En un mot, le *Peuple* doit être à la fois organe politique et journal d'affaires. Dans ces conditions, il réunit toutes les conditions de prospérité.

Un journal quotidien, tel que le *Peuple*, à Paris, exige un cautionnement de 26,000 francs; tiré à dix mille exemplaires, il couvre ses frais. Les annonces, à elles seules, font une recette de 100 à 200 francs par jour.

Nous avons 4,500 abonnés. Ce nombre serait facilement doublé; la vente dans Paris pourrait atteindre facilement le même chiffre. Qu'on abolisse le timbre et la loi contre les colporteurs et crieurs, et le *Peuple*, en quinze jours, retrouve son tirage de 75 à 80,000; vendu à 5 centimes, il fait de 8 à 10,000 francs de bénéfice par mois.

Du reste, on convient généralement que cet organe manque à l'opinion; la pensée publique réclame cette critique forte, franche, toujours motivée. Jamais l'absence n'a tant fait valoir une idée.

Telles sont, en gros, les données sur lesquelles se base l'opération que nous voudrions mener à fin.

A cet effet, une société, en nom collectif et commandite, est formée par nous au capital de 300,000 francs, par actions de 500 francs, sous-divisées en coupons de 50 francs.

Ce chiffre de capital est fixé en vue des opérations de toute nature, industrielles, commerciales, politiques, étrangères à l'administration proprement dite du journal, et que nous pouvons avoir à faire, dans les termes et suivant l'esprit de la fondation du *Peuple*. Quant à

ce qui regarde le journal en lui même, une mise hors de 50,000 francs, tant pour le cautionnement que pour le fonds de roulement, suffit. Toutefois, nous avons décidé de ne rien commencer avant d'avoir réuni un capital d'au moins 75,000 francs. La raison en est que le *Peuple*, ayant pour but de défendre la République et de préparer les élections de 1852, son existence doit être assurée pour au moins un an. Or, avec une perte moyenne de 200 francs par jour, 73,000 francs font une année. Il y a cent contre un à parier que la perte n'arrivera jamais jusque-là.

Mais 75,000 francs sont longs à encaisser, par actions de 500 francs et coupons de 50 francs, d'autant plus que chaque action souscrite n'est exigible, dans les six premiers mois, d'après l'acte de société, que par moitié. Et puis, les sympathies auxquelles nous nous adressons sont généralement peu riches.

Or, il nous importerait de pouvoir paraître dès les premières souscriptions d'actions, et à fur et mesure des versements : un journal ne se recommande jamais mieux que par lui-même, comme toute entreprise par ses produits. Que le *Peuple* se lise, et les abonnés, et les actionnaires arriveront.

Il nous faudrait donc avoir à disposition : 1° le cautionnement du journal, soit une somme de 24,000 francs ; 2° le fonds de roulement, soit encore 24,000 francs : en tout 48,000 francs, pour commencer la publication.

Les 24,000 francs du cautionnement sont placés sur l'État, et ne courent aucun risque ; quant au fonds de roulement, il aurait pour gage les actions souscrites, le produit des annonces, les bénéfices éventuels.

Du reste, il serait entendu que le cautionnement ne

doit être jamais compromis, et que le fonds de roulement ne doit s'engager que sur des données sérieuses.

Tout ceci établi, voici, Messieurs, l'arrangement que je vous propose :

Vous fourniriez à la société le cautionnement du journal : 24,000 francs.

Vous lui ouvririez, en outre, un crédit de pareille somme, remboursable, à fur et mesure des rentrées du journal et selon ses convenances, 24,000 francs.

C'est-à-dire que, tandis que vous seriez pour les 24,000 francs du cautionnement simplement prêteurs, et prêteurs garantis, ne devant courir aucune espèce de risque, vous seriez pour les 24,000 francs du fonds de roulement, comme des banquiers, faisant avance de vos fonds en compte courant, soumis aux risques de cette avance, mais sans encourir aucune autre responsabilité dans l'administration.

L'intérêt des sommes avancées par vous vous serait payé à raison de 5 p. 100 l'an :

En retour du risque plus ou moins considérable que paraîtrait courir le crédit du compte courant, vous auriez droit, dans le journal : 1° à un certain nombre de lignes d'annonces ; 2° à des comptes rendus ou réclames des ouvrages que vous indiqueriez, pourvu que ces ouvrages ne fussent pas contre la ligne politique du journal ; 3° à la préférence pour la publication, le dépôt ou la vente des ouvrages et brochures qui seraient publiés par la société.

Ce triple droit pouvant devenir, suivant le succès du journal, et en raison de vos relations de libraires comme des relations politiques de la société, la partie la plus productive pour vous, l'article qui le concer-

nerait serait toujours modifiable de gré à gré : aucun engagement à cet égard ne serait pris que pour un court délai.

Cette facilité de révocation serait en même temps le gage de votre sécurité, puisque le compte courant ayant pour condition l'acquittement d'une telle prime, il est arrêté le jour où l'accord cesse sur la prime.

Voilà, Messieurs, dans quels termes j'ai pensé qu'il vous conviendrait peut-être de seconder une entreprise actuellement en cours de sollicitation, et qui, si les événements ne me trompent, est destinée à prendre un vaste développement.

Je ne vous propose point de devenir commanditaires pour 24,000 francs ni pour 48,000 francs, mais simplement prêteurs sur garantie de l'État pour une partie; et banquiers ou escompteurs, avec primes, pour l'autre.

Du reste, la société conserverait le droit de vous rembourser à toute occurrence, si elle le jugeait utile; comme aussi vous aurez le droit de convertir en actions votre capital, si vous jugiez un jour ce mode de placement entre nos mains plus profitable.

Vous disposez en ce moment de plus de capitaux que n'en exige votre commerce; vos sympathies politiques ne vous éloignent pas de la cause républicaine; après avoir fait de belles affaires, vous désirerez peut-être ajouter à votre honorabilité de négociants quelque titre qui vous recommande comme citoyens. Au temps où nous vivons, la politique entre, pour peu ou pour beaucoup, dans toutes les existences. Vous pouvez, sans vous compromettre et sans trop hasarder, faire ce que je sollicite de vous. Devenir entrepreneurs d'un journal démocratique, comme paraissait d'abord l'avoir compris

votre sieur Garnier jeune, c'était à la fois trop risquer, trop vous découvrir, et comme gens d'affaires, et comme simples particuliers. La combinaison que je propose me paraît de tous points celle qui doit vous agréer le plus. J'attendrai, du reste, et recevrai avec plaisir toutes les observations que vous voudrez bien me soumettre.

Je vous présente, Messieurs, mes salutations les plus cordiales.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Ne pourrions-nous encore, afin de vous soustraire à toute espèce de chance aléatoire, convenir que les 24,000 francs du fonds de roulement vous seraient remboursés par *annonces, réclames, articles de comptes rendus*, etc., etc? Il me semble que votre librairie peut comporter très-bien, dans un intervalle de un ou deux ans, une telle dépense.

Vous en savez maintenant, mon cher Maurice, autant que moi-même sur ma situation et mes perspectives.

Maintenant, mon cher, est-il dit que je n'aurai pas occasion de profiter de votre offre? Je n'oserais m'en vanter; mais je vous le dirai avec la même simplicité que je mets à vous rendre compte de mon ménage.

J'ai fait savoir à Oudet, que si Tubergue et Bintot voulaient supprimer du Bergier l'*Essai de grammaire* et ôter mon nom de la couverture, je leur laisserais bien volontiers tout le reste. Je ne tiens point à détruire une édition d'un livre que je crois intéressant; je ne veux qu'anéantir une rapsodie qui ne peut me faire aucun honneur.

Le gâchis paraît se mettre dans le gouvernement. Il serait si facile pourtant d'avoir la paix et de favoriser les affaires. Que M. Bonaparte suive l'exemple de Cavaignac; que la majorité revienne à la Constitution, et tout est dit. Les élections de 1852 nous enverront une majorité républicaine modérée qui n'aura rien d'inquiétant pour personne.

Mais tant de simplicité ne va pas à nos grands politiques. L'un ne veut pas quitter le pouvoir, l'autre brûle de s'en emparer. De tous côtés, on conspire contre la légalité et les libertés publiques. Cela est indigne et nous mènera à mal, je le crains. Je crois, si l'on fait violence à la Constitution, qu'il y aura soulèvement immédiat et branle-bas général; vous ne sauriez imaginer quelle unanimité règne dans Paris à cet égard. Exciter, provoquer, amener de force une catastrophe, quand le peuple ne demande qu'à suivre les voies légales, c'est un crime qui n'a d'exemple que chez les tyrans de l'antiquité. Le châtiment serait épouvantable, mais mérité.

Je vous ferai ici une confidence que je vous prierai de garder POUR VOUS SEUL.

Le préfet de police, Carlier, s'est mis en tête de se faire une popularité; après avoir favorisé la liberté du commerce de la viande, le voilà qui songe, par une réduction de l'octroi, à faire baisser le prix du vin de 10 centimes par litre. Il m'a fait part de ses vues et m'a demandé un travail. N'est-il pas plaisant qu'un seul homme, depuis trois ans, m'ait demandé le secours de mes idées, et que cet homme soit justement le préfet de police? Je n'ai pas refusé; j'ai écrit un rapport qui, si Carlier l'accepte et le signe, produira un effet extraordinaire dans Paris. On se dit à l'oreille déjà que c'est moi qui lui ai suggéré l'affaire de la boucherie, ce qui n'est pas vrai; on ne manquera pas de me signaler encore comme l'inspirateur de cette affaire d'octroi. Comme bien vous pensez, je ne désavouerai rien : j'ai l'air d'avoir un pied dans le gouvernement. Et cela sans le moindre sacrifice de conviction ni de dignité.

Encore une fois, mon cher, silence sur ceci. Si Carlier suit sa pointe, ce sera pour moi un coup de maître, dont, en aucun cas, je n'aurai à rougir.

Bonjour à vos dames. Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Hier je suis sorti. J'ai dîné avec MM. Goudchaux et Martin (de Strasbourg). J'avais vu dans la matinée quelques amis.

Une sorte de terreur panique semble gagner insensiblement le monde du gouvernement ainsi que la majorité réactionnaire. L'année 1852 apparaît comme le juge-

ment dernier. On ne se sent pas assez fort pour violer la Constitution et faire un coup d'Etat, et l'on a perdu l'espoir de diriger la République. Voilà pourtant où ces grands génies de Guizot, Thiers, etc., ont mené leurs amis et le Président. La Révolution surgit à l'horizon menaçante comme une comète; on a perdu de gaieté de cœur la confiance du peuple par tous les excès de l'arbitraire, et il faut courber le front.

Je crois que l'année se passera sans trouble. Le peuple attend 1853 et ne se soulèvera qu'à la dernière extrémité. Mais alors, si la loi du 31 mai n'est pas abrogée, il se lèvera : comptez-y. Aussi, le rappel de cette loi est à l'ordre du jour; déjà même c'est aux trois quarts fait par la commission municipale.

En même temps que l'Assemblée se résigne sur ce point, la bourgeoisie immobiliste prend son parti de la perte de Louis Bonaparte; il n'y aura ni révision de la Constitution, ni prorogation du Président.

Les habiles gens que voilà.

Conciergerie, 11 mai 1851.

A M. CHARLES EDMOND

Mon très-cher Edmond, j'ai eu communication de la lettre en date du 2 mars que vous m'avez adressée par Massol. A cette heure, vous devez savoir par lui le désagrément qui, il y a quatre ou cinq mois, vous a privé d'une longue épître de ma main. Cette épître est entre les mains de M. Carlier. Depuis, je n'ai pas jugé utile de tenter une seconde fois la fidélité de la poste et l'exactitude des commissionnaires. C'est vous qui en avez pâti; je vous en demande pardon.

Vous êtes vraiment barbare, slave, etc.; vous êtes comme tous les amoureux, qui n'ont pas l'esprit de supposer la moindre cause raisonnable à leurs contrariétés, et qui prennent *instanti-quo* le parti éminemment sage, utile, de se désespérer et d'accuser. C'est très-sentimental, assurément; mais comme c'est juste! et surtout philosophique! Allons, cher ami, à mon tour, je vous pardonne.

Savez-vous ce que je fais depuis six mois?

D'abord, j'ai entrepris un gros livre, que je me suis cru chaque jour à la veille de finir et de vous envoyer,

et qui n'est qu'à moitié écrit; il y aura au moins 600 pages in-8°.

Impatient de rompre le silence, dont les honnêtes *démoc soc* se font une arme pour me calomnier, — tout juste comme vous, — j'ai pris le parti de donner au public une brochure composée de quelques extraits de mon travail, et qui surchargerait mon manuscrit. Cette brochure atteint 15 à 18 feuilles in-8°, sans préjudice des 600 pages de l'autre. Puis-je vous la faire parvenir au Caire par la voie ordinaire? Répondez-moi tout de suite.

Je compte paraître fin courant ou premiers jours de juin au plus tard. Si cette fois le peuple français et européen ne comprend pas, je déclare qu'il m'est impossible de faire mieux, et je renonce à m'occuper davantage d'économie publique et de révolution.

Vous parlez d'aller aux Indes; je vous le défends, parbleu! Nous aurons besoin de vous ici. Sans compter que tôt ou tard le *Peuple* vous attend; il est impossible qu'un changement de politique ne vous rappelle avant 1852. Les choses ne sont pas telles qu'elles vous semblent à la surface, je veux dire dans les journaux du gouvernement et les débats de l'Assemblée. Autre chose est le pouvoir, l'État, et autre chose est le pays. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'en ce moment, où chacun des deux tend à se débarrasser de l'autre.

Outre la réaction blanche, nous avons l'hypocrisie rouge, plus infâme, plus lâche, plus scélérate qu'elle ne fut jamais.

Ce sont les rouges qui en ce moment travaillent le plus utilement à dévoyer la révolution. C'est pour eux que je fais ma brochure, qui probablement ne restera pas sans réponse, et me fournira l'occasion que j'attends

de redoubler. Et c'est dans ce moment-là que vous iriez aux Indes, quand nous allons avoir sur les bras Pitt et Cobourg d'un côté, la queue de Robespierre de l'autre, conjurés contre la Révolution! Allons! vous parlez comme un enfant boudeur et pleurnicheur; votre place est marquée ici, dans les colonnes du *Peuple*, comme elle l'est dans les cases de mon cerveau. Songez que c'est moi qui vous le dis; je n'aime pas les petites maîtresses.

V***, pendant que vous poussez vos gros soupirs contre moi au pied des Pyramides, m'a signifié bravement, dans une lettre longuement motivée, sa séparation. Il me dit que je suis bon pour la pensée, mais que je n'entends rien à l'action, et que je compromets la révolution. V*** va nous susciter une concurrence. Il couche en joue une candidature dans le département de Saône-et-Loire. Pendant que nous autres, pauvres benêts, nous nous morfondions entre les néo et les pseudo-jacobins, il déplorait notre politique et se faisait des amis à nos dépens. Je ne lui ai pas répondu; mais j'accepte parfaitement la rupture. Il a pris les devants; il a bien fait pour son honneur.

Eh bien! m'allez-vous aussi, vous, signifier qu'il n'y a plus rien de commun entre nous deux, et que, fatigué des ingrats, vous allez aux Indes? Prenez garde que je vous réponde comme Agamemnon à Achille :

Fuyez donc, retournez dans votre Thessalie :
Moi-même je vous rends le serment qui vous lie ;
Assez d'autres sans vous, à mes ordres soumis,
Cueillent les lauriers qui vous furent promis.

Je ne suis pas assez versificateur pour corriger le mot souligné du troisième vers, mais il me semble que

le Slave qui parle sans cesse de son cœur doit entendre à mots couverts le jurassien.

Autre calamité. Les prisonniers de Belle-Isle sont tous les jours prêts à s'entre-égorger, Barbès, Blanqui, ces deux héros de mélodrame, ont réussi à diviser entre eux la colonie. Pilhes est dans un camp, Langlois dans l'autre, m'écrivant tous d'eux, chacun à l'endroit du frère, des choses ignobles. Pour former avec ces messieurs et V*** une partie carrée, il ne manque que vous. Allons, que voulez-vous devenir, ancien rédacteur de la *Voix du Peuple*, *Blanquiste* ou *Barbésien*?

C'est pourtant ma prison qui a causé notre dispersion : c'est parce que je n'ai pu rester là que tous se sont envolés et que quelques-uns me jettent la pierre. Ah! enfants! sans moi où en seriez-vous? Je puis vous le dire, et dans six semaines vous le comprendrez encore mieux.

Ma femme a été charmée de vos babouches égyptiennes, et vous en conserve un souvenir de sœur. Elle m'a fait une petite fille, qui a déjà sept mois, et commence à pousser ses dents; c'est un idéal d'enfant. Je l'ai appelée Catherine, du nom de ma mère, à qui je dois tout. Cela a fait beaucoup rire; le nom de Catherine est peu à la mode. J'ai voulu faire honneur à la paysanne que le monde n'a pas connue et qui en valait une autre. Il faut que vous voyez cette bouture, qui a déjà pris place dans la famille sous le diminutif de *Kathe*.

Je sors une fois la semaine. Quelquefois nous déjeunons chez ma femme; auprès du berceau de *Kathe*, *Mathey*, *Darimon*, *Cretin*, enfin les plus intimes, les plus fidèles. Nous n'avons pas encore eu la visite de *Massol*. Je vous ajourne à l'une de ces réunions, à ma

première sortie qui suivra votre arrivée. Cela vous va-t-il? Je vous préviens que vous ne remplacerez pas V***; nous ne l'avons jamais appelé.

En vérité, ne faut-il pas qu'un homme soit bête pour me forcer à lui dire tant de bêtises?

Salut donc et fraternité.

Toujours le même.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 23 mai 1851.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je regrette bien vivement que nous n'ayons pu vous avoir à la promenade; cela nous aurait récréés et fortifiés l'un et l'autre. Le temps approche où il faudra parler de beaucoup de choses !...

Mon programme est terminé; ce que je croyais ne devoir être qu'un échantillon de mes études, fera 450 pages, sans préjudice de ce qui reste et qui est le plus important. J'ai vraiment honte de toutes ces longueurs.

Je ne crois pas qu'il soit possible de poser une révolution plus nettement, en principe et en pratique. Si nous sommes d'accord, vous et moi, avec ce que je vais publier et ce que je tiens en réserve, nous avons dix ans de *règne* devant nous. Que d'autres se querellent pour la Présidence de la république. Je ne vois personne qui soit près à venir nous relever de ce poste.

Dans quinze jours, je compte paraître. On imprime et je n'ai plus que peu de pages à donner.

A une autre fois donc. Mais permettez-moi de vous dire une chose, Marc : c'est qu'il faut jeter la modestie

DE P.-J. PROUDHON.

63

aux chiens, et nous prendre décidément au sérieux. Le manque d'hommes plus capables est notre excuse.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Si vous n'avez pas égaré ma blouse, auriez-vous l'obligeance de la faire remettre chez moi. Voici les chaleurs ; elle peut m'être utile.

Conclergerie, 11 juin 1831.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je viens de lire le *manifeste* à l'Europe, daté de Londres, et signé Mazzini, Ruge, Darasz et Ledru-Rollin.

Je n'ai qu'une chose à vous en dire : c'est que si le *quartumvirat* continue sur ce pied, il n'attendra pas longtemps ma protestation énergique et motivée.

Il ne leur manquait que d'être applaudis par cet imbécile de *National*. Décidément, mon cher, on ne travaille autour de nous que pour des pontificats, des présidences, des dictatures et des amirautés. J'en suis soulé. Je sens que nous aurons maille à partir avec tout ce monde. Vous pouvez en prévenir les amis.

Voyez-vous comme l'ambition sait se faire Tartufe ? On est déjà *ami de l'ordre*, ni plus ni moins que Cavaignac ; opposé à *l'anarchie*, comme Duclerc ; — on veut bien reconnaître que la démocratie ne peut se passer de *liberté* et d'*égalité* ; mais l'ordre avant tout ; la liberté dans une juste mesure.

Point de terreur, disent-ils : DE LA FERMETÉ seulement ! Eh ! lâches, parlez clair ou taisez-vous. C'est

aux révolutionnaires que votre fermeté se fera d'abord sentir ; les *honnêtes gens* seront toujours vos amis.

Et de quel front mettent-ils leurs palinodies sur le compte des peuples ? Qui donc a dit, à Milan, *Italia fara da se*, si ce n'est Mazzini ? Qui s'est moqué des révolutionnaires français, si ce n'est Ruge et ses pareils ? De quel front accusent-ils la France, quand, pendant quatre mois, Ledru-Rollin n'a pas poussé un seul cri ? C'est par trop fort de voir quatre prétendants intimer des ordres à la démocratie européenne et régenter la Révolution. Ce qui m'afflige surtout aussi est de voir Ledru-Rollin servir de compère, pour ne pas dire de dupe, à ces intrigants, qui comptent sur nous pour rentrer dans leurs gouvernements, et qui croient nous tenir, parce qu'ils empaument ce pauvre homme.

Marc, Marc, je suis b..... en colère.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 21 juin 1851.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher docteur, ma fille vient d'avoir la petite vérole. Elle est à peu près guérie, et n'en sera pas marquée; il paraît même que ce n'était qu'une variole, variolide ou petite vérole volante, en sorte que le docteur recommande de la faire toujours vacciner. Ainsi, quand vous ferez le voyage, n'oubliez pas votre lancette, puisqu'il est convenu que vous ferez l'opération. Et prévenez-moi d'avance, pour que nous puissions diner ensemble à la Conciergerie, avec ma femme et ma petite fille.

Par ordre ministériel, le préfet de police a retiré aux détenus politiques toutes permissions de sortie. Nous sommes, jusqu'à nouvel ordre, consignés. J'ignore le motif de cette mesure qui, dans ce temps de brouillasse politique, nous arrive comme giboulée en avril,

Dans dix ou douze jours, j'aurai à vous faire parvenir deux exemplaires de mon ouvrage : l'un pour vous, l'autre pour M. Bessetaud, à qui veuillez présenter mes amitiés.

Dois-je vous attendre pour vous les remettre, ou les confier à la messagerie !

Deux mots, s'il vous plait !

Je vous serre la main et vous embrasse sur les deux joues bien sincèrement.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 3 juillet 1831.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je vous envoie les feuilles de mon ouvrage qui concernent le *Gouvernement*, et qui peuvent intéresser Ledru-Rollin.

Le passage relatif aux idées de l'illustre exilé se trouve pages 172 à 177. J'ai eu soin de le tronquer et de passer vite, au risque de paraître incomplet, aimant mieux encourir le reproche de critique superficielle, que de m'exposer à froisser un amour-propre trop délicat.

La lecture de l'ensemble vous éclairera, du reste, sur la loyauté et la délicatesse de mes intentions.

Les neuf dernières pages sur le 9 Thermidor et Robespierre sont la pierre d'attente d'une discussion nouvelle et générale sur la tradition républicaine qu'on a tort, selon moi, de prendre chez Robespierre, Rousseau et les jacobins, et qui se trouve plutôt chez Danton, Vergniaud, Condorcet, Diderot, Voltaire, etc.

Je n'ai pas ménagé l'homme du 9 Thermidor, dont le nom revient plus d'une fois dans ma brochure, notamment dans le passage que je vous ai lu en compagnie de Gallot. Vous y verrez qu'à moins d'idées

supérieures capables de changer la *direction actuelle* des esprits, la révolution de 1848-52 est forcée d'abandonner la ligne de Robespierre et Rousseau pour rentrer dans celle de Danton et de la Gironde.

Ce n'est pas la moindre nouveauté qui résulte de mon travail.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 9 juillet 1851.

A MM. GARNIER FRÈRES

Messieurs Garnier frères, j'ai reçu un exemplaire in-4° des *Confessions*, afin d'y pratiquer les corrections que selon vous j'ai à faire pour la nouvelle édition.

Je relirai volontiers une deuxième fois cet ouvrage, auquel mes études depuis deux ans me suggèrent de nombreuses et importantes corrections. Mais d'abord, qui est devenu l'exemplaire déjà corrigé de ma main, et sur lequel devait être faite cette réimpression? Il faut tenir compte de ces premiers changements et les ajouter à ceux que je ferai encore.

Cette publication, ainsi revue, sans rien perdre de son allure, de la disposition de ses parties et de son esprit, sera pourtant notablement améliorée et augmentée. La Préface est très-bien : c'est un des meilleurs articles que j'aie écrits. Mais pourrais-je savoir ce qu'est ce *Post-Scriptum* qui doit être mis à la fin? Je n'en ai plus souvenir. Il faut me le dire pour que je m'arrange en conséquence. Depuis deux ans, il s'est passé plusieurs choses dont j'aurai à parler : j'ai besoin de savoir où en était ma pensée lorsque je vous ai donné la *Préface* et le *Post-Scriptum*, et le chemin que

j'ai pu faire. Car si quelque chose me distingue entre tous les écrivains, c'est que de ma première publication à la dernière, il y a un progrès continu, que je ne nie pas, qu'au contraire j'aime à faire ressortir. C'est dans ce progrès que consiste l'unité et l'enchaînement de mes idées.

Recommandez fortement à l'imprimeur de soigner les corrections. J'y attache une extrême importance. Ce que j'écris n'a de valeur que par le raisonnement; et le raisonnement est ce qu'il y a au monde de plus difficile. Un mot, une phrase de plus ou de moins, une transition mal ménagée, une expression peu exacte font manquer un argument et rompent le fil des idées. Si ce défaut se remarque trop souvent, un livre est perdu. Il n'y a que les écrivains qui ne pensent pas qui ne corrigent pas.

Je vous salue, Messieurs, bien cordialement.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 20 juillet 1831.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je ne puis résister à l'envie de vous faire part des réflexions qui m'assiègent depuis que le rejet de la révision m'est connu.

Suivant les probabilités, la première conséquence de ce rejet sera d'amener un ministère Barrot, Lamartine, ou autre qui, sous la condition préalable du retrait de la loi du 31 mai, reproduira dans deux ou trois mois la proposition de révision.

Or, la loi du 31 mai retirée, devons-nous nous opposer à la révision ?

Telle est la question que je me pose, et sur laquelle je trouve du pour et du contre, suivant le point de vue où il nous conviendra de nous placer.

Rejeter la révision dans l'hypothèse où je présume que nous nous trouverons peut-être bientôt placés, c'est, pour le parti démocrate socialiste, s'engager de plus en plus dans la politique conservatrice; c'est s'absorber dans la république modérée, voulant le

progrès sage, lent, prudent, etc. On sait ce que tout cela veut dire. C'est consacrer par avance la candidature du général Cavaignac, et écarter dorés et déjà celle de Ledru-Rollin, dépourvue, *ipso facto*, de signification. Veut-on prendre ce parti? On le peut, je dirai même sans trop d'inconvénients, mais certes avec plus d'égoïsme que de dignité. Oui, en suivant cette marche, il est possible à Ledru-Rollin, rentré en France après l'élection de Cavaignac et devenu chef de l'opposition, d'arriver à son tour à la présidence; il est possible, à nous et à tous nos amis, d'obtenir du général, qui une préfecture, qui un bureau de tabac, en disant au prolétariat de faire ses affaires, et en attendant son tour, de s'en tirer comme il pourrait.

Tout cela est possible, je dirai même presque certain. Mais alors! je vous le demande, que devient le socialisme? Qu'est-ce que la Révolution? Quelle signification est la nôtre? Qu'avons-nous à faire comme publicistes, à côté du *National* et du *Siècle*? Quel rôle que celui de L. R., soutenant le gouvernement de Cavaignac contre les incursions des blancs et des noirs, comme O. Barrot faisait la monarchie de Louis-Philippe contre les légitimistes, et l'attaquant ensuite au point de vue des intérêts révolutionnaires! Quelle figure feront la presse démocratique et la Montagne, lorsque, n'ayant plus l'argument de la loi du 31 mai, elles repousseront la révision, uniquement par méfiance du Peuple et peur de Louis Bonaparte!

Appuyer la révision, au contraire, donner cette preuve d'habile audace, cela me paraît une tactique pleine d'avantages, sous quelque rapport qu'on veuille l'envisager.

Si la révision, grâce à cet appui, est votée, nous ou-

vrons la voie révolutionnaire. Le suffrage universel est par nous consacré, et, qui plus est, évoqué; le Peuple, électrisé par l'audace de la Montagne, s'élance à sa suite; la Constituante, quoi que fasse l'Élysée, nous arrive rouge en majorité. Rien alors n'obligeant les constituants d'en finir en trois mois, grâce à la question sociale et révolutionnaire qui prendrait le dessus, la Constituante en a pour trois ans du premier coup; Louis Bonaparte, et les vieux partis déguerpissent, et nous labourons l'Europe...

Si, ce que je regarde comme probable, la révision, appuyée par les rouges, est repoussée par la droite, la révision se couvre d'infamie et le parti républicain d'une nouvelle gloire. Quoi! c'est quand la liberté est mutilée que les conservateurs proposent de réviser le pacte; et, dès que le droit est rétabli, ils refusent!.... Après une telle palinodie, la Montagne reste reine de l'opinion; en 1852, elle est plus sûre que jamais du triomphe, et c'est alors que la candidature de Ledra-Rollin peut éclipser celle de Cavaignac. De toute façon, la Révolution fait un pas de géant.

Voilà, mon cher Marc, en résumé, l'aspect sous lequel j'envisage l'avenir probable que nous promet le vote d'hier soir. Songez-y, la proposition de révision, escortée du rappel de la loi du 31 mai, ne manquera pas probablement d'être présentée. Alors, comment nous en tirer avec honneur, si nous la repoussons? Autant nous dire tout de suite bourgeois, conservateurs, propriétaires, restaurateurs de l'autel et du trône; car sait-on l'effet que produirait dans le pays et dans l'Europe ce républicanisme mesquin et timide?

Pour moi, bien loin de voir dans la proposition de révision un piège tendu à la République, dans ces con-

ditions nouvelles, j'y verrais l'aveuglement de nos ennemis et une des plus belles chances révolutionnaires. Dufaure avait cent fois raison : réviser une Constitution, et par voie de suffrage universel, c'est remuer la société de fond en comble; c'est faire acte de révolution. Ma conviction est si forte sur ce point que, même avec la loi du 31 mai, j'eusse accepté le défi : malheureusement, la préoccupation était trop vive à l'endroit du suffrage universel. On nous a fait un article de foi de ce prétendu principe, qui n'est que le premier pas vers la démolition de l'autorité; Dieu veuille qu'il ne nous suscite pas dans l'avenir de plus grands embarras!

En résumé, si la révision sous le suffrage restreint pouvait paraître une contradiction, sous le suffrage universel elle me paraît non-seulement de droit, mais de devoir.

Si vous jugiez utile, mon cher Marc, de faire part de ces idées aux gens de Londres avant de prendre une résolution, je vous en saurais gré tout le premier. Ce point sera le premier sur lequel nous devons nous entendre. On comprendra là-bas, j'espère, que si, pendant un temps, nous avons dû nous défendre sur la Constitution, le moment devait venir où, avec non moins de droit et de loyauté, nous devrions l'abandonner : or, ce moment me paraît presque venu. Dans six mois, tout le monde en France se réclamera de la République constitutionnelle; tout le monde criera : haro ! sur l'anarchie, le gouvernement direct, l'abolition du salaire, des cultes, etc.; dans six mois, la République modérée commencera, comme Louis-Philippe, sa restauration de l'Autel, du Pouvoir et du Capital. Dans six mois enfin, — vous me permettrez

cette prédiction cruelle, — on combattra peut-être la République sociale, avec le patronage de Robespierre.

Pensez-y bien!

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Je recueille en ce moments tous les faits, discours, décrets, pièces, etc., qui doivent servir à démontrer l'explication que j'ai donnée du 9 Thermidor. Pour moi, ce n'est déjà plus un paradoxe, c'est une triste, bien triste vérité.

Conciergerie, 25 juillet 1831.

A M. L. FAUCHER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. le ministre, l'administration des prisons nous avait accordé, à plusieurs de mes compagnons de captivité et à moi, la faculté de sortir deux jours par semaine, dans l'intérêt de nos affaires *domestiques* et de notre santé. Elle n'avait mis à cette faveur d'autre condition que celle de ne pas nous produire dans les lieux publics et les réunions politiques.

Depuis quelque temps, par une raison de discipline administrative, ou pour tout autre motif qu'il ne nous appartient pas de juger, mais auquel nul d'entre nous n'a donné lieu par sa conduite, cette permission nous a été retirée, et nous sommes informés que ce n'est plus au préfet de police, mais à vous, Monsieur le ministre, que nous devons adresser nos sollicitations.

Je viens donc, en ce qui me concerne personnellement, et avec un véritable regret d'occuper votre attention de si peu de chose, vous prier, Monsieur le ministre, de vouloir bien donner des ordres pour que je sois rétabli, vis-à-vis de M. le directeur de la Conciergerie, dans les

mêmes avantages qu'il y a six semaines. En changeant quelquefois de résidence, je ne sortirai pas pour cela de ma retraite.

Je suis avec confiance, Monsieur le ministre, votre très-humble serviteur.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 28 juillet 1851.

A. M. MARC DUFRAISSE

Je vous confirme ma dernière de point en point, et vous adresse celle-ci pour vous donner avis que je sors, après-demain mercredi 30 courant, plus la nuit du 30 au 31 et la journée du 31.

Je désire vous voir l'un de ces jours avec Gallot; je ne serais pas fâché que le citoyen Baronnet, ou Bocage, ou Ducoux s'y trouvât.

Il faut en finir.

L'ancien parti républicain gouvernementaliste veut-il, oui ou non, prendre la révolution telle qu'elle est : guerre aux cultes, guerre aux gouvernements, guerre aux aristocraties capitalistes ou propriétaires?...

Il faut se décider.

Je vous dirai plus : j'ai lieu de croire que Girardin serait tout disposé à arborer tout à la fois et le socialisme anticapitaliste, antireligieux et antigouvernemental, et par dessus le marché la candidature de L. R. Je vous en dirai davantage encore quand nous nous verrons.

Que pensez-vous encore de cette union de forces.

Allons donc ! allons donc ! J'ai lancé un programme

formidable, qui a passé, grâce à la précision, à la condensation des idées, et à la forme *technique* du style; il faut embraser l'univers avec cela.

Si L. R. et ses amis ne veulent pas avancer, il n'y a de ressource pour les révolutionnaires intelligents qu'à se jeter dans le parti républicain modéré; c'est pour ma part ce que je ferai si L. R. fait défaut.

Mais il faut se décider, et promptement.

Adieu, je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 14 août 1831.

A M. LANGLOIS

Mon cher Langlois, j'ai donné commission à Mathey de vous faire parvenir mon dernier travail, ainsi qu'à Pilhes et Duchêne.

J'ai appris, par les journaux, vos débats avec le directeur de Belle-Isle, Valette, jadis celui de Doullens. Comment ce fonctionnaire, avec qui tout le monde a pu vivre, à Doullens, en assez bonne intelligence, à l'exception de Blanqui et de moi, soit devenu tout à coup une espèce de dogue, acharné sur les malheureux dont la garde, non le supplice, lui a été confié ? Dois-je faire remonter à la discorde qui règne parmi vous, et à l'espèce d'émulation de fausse énergie qui depuis votre transfèrement semble vous posséder tous, la cause de toutes les misères qui vous affligent ? Cela n'excuserait point les agents du pouvoir ; mais vous me permettez aussi de n'en pas aimer davantage les personnages auxquels vous semblez tous, d'ici, servir de soldats. J'ai vu de si détestables sujets dans les prisons, que je me méfie toujours des réclames et tartines qui arrivent des lieux de détention ; en revanche, quand j'ai vu mes amis frappés, irrités, des hommes dont je connais la

loyauté et la modération, je n'ai pu m'empêcher d'en concevoir une profonde colère. M'éclairerez-vous une fois sur tout cela?...

J'ai reçu communication hier d'une lettre de Pilhes à un de ses amis. Il marque qu'il en a écrit plusieurs, à moi entre autres, dont aucune n'est parvenue. La dernière que j'ai reçue de lui est du mois d'avril, en réponse à celle que j'avais chargé Duchêne de vous communiquer à vous et à Pilhes (faites-le lui savoir). Dans ces deux lettres, Pilhes attribue en partie ses souffrances et celles de ses amis à l'influence occulte de Barbès et de ses fidèles; cela lui donne un chagrin qui va jusqu'au désespoir, et fait mal à lire. Pilhes est une âme de feu, que la vue, ou seulement l'opinion de l'injustice et de la malice humaine consume et tue. J'ai eu un frère puîné de ce tempérament. Il était soldat : les concussions de son capitaine, qu'il ne pouvait ni dénoncer ni empêcher l'étouffaient : il mourut, par le fer ou par le poison, je n'ai pu le savoir, mais à coup sûr de rage. Je crains qu'à Pilhes il n'en arrive autant. Comment, vous, que je croyais doué de quelque philosophie, et qui ne manquez pas de cœur, avez-vous pu vous brouiller avec lui? Comment, tout en gardant vos opinions, n'avez-vous eu pitié de cette âme si souffrante? Pilhes est un homme à qui je reviendrais toujours, quelles que fussent ses violences et ses erreurs : c'est un Achille, vous dis-je, il faut l'aimer, dussiez-vous en souffrir.

Une autre de vos étourderies est votre manifestation contre Blanqui. A quoi pensiez-vous quand vous avez commis cette bévue? Ignorez-vous donc que Blanqui, avec toutes ses ruses, est encore moins dissimulé que ses rivaux, et que les pensées qu'il exprime, il les ont

de commun avec lui? Tandis que vous assumez le risque, l'impopularité d'une protestation aussi malencontreuse, eux, ils se taisent, ils acceptent les sentiments dont Blanqui se fait l'organe détesté, et profitent en même temps de votre désaveu, qu'ils n'appuient pas. Pauvre ami! Que je vous plains, mais que je vous aime dans votre candeur! Allez, cher enfant, vous ne serez jamais estimé ce que vous valez que par des hommes qui, comme moi, vous connaissent à fond, parce qu'ils vous retrouvent au fond de leur cœur.

Ce que je vous reproche surtout dans cette affaire, c'est, comme partout, d'avoir, en suivant votre tempérament, manqué à la philosophie. Eh quoi! vous ne comprenez pas que Blanqui est l'incarnation des vengeances populaires, qu'il est, comme Marat, une des faces hideuses, mais malheureusement logiques, nécessaires, de la Révolution! Vous frapperez l'ennemi, vous, dans le feu de l'indignation; Blanqui l'exterminera dans la froideur de ses calculs. N'est-ce pas ainsi que vous a jugés la cour de Versailles? Où seriez-vous, dites-moi, sans l'abolition de la peine de mort? Ayez donc pitié des stupides et féroces humains, mais laissez passer la justice de Dieu. Aujourd'hui, ni vous, ni moi, ni personne, ne pouvons plus rien contre la force des choses. La réaction l'a voulu : nous sommes emportés vers les catastrophes, vers les vengeances. Déjà on ne s'occupe plus des idées; déjà, pour quelques principes lumineux, féconds, d'économie sociale, on croit en savoir de reste, et de toutes parts l'impétuosité révolutionnaire accuse les théoriciens. Blanqui aura son heure, il est inutile de le nier; il y aurait de l'imprudence, presque de l'injustice à y faire obstacle. Ce qui s'ensuivra, sans doute, sera la dissolution de la France,

si ce n'est comme nation, du moins comme État. Mais la chute de l'État français entrainera celle de tous les États européens : à travers la bacchanale des sectes, des partis, des factions, des banqueroutes, des guerres civiles, des proscriptions, nous arriverons, d'épreuve en épreuve, à la pratique pure et simple de la liberté.

Pour moi, je continuerai à servir mes contemporains et l'humanité du fruit de mes études : mais, je ne vous le cache pas, je songe à me tenir à l'écart ; car la raison humaine en ce moment est en pleine éclipse, et je ne me sens pas de force à lutter par la passion contre les passions.

Savez-vous quel est l'homme de l'ancienne révolution, que j'aime, que j'admire, malgré son entêtement et ses travers, que je prends pour mon héros ? C'est Lanjuinais ! Lanjuinais, le girondin, mais si généreux, si pur, qu'il inspire le respect à Marat, au 31 mai ; à Robespierre, après la loi de prairial. Je me sens digne, à l'occasion, d'imiter Lanjuinais, de protester contre tout ce que ma conscience réprouve ; mais je ne veux pas de rôle dans cette ronde d'hydrophobes. Qu'ils se mangent entre eux, qu'ils déciment et ruinent, et déshonorent le peuple, jusqu'à ce que le peuple se relève d'horreur et les écrase ; peut-être ferai-je entendre bien haut ma malédiction ; mais je ne me ferai contre eux pas plus chef de parti ou de complot, que je ne consentirai à être leur complice. Que ce qui doit arriver arrive ; je ne l'empêcherai point, tout en réservant mon jugement. Mon unique souci est de faire si bien, en subissant le fléau, que je n'en reçoive point la solidarité et la souillure.

La Chambre vient de se proroger. La Montagne a publié son compte-rendu. La deuxième campagne pour

le renouvellement des pouvoirs de Louis Bonaparte est commencée. Que vous dirai-je ? Tout ce qui se publie et se fait me paraît absurde. Quoi ? Voilà la réaction réduite, de son aveu, aveu officiel, à solliciter une réélection inconstitutionnelle, et à prouver que la volonté du peuple, à défaut des prescriptions du pacte, suffirait pour valider la réélection ! C'est à cette extrémité que l'on s'avoue parvenu !... D'abord, quand la réélection serait légale, elle ne serait rien moins qu'assurée ; ensuite, quand elle obtiendrait la majorité, l'inconstitutionnalité n'étant pas levée, la validation n'a pas la moindre garantie. On n'ose pas faire un bel et bon coup d'État ; et l'on parle de violer la loi par le ministère du peuple ! Quel gâchis ! Et c'est à cette extrémité que l'on soutient une politique de compression, de persécution de plus en plus inique et impitoyable ; c'est en face du plus imminent danger où un parti puisse se voir que nos hommes d'État amoncellent sur leurs têtes cette masse de colères qui vont éclater comme une bombe !

Non, mon cher, nous n'aurons pas d'amnistie. Mes prévisions de cet hiver étaient mal fondées. J'avais bien prévu la pression des événements sur le parti contre-révolutionnaire, mais je ne pouvais croire que les chefs fussent si bêtes que d'affronter l'orage sans le moindre abri contre la grêle et la foudre. Que voulez-vous ? Les hommes ne raisonnent plus ; c'est le hasard qui mène ; et comme je le dis dans mon *Idée générale*, je puis bien affirmer le résultat définitif, parce que c'est écrit, et que nous n'y pouvons rien. Mais comment ce résultat se produira, je ne le sais point, parce que cela dépend de notre libre arbitre, et que ce libre arbitre a perdu le sens. A la garde de Dieu !

D'un autre côté, que font les républicains en face d'une situation si terrible ! Dans son compte-rendu, la Montagne n'a vu qu'une chose, l'impossibilité d'une restauration dynastique ; elle a oublié la Révolution. M. Carnot est candidat, presque officiel, à la présidence. Autant y mettre le père Enfantin. Ces pauvres démocrates honnêtes et modérés s'imaginent qu'ils vont ramener la paix, comme en 48, en étranglant la question sociale. Depuis quatre ans, malgré nos cris, ils n'ont rien prévu, ils ne savent rien ; ils n'ont pas abjuré un seul de leurs préjugés ; c'est encore le bourgeoisisme, la médiocrité envieuse et hargneuse de Robespierre, de Guizot, de Sieyès, de Garnier-Pagès, de Carrel, de Marrast, de Buchez ; ce sont les ex-saint-Simoniens satisfaits qui donnent le ton à cette République.

Et vous n'avez pas vu qu'au bout de tout cela, il y a, par la colère de Dieu, Blanqui !... Et vous vous êtes brouillé avec votre frère, parce qu'il a eu le malheur de donner son assentiment, non pas son cœur, au vengeur de la Révolution ! Vous avez failli à la logique autant qu'à la prudence ; votre générosité n'est qu'un anachronisme et un non-sens...

Mon dernier écrit s'est bien et vite vendu. La première édition, 3,000 exemplaires est épuisée ; la deuxième est déjà en vente. Aucune critique sérieuse ne s'est encore produite. Autant que j'en puis juger, l'effet général, très-différent de celui qu'on attendait (on comptait sur un pamphlet), est que j'ai prouvé et mis hors de doute ce que je voulais établir. Vashenter lui-même m'a fait faire ses compliments. On avoue que sur le principe d'association, celui d'autorité, sur le CONTRAT, les *foros économiques*, la nécessité de liquider la société, l'anni-

hilation de l'État dans l'Économie, j'ai répandu une lumière qui n'avait point paru jusque-là. — Somme toute, je suis encore le plus avancé, le plus intelligent des révolutionnaires. Mais les esprits n'en sont plus aux idées ; ils en sont à la guerre civile. La révolution, sans la bataille, sans les représailles, semble une chose fade. Le tempérament l'emporte, la science n'est qu'un éclair ; le soleil démocratique, c'est toujours la *fraternité ou la mort*.

Depuis six mois, il est question de ressusciter notre *Peuple* : je ne l'espère point. — Darimon est cité aux assises d'Aix : je crains qu'on ne tienne à cette capture, presque autant qu'à la mienne. Il croit néanmoins pouvoir encore se tirer de peine.

Notre ami Charles Edmond est à Nice, de retour du Caire.

Favre et Laugrand ont réussi à se procurer de l'emploi à Bruxelles. Boutteville et Massol donnent des leçons. — Crestin est sténographe à la *Presse*, actuellement en vacances. — Mathey n'a pu réussir encore à se placer.

Nous avons actuellement ici le jeune Hugo, Jourdan et Sougères du *Siècle*, Neftzer de la *Presse*, Joubert libraire ; Robin, homme de lettres, etc.

Nous travaillons, Darimon et moi, à une compilation historique, sous le titre de *Atlas révolutionnaire*. Après cette publication, nous passerons à une autre ; nous formerons ainsi, à défaut de bureau quotidien, une école vraiment philosophique et sociale.

Adieu, cher ami, écrivez-moi.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. J'écris à Pilhes, par une autre occasion. Si ma lettre ne lui parvient pas, je vous charge de lui communiquer la présente; et réciproquement, il en usera de même avec vous, au cas où celle-ci serait interceptée.

Conciergerie, 28 août 1851.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher enfant prodigue, nous avons tous reçu vos lettres de Nice; vos aventures nous ont prouvé ce qu'il n'est que trop facile de voir : que les polices des divers gouvernements sont maintenant coalisées contre la démocratie universelle, et que l'unité européenne, humanitaire a reçu ainsi son premier signal de la réaction elle-même. En effet, dès que les rois, les capitalistes et les prêtres se déclarent solidaires, que par conséquent les travailleurs, les libres penseurs le sont également, il n'y a plus de nationalités, il n'y a qu'un peuple européen, en attendant qu'il n'y ait plus qu'un seul peuple sur tout le globe. Il faut rayer du Code les titres I et II concernant l'État civil des Français. Le droit de cité appartient à tout individu dans tous les pays civilisés où il se trouve.

Deux lignes là où le vieux législateur en a mis cinq cents sur la qualité de Français, la naturalisation, etc. — Comprenez-vous? Comme c'est simple! Eh bien! Je *vous dis et vous douze* que ni Mazzini, ni Ledru-Rollin n'en sont encore là.

Mais ne perdons pas de temps.

La présente est pour vous inviter à revenir à Paris au plus tôt, et, s'il est possible, avec nos amis H***, dont j'ai lu l'excellent travail sur la Russie, et V***, qui sommeille ma foi plus qu'il n'est permis à Tyrtée ni à Homère.

Mettez en mouvement vos amis, vos connaissances, tout le monde, afin qu'on vous laisse tranquillement travailler avec nous. Voici le fait :

Je vais passer un marché avec un éditeur parisien pour la composition et la rédaction d'un ouvrage en quatre volumes in-8°, sous le titre de : *Histoire générale de la démocratie moderne*. — Le prix est fixé à 12,000 francs, plus une part dans les bénéfices.

Comme c'est surtout mon nom qu'on exploite, je prends la direction de la besogne, que je partage ensuite entre nos amis Darimon, Boutteville, Massol et Charles Edmond, selon qu'il conviendra à chacun d'y prendre part.

C'est du travail, du pain assuré à chacun pour un an. Nous enlevons cette besogne lestement en six mois.

Puis je déterre une autre entreprise du même genre, et nous recommençons.

Avec un peu d'intelligence, si nous sommes habiles, si nous savons nous partager la besogne, nous qui remplirions bien chaque jour une feuille de journal, nous pouvons produire tous les mois un volume.

Nous pouvons faire mieux. En vertu des lois actuelles, tout le monde peut être éditeur. Qui nous empêche de nous faire éditeurs et d'ouvrir boutique comme tant d'autres, qui ne sont pas de grands économistes, ni de grands philosophes ?

Il y a en ce moment révolution dans la librairie : bon

marché, grands tirages, primes aux souscripteurs. C'est du commerce, c'est de l'industrie, ce sont des affaires; pourquoi la banque du peuple ne reviendrait-elle pas au monde par cette voie?

Les associations sont à la mode. Je n'en suis pas fanatique, ni vous non plus. Pourquoi ne formerions-nous pas aussi une association industrielle, avec Mathey pour gérant, en même temps que nous formerions une école, avec P.-J. P. pour doyen?

Dans neuf mois, je sors de prison : d'ici là, né mé mélangant d'aucun journal, la prison, j'espère, ne me sera pas trop dure; il faut préparer ma rentrée aux affaires en fondant notre établissement. Allons donc! nos débats seront modestes; *compilateurs à gages*; en attendant que nous soyons des entrepreneurs à notre compte, de vrais initiateurs (*haut style*).

Mon cher ami, nous avons assez pensé pour notre part, et nous y voyons assez clair pour qu'il nous soit permis de nous lancer dans l'exécution. Ce n'est pas en parlant, scriyaillant, ratiocinant toujours que nous ferons avancer la révolution. Il faut aller au feu! au feu, vous dis-je!

La *Voix du Peuple* a disparu : était-ce une raison pour que la société qui la rédigeait disparût en même temps?

Nous avons trop fléchi sous la menace de la réaction. Nos adversaires et nos envieux en ont profité : un travail souterrain s'est opéré contre nous; tandis qu'une partie de nos critiques, applaudie de l'opinion, dessillait les yeux des jacobins, ceux-ci, tout en profitant de nos leçons, ont pris leur temps pour rattraper leur popularité, et les voilà tout à l'heure les maîtres!

Nous aurons beau faire; ils sont la tradition, ils sont

les anciens; contre l'ancienneté, la raison ne prévaudra pas. D'ailleurs, le peuple veut absolument en tâter encore une fois : que sa volonté soit faite ! Mais il faut nous mettre en mesure de soutenir la critique contre ces orgueilleux routiniers; il faut que notre opposition ne fasse pas un seul instant défaut au peuple. Pour cela, je ne vois rien de mieux que les petits livres et les publications à bon marché, puisqu'en fin de compte, dans le naufrage de la presse, la librairie est restée libre et florissante.

Nous travaillons en ce moment, Darimon et moi, à une chronique depuis la création du monde jusqu'à l'an 1852, ayant pour titre : *Tables révolutionnaires*. C'est quelque chose comme le *Discours sur l'Histoire universelle*, de Bossuet, refait à notre point de vue. Ouvrage avec lequel le premier venu, pour peu qu'il sache épeler, pourra faire de la profondeur moyennant 50 centimes.

Je songe aussi à faire une brochure sur les *Chemins de fer*, par le ministère de notre ami Mathey, et pour servir de modèle aux associations ouvrières; en même temps, donner la venette aux spéculateurs et actionnaires.

Enfin, j'ai en tête une foule de projets, d'idées, de systèmes, sans compter la *théologie humanitaire*, le *X* qui doit remplacer le vieux catholicisme, comme je l'annonce dans ma dernière publication.

J'ai eu, ces jours derniers, la visite du fils de Fichte, professeur de philosophie à l'Université de Tubingen. Il m'a appris que A. Ruge, Marx et Grün formaient le triumvirat démoc soc pour l'Allemagne. Est-ce vrai ?

Quoiqu'il en soit, je n'ai pas lieu d'être satisfait de l'influence qu'exercerait ledit triumvirat sur les idées

des réfugiés français de Londres : leurs manifestes à l'Europe sont toujours aussi vides, aussi fêlés que les fameuses circulaires. Je me méfie surtout de la capacité de Mazzini, dans lequel je ne vois qu'un rêveur à la façon de *Sylvio Pellico* : ce n'est pas là, ce me semble, ce qu'il faut à l'Italie.

Au reste, il est visible que la détestable politique de nos rouges a ensorcelé tous les hommes libéraux du siècle et les a conduits au précipice. C'est là ce qui a perdu Kossuth et la Hongrie avec lui. Si cet homme avait un peu plus songé au pays qu'il défendait, qui lui avait confié ses destinées et un peu moins à la République universelle, si drôlement maltraitée au 13 juin, jamais le tzar ne fût intervenu, la Hongrie serait libre, et par une politique de juste milieu, d'égoïsme même, mais appliquée à propos et avec intelligence, la cause révolutionnaire aurait été mieux servie.

J'ai là-dessus des idées que je réserve : il me suffit de vous dire pour le moment qu'un nouvel examen des faits m'ont amené à considérer Kossuth et Mazzini, que j'admiraïs d'abord, comme deux fléaux pour leur pays et pour la révolution.

Allons ! venez, amenez-moi votre fille ; je vous présenterai ma petite Kathe, très-drôlette. Et travaillons, morbleu ! Car le mal du siècle est la vulgarité, la lâcheté, la trivialité, la médiocrité, l'insipidité, l'équivoque et le juste-milieu.

Mes amitiés bien sincères, bien cordiales, à MM. N*** et H***, que j'ai trop peu connus l'un et l'autre ; mais ce n'est pas ma faute.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 28 août 1831.

A M. L. FAUCHER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Monsieur le ministre, à la date du 25 juillet dernier, j'ai eu l'honneur de solliciter de votre bienveillance la continuation des sorties qui m'étaient alors accordées, de temps en temps, par l'administration.

En réponse à ma lettre, il m'a été notifié par M. le directeur de la Conciergerie que M. le ministre m'accordait pour le *mois d'août trois jours de sortie*, se réservant de renouveler ultérieurement, s'il y avait lieu, cette faveur.

J'ai usé de cette permission, Monsieur le ministre, et je vous en remercie.

Mais comme je ne pense pas que ni la manière dont j'en ai usé, ni les circonstances vous obligent à la retirer, je viens vous prier, de vouloir bien donner des ordres pour que cette permission me soit continuée de mois en mois, aussi longtemps que vous n'y découvrirez aucun inconvénient pour la discipline et l'ordre.

Je suis, monsieur le Ministre, votre très-humble serviteur,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 14 septembre 1851.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, nous avons reçu un gros pâté, daté de Voves; il a paru exquis aux vrais connaisseurs, et j'attends Dessirier tout à l'heure pour déjeuner une troisième fois *avec*. Aujourd'hui, dimanche, a été un jour de sortie pour moi.

J'ai adressé hier au préfet de police une demande pour obtenir ma translation de la Conciergerie à Sainte-Pélagie, dans la chambre que j'occupais jadis : le directeur et l'inspecteur général appuient; à moins que le préfet, qui d'ailleurs ne me veut pas de mal, ne tienne à m'avoir sous la main, j'ai lieu de croire que je ferai mon déménagement ces jours-ci.

Ma nichée ne peut plus venir jusqu'au palais de Saint-Louis. La fille est lourde et la mère est bien grosse!... A ce propos, je dois vous dire que votre vaccin n'a laissé aucune trace. On n'a rien vu paraître. Malgré l'avis de son docteur, ma femme soutient que la soi-disant rougeole était une bonne petite vérole, d'autant mieux qu'il en est resté une ou deux marques

non douteuses sur le nez de l'enfant. En ce cas, l'inutilité du vaccin serait une preuve de plus de la préservation pour l'avenir.

J'ai traité avec un libraire pour *une Histoire de la démocratie moderne*, à laquelle je vais employer deux de nos amis, studieux et capables, et absolument sans ressource. 100 feuilles in-8°, grandeur moyenne, à livrer par trois, chaque semaine, à partir de juin 1852. On me donne 12,000 fr. ferme, plus 1 fr. par exemplaire, à partir de 5,000 jusqu'à 15,000.

J'ai d'autres travaux sur le chantier, et pas mal de projets. Bref, j'ai lieu de croire, mon cher ami, que ma position est désormais assurée, et que, même après avoir payé mes dettes, je pourrai faire quelques économies pour la dot de ma fille ou de mes filles ?...

Dans quinze jours paraîtra la troisième édition de mes *Confessions*, soigneusement revue et augmentée. J'ai trouvé, après coup, que ce travail avait de très-bonnes parties, qu'il méritait d'être soigné, expurgé, etc. Je le considère comme le premier volume de *mon Idée révolutionnaire*. Ce dernier ouvrage est à sa seconde édition...

En somme, j'ai maintenant un public assuré et croissant, qui me demande des vues, des idées, des études, et me fait grâce de l'éloquence journalistique et tribunitienne.

On s'accorde généralement à dire que les *cing* dernières *études* de mon dernier travail, quoique extrêmement condensées, jettent un jour tout nouveau et décisif sur les questions qu'elles traitent.

Cette disposition du public me convient fort ; aussi je vois approcher le jour où je pourrai grouper toutes mes études, philosophiques et économiques, en un petit

volume élémentaire que l'on pourra considérer comme aphoristique et vraiment doctrinal.

La situation politique me paraît se dessiner.

La loi du 31 mai est abandonnée et sera abrogée. En même temps, sur l'avis des conseils généraux, la Constitution sera respectée. La réaction, sur ces deux points si graves, fléchit donc. La crise électorale me paraît devoir se passer pacifiquement.

En revanche, le parti démocratique se déconsidère et s'enfonce de plus en plus. Le procès de Lyon, les dernières arrestations en masse, le procès actuel d'Agen, les manifestes de Londres, etc., tout cela pose très-mal le parti rouge.

Ajoutez qu'un parti qui n'avoue pas les conséquences de ses principes, qui dissimule ses tendances, est un parti qui n'a plus de raison d'être, un parti mort. Aussi, tandis que la révolution avance dans les masses, elle n'a aucun représentant ni dans la presse, ni à la tribune; ce qui m'induit à croire que pendant quelques années encore le progrès se fera seulement dans les têtes, et ne passera point dans les faits.

Dans cette retraite simultanée des réactionnaires et des montagnards, que peut-on prévoir pour 1852 ? Des élections pacifiques d'abord; pour la présidence, ou Louis Bonaparte, ou Joinville; pour l'Assemblée, peut-être même majorité républicaine, à coup sûr une minorité plus forte.

Donc, c'est encore quatre ans de propagande et d'étude. Dessirier me charge de vous envoyer sa poignée de main. Auriez-vous pour lui une place de compositeur à Voves ? Son docteur lui conseille de se retirer en province. Si l'an prochain, après ma sortie de prison, je puis monter quelque entreprise, je l'utiliserai en courses

et travaux de main ; c'est la seule manière de lui assurer la santé.

Je vous serre la main, mon cher Maguet.

Mes amitiés à Dominique, le père Eustache, et tous mes souvenirs affectueux à Bestaux et sa famille.

Votre

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 2 octobre 1851.

A M. LE DOCTEUR MAGUET.

Cher Maguet, je consacre cette matinée à mon courrier, que j'ai laissé s'accumuler depuis trois semaines, et je commence par répondre à votre lettre du 21 septembre et aux six perdreaux.

C'est fort bon, tout ce que vous m'envoyez, cher ami, mais je ne puis m'empêcher de vous dire que c'est trop. Que voulez-vous que je fasse de tant de biens à la fois? deux perdrix ont été mangées par moi et ma petite famille : il y en a eu pour deux jours. Deux ont été condamnées au pâté qui en a duré six, les deux autres ont servi à faire quelque gracieuseté aux amis. Je n'aime ni ne puis faire en prison des *piques-niques* : cela me fatigue par l'excès inévitable du boire et du manger et par la perte de temps qui en résulte; et cela devient très-pénible pour M^{me} P. J., votre très-humble et reconnaissante servante. Sa position devient de plus en plus grave (*gravida!*); sa fille de plus en plus lourde : elle est condamnée, la malheureuse, à une clôture presque aussi sévère que son mari.

Je travaille tant que je puis, mais jamais autant que

je le voudrais. Les devoirs du dehors et de la famille, les besoins de la vie et de la santé m'imposent des relâches que je considère comme très-préjudiciables. Je fais en ce moment une Histoire universelle, ou plutôt une *Chronique* de l'Humanité, par ordre de dates, entremêlées de réflexions; cela devient un travail absolument neuf, original et singulièrement instructif.

Vous ne sauriez croire combien cette idée si simple de ranger à la queue l'un de l'autre tous les événements de l'humanité, par ordre de date, sans considération de lieu ni de peuple, ni d'objet, est lumineuse et féconde. C'est une *Pratique* de l'histoire, qui enfonce toutes les philosophies. Cette idée me travaillait depuis plus de 30 ans. Vous avez lu nos almanachs de Strasbourg, Bâle, Berne, qui portent au commencement une espèce de chronologie, en une colonne. Je ne cessais, à dix ans, de relire et repasser cette chronologie, regrettant qu'elle ne fût pas plus longue. Au lieu de 15 ou 20 articles ou dates, je vais en accumuler 3,000; cela fera la plus belle série qu'on ait jamais publiée en matière d'histoire.

L'*Histoire de la démocratie moderne* est confiée aux mains de deux amis intelligents et laborieux, écrivant assez correctement; ceci du consentement de l'éditeur. Je ne me réserve que la direction, c'est-à-dire le plan, l'idée générale, la déduction historique et philosophique, l'*affabulation* et le droit de corriger, changer partout. Pour ces deux amis, c'est un travail instructif et lucratif; pour nous tous c'est une belle occasion de propagande.

Quant à moi en particulier, qui prête mon nom, ce ne sera guère qu'un honneur et un instrument; je compte

pour peu la rémunération, qui ne m'eût pas manqué autre part.

Mon dernier livre, sans faire de bruit, a frappé tous ceux qui l'ont lu. Il me place définitivement, par la profondeur des vues, la manière nette dont les questions sont posées et les solutions indiquées, en avant de tout le parti révolutionnaire. Je suis classé; comme l'on dit, *hors ligne*. Cela me satisfait, principalement en ce sens que j'aurai désormais beaucoup moins à polémiquer que je n'ai fait jusqu'ici. Je vais donc rentrer dans l'étude sérieuse et positive, sûr d'être suivi et compris. Quiconque ne marche pas avec moi, sera, avant deux ans, réputé incapable et trainard.

Vous ai-je dit que j'habitais présentement Sainte-Pélagie (depuis le 18 septembre)? Le directeur de cette maison ayant été changé, j'ai demandé et obtenu ma réinstallation dans la chambre que j'occupais jadis; je ne pouvais faire moins pour ma chère pauvre femme à qui je tiens lieu de tout, et qui est vraiment méritante par la modestie, l'honnêteté et le dévouement.

Il paraît, au surplus, que la préfecture veut me faire payer la faveur qu'elle m'a accordée par ce transfèrement. Un journal ayant rapporté que l'on m'avait vu au spectacle, le ministre exige que je déclare n'y être pas allé, et surtout que je promette de n'y aller jamais.

J'ai répondu que j'étais prisonnier de guerre, que je sortais sur parole, c'est-à-dire sous condition de rentrer et de ne me mêler à aucune manifestation politique, que, cette condition remplie, je restais maître de mon temps et de mes mouvements, et qu'il m'était impossible de me considérer un coupable mis en pénitence, obligé de cacher sa honte et ses remords.

Depuis quatre jours on tient conseil sur cet incident, et, en attendant, mes trois sorties par mois me sont retirées.

Bonjour aux amis et au percepteur.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 2 octobre 1851.

A M. PAUTHIER

Mon cher compatriote, j'ai laissé tomber, depuis deux ans et plus, mes relations avec vous, parce que le mouvement d'idées dans lequel je suis entré et que je servais alors exclusivement, n'a pu obtenir jusqu'ici votre adhésion, et que je n'aime point la contradiction avec les hommes que je ne puis m'empêcher, d'ailleurs, de respecter, j'ajouterai avec votre permission, et d'aimer.

Aujourd'hui, que la politique me parait devoir laisser un peu de répit, tant par la fatigue générale que par l'incapacité et la lâcheté des sujets, je me livre de nouveau, avec ardeur, aux recherches scientifiques dont je me suis tracé le plan et le cadre.

Je suis donc, pour le moment, tout entier à l'*Histoire*. J'ai pensé qu'il nous manquait, dans cette branche de l'enseignement, un travail dans le genre du discours sur l'*Histoire universelle*, de Bossuet, mais conçu d'un point de vue philosophique et pratique supérieur, et au niveau de nos connaissances acquises.

J'ai entrepris ce travail, mais sur un autre plan que Bossuet : cet homme-là étant un de ceux avec lesquels

un auteur avisé évite toute comparaison. Je veux faire un atlas d'histoire universelle, par ordre de dates, entremêlées seulement de notices et de réflexions générales. J'espère que cela sera intéressant, ou plutôt instructif, car, rien qu'à le faire, j'apprends beaucoup, et des choses que je ne rencontre nulle part.

Ceci dit, voici ce qui m'oblige à vous écrire.

J'ai sous les yeux votre *Chine*, qui me servira pour tout ce qui concerne cet empire. C'est donc à vous que je reporterai la responsabilité des actes que j'aurai à enregistrer sur cette partie de la terre.

Je vous demande donc, si, depuis l'année 1838, date de votre publication, et depuis 1821, date à laquelle s'arrête votre travail, vous avez recueilli quelques faits généraux, importants pour la politique, la philosophie, etc., et qui méritent l'insertion. Il y a, par exemple, l'invasion anglaise dont je ne sais pas la date, et qui me paraît menaçante pour les Chinois.

Ce n'est pas tout.

En travaillant pour l'*Univers pittoresque*, vous avez dû vous trouver en collaboration avec des écrivains chargés de travaux analogues au vôtre. Existe-t-il, sur l'Hindoustan et la civilisation brahmane, un ouvrage utile, bien fait, et qui puisse remplir mon but? — Pourriez-vous me dire aussi, si le livre de M. Jancigny, le *Japon, l'empire Birman, l'Indo-Chine* (Paris, 1850, Didot), mérite d'être lu par moi et mis à contribution?

Je vous saurais un gré infini, mon cher compatriote, de me faire part de vos lumières sur toutes ces choses orientales, où vous êtes maître, et dans lesquelles je ne puis lire qu'à travers les rapports d'autrui.

Puisque je fais tant que de recourir à votre obligeance,

je vous serai reconnaissant, en même temps, de me faire parvenir le premier volume du *Kosmos*, de M. A. de Humboldt, que je vous ai jadis communiqué, et de me dire si le deuxième a paru. Car ma chronique doit commencer par une cosmogonie, à la façon des législateurs antiques, qui commençaient tous leur législation par une Histoire de la création du monde et de la filiation des peuples. Il est absurde de croire que nos enfants puissent se contenter des récits tronqués ou des capucinades bibliques qu'on leur présente. Il faut aborder la question, et pardieu ! je l'aborderai.

Je suis actuellement à Sainte-Pélagie, près de ma jeune famille. J'ai une petite fille, j'en attends bientôt une deuxième ; cela me fait une nichée charmante. Comme je ne veux pas leur donner l'éducation du Sacré-Cœur, je leur prépare un supplément du catéchisme ; j'ose me flatter de les rendre à dix-huit ans, inaccessibles à toute séduction sacerdotale.

Écrivez-moi, si vous voulez, à l'adresse de M^{me} Proudhon, *rue de la Fontaine, n° 9, près Sainte-Pélagie*. — Oserais-je vous prier de me dire où vous en êtes et ce que vous faites.

Je vous salue bien cordialement.

P.-J. PROUDHON.

15 octobre 1881.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, quand on veut montrer qu'une idée est absurde, il n'est pas de meilleur moyen que de la décomposer dans tous ses termes. C'est un art que vous possédez parfaitement; et sous ce rapport, votre série de questions depuis le numéro I jusqu'au numéro VII inclusivement, est un petit chef-d'œuvre.

Toutes ces questions, en effet, reviennent directement ou indirectement à celle-ci :

Le journal dont s'agit, suivra-t-il ou non une politique insurrectionnelle et dans quelle mesure?

Or, comme il n'y a, comme il n'y aura jamais de limites aux griefs qu'on peut soulever contre un gouvernement quel qu'il soit, contre la légitimité de son origine et la justice de ses actes; comme, par conséquent, il est impossible de s'arrêter *logiquement* dans la voie de l'insurrection, et qu'il n'y a de terme que lorsque l'organe insurrectant est maître du pouvoir; il s'ensuit que la question que vous posez implique cette proposition, sur la moralité de laquelle tout le monde peut mettre un jugement.

Le journal ne cessera de pousser à l'insurrection que

lorsque ses rédacteurs seront ministres, et son chef, Président de la République.

C'est à ce point de vue que je vais formuler mes réponses à chacune de vos interrogations.

Page 2. 1° D. Le journal attendra-t-il une décision des représentants républicains ?

R. Pourquoi l'attendrait-il ? N'est-ce pas à la presse de préparer l'opinion du pays et celle des représentants ? D'ailleurs, cette expectative serait à la fois hypocrite et lâche, en ce qu'elle tendrait à rejeter sur d'autres la responsabilité d'une décision impopulaire, et qu'au fond on n'oserait combattre.

2°, 3° (je passe le texte des demandes). R. D'après les considérations qui précèdent, et attendu que si la décision des représentants de la Montagne devait être considérée comme une autorité, il n'y aurait plus de raison pour récuser celle de l'Assemblée elle-même, le journal doit aller de l'avant sans attendre l'initiative des députés, sans s'inquiéter de leur résolution ni de leur unanimité. Le droit est le droit. Il ne souffre ni plus ni moins, ni transaction, ni modification.

4°. R. La première hypothèse, celle de l'acceptation pure et simple de la loi, est inadmissible, puisque si elle était résolue par l'affirmative, il n'y aurait plus lieu à s'interroger sur aucune des suivantes, et que le journal est fondé en partie pour la combattre.

1re Question. — Ceci posé, je dis que la deuxième hypothèse est une couardise, la seconde un suicide, que la quatrième seule est honnête, honorable et rationnelle, mais je reprends aussitôt et je demande à mon tour : si l'insurrection est vaincue, comme il n'est que trop à craindre, que deviendra ce journal ? Que deviendra la République ? Et que fera le peuple ? Que lui

conseilleront ses chefs ? Persisteront-ils dans la voie insurrectionnelle ? C'est reproduire une question résolue, *résolue par la défaite*..... Conseilleront-ils alors la résignation ; attendront-ils des temps meilleurs ? Bref, useront-ils des moyens qui leur seront laissés pour entretenir l'état démocratique ? Pourquoi alors ne pas commencer par là ?

II^e Question. — R. Le droit est le droit, imprescriptible, irréductible, inaliénable. Admettre une modification quelconque au suffrage universel, c'est s'engager dans la voie de réaction et donner raison aux 17. *Qui peccat in uno, factus est omnium reus*. Suivons Adam le Cambreur.

Même question, deuxième hypothèse..... R. A coup sûr, la situation déjà améliorée dans le cas précédent, le serait beaucoup plus dans celui-ci. Mais n'est-il pas manifeste que toutes ces transactions impliquent cette double conséquence, d'un côté, que le parti républicain peut transiger sur son principe, comme une matrone avec sa vertu ; d'autre part, que tous les citoyens ne sont pas également aptes et dignes à exercer leurs droits politiques ? Donc, point de concession !

III^e Question. — R. Repousser la révision de la Constitution, c'est de la part d'un organe démocratique et insurrectionnel, désavouer tout ce qui a été dit et fait en 48 et 49 par le parti contre cette Constitution ; c'est admettre implicitement la Présidence ; c'est ajourner le droit au travail ; c'est méconnaître l'autorité du peuple, à qui l'acceptation de la Constitution n'a pas été demandée ; c'est mettre en suspicion le souverain ; faire passer la prudence des chefs avant le jugement du peuple.

Bien loin donc que le journal puisse mettre des con-

ditions à son consentement à ce sujet, — ce qui reviendrait à trafiquer de la Constitution, comme le fait en ce moment E. de Girardin, — il doit être le premier à la solliciter, à la proposer, à l'appuyer, *in omni genere, numero et casu*, d'autant plus que cette révision embrasse, avec la question de la présidence et celle du travail, les questions relatives à la presse et aux clubs.

IV^e Question. — Même réponse que devant; l'assemblée de révision devant être nommée par le peuple, qui n'a point accepté la Constitution; il ne peut y avoir de révision inconstitutionnelle, illégale. Il est vrai qu'alors le journal fondé pour l'insurrection se prive d'un prétexte insurrectionnel, celui de l'illégalité de la révision. Ici donc surgit une question à ajouter à la précédente.

Le journal doit-il placer la raison insurrectionnelle au-dessus de la raison du principe? *Quidquid dixeris, argumentabor.*

Quant à savoir si, dans le cas où la révision serait faite en sens contraire des droits conquis par la révolution, il y aurait lieu de prêcher la résistance, la difficulté se trouve la même : s'insurger, c'est nier l'autorité des mandataires du peuple; ne pas s'insurger, c'est trahir la révolution. Ici, plus moyen de dire quel parti le journal devra prendre.

V^e Question. — R. En cas d'usurpation de la tyrannie, même avec l'appui de la majorité des citoyens, la conduite du journal ne peut être douteuse; elle sera plus que jamais insurrectionnelle. Callisthène prêchait le tyrannicide. A Babylone, même au milieu de l'armée macédonienne, il protestait contre Alexandre.

Il est vrai qu'en attaquant le président réélu, on est exposé à attaquer la majorité du peuple, et à faire dépendre d'un homme la cause de la République; il est

vrai encore que si grâce à la réélection le principe démocratique est compromis par la non-rééligibilité, le suffrage universel est restreint; ce sont là de ces contradictions inévitables dans la ligne adoptée par le journal; mais qu'y faire? Le sens commun dit : *Dans le doute, abstiens-toi*. Ici, nous devons dire : Dans le doute, *insurgez-vous*.

VI^e Question. — R. Même réponse que ci-dessus, III^e et V^e question. Le journal ne peut, d'après ses principes, s'opposer à un appel au peuple : seulement, s'il arrivait que le peuple répondit à cet appel, comme il a fait en 1799, en 1804 et en 1848, le journal aurait son recours dans l'insurrection.

VII^e Question. — R. 1^o Le journal doit chercher, avant toute réunion de congrès, le candidat qui lui semble représenter le mieux ses principes et sa politique. S'il ne le faisait pas, si d'avance et sans proposition de sa part il attendait la désignation du conclave, il ne serait plus journal d'initiative : ce serait l'instrument d'une assemblée. Pourquoi dès lors ne pas se mettre tout de suite à la queue de la Montagne? Allons plus loin; pourquoi ne pas se résigner purement et simplement à l'assemblée actuelle?...

2^o Cela posé, et d'après toutes les raisons plus haut développées, l'inconstitutionnalité des candidatures n'est qu'une toile d'araignée qui ne peut arrêter personne, puisque, pour lever cette inconstitutionnalité, il suffit d'ajouter à chaque candidature une signification qui en fasse une question soumise au jugement du peuple.

Ex. L'article 45 sera-t-il abrogé; en d'autres termes, le président sera-t-il immédiatement rééligible? Le

peuple répond en nommant ou en ne nommant pas L. Bonaparte.

La guerre de Rome viole-t-elle la Constitution? Le peuple répond en nommant ou ne nommant pas Ledru-Rollin. Ledru-Rollin, venant purger sa contumace, ne ferait toujours que poser la question en ces termes; il s'exposerait à un danger, sans la moindre utilité pour sa candidature.

La loi de bannissement sera-t-elle rapportée? (celle contre les princes). Le peuple répond en nommant ou ne nommant pas Joinville.

Je dis donc que la ligne du journal est nette : il ne peut s'opposer à rien de ce qui tend à consulter directement le peuple. Il est vrai que, par cette politique nette et franche, il perd un motif d'insurrection, le motif tiré, en ce qui concerne L. Bonaparte, d'une irrégularité inconstitutionnelle. Mais ici, il faut opter; ou admettre la candidature de L. B. ou retirer celle de L.-Rollin.

3° La candidature de L.-Rollin écartée, il paraît difficile que le journal persiste à la soutenir, contrairement à la décision du conclave; mais alors, organe de Ledru-Rollin, il est condamné à appuyer un parti, une politique, des idées qui ne sont pas les siennes, ce qui est toujours fort piteux. Et s'il ne prête qu'un concours peu bienveillant, il déconsidère la candidature républicaine; il favorise celle de la réaction : dans quelles extrémités nous sommes !...

VIII^e Question. — R. Le journal manquerait entièrement son but, renoncerait à son caractère, abdiquerait toutes ses positions, tous ses principes, s'il ne se posait pas énergiquement comme l'organe du prolétariat et l'adversaire de la bourgeoisie.

Autrement, pourquoi ne pas se rallier tout de suite

au *Siècle*, au *National*, au *Pays*, à la *Press*. Pourquoi du moins ne pas imiter la tactique expectante de la *République*; pourquoi se séparer de Cavaignac, de Goudchaux, de Duclerc, de Garnier-Pagès, de Dupont de l'Eure? On ne fait pas de l'insurrection pour l'insurrection; on la fait dans un but déterminé, dans l'intérêt d'un parti, d'une classe, etc.

Il est vrai qu'alors on rejette la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe moyenne, prenant quatre ou cinq millions d'électeurs, dans la réaction ou tout au moins dans l'indifférence, et qu'on recule indéfiniment la République. C'est donc le cas encore de poser ici une question nouvelle :

Lequel est préférable pour le peuple d'une abstention puritaine, équivalant pour lui à une renonciation de ses droits politiques, ou d'une transaction qui lui assure, en tout cas, une part d'action gouvernementale?

Voilà à peu près, mon cher Marc, ce que devront faire nos amis s'ils veulent être fidèles à leur pensée première, à leur tradition, à l'idée qu'ils ont donnée d'eux-mêmes, et qu'ils tiennent sans doute à conserver, s'ils veulent conserver leur popularité et leur dignité dans le gâchis politique où ils se décident à intervenir.

Cette conduite, à mon sentiment, est parfaitement absurde, et mène droit à une débâcle irrémédiable. S'ensuit-il que je conseille de suivre une tactique diamétralement opposée? que je propose de déclarer qu'on acceptera ce que fera l'Assemblée actuelle, qu'on n'appuiera pas l'insurrection, qu'on se perdra avec le parti bourgeois, etc., etc.?

Pas le moins du monde.

Ces choses-là, on peut les penser; il ne nous est plus

possible de les dire. Le système d'abstention, opiniâtrément suivi depuis deux ans à la Haute Cour, dans les conseils de guerre, dans les élections, les conseils généraux, les conseils municipaux, les gardes nationales, etc., etc..., nous a acculés à l'insurrection en même temps qu'il a énervé le peuple. C'était un pauvre moyen d'enflammer les esprits et de pousser le prolétaire à une prise d'armes, que de faire cesser partout, pendant deux ans, l'agitation révolutionnaire, dont chaque procès, chaque élection, chaque délibération nous fournissaient l'occasion. On a cru que ce mutisme systématique serait d'un effet puissant ; je n'y vois que la menace de l'impuissance.

Or, s'il est indubitable que l'abstention a ôté au peuple ce qui lui restait d'énergie, il n'est pas moins vrai que celui-ci a pris cela pour une manifestation de sa force, tant nous avons perdu le sens pratique des révolutions ! On serait mal venu, en ce moment, à lui prêcher une autre conduite : son siège est fait. Jusqu'après 1852, il n'en démordra pas ; c'est ce qui m'a fait vous dire aussi que, jusqu'à cette époque, je ne voyais ni honneur ni profit à acquérir dans la publication d'un journal ; et vos questions, si bien enchaînées, si précises, n'ont fait que confirmer en moi une résolution jusqu'à ce jour plus spontanée, plus instinctive que réfléchie.

Je viens à la seconde partie de votre interrogatoire... Dans l'impasse où la démocratie s'est si malheureusement enfoncée, il n'y a plus, pour soutenir la respectabilité d'un journal républicain, que la hauteur des discussions philosophiques et sociales. C'est bien aussi là-dessus que je comptais lorsqu'avant tout examen, je me laissais aller à l'idée, pour moi toujours souriante,

de voir renaître le *Peuple* et de me retrouver chargé, avec vous, de sa direction.

Mais, sur ce point encore, je n'ai pas tardé à être complètement désillusionné.

Le journal dont nous examinons ensemble les conditions me paraît, dans les termes où il se pose, avec l'attitude qu'il est forcé de prendre, les intérêts qu'il est destiné à servir, antipathique aux solutions, je ne dis pas théoriques, mais quotidiennes qu'exigent le pays et le salut de la Révolution.

En effet, ce journal, essentiellement démocratique et prolétarien, organe du parti insurrectionnel, devra mettre d'accord ses principes avec sa politique. C'est-à-dire que comme ses tendances et ses aspirations seront exclusives, ses doctrines devront l'être également; et, comme vous le faites pressentir, il devra se prononcer, par oui ou par non, sur toutes les grandes questions aujourd'hui à l'ordre du jour.

Or, la vérité, je dis la vérité pratique, progressive, quotidienne, qui est la seule vérité vraie pour les sociétés et les États, admet bien une direction exclusivement à toute autre; elle n'admet pas d'idées exclusives.

Je m'explique en vous répondant.

IX^e Question. — *Le journal enseignera-t-il la doctrine du gouvernement direct, ou du gouvernement représentatif?*

R. Assurément il enseignera celle du gouvernement direct, ou tout autre analogue. Il ne peut pas, avec ses données, ne pas l'enseigner. Or, qui ne voit que cette doctrine indique un but à atteindre plutôt qu'une application immédiate; qu'ainsi, après avoir fait sa profession de foi *théorique*, le journal sera obligé de

faire ses réserves pour la PRACTIQUE; que dès lors, forcé de reconnaître la nécessité de transition, il infirme lui-même toutes ses démonstrations insurrectionnelles, ses prétentions exclusives, et mette à nu l'égoïsme, la personnalité, la mauvaise foi de son institution?

X^e Question. — Même observation sur la liberté de la presse. Quoi qu'on ait dit, Cavaignac avait raison quand il ne voulait pas que le principe du gouvernement fût discuté; et je suis bien sûr qu'avec un ministre rouge il ne le serait pas.

Dès lors, à quoi sert de professer, disons le mot, de feindre une liberté absolue dont personne ne voudra?

La vérité, ici comme ailleurs, est dans le rapport de la sécurité du pays avec le besoin qu'il éprouve de l'examen et de la publicité.

XI^e Question. — A coup sûr, je ne suis point pour l'enseignement obligatoire, donné par l'État; je ne veux pas plus des ignorantins de l'Université que de ceux de l'Église; j'opine donc pour la liberté de l'enseignement, c'est-à-dire pour la liberté d'enseigner, comme pour celle d'être enseigné.

Il n'est pas moins vrai que je voudrais ôter au clergé toute action sur ce point; voilà donc une restriction, restriction légitime, commandée par la nécessité des représailles et le salut de la république. Donc, encore, la ligne du journal sera progressive, si elle veut être sage, et même révolutionnaire.

Mais la bourgeoisie ne demande pas autre chose: elle aussi veut le progrès; le gouvernement veut le progrès; nous ne différons les uns des autres que par la mesure de l'application. Est-ce le moment de confesser, la veille d'une bataille, cette conformité secrète de sentiments?

ce que peut être un journal *révolutionnaire* obligé de faire partout des exceptions à ses principes ; en un mot, DU JUSTE-MILIEU ?

XVII^e Question. — Politique extérieure. S'il est une chose démontrée évidente pour moi, c'est que la politique d'*unitésisme* de Mazzini, le *nationalisme* de Kossuth, l'*empire teutonique* de A. Ruge et de ses amis, a tout perdu en Italie, en Hongrie, en Allemagne.

L'Italie ne sera jamais une même nationalité. Vouloir lui imposer ce système, c'est la mettre sur le lit de Procuste et sacrifier son repos à une utopie. La Hongrie ne peut être une nation indépendante qu'à la condition que le globe entier soit révolutionné ; alors il n'y aura pas plus de Hongrie que de France et d'Autriche ; il n'y aura plus d'États. Jusque-là, le principe politique de la Hongrie, c'est de reconnaître une suzeraineté quelconque, car à coup sûr ni les Autrichiens, ni les Bohèmes, ni les Croates, ni les Transylvains ne reconnaîtront la sienne.

L'unité germanique est une théorie de métaphysicien allemand.

Soutiendrez-vous maintenant ces thèses devant l'Italie martyrisée, la Hongrie enclavée, l'Allemagne trompée par ses souverains ? Déclarerez-vous la guerre aux patriotes qui ont suivi Mazzini et Kossuth !

Nullement.

Cependant, vous ne pouvez servir leur politique toute d'incitation, toute d'ambition, toute de mauvais vouloir à notre égard. Quel parti prendre à la veille d'une élection générale, peut-être d'une bataille ?

Vous avez, mon cher Marc, ma réponse à toutes vos questions ; je vous remercie de me les avoir adressées ; elles m'ont donné l'occasion de vous exposer les motifs,

en dehors de ma position personnelle, qui, j'aime à le croire, m'auraient empêché en tout cas de participer à une rédaction qui, dans mon opinion, ne peut échapper, quoi qu'elle fasse, au péril de la banalité si elle veut être prudente, ou à celui bien plus grand des contradictions, si elle prétend sortir du lieu commun et de la routine.

Mon plan eût été, si je fusse devenu votre collaborateur, après avoir affirmé de nouveau et maintenu toutes mes conclusions antérieures, de saisir l'opinion d'une théorie nouvelle, grandiose, qui eût prévenu et absorbé toutes les critiques, la *théorie du progrès en soi*, c'est-à-dire de la marche éternelle des idées révolutionnaires ; en un mot, la physiologie des réformes. Avec cela, je savais tout, l'absolutisme des principes et la lenteur des applications. On eût compris que, si la vérité est ce qui est, elle est encore plus ce qui devr^{ait} être : alors le journal, jusque dans ses exceptions, pouvait être justifié et mis à l'abri de tout reproche. Alors, le parti révolutionnaire se présentait à la fois comme inflexible dans ses principes, pratique et possible.

La tactique où nos amis de la presse et de la tribune ont jeté le peuple rend, pour le moment, cette exégèse impraticable. Il est certain que la faveur est aujourd'hui aux *recettes politiques*, aux allures tapageuses, à toutes les excitations incohérentes que suggère un gouvernement déloyal et persécuteur. Il n'y a pas de place, en ce moment, pour les idées et les résolutions sérieuses. Je conçois que l'on cherche à tirer parti d'une telle situation : à mon avis c'est pêcher en eau trouble. J'attendrai que la liberté me soit rendue.

Je vous serre la main, mon cher Marc.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pelagie, 26 octobre 1831.

A M. TISSOT.

Mon cher compatriote, mon ami et ancien collaborateur Bailly, qui a eu l'avantage de déjeuner récemment avec vous, m'a rapporté ces propres mots tombés de votre bouche : *Depuis que Proudhon est devenu une célébrité il ne m'écrit plus!* Faut-il donc procéder avec vous par points et virgules? Je vous ai vu avec M. Charles en 48; nous étions en pleine révolution. Jusqu'au jour de ma condamnation, vous m'accorderez que j'ai eu assez de besogne pour ne pas me mettre en frais de correspondance; reste donc le temps de ma détention, environ 29 mois. Sur ce temps, j'ai eu diverses aventures, des procès, des transfèremens, des publications, un mariage; et puis la flânerie des prisons, le temps perdu, le dégoût et l'ennui..... Mais je suis bon de m'excuser? Pourquoi depuis ma captivité n'ai-je pas eu de vos nouvelles? A mon tour je vous pose l'interrogation. Avez-vous craint de vous compromettre? Je vous en voudrais si peu, que j'ai de moi-même cessé mes correspondances avec plusieurs personnes, sachant que mes lettres étaient souvent ouvertes et lues par des gens qui n'en avaient pas le droit.

Allons, retirez vos paroles, mon cher compatriote et philosophe, et je ne récriminerai pas. Convenez que vous êtes autant que moi paresseux d'écrire, et que tous les agréments du genre épistolaire ne vous paraissent pas valoir une heure de bon travail, ni même de *sur niente*.

Bailly m'a rapporté en outre, chose qui m'intéresse bien plus que vos railleries sur ma célébrité, que vous faisiez un résumé de toutes les opinions qui ont été émises sur Dieu. Je voudrais savoir au juste quand paraîtra ce travail, afin de me régler en conséquence.

Je refais de mon côté, au point de vue de la liberté et de la raison pure et progressive, l'ouvrage de Bossuet sur l'*Histoire universelle*. Inutile de vous dire que je ne perdrai pas mon temps à lutter d'éloquence avec cet incomparable prêcheur; non, je ne veux qu'enregistrer, *par ordre de dates*, tous les faits connus, en entremêlant les périodes de réflexions et arguments propres à diriger le lecteur.

J'ai pris connaissance de divers travaux que j'ai pu me procurer dans le genre de celui que je médite : il y en a de considérables; mais rien n'a été fait de ce que je veux et de ce que je comprends. Enfin, selon moi, l'*Histoire universelle* n'existe pas, et la philosophie de l'histoire est à peu près au même degré..... Je ne vous en dis pas davantage : vous verrez mon petit essai.

Mais j'ai besoin de votre livre pour m'épargner des recherches sur cette première légende du genre humain, légende, dont je ne connais encore aucune interprétation satisfaisante et populaire, Dieu. Aussi la nouvelle de votre livre m'a comblé de joie : car je ne doute pas que nous ne touchions au mot de l'énigme, et que la mystification soit à son terme le jour où une bonne

exposition mettra sous les yeux du public les pièces de ce grand procès. Ce sera de votre part un coup de maître, et pour lequel il n'y aura pas le plus petit mot à dire. Tandis que moi, pauvre ignorant, je ne sais que me battre, vous, vous faites le jour sur les questions, et vous dites : *Voilà!* Dépêchez-vous donc, et si quatre lignes d'écriture ne vous coûtent pas trop, faites-moi savoir à peu près quand je jouirai de ce dossier du Père Éternel.

Je compte moi-même commencer mon impression fin décembre; elle durera un mois au moins, et je réserverai pour la fin l'*introduction* et la *conclusion*. Serez-vous prêt en février 1852.....

Il y a à peu près quatre mois, un gros curé est venu me voir à la Conciergerie, sans permission de la police et sans mon autorisation : ces gens-là se fourrent partout ! Il m'a dit s'appeler L***, être domicilié à Dijon et de votre connaissance intime, ainsi que de notre si regrettable professeur de droit Drevon. — Ces titres, auxquels je n'avais en effet rien à objecter, m'ont obligé à lui faire accueil, bien que je dissimulasse assez mal la contrariété que j'éprouvais, car ce L*** a tout l'air d'un franc jésuite. Il allait à Londres, m'a-t-il dit ! Voyage de police sacerdotale, bien sûr.

Qu'est-ce que cela ? Comment êtes-vous l'ami intime de l'abbé L***, vous qui instruisez le grand procès de la Divinité ? Cela m'a paru louche, et rien que votre travail ne peut me donner une satisfaction suffisante.

J'ai revu, il y a huit jours, notre ami Pauthier. Je lui avais écrit pour lui demander quelques renseignements sur mes nouvelles études. Il s'est empressé de me venir voir; il y avait trois ans qu'on ne s'était vus ! Il n'a pu s'empêcher de lancer avec moi une bordée

contre le socialisme. Autant que j'ai pu en juger, il n'est pas heureux. La grande propriété dont il est gérant se grève de plus en plus; j'ai vu que Pauthier avait été obligé de réduire ses dépenses personnelles : ceci entre nous. Je le plaindrais moins si je lui voyais assez de philosophie pour supporter gaiement la vue de tout ce gâchis politico-théologico-économique, qui finira, comme je l'ai dit, par un mardi-gras révolutionnaire. Eh bien ! quoi ! Avez-vous peur, vous aussi ? Le monde en a déjà bien vu d'autres !

Ceci pour M^{me} Tissot, à qui je vous supplie de présenter mes très-humbles hommages.

J'ai épousé, à quarante-un ans, une simple ouvrière parisienne, sans fortune, mais de mœurs sévères et d'un dévouement parfait; quant à l'éducation, elle est passémentière, du reste aussi peu bas bleu que cordon bleu. Elle a quatorze ans de moins que moi.

C'était une résolution arrêtée chez moi dès avant les événements de Février; mon arrestation n'ayant pas pu changer les sentiments de la jeune personne, j'ai exécuté en prison ma promesse. Elle demeure vis-à-vis de moi; et de ma fenêtre, je puis la voir à toute heure du jour ainsi que sa petite fille. Nous dînons ensemble tous les jours, bien entendu dans l'établissement. J'ai à l'heure qu'il est trois jours de sortie par mois.

J'ai fait ce mariage avec préméditation, sans passion, pour être à mon tour père de famille, vivre ma vie toute entière, et conserver auprès de moi dans le tourbillon où je me trouve lancé, une image de la simplicité et de la modestie maternelles. Il me semble, sauf expérience ultérieure, que je me trouve bien de mon choix. Ma femme pourrait être plus instruite, que je ne le trouverai point du tout mauvais; mais cela n'a dépendu ni

d'elle ni de moi. Le travail et la peine lui ont donné, en revanche, un bon sens qui a aussi son prix. J'ai commencé en me mariant la guerre sérieuse que je propose de soutenir contre le clergé : j'ai obtenu de ma femme que nous ne passerions pas par l'église ; ma fille n'est pas baptisée ; le second enfant sera traité de même ; et si je vis, je me flatte de leur donner des principes tels, qu'ils n'auront rien à craindre de séductions détournées.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Ecrivez-moi à l'adresse de M^{me} Proudhon, rue de la Fontaine, 9, en face de Sainte-Pélagie.

Sainte-Pélagie, 10 novembre 1851.

A M. E. DE GIRARDIN

Monsieur de Girardin, je crois, et j'espère que vous en aurez jugé de même, qu'il est parfaitement inutile pour le public que je réplique à votre article 1^{er}-Paris d'hier. J'ai été plus hardi que vous en *bonapartisme* : vous le dites ; laissons vos lecteurs sous cette impression. Maintenant vous voilà admirablement placé, et par vos articles et par ma lettre, pour presser la mise en demeure faite à l'Élysée. Plus on a pu vous reprocher d'avoir fait trop d'avances, plus vous êtes en droit d'accuser la lâcheté et la mauvaise foi de *l'entourage* ; car on ne peut accuser beaucoup que celui à qui l'on a beaucoup offert. Au fond, votre tactique précédente, tant incriminée, vous servira supérieurement.

Quant à la *révision* de la Constitution à laquelle vous paraissez tenir, si j'avais à m'en expliquer avec vous, je me bornerais à vous dire que cette révision, à laquelle le populaire n'entend à peu près rien, n'est pas chose à offrir à notre bourgeoisie ; qu'il est utile même que le parti démocratique, si bien placé sur le terrain de la conservation et de la paix, se taise en ce moment sur cet article ; qu'au reste, à part la Présidence, dont le

rôle est si scandaleux en ce moment, si immoral, il est assez indifférent, pour vous comme pour moi, sous quel bât nous soyons courbés ou sur quel cheval nous chevauchions, puisqu'une Constitution n'est en fin de compte qu'un bât ou qu'un bidet.

Vous avez mal pris ma pensée sur le mot *accommodement*. Je n'ai pas sous-entendu que vous en eussiez proposé, ou que vous en ayez à proposer d'autre que celui que vous résumez vous-même dans votre réponse, et qui me paraît être à moi une vraie transaction. D'ailleurs, vous êtes assez connu, ceci soit dit sans esprit de critique, pour l'homme du siècle le plus fertile en ressources : j'ai voulu vous faire de cela plutôt un mérite qu'un défaut. Il y paraît assez par mes expressions.

Je serai heureux, Monsieur, de vous voir, tout en conservant la position que vous avez prise sur le terrain des réconciliations, concessions (honorables, bien entendu), etc., reprendre un peu d'offensive vis-à-vis de cet Élysée imbécile, aussi criminel par sa défection envers la majorité que par ses trahisons envers la République. Toute la démocratie vous en serait reconnaissante, et moi, je vous en féliciterais de grand cœur.

Je vous serre la main :

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 25 novembre 1851.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai enfin reçu votre lettre, datée du 20 octobre, avec les deux pièces qui l'accompagnaient; l'une pour M. Jules Favre, l'autre pour la Chambre des députés.

Mon opinion, bien arrêtée et bien motivée, c'est que votre pétition sera jetée au panier; les interpellations de Jules Favre point écoutées ou ajournées à six mois; que personne dans l'Assemblée, ni blanc, ni rouge, ne daignera s'occuper une minute de l'affaire d'un étranger, quasi naturalisé Français et expulsé par le ministre pour crime de collaboration au *Peuple*; et qu'il suffira que M. Baroche ou M. Léon Faucher explique ce dont il s'agit pour obtenir un ordre du jour d'impatience contre votre demande.

Je crois, en un mot, que si vous voulez vous faire autoriser à nouveau à résider à Paris, il ne faut donner à vos démarches ni la solennité d'une question politique et parlementaire, ni l'éclat d'une discussion de tribune.

A ces causes, nous sommes convenus, Massol et moi, en nous adjoignant les personnes que nous trouverons complaisantes, de faire parler à M. Thorigny,

ministre actuel de l'intérieur, très-bien avec Émile de Girardin, et de lui demander votre rappel, en donnant des explications convenables. Notre feuille n'existe plus et n'existera de sitôt; nous nous occupons de travaux philosophiques, et vous devez venir y prendre part. Si cette marche n'aboutit à rien, aucune ne réussira.

Vous lisez sans doute les journaux de Paris à Nice. Eh bien, rendez-vous donc un peu compte, et voyez où nous en sommes !...

La nation française entretient à 25 francs par jour et par tête, sans compter une foule d'autres frais, 750 représentants ou mandataires chargés de débrouiller et arranger à l'amiable ses intérêts les plus précieux; de maintenir la paix, et autant du moins que faire se peut dans l'état actuel de nos préjugés, de protéger la liberté de chacun.

Que font ces 750 représentants, fondés de pouvoir, agents de confiance ?

Ils s'arrangent si bien, ils comprennent tellement leur mandat, que d'ici à trois mois, il est à peu près inévitable que nous nous entr'égorgions tous les uns les autres. Et pourquoi ? je défie personne de le dire, ou plutôt d'oser l'avouer.

D'un côté, il y a les bonapartistes, qui disent au Président : Ne vous en allez pas; restez, vous serez réélu; le peuple vous fera passer envers et contre tous.

D'autre part, voici les orléanistes et légitimistes, qui ne veulent pas de la République, ni de M. Bonaparte, et prétendent faire arriver un homme à eux, avec lequel on opérera une belle et bonne restauration, et l'on exploitera à nouveau cette bonne vache à lait que nous appelons le pays.

Puis enfin les montagnards, qui jettent feu et flamme.

attisés sans cesse par les souffles de Londres, font les crânes et ne cessent d'insinuer aux citoyens qu'il faut en finir par l'insurrection.

Qu'auraient-ils cependant à faire les uns et les autres ?

Les uns, obéir à la Constitution ; les autres reconnaître le droit électoral ; les troisièmes, de ne pas faire autant les bravaches, et montrer un peu plus de bon sens et de capacité ; tous, de céder quelque chose et de montrer au peuple, par leur désir de concession mutuelle et d'arrangement, que, si la représentation ne peut venir à bout de mieux faire, ce n'est pas manque de bonne volonté, c'est tout simplement faute de lumières.

Dans ce système, la loi ne serait plus qu'une transaction, respectable à tous, jusqu'à révision et révocation.

C'est ce qui aurait inmanquablement lieu, si chaque député, reconnu par les autres, était considéré comme le représentant d'un intérêt légitime, ainsi que cela arrive dans toute assemblée générale de commerce ou d'industrie.

Mais voyez : en fait de politique, il y a une idée qui gêne tout ; c'est *l'autorité*.

L'autorité, c'est le plein pouvoir sur les personnes et les fortunes ; l'autorité, c'est le droit de faire marcher les autres à sa guise ; l'autorité, c'est le droit d'imposer des opinions, des croyances, etc.

A qui appartiendra l'autorité ? Voilà ce dont il s'agit.

Quand deux industriels plaident, ils se choisissent des arbitres qui discutent à leur place et arrivent à un arrangement ; mais il s'agit du peuple, et qu'au lieu d'affaires il y aille de l'autorité, ce n'est plus arbitrage, c'est le combat des Horaces et des Curiaces. Les représentants du peuple ne sont plus des mandataires ; ce sont des gladiateurs !...

J'ai presque envie de faire un pamphlet sur ce thème...

Je reviens à vous : Comment pouvez-vous espérer que ces misérables qui mériteraient qu'on les pendit tout les premiers avant l'émeute, s'occupent de la liberté d'un Français, d'un homme reçu au sein de la patrie, et chassé par l'arbitraire d'un ministre ? — Mon cher ami, votre idée est incongrue, intempestive, embêtante ; attendez un peu, et si vous n'assistez pas aux funérailles de la démocratie de la nation française, peut-être aurez-vous espoir d'obtenir audience des futurs tyrans. Cela ne peut aller loin.

Je vous embrasse de tout mon cœur et vous supplie de ne pas céder aux fougues de votre imagination. On m'a assuré que votre jeune fille se porte à merveille et que toutes vos appréhensions à son égard n'étaient que des chimères. Pourquoi ne la connais-je point ? Pourquoi ne sais-je moi-même ce qu'il en est d'elle ? Je vous en parlerais au moins de *visu et auditu*, et, avec l'amitié que vous me témoignez, ce serait presque comme si vous-même l'aviez vue et entendue.

Bonjour à M. H*** ; j'ai lu sa réponse à Michelet ; c'est très-bien ; c'est mieux, c'est plus net, plus catégorique que tout ce qu'il avait fait jusqu'à présent. Nous autres Français, nous n'aimons que les choses précisées et articulées. Il faut qu'on nous mette les points sur les *i* ; notre méthode de raisonner est, au rebours de celle des Allemands, de procéder non par catégories mais par faits.

On connaît presque le peuple slave, on le sent, on le devine, après avoir lu ces quelques pages.

A vous de cœur,

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 9 décembre 1851

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, nous continuons à être assaillis dans la prison des bruits les plus alarmants, auxquels ne donnent que trop lieu du reste les déclamations de la *Patrie* contre les socialistes. Il est clair que le plan de L. B. a été de faire du parti rouge le bouc émissaire du coup d'État, d'élargir les députés légitimistes, orléanistes, républicains modérés, et d'envoyer peut-être à Nouka-Hiva les républicains. Ce sont les socialistes qui ont crié aux armes, qui ont tout fait, peut-être jusqu'au coup d'État.....

Enfin, on dit que Lille a fermé ses portes, qu'Amiens refuse les autorités de L. B., que Toulouse est soulevé et tient bon, etc., etc.

Quoi de tout cela ?

Je n'ai pas plus de foi dans les départements que je n'en avais en Paris ; et quand les ouvriers du célèbre faubourg jouent au billard (historique) alors que Paris est en émoi et disent que cela ne les regarde pas, il est tout simple que les paysans bourguignons et languedociens crient bravo.

Il n'y aura partout qu'une élite de citoyens généreux,

indignés de toute classe et de tout parti qui répondra à l'appel aux armes et se fera inutilement massacrer. J'aimerais cent fois mieux, pour en finir, que tout se résignât sur-le-champ que d'entretenir une résistance qui ne fera que rendre les vengeances plus implacables. Les représentants ont protesté, la barricade a protesté après eux, la force brutale a eu raison du martyr des citoyens : cela suffit.

L'avez-vous vue cette tourbe de sans-culottes envieux, jaloux, ingrats et lâches, abandonner à l'instant décisif ses représentants et se rallier à la politique impériale? Ce faubourg tant caressé, tant prôné, n'a soufflé mot : c'est la troisième fois depuis juin..... Appliquons la loi de progrès à ces masses populaires, incapables de discipline et de conscience, inaccessibles au sens moral, entraînées seulement quand il n'y a pas danger par les flagorneries de l'orgueil et de l'égoïsme. Qu'on ne vende plus la panacée du suffrage universel. L'intérêt mercantile a déjà pourri ces associations quasi en état de faillite, et ce sont là les gens qui crient contre les hommes prudents qui ont horreur de la déclamation ; c'est pour plaire à ce monde qu'un Michel, si habile, si fin, quitte son style et sa ligne pour hurler avec les loups ! Canaille, canaille et trois fois canaille!....

S'il ne coulait plus de sang, j'aurais bientôt pris mon parti de toutes les anicroches politico-parlementaires et sociales. Il est évident pour moi que le peuple, partie la plus barbare et conséquemment la plus rétrograde de la société, ne se soucie guère des grands sentiments civiques et veut être mené jusqu'à complète éducation à la baguette. Eh bien ! qu'il en tâte ; que la boutique, à son tour, en mange du despotisme et de l'ordre ; l'homme qui sait travailler et penser, faire apprécier ses services

et mettre à leur valeur les préjugés, cet homme-là sera toujours assez libre, assez heureux, et ce serait à lui une grande simplicité, un tort même de s'occuper du bonheur de la foule plus qu'il ne lui convient à elle-même de s'en occuper.

Parle-t-on de L. Blanc, L.-Rollin, etc. ? Comme je les vois d'ici mystifiés, ces pauvres visionnaires, qui se sont scandalisés en lisant ma lettre à Bocage, où je disais que je n'avais la moindre confiance à l'insurrection !....

Et qu'est devenu le père Joly ? Je sais qu'il présidait la réunion des Montagnards : il est peut-être en sûreté.

Et V. Hugo ?

Et Girardin : pourquoi Cretin ne m'en donne-t-il pas de nouvelles ?

Et Jourdan, du *Siccle* ? est-il guéri ? Dites-lui donc de ne pas faire tant l'effrayé et de prendre sur-le-champ une résolution. Ne peut-il, en recommandant aux républicains la résignation, attendu qu'ils sont ici victimes désignées, demander très-humblement au pouvoir de diviser la question et de faire voter séparément, 1^o sur la Constitution, 2^o sur L. Bonaparte ?... Sont-ils lâches aussi, parce que Cavaignac est en prison ? Je me ferais suspendre ou je parlerais...

Réponse à tout, s. v. p., et à ce que je ne dis pas : Je m'attends bien à faire partie de quelque convoi pour l'Amérique ou les Iles ; tout le moins à avoir un bon procès pour mon livre : je suis résigné, je ne tiens plus à rien. Je vais avoir deux enfants ; si MM. Garnier frères voulaient traiter de la propriété de mes livres, je serais prêt à propos. Voyez-les donc ; parlez-leur de la note qu'ils doivent me fournir, sondez-les. Mes brochures doivent avoir disparu de leur étalage.

Et M. Romain Cornut ?

Et les imprimeurs réunis rue Larrey ! voyez-les aussi de ma part, et demandez-leur ce qu'ils font et ce qu'ils pensent. On a déjà fermé la société des lithographes ; ce ne sera pas la dernière.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 11 décembre 1831.

A M. ÉMILE DE GIRARDIN

Monsieur de Girardin, je lis dans les journaux que vous vous laissez signifier par vos actionnaires, d'avoir à reprendre la publication interrompue de la *Presse*. Je ne sais, monsieur, si cette conduite de votre part est sérieuse, ou si elle a seulement pour but de couvrir votre responsabilité devant le public. Quoi qu'il en soit, elle me semble, en pareil moment, non pas lâche, sous ce rapport vos preuves sont faites, mais mal entendue et peu honorable.

C'est à vous surtout qu'il appartient, dans ces circonstances, de prendre la parole et de défendre les républicains, traqués comme des scélérats, tandis qu'on n'a que des complaisances, presque des excuses, pour les légitimistes et les orléanistes.

Je ne vous dirai point de vous expliquer sur l'acte du 2 décembre et les faits qui ont suivi. Peut-être la chose vous serait-elle impossible. Mais pourquoi ne rappelleriez-vous pas, qu'en fin de compte, c'est la gauche, la gauche seule, qui a préparé, assuré le succès de M. Bonaparte : 1° en appuyant le projet de rappel de la loi du 31 mai ; 2° en votant comme le ministère sur

la proposition des questeurs ; 3° en votant encore et à plusieurs reprises comme le ministère sur la loi municipale ; 4° en s'abstenant avec le ministère aux dernières élections de Paris ?...

Pourquoi ne diriez-vous pas que si le peuple de Paris est resté en très-grande majorité sourd aux excitations des représentants, ce n'est pas qu'il ne soit très-républicain, très-démocrate, et même très-socialiste : c'est qu'il a cru voir dans l'appel du Président cette idée dominer, que le coup d'État était motivé sur les complots monarchistes et la nécessité de sauver la RÉVOLUTION ? Comment donc se fait-il que le peuple *révolutionnaire*, qui ne conspirait pas, à coup sûr, soit seul signalé, poursuivi, menacé de transportation et fusillé ?...

Certes, M. Bonaparte avait donné à la chose un tour habile ; et si depuis, chaque jour, une proclamation nouvelle était venue développer le sens ou l'intention qui semblait exister dans la première, il est sûr que ni le 3 ni le 4 il n'y aurait eu un seul coup de fusil de tiré dans les barricades, si ce n'est par quelques partisans de la monarchie. Maintenant, au contraire, les commentaires donnés par la *Patrie*, le *Constitutionnel*, etc., ne laissent plus apercevoir qu'une chose : c'est que le premier jour on s'est servi du suffrage universel pour jeter l'hésitation dans les masses, puis la bataille gagnée à Paris, on se hâte, en criant contre les socialistes, de rallier les amis des deux branches déchues prêts à se soulever. M. Thiers va en Italie, exilé volontaire, et reviendra bientôt : les républicains sont à Ham et à Mazas, destinés pour l'Algérie ou Nouka-Hiva.

Je crois vous connaître assez, monsieur, pour penser que ne désespérant jamais, sachant tirer parti de toutes

les situations, vous finirez par vous résigner à celle-ci, et, oubliant ce qu'elle eut de violent dans le principe, proposer vos propres idées sur les conséquences à en déduire. Faites-le donc, et au plus tôt ; et dussiez-vous, par vos paroles, apprendre au ministère à répandre sur l'acte du 2 décembre une couche plus épaisse de sincérité et de dévouement, vous ferez une chose bonne et morale. Sauvez d'abord la vie des hommes, arrêtez l'effusion du sang, et peut-être la guerre civile, invoquez la justice pour tous. La France ne veut plus des partis, sans doute, mais elle ne veut pas non plus la proscription de ses enfants. Il serait bouffon que les victimes d'un coup d'État, fait au nom de la république, de la révolution, fussent précisément les républicains.

Il est encore un point sur lequel vous devez appeler l'attention du gouvernement, c'est la question posée pour le 21. Elle est trop complète, il faut la diviser. On conçoit que M. Bonaparte, sauvant la révolution des partis, sollicite du peuple un bill d'indemnité, et pour cela pose sa propre réélection. Ce qui est moins rationnel, même à son point de vue de Président à proroger, ce qui est tyrannique pour le pays et constitue une nullité morale dans le scrutin, c'est de demander, en même temps que la prorogation, un blanc seing pour dix ans, car le système consulaire n'est pas autre chose. Quoi ! la nation perdrait le contrôle de ses institutions, de son gouvernement, de ses impôts ! C'est impossible !... Ce côté de la chose fait du Président un dictateur décennal pour ne pas dire pis : je ne permets à aucun homme libre, ayant un journal et sachant tenir une plume, d'en dissimuler son opinion. L. Bonaparte, il faut s'y attendre, sera prorogé ; mais s'il est prorogé

dans les conditions qu'il a faites lui-même, il est difficile qu'il tienne : le despotisme est encore ce qu'il y a de plus instable au monde.

Le 2 décembre était pour moi jour de sortie, motivé par une indisposition de ma femme près d'accoucher. J'ai cru pouvoir, sans me compromettre, passer jusque chez vous, à l'aide d'un cabriolet de place. Je n'ai pas eu l'avantage de vous rencontrer.

Depuis ce jour, je suis navré de tristesse, et je réussis à peine à m'étourdir, à force de travail. Mes nuits sont comme celles d'un condamné à mort. Je n'avais que trop prévu ce qui est arrivé : la masse est restée indifférente, même railleuse ; les hommes généreux ont protesté seuls ; ils sont tombés !

Que veulent donc les conseillers de l'Élysée, en repoussant ainsi par la baïonnette et la mitraille le seul parti qui pouvait encore, moyennant otages ou cautions, l'accepter et s'entendre avec lui?... Je n'y comprends rien, et c'est pourquoi je me désole.

J'ai espéré, j'ai cru quelquefois en vous, monsieur. Permettez-moi de vous dire, en ce moment terrible, et sous toutes les réserves que me commande l'ignorance absolue où je suis des choses, que je compte plus que jamais sur votre courage, votre intelligence et votre patriotisme.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 17 décembre 1831.

A M BOUTTEVILLE

Mon cher Boutteville, plus j'avance dans mon travail particulier, plus je m'aperçois que l'ouvrage que nous faisons en commun doit être conçu et autant que possible rédigé sur le plan du mien, et de manière à lui servir de continuation et de conclusion. L'histoire de la démocratie n'est autre chose que l'histoire de l'émancipation de l'esprit humain dans toutes les sphères, et, sans compter les inconvénients qu'il y aurait pour nous à publier un livre qualifié bientôt de *démagogique*, il est évident qu'en prenant le mot *démocratie* dans un sens trop rapproché de celui du jacobinisme, nous faisons assez inutilement la monographie d'une hypothèse écartée pour le moment, et peut-être pour bien des années.

Il faut donc agrandir encore nos vues, notre plan, et nous faire plus généralisateurs, plus profonds, en sacrifiant quelque chose de l'intérêt épique.

Je suis décidé à donner à mon livre à moi le titre de *KRONOS* (ou tout ce qu'il vous plaira), pour faire pendant au *Cosmos* de A. de Humboldt.

Il comprendra, depuis l'origine des choses, la créa-

tion, comme on dit, jusqu'à Luther, moment où commence notre histoire, et sera divisé en seize périodes.

Les temps depuis Luther jusqu'à nos jours devaient en former quatre autres (ensemble vingt), ainsi divisées :

| | |
|--|-----------|
| 17° De Luther au traité de Westphalie. . . | 1517-1648 |
| 18° Du traité de Westphalie à la Révolution française. | 1648-1789 |
| 19° La Révolution française. | 1789-1848 |
| 20° Le Socialisme. | 1848-**** |

Nous conserverons cette distribution; la dernière période servira de *conclusion* historique et prophétique aux dix-neuf précédentes.

Il faut donc vous attacher à résumer tous les faits tenant à la civilisation christiano-musulmano-européenne, l'Amérique comprise (la Chine, l'Inde, la Mongolie, l'Archipel asiatique, les Birmans, Siam, Japon, etc. exclus, à l'exception de ce qui touche les affaires d'Europe), et prendre pour principe supérieur de direction historique le mouvement des nations vers un ordre de choses qui doit réaliser à la fois la *liberté* individuelle, locale, etc., dans sa plus haute expression et l'*unité* du genre humain.

Ainsi, *mon* travail et le *nôtre* formeront une suite continue, sans double emploi ni répétitions. En conservant plus d'espace pour mes seize premières périodes, je pourrai donner plus d'ampleur, d'intérêt, d'évidence à la démonstration des temps antérieurs, comme aussi, en condensant davantage la manière de la première partie du *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet, et entremêlant seulement ce tableau de quelques faits, citations, réflexions d'un intérêt majeur, nous aurons

fait un ouvrage de saine philosophie, à défaut d'un chef-d'œuvre de littérature.

Il est entendu que dans l'*Histoire de la Démocratie moderne*, l'exposition par ordre de dates, telle que je l'emploie dans le *Kronos*, ne sera pas suivie; sous ce rapport, les deux ouvrages, quoique formant un tout continu, différeront sensiblement. Il faudra suivre la méthode de MM. Poinson, du Rozier et Des Michels dans leurs abrégés très-substantiels, très-conscienceux et très-exacts, mais très-peu philosophiques, de l'histoire grecque, latine et du Moyen âge.

En un mot, ne perdons pas de vue que nous ne devons point viser à rendre inutiles les ouvrages faits avant nous ou ceux qui viendront après, mais à faire un traité qui éclaire toute l'histoire de l'humanité et en fixe la philosophie.

A notre prochaine rencontre, je causerai plus au long de toutes ces choses, et, en vous faisant part de mon propre travail, je vous convaincrai de la facilité avec laquelle je groupe dans un même récit, dans une même idée, une même évolution générale, toute l'histoire par exemple des neuvième et dixième siècles, laquelle comprend comme vous savez du reste :

L'empire de Charlemagne et tous ses démembrements;

L'empire grec d'Orient;

La papauté et le schisme de Photius;

Les Anglais, Saxons, Normands, Slaves, etc.

Le mahométisme, subdivisé en trois ou quatre califats indépendants et en deux grands partis;

La lutte de l'Espagne contre les Maures, etc.

Tout cela, et c'est le monde entier (moins l'extrême Orient, dont l'évolution se fait à part, mais toujours

sur le même plan et en vertu des mêmes lois], tout cela, dis-je, si compliqué par moments, ne fait qu'un, absolument un, et il est aussi aisé de raconter cette histoire universelle, en disant à la fois tous les faits contemporains, que de raconter une séance de la Convention.

Groupez donc, recherchez, accumulez les faits, vous bornant à leur donner l'expression la plus fidèle; ne ménagez pas les dates et les faits. Il faut que nous élevions un monument qui écrase le catholicisme, la tyrannie, et soit aussi précieux, aussi accessible au savant qu'à l'ignorant.

Ma conviction bien arrêtée est que nous le pouvons si nous le voulons, et que de ce double travail doit jaillir sur les destinées de l'espèce une lumière encore inconnue et inextinguible.

Le *Kronos* à lui seul formera deux forts volumes in-8°, autant que l'*Histoire de la Démocratie moderne*. En l'abrégeant de tout l'espace de temps que comprend celle-ci, je lui donne plus de lucidité, de fermeté, d'ampleur, et rends notre travail à nous plus complet, plus facile à faire et à entendre, plus irréfragable. Ce sera toujours le même travail, publié sous deux formes et par deux éditeurs différents.

J'espère, mon cher ami, qu'au lieu de vous impatienter de mes remaniements, vous comprendrez comme moi qu'il n'est pas possible de faire une histoire spéciale ou monographie quelconque sans connaître à fond l'histoire universelle, et que vous me saurez gré de contribuer ainsi, quoique indirectement, à la composition d'un ouvrage qui, sans cela, je vous en préviens, eût couru le risque de n'être qu'un plaidoyer pour le besoin de la cause.

Du reste, vous comprenez que le plan que je vous ai tracé n'a nul besoin de modifications. Les grandes divisions et le sens général indiqués par moi sont déjà la conséquence de mes propres études; je ne vous demande que plus de généralité encore, plus d'universalité, de concision et de plénitude.

Le siècle a assez de littérature : donnons-lui des faits et des vérités. On est toujours assez éloquent quand on est Newton, Cuvier ou de Jussieu; tâchons d'être quelque chose comme ces messieurs. Si justement admirés qu'ils soient, ce ne sont pas après tout des dieux.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 19 décembre 1851.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, l'ami Mathey a dû vous accuser déjà réception de vos dernières lettres et vous exprimer nos sentiments. Je viens à mon tour vous serrer la main, à vous, à H***; resserrer encore, s'il est possible, les liens de notre communauté spirituelle, et me consoler, à cette époque de malheur, des accidents trop prévus de la politique.

Le 2 décembre 1851, un grand attentat a été commis, accompagné de circonstances qui laisseront sur la moralité de notre nation une tache indélébile, mais qui, dans huit jours, par la vertu du suffrage universel, se trouvera changé en un acte souverainement méritoire et magnanime. Dans huit jours, la France aura abdicqué entre les mains des jésuites, sur le sabre et le goupillon, liberté, dignité, honnêteté, tout ce qui constitue l'homme et le peuple. Pendant huit jours, mes nuits ont été comme celles du condamné à mort : à la fin, j'ai rappelé à moi ma philosophie, je me suis tant bien que mal rasséréiné; je travaille comme un nègre à mon œuvre d'histoire; enfin, je vous écris avec une indépendance de jugement qui scandaliserait peut-être

tout autre que vous. Ce calme, ces consolations de la pensée, cette résignation de la conscience, je les trouve précisément dans le fait même qui soulevait d'abord ma réprobation et qui ne m'apparaît plus, considéré de haut, que comme un des épisodes obligés de l'évolution humanitaire. Considéré au point de vue de la politique, puisque politique il y a, comme à celui de la Révolution, l'acte du 2 décembre semble presque normal, et, pardonnez-moi, légitime !

Représentons-nous froidement les choses.

Au 1^{er} décembre, tout le monde conspirait, moins la gauche parlementaire, qui, trop confiante aux destinées de la République, dormait tranquille sur son échéance de 1852. Bien qu'elle doutât que les parties engagées attendissent jusqu'à ce terme, forte de l'opinion qu'elle avait du pays, la gauche ne faisait rien pour parer aux éventualités ; elle jouait à coup sûr comme si elle eût dirigé le Destin.

C'était de l'imprudence ; voici ce qui l'a rendue irréparable.

La majorité, cela n'est pas douteux, méditait de faire pour son propre compte précisément ce qu'a fait L. B. ; arrêter brusquement le Président, donner le commandement à Changarnier, s'assurer des personnages dont on pouvait craindre l'influence sur les esprits, et crier *au socialisme*, se faire du socialisme un bouc émissaire, comme fait en ce moment L. B. : voilà quel était son plan. Dans cette situation, que devait faire la Montagne menacée des deux côtés ?

La Montagne a cru qu'elle n'avait qu'à laisser faire, et rester majestueusement dans son droit : l'événement a prouvé que ce calcul était faux ; qu'elle devait, suivant les lois de la guerre, s'allier à l'une des deux par-

ties, devenir partie gagnante, si elle ne voulait être partie perdante.

C'est ce qu'il est facile de démontrer :

Dans son message, Louis Bonaparte commence l'attaque et propose le retrait de la loi du 31 mai. La majorité, au lieu d'annuler le coup en s'y associant sans discussion, commet la faute énorme de jeter du côté de l'Élysée toutes les forces de l'opinion et de la popularité en faisant échouer ce projet. La Montagne, de son côté, forcée par ses principes de l'appuyer, ne comprend pas qu'elle se trouve ainsi devenue l'alliée de l'Élysée ; car, en politique, on est allié, non pas quand on est ami ou qu'on a les mêmes intentions, mais quand on fait les mêmes choses. Elle ne songe, à mesure qu'elle appuie le ministère, qu'à désavouer par des paroles de haine toute solidarité avec lui. Elle se réduit ainsi, de gaieté de cœur, à l'état de coterie ; et plus elle exalte le suffrage universel, plus elle fait de cette mystification un axiome, un article de foi, un dogme, un arcane, plus elle attire de popularité et de force au Président.

Ainsi L. B., qui avait pris l'initiative, et qui avait la force, abandonné par la Montagne, se trouvait *de fait* — ne raisonnons jamais des intentions en politique, — le représentant unique du principe républicain ; la Montagne, obéissant à des sympathies et à des antipathies toutes personnelles, inspirée du dehors, frémissante au seul soupçon d'élyséisme, ne semblait occupée que d'une chose : constater le plus énergiquement possible la contradiction de ses votes et de ses sentiments.

En effet, voyez plutôt : sur le projet de rappel de la loi du 31 mai, vote avec le ministère ; sur la proposi-

tion des questeurs, vote avec le ministère; sur la loi municipale, votes et abstentions réitérés avec le ministère; dans la dernière élection faite à Paris, abstention avec le ministère. Puis, à chaque vote, à chaque acte, protestation solennelle, violente d'anti-bonapartisme; clameur venue de Londres et autres lieux, de *Haro sur le bandet!* à quoi la Montagne répondait en cœur : *Haro sur le Président!*

Mon cher ami, je ne vous souhaite pas plus qu'à moi-même d'être jamais un homme politique. Mais vous saurez que quand on se mêle de ce métier, on est quelquefois, souvent, obligé de se laver les mains dans le fumier. Nos jacobins, gens de coterie, faux puritains, ont manqué à cette règle élémentaire de la profession : peut-être bien jouiront-ils, dans l'histoire, de la palme de l'honorabilité et de la vertu : je dis, moi, qu'ils ont noyé la République.

On leur a beaucoup reproché le vote du 17 novembre sur la proposition des questeurs; la lettre de F. Pyat a ébranlé bon nombre de ces pauvres consciences, qui, en votant contre la droite, par haine, ne se doutaient pas qu'elles avaient voté par raison. Tout ce qu'on a dit à ce sujet est dénué de sens politique. Si le 7 novembre, la gauche s'était unie à la droite pour requérir les troupes et décréter le Président, vous auriez eu le 18 novembre ce que vous avez eu le 2 décembre, et avec le même succès. Les mesures étaient prises à l'Élysée, et toutes les apparences en sa faveur. L'opinion lui aurait même encore moins fait défaut. Devant un décret qui violait, quoi qu'on en ait dit, la Constitution, devant une coalition entre la gauche et la droite contre l'homme qui représentait à la fois le suffrage universel, l'ordre, et même la révolution, la masse qui, le 2 dé-

cembre, dans un cas bien moins favorable à l'Élysée, n'a soufflé mot, aurait couru à son aide. Encore une fois, la gauche était condamnée à s'entendre avec l'Élysée. Mais cela ne faisait point le compte de MM. Cavaignac et Ledru-Rollin !...

Le 2 décembre est donc arrivé, qui a détruit toutes les illusions insurrectionnelles de nos représentants. La masse, sur laquelle on comptait, a trouvé l'affaire tout à fait réjouissante ; des représentants à vingt-cinq francs jetés à la porte, cela lui a semblé drôle : M. Thiers, M. Berryer, M. Changarnier, arrêtés à leur tour, ont soulevé d'abord l'hilarité populaire. On trouvait bien que le Président *allait un peu vite* ; un sourd remords protestait contre ce lâche sentiment d'envie satisfaite ; mais la pensée de résistance ne s'en trouvait pas moins paralysée : la désertion a été immense, et nulle exhortation n'y a fait. Pendant que les citoyens les plus généreux se faisaient obscurément et impitoyablement fusiller, les crânes du noble faubourg faisaient bourgeoisement leur partie de billard. Le peuple démoc. soc. a laissé tuer la République avec une indifférence hideuse : la Montagne, qui a scellé de son sang sa protestation, n'a pas plus trouvé grâce devant lui que la droite, appelant en vain les citoyens aux armes par la bouche de Berryer et consorts. Il fallait cette leçon pour prouver à nos tribuns que le peuple est une bête monstrueuse, qu'il s'agit, non pas de traiter en homme, mais de convertir à l'humanité.

Si maintenant, du point de vue politique nous passons au philosophique, nous ne trouverons pas moins de raisons de déplorer l'aveuglement de nos amis.

Qu'est-ce que la République, ou pour mieux dire la révolution, au dix-neuvième siècle ? Évidemment, c'est

la *diminution* progressive et systématique de l'action gouvernementale, capitaliste et religieuse... Or, quelle est depuis trois ans la tactique du parti républicain, tactique un instant contredite et entravée par nous ? C'est de conquérir, à l'aide de la popularité ou par les armes, le POUVOIR, puis de s'en servir pour *organiser* les nations. Organiser ! La conduite de l'armée, depuis le 2 décembre, nous montre ce que devient l'homme quand il est organisé. La féodalité, les castes, le régime corporatif, le salariat, les jésuites du Paraguay, etc., en sont d'autres échantillons. L'*organisation*, quelle qu'elle soit, quand il s'agit d'être libres, c'est la suppression de la liberté. N'est-ce pas le chef-d'œuvre de l'organisation, que des citoyens au nombre de 350,000, dont l'âme est à l'unisson des nôtres, soient cependant contraints, à peine de la vie, par quelques centaines d'officiers, de massacrer leurs frères, leurs amis, leurs coreligionnaires ?...

N'en doutez pas, cher ami, la démocratie a péri, le 2 décembre 1851, comme le 13 juin 1849, comme en 48, par sa propre contradiction, par son ignorance du mouvement, par son opposition au progrès. Car, retenez ceci : la révolution, quand elle sera comprise, avouée, se fera toute seule, avec ou sans l'appui du gouvernement ; il ne s'agit pour cela que d'apprendre aux industriels, négociants, ouvriers, producteurs et consommateurs de toute espèce, à se garantir mutuellement le crédit et le bon marché..... On ne le veut pas entendre ; on se révolte contre une idée aussi triviale ; il faut de l'éclat, des harangues, des feux d'artifice et des fanfares à nos hordes révolutionnaires ; la guerre aux rois et tout ce qui s'ensuit. Sans cet appareil gothique et dictatorial, point de révolution. On a re-

gardé comme une victoire pour la démocratie le silence du *Peuple* et de la *Voir du Peuple* en train de provoquer l'action révolutionnaire par en bas et en dehors des routines admises ; on a chauffé la passion populaire, préconisé le suffrage universel, menacé, tonné d'en haut ; et le suffrage universel nous a valu la défection du 2 décembre ; il nous apportera dans huit jours le bill d'indemnité de L. B., avec un blanc seing pour gouverner la France pendant dix ans *ad libitum*. Admirez la puissance de l'orviétan, comme dit Molière.

« Je comprends le chagrin des amis de la liberté, et je l'éprouve : je conçois que les cœurs généreux regrettent que les choses n'aient pas tourné autrement, je sens profondément moi-même le malheur de notre génération, ajournée dans ses espérances pour un temps illimité. Mais je ne veux pas même vous laisser cette sottise douleur : il faut qu'elle disparaisse de votre âme comme de la mienne, au flambeau de la raison. »

Oui, si le peuple se fût manifesté le 2 décembre, la démocratie triomphante balayerait en ce moment toutes les tyrannies de la face du globe ; ce serait un soulagement de voir tant de calomnies, de persécutions, d'assassinats réprimés, vengés. Mais croyez-vous que là se fût borné notre triomphe ? Je ne vous parle pas des vengeances révolutionnaires : elles sont toujours infiniment moindres qu'on ne les suppose ; je veux parler de l'*organisation* politique, sociale, morale, industrielle, etc., etc., dont nous étions menacés, et des déficits immenses, des misères épouvantables qui auraient infailliblement suivi. Ne perdez pas de vue que le triomphe du droit, au 2 décembre, se serait traduit bientôt en un triomphe sur la liberté locale, individuelle, mercantile, etc., et que les anarchistes auraient

servi aux rouges de victimes expiatoires, comme ils devaient servir aux blancs et aux bleus, comme ils servent en ce moment l'Élysée. Vous n'êtes point ici, cher Edmond, pour le voir ; mais nous qui ressentons chaque jour les attaques sourdes des politiques de gauche, nous ne conservons à cet égard aucun doute. En 52 comme en 48, la Révolution eût été radicalement niée par les révolutionnaires officiels ; sans cela, pourquoi, depuis deux ans, l'auraient-ils dissimulée, voilée, masquée, calomniée, abandonnée ? Pourquoi ont-ils laissé le socialisme dans l'ombre, et sur toutes les questions politiques, économiques, ecclésiastiques, sans exception, auraient-ils suivi la même routine que leurs compétiteurs ?

Encore une fois, je le redis et l'affirme : la révolution est facile, irrésistible, par les voies que j'ai en maintes occasions indiquées, et dont peut-être notre ami Mathey vous aura entretenu dans sa lettre. Pourquoi la Montagne n'a-t-elle jamais appuyé sur cette corde ?

Pourquoi, minorité écrasée dans le Parlement, au lieu de conquérir l'opinion par le calme, la discipline, la conciliation, a-t-elle poussé à l'irritation, et, autant qu'il a dépendu d'elle, acculé le pays à la guerre civile ? Est-ce qu'une révolution pareille, à accomplir avec des masses grossières, superstitieuses, dépravées par la servitude, n'était pas chose assez risquable pour qu'on y procédât avec toutes les précautions de la douceur et de la prudence ? Fallait-il, en se rendant insupportable aux hommes, rendre suspecte, odieuse, une révolution que soi-même, dans le fond du cœur, on condamnait ? Non, non, quand je me représente ce qu'eût été la domination de nos meneurs, je n'ai plus la force de condamner, au point de vue élevé de la marche huma-

nitaire (il n'est point question ici de morale), les événements du 2 Décembre. La révolution est ici hors de cause. Il se peut que je souffre de la situation nouvelle, que je sois atteint dans ma liberté, ma famille, mes amis, tout ce qui m'est cher. Je ne serais nullement surpris, je vous l'avoue, qu'un de ces jours on me fit prévenir qu'il faut partir pour Cayenne ou Nouka-Hiva, ou, ce qui serait pire encore, qu'on m'intentât quelque nouveau procès, à seule fin de me retenir encore cinq ou six ans en prison. A la dictature tout est légal, tout est possible. Je n'en penserai pas moins que ce qui m'arrive est un accident révolutionnaire, dont je n'ai pas plus à m'irriter que de la tuile qui me tombe sur la tête pendant l'orage. Pourquoi ai-je vécu parmi une telle génération ? Est-ce la faute du destin, si, marchant pieds nus parmi des scorpions et des vipères, je suis mordu et empoisonné ?

Maintenant la France et l'Europe sont sous le régime du sabre ; puisque l'événement était à peu près inévitable, cherchons, pour la consolation de nos âmes, quelle peut en être la portée.

Si les Montagnards, moins sensibles au reproche d'élyséisme, avaient fait leur métier, la République serait de moitié dans le coup d'État ; au lieu de Morny, Saint-Arnaud, nous aurions Michel (de Bourges), Charras, Lamoricière ou Bedeau ; au lieu de Veuillot, Girardin ; au lieu de Montalembert, E. Quinet et Michelet. La Montagne ne l'a pas voulu : nous subirons les conséquences de son impéritie. Je m'attends à tout, et je serais surpris, je vous le déclare, que ma peine expirée, on me laissât sortir de prison. On doit avoir quelque moyen de retenir un homme de mon espèce. La guerre est déclarée déjà officiellement aux fauteurs

et auteurs de mauvaises doctrines; on annonce publiquement des transportations par milliers. Le *Constitutionnel* marche d'accord avec les jésuites. La bourgeoisie, pourvu que la Bourse monte, l'ouvrier, pourvu qu'il mange, seront indifférents; tous les jours les théâtres sont pleins; les morts de Décembre sont oubliés, inconnus; l'armée a perdu ses derniers scrupules. On nous mènera loin, comptez-y; on expurgera les écoles, l'Université, les bibliothèques, aussi bien que la société; on accoutumera le peuple français, comme celui d'Autriche, à ne penser plus, à se contenter du bien-être matériel; et pour peu que ce régime se prolonge 25 ans, 30 ans, la France, la fière nation, ravalée au rang des esclaves, aura perdu et l'initiative et l'honneur.

Sans doute une conspiration militaire peut, d'un jour à l'autre, renverser en un clin d'œil ce qu'aura produit une conspiration militaire; au sein du parti vainqueur, il se formera des coterics, des partis; le sabre et le goupillon, un instant unis, se mettront en guerre, etc. Qui sait même si un retour de pudeur ne viendra pas, lundi prochain, répondre par cinq ou six millions de *non* au coup d'État du 2 Décembre. Toutes ces chances subsistent et font partie de notre actif révolutionnaire. Mais il n'y faut compter qu'avec une juste défiance: le silence du 2 Décembre est un de ces faits qui laissent après eux de longues conséquences. La France est lâche, vous dis-je; j'en ai eu, depuis quinze jours, le douloureux spectacle. La France court au-devant du joug, elle l'aura.

Quant à nous, cher ami, sachons nous résigner et vivre...

Nous avons pour cela deux motifs supérieurs: le premier, tiré de la marche ordinaire des affaires

humaines ; le second, de la juste appréciation des hommes.

Quelle que soit la réaction qui se prépare, elle n'arrêtera nullement le cours des révolutions : peut-être même elle le favorise. Un grand fait se produit déjà, savoir que l'Europe devient de plus en plus une sorte d'État fédéral dont chaque nation n'est plus qu'un membre. L'unité européenne se constituant, pour ou contre le socialisme, n'en est pas moins un grand acte révolutionnaire, qui contient en germe, comme le crédit gratuit, la liberté de penser, ou le vote de l'impôt, toutes les déductions de la liberté.

Les jésuites, les malthusiens, régneront encore vingt-cinq, trente ans, plus ou moins ; qu'est-ce que cela pour la durée de l'humanité ? Jouissons donc de ce que nous pouvons obtenir sans regretter ce que nous n'avons pas ; car, comme il y a l'infini à réaliser pour l'homme, et pour son perfectionnement, la lutte est aussi infinie, interminable, et notre ère, à quelque époque que vous vouliez la placer, ne sera toujours qu'un combat. Combattre contre les jésuites de Montalembert, ou contre les communistes de Cabet, n'est-ce pas égal ?...

Que si nous abaissons nos regards sur notre pauvre espèce, il m'est avis que, tout en cherchant à gagner le plus possible de bipèdes à la dignité humaine, nous ne devons considérer comme semblables à nous que ceux qui jouissent, ainsi que nous, de la liberté de raison et de conscience, ce qui diminue singulièrement l'intérêt que nous pouvons prendre à tout le reste. L'humanité, cher ami, ce ne sont pas ces masses brutales toujours prêtes à crier : Vive le roi ! Vive la ligue ! L'humanité, c'est cette élite, qui constitue le ferment des siècles et

fait lever toute la pâte. Je vois bien, d'après les statistiques, cent millions d'individus à face humaine sur la croûte terrestre ; je doute que l'humanité se compose de plus de dix mille ? Un homme sur dix mille bêtes : la proportion n'est-elle pas encore trop forte ?

Si Louis-Philippe a suscité contre lui sept régicides, L. B. doit en susciter septante-sept : eh bien ! il n'y aura personne. Sentez-vous la portée de ce fait ? Et vous iriez pleurer, gémir, vous désespérer comme un Jérémie sur la perte de la liberté ! Allons donc ! est-ce que vous n'êtes pas libre ? est-ce que moi-même, malgré les verrous, je ne le suis pas plus que cette *vile multitude*, comme dit M. Thiers.

Adieu, cher ami ; je crache sur les dieux et sur les hommes, et je ne crois qu'à l'étude et à l'amitié. Si le gouvernement songe à moi, je solliciterai la faveur d'un bannissement volontaire ; alors, nous pourrons nous réunir ; plutôt au ciel que ce soit pour ne nous séparer jamais.

Je vous embrasse, ainsi que notre excellent et malheureux ami H*** :

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Réponse s'il vous plait par Mathey.

Décembre 1851.

A M. LANGLOIS

Mon cher Langlois, toutes vos critiques sont justes, et j'aurais fait dix volumes pour éclaircir les points qui vous paraissent obscurs dans ma brochure, qu'elles le seraient encore.

La société, c'est l'infini, et il est certain qu'à celui qui se pose en réformateur, il y a des *millions* de cas à résoudre auxquels il ne pensera jamais. Tout ce que l'on peut faire, dans les temps de révolution, c'est de **NIER FORTEMENT** le passé, et jusqu'à un certain point l'actualité, puis de marquer le but, un Idéal! et de planter, dans la direction de cet *idéal*, des jalons. Le plus fort des hommes ne fera jamais que cela, et à peine. Est-ce que Jésus-Christ a fait le christianisme? Il n'en a pas su, lui que nous adorons comme son auteur, la centième partie! Est-ce que Romulus ou Numa ont fait Rome? Est-ce que Charlemagne a fait la féodalité? Est-ce que Turgot, qui savait tout ce qu'ont su les hommes de 89, a fait le système constitutionnel?...

Un homme ne sait jamais, ne peut jamais exprimer qu'une très-faible portion de la Vérité. La vérité, en tant que sociale, humaine, est le produit du temps...

Ainsi, dans mon dernier livre, j'ai fait une critique; déduit de cette critique l'indication d'un but; j'ai posé quelques jalons. N'attendez pas de moi que je vous donne un système. Mon système, c'est le Progrès, c'est-à-dire la nécessité de travailler sans cesse à la découverte de l'inconnu, à fur et mesure que le passé s'use... L'an prochain, cette face, la plus importante de notre œuvre, sera mise en lumière de façon à saisir vivement les esprits; alors on comprendra que *Crédit gratuit* et autres formules ne sont pour nous que le premier pas hors du passé; mais que l'avenir, dans sa plénitude, se dérobe; qu'il n'est guère permis de se figurer que sous un symbole, plus ou moins mythique, que j'appelle Anarchie, comme d'autres l'appellent *Fraternité*. Alors aussi, on concevra comment et pourquoi les sectes ne sont rien, ni les systèmes; pourquoi le vrai révolutionnaire ne travaille qu'au jour la journée; pourquoi la destinée de l'homme est un vide, un hiatus placé au devant de nous. Ce sont les enfants qu'on amuse avec des perspectives systématiques. C'est encore le Peuple, incapable de concevoir qu'il doit aller toujours, comme le Juif errant, et qui aime à se reposer avec Cabet, Fourier, etc., sous les ombrages de la Communauté et de l'Association. Le Peuple, comme la réaction, voudrait en finir; or, je vous le répète, il n'y a point de fin; et si l'histoire nous apprend quelque chose de la courbe que nous décrivons, nous restons à peu près entièrement ignorants sur l'avenir. Notre prévision ne va pas au delà de l'antithèse que nous suggère le présent.

Cette théorie largement développée du Progrès, théorie qui donna l'exclusion à toutes les notions absolues, à toutes les hypothèses soi-disant définitives, est

celle qui, dans mon opinion, doit fournir la base solide, et cependant toujours muable de l'avenir. C'est celle qui mettra la société à l'abri de la paresse conservatrice comme des fausses entreprises révolutionnaires.

Qu'importe, après cela, qu'on nous harcèle tous les jours par quelque difficulté nouvelle de détail et d'application? Des difficultés? Est-ce que cela peut être regardé comme une fin de non-recevoir quand on existe dans un présent *impossible*? Est-ce que ceux-là auraient la prétention de s'en prévaloir contre nous, qui se croisent héroïquement les bras et dorment sur leurs deux oreilles, attendant l'occasion de s'élaner sur le gouvernail, sans avoir la moindre connaissance du Pôle?...

Vous voyez, mon cher ami, que bien loin de dissimuler les objections qu'on me peut faire, je suis bien plutôt disposé à les aggraver moi-même, sauf à les renvoyer à ceux qui me les proposent; car je ne connais personne qui ne soit tenu de les résoudre, à moins qu'il ne trouve avec les jésuites et les gros rentiers que tout est bien.

J'ai écrit, dans mon dernier travail, cinq ou six propositions que je regarde comme capitales, et c'est pour le moment tout ce que j'ai voulu :

1. Le gouvernement, à son plus haut point de perfection, est organisé pour la sujétion et la spoliation du plus grand nombre;

2. Au système des pouvoirs politiques, nous avons à substituer un système de forces économiques;

3. L'association, dans le sens précis et juridique du mot, n'est point une force économique, c'est du gouvernement; — toutefois, il est des cas où cette modification de la liberté individuelle paraît indispensable;

4. Ce système, ou plutôt cet équilibre des forces économiques, ne peut être créé par voie d'autorité; il doit résulter du consentement tacite ou exprimé des citoyens, soit du *libre contrat*....

Ce que j'ajoute ensuite sur la *liquidation, l'organisation des forces économiques, la dissolution des pouvoirs politiques* ne sont que des vues générales, trop condensées, je le sais, pour l'intelligence des détails, trop rigoureuses encore *dans les formules* pour la multiplicité des cas. Je sais toutes ces choses. Mais est-il juste de me les objecter? Est-ce qu'en physique, les lois les plus générales sont autre chose que de simples abstractions, qui, dans les cas particuliers, reçoivent des milliers de modifications différentes? De même, les lois les plus générales, les plus vraies de la société, ne sont aussi que des notions abstraites, que la pratique modifie à l'infini. Mais ces notions, il faut les avoir sous peine de ne rien faire : il faut donc les poser, sous peine de périr en chemin.

Je crois, mon cher, que ces réflexions, au lieu de vous laisser oisif et indifférent, sous prétexte que je ne réponds pas à tout, qu'il reste de l'obscurité dans mon livre, vous solliciteront à chercher vous même...., puisqu'en ce moment je suis à peu près le seul homme qui travaille sérieusement les questions. Que font nos confrères, en vérité? Chacun d'eux, convaincu qu'il possède la clef de l'avenir, la formule de l'absolu, reste tranquille et attend que le monde vienne lui demander son salut. Quand on a besoin d'*investigateurs* de la vérité, il ne se trouve que des révélateurs. Et moi je vous dis que si nous nous laissons aller de la sorte, nous sommes perdus.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 19 décembre 1851.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, j'ai reçu la lettre dans laquelle vous me faites part de la perte de votre beau-père. Je me le suis parfaitement remis, ayant eu le plaisir de me trouver maintes fois avec lui en votre société; je n'ai nullement oublié cet homme dont l'honorabilité rare était peinte sur la figure. Tous ceux qui m'ont parlé de lui, en disaient la même chose; vous avez eu en lui, mon cher Maurice, un des bonheurs de la vie, celui de voir ses proches aimés et comblés de l'estime universelle.

Pendant une huitaine de jours, nous avons été consignés à Sainte-Pélagie et privés de toute communication avec le dehors; nous recevions des nouvelles par le bruit du canon et de la fusillade. C'est ce qui m'a empêché de répondre plus tôt à votre lettre. Vous pouvez croire quelle angoisse a été celle de mes compagnons et de moi, de moi surtout qui avais prévu l'issue de la lutte, et qui, sorti sur parole le 2 décembre, avais pu me convaincre de l'indifférence de la masse populaire. Ce sont ceux précisément sur qui la Montagne comptait le plus pour la résistance qui ont fait défaut; en général, les hommes tués ou pris dans les barricades

ont été d'honnêtes bourgeois, appartenant à tous les partis. Ceci dit en passant, pour répondre à ceux qui déclament contre la *rouge*, que la majorité de droite n'aurait pas manqué de prendre pour prétexte et pour bouc émissaire, comme le font en ce moment les journaux de l'Élysée, si elle avait réussi dans son projet.

En résumé, le 3 décembre, un coup d'État devait être accompli, soit par la majorité de l'Assemblée contre le Président, soit par celui-ci contre la majorité. Dans l'un comme dans l'autre cas, le parti vainqueur se proclamait sauveur de la société, accusait son rival d'impéritie, de folie, etc., et se rabattait ensuite sur la rouge, véritable croque-mitaine servant de thème à tous les complots.

Si les Montagnards avaient eu un peu plus le sens pratique des révolutions, s'ils s'étaient moins laissés gouverner par leur haine pour le Président et leur déférence pour MM. Cavaignac et Ledru-Rollin, il serait arrivé inévitablement ceci : qu'à dater du 4 novembre, il y aurait eu négociations, puis entente entre la gauche et le Président, qui certes n'eût pas demandé mieux ; qu'au lieu d'être partie perdante dans le coup d'État, elle eût été partie gagnante, en commun avec L. B., et qu'au lieu du patronage de M. Montalembert nous aurions peut-être celui de Michel (de Bourges).

La force des situations et le sens des votes conduisaient là. Une détestable influence a tout gâté : c'est la droite orléaniste et légitimiste qui a perdu la partie ; et c'est la gauche qui paie.

M*** doit être triomphant ; les républicains sont battus une fois de plus. Je ne vous charge point de lui faire mes salutations ; M***, depuis quatre ou cinq ans,

me dégoûte, et je suis résolu de ne plus le voir ni lui écrire. Il y a en lui un instinct antilibéral qui va parfois jusqu'à la mauvaise foi et à l'indélicatesse; pour lui, le pouvoir a toujours raison, et dès qu'il s'agit des républicains, par exemple, la violation des lois, la corruption, l'hypocrisie, la tyrannie, tout devient vertu, tout est légitime. Ne me parlez plus de ces gens-là.

Bonaparte sollicite un blanc seing pour gouverner dix ans *ad libitum*. Il l'obtiendra. Où cela nous mènera-t-il? L'appui du clergé et des jésuites doit vous le faire pressentir. Pour moi, je m'attends à tout; je ne serais point surpris de me voir tenter quelque nouveau procès, à propos de bottes, ou même transporté sans jugement, par raison de salut public, à Cayenne. On sait de reste que ni moi ni aucun de mes amis n'avons donné dans le guet-apens du 2 Décembre, et que nous ne sommes ni les amis ni les confidentes des rouges. Peu importe! Nous sommes socialistes, éclairés, surtout irréprochables, partant damnables sans remission. Dès aujourd'hui, je consentirais presque à me bannir volontairement.

Je travaille du matin au soir et me porte bien. La réaction me ruine encore une fois : car à présent, je ne puis guère compter sur le produit de mes publications. Il y a un mois, j'eusse peut-être tiré de cette propriété 20 à 30,000 francs. Aujourd'hui qu'on peut douter du placement, c'est zéro. J'ai des engagements pour de nouveaux ouvrages en plein cours d'exécution; le 10 ou 12 décembre, j'ai moi-même encaissé une somme de 300 francs pour honoraires échus de mes collaborateurs. Le libraire tiendra-t-il jusqu'à la fin au traité? Je n'ose y compter.

DE P.-J. PROUDHON.

163

Bonjour à M^{me} Maurice, respect et hommage à
M^{lle} Laure. Et à vous, mon cher Maurice, affection
inaltérable.

Votre tout dévoué,

P.-J. PROUDHON.

24 décembre 1831.

A M. LE MINISTRE DE LA MARINE
ET DES COLONIES

Monsieur le Ministre , par décret du 22 décembre courant, un crédit de 658,000 francs est ouvert à votre ministère pour premiers frais d'une colonie pénitentiaire à la Guyane.

Il ne me convient en aucune façon, monsieur le Ministre, d'apporter au gouvernement des idées et des projets sur les mesures de sûreté générale qu'il juge utile de prendre, encore moins d'en faire la critique. La pensée qui me dirige est toute d'humanité, d'avenir, et, s'il est enfin permis à un homme de ma couleur de le dire, de pacification.

Voici, sans autre préambule, et sans entrer dans des considérations qui certes ne vous échapperont pas, la proposition que j'ai l'honneur de soumettre, par votre intermédiaire, monsieur le Ministre, au gouvernement :

Que l'option soit offerte à tous les condamnés à la déportation et à la transportation, pour cause politique, entre l'accomplissement de leur peine et la retraite volontaire dans une colonie formée librement

par eux, hors de l'Europe et des possessions françaises ;

« En conséquence ,

« Que le crédit alloué pour la colonie pénitentiaire de la Guyane et ceux à allouer ultérieurement soient affectés à la colonie nouvelle ;

« Qu'une souscription publique, avec l'autorisation de l'État, soit ouverte dans le même but ;

« Qu'un délai soit accordé pour faire toutes recherches et diligences dans le lieu le plus convenable à cet établissement ;

« Que les agents administratifs et diplomatiques du gouvernement français soient invités à procurer toutes facilités auprès de qui de droit pour la réalisation de l'entreprise. »

Je ne relèverai point, monsieur le Ministre, les avantages de ce projet, autant au point de vue de la tranquillité générale et du rassérénement des esprits qu'à celui de l'économie publique et des résultats à espérer pour la mère patrie. Entre une pénitencière et une colonie, il y a la même différence qu'entre le travail libre et le travail servile.

Permettez-moi seulement de croire, monsieur le Ministre, que ma pensée eût été la vôtre si, dans les circonstances où nous sommes, une telle pensée pouvait être celle du pouvoir, s'il n'impliquait pas contradiction que le vainqueur s'occupât du bien-être du vaincu.....

J'ai contribué, pour ma part, au mouvement intellectuel du siècle : peut-être me sera-t-il donné d'y contribuer encore. Non compromis dans les derniers événements et touchant à la fin de ma captivité, je puis, sous le nouveau régime, me procurer une existence hono-

nable. Ce n'est pas pour moi que j'ai été, que je reste démocrate socialiste; mais je crois de mon devoir, après un si grand désastre, d'offrir à mes amis et coreligionnaires politiques toutes les consolations, tout le dévouement dont je suis capable.

Si ma demande était accueillie de vous, monsieur le Ministre, je prendrais immédiatement, de concert avec quelques amis restés libres, l'initiative de cette fondation de haute moralité et de haute portée. Je m'adresserais, par la voie de la presse et dans les termes que me commandent mon caractère et la situation, à tous détenus et prévenus, à la démocratie, au public français, m'engageant seulement envers vous, monsieur le Ministre, à m'abstenir de toute attaque et réprimande envers le nouveau gouvernement. Peut-être l'effet serait-il tel que vous-même, monsieur le Ministre, seriez le premier à y applaudir, et que le nombre des expatriés en serait considérablement restreint.

Je suis, monsieur le Ministre, votre très-humble serviteur.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Proudhon, condamné politique, actuellement détenu à la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie.

Paris, 26 décembre 1831.

A M. GALLOT

Mon cher Gallot, je vous écris seulement pour vous dire que notre ami Marc consent parfaitement à ce que vous et tout autre ami vous fassiez les démarches utiles pour parvenir à le voir, et s'il y a possibilité, à pressentir le sort qu'on lui réserve. Je crains, entre nous, qu'il ne soit marqué parmi ceux auxquels le gouvernement offrira des passeports pour l'étranger, *sans permission de retour*. Les dispositions manifestées et quelques mots qui circulent me donnent cette appréhension. Je m'attends, cela va sans dire, à l'expiration de ma peine, à un traitement analogue.

Les libraires ont reçu l'ordre déjà de faire disparaître de leurs étaux toutes publications politiques : maintenant, après le vote des 7 millions de *oui*, la question est de savoir si cet appui formidable sera pour le Président une raison de sévir davantage encore ou de revenir à la modération. J'incline pour la première opinion.

Bonjour à M. et M^{me} Gallot.

Tout à vous,

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 27 décembre 1851.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, je vous confirme ma lettre du 9 courant, en réponse à la vôtre de faire part.

Je vois par les journaux qu'on a arrêté MM. O***, B***, L***, etc., de votre ville. Je m'étonne que le gouvernement soit si mal renseigné qu'il juge nécessaire à la sécurité publique de mettre en état d'arrestation ces trois citoyens que je connais personnellement : L***, le plus pacifique ; B***, le plus babillard ; O***, le plus peureux des hommes. Quoi qu'il en soit, je vous serais obligé de me faire savoir s'il y a eu chez O*** perquisition domiciliaire ainsi que chez les autres prévenus, et si vous pensez qu'ils soient bientôt rendus à la liberté. Mon procès avec Tubergue doit venir courant février ou mars, et j'aurai peut-être besoin, d'ici là, de visiter mon dossier. Tâchez de voir O*** lui-même et de vous renseigner de sa bouche sur les mesures dont il a été l'objet, ainsi que sur le danger qu'il peut courir. Je l'ai vu à son dernier voyage à Paris, et, d'après notre conversation, je ne puis croire qu'il se soit en rien compromis.

J'ai pu sortir hier, 26, pour la première fois depuis

le 2 courant. J'ai vu les deux libraires avec qui j'ai des relations et des engagements assez importants. Au rebours de ce que j'attendais, et bien qu'ils aient dû faire disparaître de leurs étalages toutes publications politiques, notamment les miennes, ils persistent à m'encourager au travail et se mettent entièrement à ma disposition. En un mot, ils n'ont rien épargné pour me rassurer et me prier d'aller de l'avant, bien entendu avec la réserve convenable. J'en ai été surpris et je ne puis encore, malgré leur sécurité, me laisser aller à la quiétude. Je sais bien que je suis l'un des hommes qu'on hait le moins, je dirai même que l'on considère le plus dans le parti *démoc soc.* J'ai rendu, à force de logique, de science, de philosophie et de franchise, mes idées accessibles à tous, pour que l'on me classe hors ligne; cependant, les jésuites sont les maîtres : tous les jours, leurs réquisitoires sont suivis d'exécution, et leurs annonces ne sont pas de nature à rassurer. Les gens à qui j'ai affaire ont voté *oui* dans le dernier grand scrutin; ils ont même soin, par leurs connaissances, de prendre leurs renseignements à la police : malgré tout, je ne me rends pas à leur tranquillité sur l'avenir, et sans avoir aucune peur, je doute encore que tout ceci se passe pour moi sans anicroche. Ce n'est point le pouvoir qui me redoute, assurément, c'est le parti clérical et épiscopal, professant tout haut les théories de l'inquisition; or, en fait d'inquisition, je suis l'un des premiers désignés.

Au surplus, pur du côté de la conscience et franc de collier, je suis préparé à tout; je travaille comme si de rien n'était et me porte assez bien. Au lieu de faire des brochures j'écrirai des volumes : j'en prépare *six* in-8°. Je suis sûr de trouver, comme écrivain, autant

de besogne que j'en pourrai faire, et bien rétribuée. Dussé-je aller à New-York, Rio-de-Janeiro ou Smyrne, mes manuscrits me seraient encore payés : telle est la disposition de mes libraires.

Tout cela, pour le quart d'heure, allége un peu le dommage que me fait éprouver la dernière révolution, et j'en prends d'autant mieux mon parti que j'étais à l'indoe des rouges comme je suis à celui des jésuites. Croiriez-vous qu'une des préoccupations des gens de Londres était de combattre et de miner sourdement, par la calomnie et autres moyens aussi honnêtes, l'influence dont je pouvais jouir et celle de mes amis. En même temps qu'étaient publiés les actes du 2 Décembre, le comité de Londres faisait destituer le rédacteur en chef du *Républicain* de Marseille, et se déclarait adverse du socialisme; Si au 2-10 décembre, la *Solidarité républicaine* avait triomphé, elle se serait posée en sauveur de la famille et de la propriété, et aurait fait exactement la même besogne que MM. de Morny, Saint-Arnaud et autres. Quand je vous dis que tout le monde conspirait le 2 décembre de se rendre maître et de prendre le socialisme pour bouc émissaire!... Dans le département des Bouches-du-Rhône, les affiliés à la *Solidarité républicaine*, d'ailleurs très-bien organisés, ont refusé le secours de citoyens qui offraient spontanément leur appui : comme ils ne voulaient pas partager les profits, ils ne voulaient pas non plus partager la victoire!... Hein! que dites-vous de cette rage d'exclusion? Quel que fût l'événement, les malheureux socialistes, odieux à tous, étaient sûrs d'être sacrifiés et écrasés; nous étions entre deux portes.

Ce qui est plus risible avec tout cela, c'est que, quel qu'eût été le vainqueur, il était condamné, en déclai-

ment contre les socialistes, de faire plus ou moins leur besogne. Les rouges l'auraient faite, Dieu sait comme! Louis Bonaparte, qui a aussi son plan socialiste à lui, n'échappe pas non plus à cette tendance, à cette nécessité. La résolution de convertir la rente paraît bien arrêtée et prochaine. Le Président n'y mettra pas autant de façons que votre serviteur : pour être en droit de frapper la rente, je croyais nécessaire, soit par une accumulation de capitaux, soit par une combinaison financière, de produire un abaissement dans le taux moyen de l'intérêt. L. B. va droit au fait : il décrètera, sans forme de procès, que le 5 est réduit à 4, et la conversion sera faite. Aussi crie-t-on à la Bourse, faut voir!...

Il est aussi question de réduire les droits sur les vins, et déjà, à l'octroi de Paris, les employés se montrent fort tolérants pour les petites quantités de viande et vin (2 et 3 litres; 1, 2, 3 livres de viande) que les particuliers portent sur eux. Peut-être le projet que j'ai élaboré avec Carlier il y a six mois va-t-il recevoir son exécution!... Il serait plaisant que la déroute du socialisme amenât la réalisation de mes plans! Mais le monde est si drôle!...

Au fond, mon cher Maurice, logez-vous bien ceci dans la tête : c'est que le parti ou la classe de citoyens qui sera le plus vigoureusement atteint par la révolution du 2 décembre sera la *bourgeoisie*. Tout y pousse, le flot populaire qui porte si haut L. Bonaparte, les jésuites, l'armée, les rancunes particulières de L. B. et de sa famille. La bourgeoisie, si sottement conservatrice, si niatement hostile aux révolutionnaires, sera rudement châtiée; déjà tout est pour elle un sujet de scandale. Depuis moins de deux mois, le compte cou-

rant du Trésor à la Banque de France s'est grevé de 75 millions; à l'occasion du 2 Décembre, on a fait bon-bance et largesse!... le reste à l'avenant. On vous fera voir du pays, messieurs les bourgeois indifférents, égoïstes et trembleurs!...

Si vous rencontrez Guillemin, donnez-lui le bonjour pour moi, et au besoin faites-lui part de ma lettre.

Mes respects à vos dames.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON

Paris, 28 décembre 1831.

A M. CHARLES PROUDHON

Mon cher Charles, aujourd'hui 28, je suis sorti de nouveau, mais sur l'invitation du ministre de l'intérieur, M. de Morny. Je fais un projet de colonisation en faveur de la masse de démocrates qu'on arrête de tous côtés, et qu'on est bien décidé de transporter hors de France. Il m'est venu une idée que j'ai communiquée en gros; j'ai lieu de croire qu'on l'accueillera, et j'aurai l'avantage d'être utile tout à la fois à nos malheureux coreligionnaires politiques et au gouvernement.

Tu penses que dans cette situation, je n'ai pas grand risque à courir; je présume même, d'après les dispositions que j'ai vues, que j'aurai peut-être encore un rôle à remplir, je ne sais pas lequel, mais important au point de vue du progrès et de la liberté. Les rouges sont finis, et bien d'autres choses avec eux : moi, je reste, et je me prépare de nouveau à tirer des derniers événements le meilleur parti possible pour la liberté.

Ton frère,

P.-J. PROUDHON.

1^{er} janvier 1850.

A M. CHARLES EDMOND

Bonjour et bon an, ami Edmond, et vous, excellent H*** ! Je reçois vos lettres à midi : j'y réponds à une heure. Je vous vois tous d'ici en l'état où j'étais il y a quinze jours, lorsque je vous écrivis ma dernière ; je me reprocherais de vous laisser une seconde de plus dans ce désespoir, honteux pour nos courages autant que pour notre philosophie. Le mal, la lâcheté, l'égoïsme, la sottise ont été grands sans doute, mais rien n'est encore perdu ; et, comme je le disais il y a cinq jours à M. de Morny, le ministre de l'intérieur, la Révolution, qui, du 24 juin 48 au 2 décembre 51, a subi un temps d'arrêt, la Révolution a repris sa course depuis le 2 décembre... En voilà un de paradoxe, hein ! Méditez mieux les quelques faits que voici, et peut-être finirez-vous par croire comme moi que c'est à présent, sous le despotisme du sabre, que commence pour tout de bon le travail révolutionnaire.

Pour en finir tout d'abord avec la question de colonie, sur laquelle j'adopte sans réserve tous vos renseignements, ma lettre était à peine partie que je généralisais mon idée et en faisais un plan de colonisa-

tion libre, sous la protection et avec les fonds des gouvernements français et turc, pour tous les individus, au nombre de six à dix mille, qui seront frappés par les conseils de guerre. Dix mille diables, armés de fusils, représentant, sous forme de colonie pénitentiaire, l'intérêt français en Orient ; cela est déjà moins alarmant qu'une pauvre ferme modèle, à six ou huit personnes !... J'ai porté cette idée, par l'entremise de M. Carlier, au ministre de l'intérieur, qui m'a demandé de rédiger une note ; ce que j'ai fait à l'instant. Maintenant, le projet ne m'appartient plus, et je décline la responsabilité de l'exécution. Tout cela m'a permis de tâter le terrain, et voici d'abord le résultat de ma conversation avec le ministre :

1. Le gouvernement de L. B. est condamné, par les 7,500,000 voix qui l'absolvent, à faire de grandes choses, à réaliser, de façon ou d'autre, les réformes cherchées par le socialisme. — Admis.

2. L. B. ne vient point clore, mais continuer la série révolutionnaire. — Adopté.

3. Répondant à quelques avances du ministre, je lui dis : Je vous pardonne le premier tiers de votre coup d'État, si vous me laissez faire la guerre aux Jésuites. — Quels Jésuites ? — Montalembert, Veuillot et toute la séquelle de ceux qu'attaquait Pascal. — Cela, dit le ministre en riant, peut s'arranger.

Pour l'intelligence de ceux-ci, il faut savoir que l'Élysée, a présent les Tuileries, sont divisés en deux partis ou tendances contraires, le parti clérical et le bonapartisme libéral et chauvin. Je ne parle pas de tous les intérêts bourgeois qui pullulent autour de *l'Éla*. Immanquablement, ces deux tendances se feront la guerre, et, comme je l'ai fait entendre à M. de

Morny, un batailleur de mon espèce, jeté à travers les jambes des noirs, peut avoir son utilité.

Maintenant, récapitulons.

L. B. vient nier, anéantir les vieux partis. Mais, chers enfants, réfléchissez un peu sur ce que vaut cette négation, qui, bon gré mal gré, doit englober, avec les doctrinaires, gallicans, jansénistes, légitimistes et robespierristes, le pouvoir absolu et la société de Loyola elle-même ; car tout cela est solidaire et se tient comme les vieux systèmes de philosophie. L. B. est la négation universelle ; il le répète, tout le monde le voit et le sent ; je maintiens que cette négation, qui est la nôtre (voir les *Confessions*), portera ses fruits.

En fait, me direz-vous, la nation française, bourgeoise et peuple, a abdiqué le 20 décembre et sanctionné un crime, elle doit en subir les conséquences, le châtement. C'est aussi mon avis. Mais je regarde ce châtement comme faisant partie intégrante du mouvement révolutionnaire inauguré le 2 décembre ; je ne lui accorde point la puissance d'annuler pour jamais la vitalité française, européenne. Dans la lettre du scrutin et dans la pensée probable de L. B., le vote de la France signifie bien : *Abdication, déchéance, mort morale!* Dans l'opinion des masses votantes, il veut dire autre chose. Il signifie : Abolition des vieux partis, des rouges comme des blancs, fin du régime constitutionnel et parlementaire, réformes économiques, diminution d'impôts, augmentation du bien-être, etc., etc. *Y sino, no!* Nécessairement, il y a eu malentendu. Or, c'est ce malentendu qui va faire le châtement de la nation, et qui à la fin perdra les oppresseurs ; car la nation ne peut avoir tort à toujours. Elle est toute pénétrée, cette race égoïste, corrompue et légère, de

libéralisme, d'incrédulité, d'esprit de révolte ; attendez donc qu'elle se trouve mal et que ses yeux se dessillent !...

J'insiste sur ce que j'appelle la raison secrète du vote, qu'il ne faut pas perdre de vue. Le pays était dégoûté des rouges autant que des blancs ; et je vous répète qu'ils le méritaient. Pendant que L. B. faisait placarder à Paris les actes du 2 décembre, le comité de Londres reniait son socialisme publiquement, faisait à Cabet une guerre inopportune et impolitique, exigeait la destitution des journalistes des départements suspects de quelque conformité de vues avec nous ; enfin, le 5 et jours suivants, lorsqu'il s'agissait d'appeler le peuple aux armes, les affiliés de la *Solidarité républicaine* refusaient le concours des hommes de bonne volonté qui n'étaient pas de la bande, et, comme ils ne voulaient point partager les profits, ils ne voulaient pas non plus partager la victoire. Que dites-vous de cette rage d'exclusion ? Je pourrais vous en citer vingt traits ! Nadaud, l'un des représentants plébéiens les plus énergiques et les plus dévoués, était calomnié dans la *Voix du Proscrit*, deux jours avant le coup d'État ; la secte de Buchez, d'accord en ceci avec la clique de Ledru, inventait une théorie historique pour prouver que toute révolution ayant eu ses *ultra* (*sic*, les Anabaptistes, Vaudois, Albigeois, etc.), il fallait sévir sans pitié contre les nouvelles sectes et *sauver la société*. A l'heure qu'il est, toute la cohue républicaine du *National*, de la *Réforme*, du *Siècle*, etc., s'accorde à dire que c'est le socialisme, à-catholique, an-archique, à-proprétaire, qui a perdu la République et la Révolution !...

Eh bien ! L. B. écrase cette vermine, et les 7 millions

500,000 ans du 20-21 décembre leur signifient métaphoriquement leur mort. Pour ma part, je vous l'avoue, j'en suis content, et je ne crains pas les suites.

Voilà pour les vieux partis, pour la négation. Quant aux actes affirmatifs du nouveau pouvoir, la force des choses aidant, ils ne sont déjà plus équivoques. Que le Panthéon redevienne Sainte-Geneviève, que l'on ferme les cabarets et que l'on engage les maires à faire de leur mieux pour que le peuple se repose le dimanche ; ces pauvretés de sacristie ne doivent pas nous aveugler sur les choses essentielles. La politique des prêtres aboutit toujours à des intérêts de chapelle : l'important, ils le dédaignent. Or, l'important ce sont, comme on dit, les *affaires* : du travail à l'ouvrier, des débouchés à l'entrepreneur et au paysan, la vie à bon marché, le budget réduit, etc., etc.

Où en est, sur tout cela, l'Élysée ? Ici, tiraillements, hésitations, mécomptes. L'impôt est déjà exorbitant, mais ne suffit pas, il suffit moins que jamais. On a fait, à propos du 2 Décembre, largesse et bombance ; on a rétabli les anciennes divisions militaires et états-majors, on augmente la gendarmerie ; on parle de doter sénateurs, membres du Corps législatif, etc. Le reste à l'avenant. Il faut des fonds pour tout cela. Où en prendre ?

On pense à la conversion de la rente : en réduisant de 5 à 4 l'intérêt, on réalise sur-le-champ une économie annuelle de plus de 50 millions. Un moment, on a cru que le Président décréterait purement et simplement cette réduction, et je suis persuadé que quelques-uns y pensent sérieusement. Mais les méthodiques ont rassuré les rentiers, en déclarant, par un *communiqué*, que la conversion avait pour condition indispensable

l'offre de son remboursement; ce qui est ajourner la conversion aux calendes grecques. Tiraillement donc; velléités révolutionnaires, combattues par des scrupules conservateurs, et en attendant, pénurie.

On pense à l'impôt sur le revenu. Là-dessus, mêmes nécessités, mêmes oppositions; antagonisme intérieur, qui finira, sous l'impression de la nécessité, par un saut de mouton.

On dit que la dette flottante approche déjà d'un milliard, depuis la consolidation, faite en 48. Donc, une consolidation nouvelle est inévitable; et pour peu que le Président, en la faisant, fixe l'intérêt à 4, il aura un précédent pour généraliser l'intérêt au 5, et convertir.

Il court un autre *on dit*, qui peint encore mieux la nécessité poignante où se trouve le gouvernement. M. de Persigny serait parti, en ambassade, pour Bruxelles, réclamer les 60 millions, frais de la campagne d'Anvers en 1832, ainsi que l'expulsion des réfugiés. Il faut que la chose presse pour qu'on s'avise de revendiquer cette vieille créance. Vrai ou faux, ce bruit est significatif. A ce propos, je dois vous dire aussi que les intentions des Tuileries vis-à-vis de la Belgique et de l'Angleterre sont très-peu amicales. Naturellement, le neveu, fidèle à la mémoire de l'oncle, convoite la frontière du Rhin: le journal belge *la Nation* y faisait, il y a quelques jours, une allusion très-expresse. La Sainte-Alliance, qui a bien pu favoriser L. B. dans sa tactique antirépublicaine, maintenant qu'il est plus puissant que son oncle, lui accordera-t-elle cette augmentation de territoire? Douteux!

Quant à l'Angleterre, il existe une vieille rancune datant de Saint-Hélène et Waterloo, avivée par la

polémique des feuilles anglaises et le cobdénisme ; il paraît même que déjà l'Angleterre concentre ses forces, et, à toute éventualité, se met en état. Naturellement, il nous faut quelque reflet de gloire impériale ; et soit par la Belgique, soit par l'Angleterre, est-ce que vous ne voyez pas où tout cela butte ? Pour moi, je ne serais nullement surpris qu'après avoir applaudi au 2 Décembre les grandes puissances ne nous ramenassent un jour Chambord ou d'Orléans, exactement comme en 1814. D'ici là, la révolution économique aura été faite ; et l'Europe l'avalera !...

Un fait significatif du mouvement, c'est la polémique dirigée par le *Constitutionnel* et les feuilles élyséennes contre la classe bourgeoise. Vous accusez la bourgeoisie, là-bas, et avec raison ; son égoïsme obstiné a tout perdu. N'oubliez pas, cependant, que c'est elle seule en ce moment qui proteste, et par ses votes et son attitude. Eh bien ! le nouveau pouvoir lui déclare la guerre, et pour achever la confusion des rouges, c'est uniquement sur l'appui du paysan et de l'ouvrier qu'il compte pour se soutenir. On prend au sérieux la brochure de Romieu, l'*Ère des Césars* ; et comme le grand Jules, on pense à faire de l'autocratie en caressant la plèbe et dévalisant le patriciat. Cette tendance ou ce langage est de tous les jours, de tous les instants. Et c'est forcé ; la bourgeoisie a tué Louis XVI, Robespierre, le Directoire l'Empire, les Bourbons, les d'Orléans ; elle tuera, si on ne la prévient, la Présidence du 2 Décembre. L'conversion de la rente, impôt sur le revenu, etc., tout cela est dirigé contre elle ; et ce ne peut être qu'un commencement. Coco Romieu n'a pas songé que les Césars nourrissaient la plèbe des dépuilles du monde, suivant le droit des gens d'alors ;

tandis qu'aujourd'hui il faut la nourrir de son produit, ce qui entraîne cette série d'antinomies que vous connaissez. Déjà on le sent si bien, que le *Constitutionnel* est entré depuis quelques jours dans nos solutions, au point que quelques-uns ont pu dire que le citoyen Proudhon semblait être l'inspirateur de l'Élysée.

Ainsi, on comprend parfaitement qu'il n'y a que deux systèmes à suivre : la compression et l'exploitation des masses, ce qui entraîne le doublement des fonctionnaires, de l'armée et du budget : impossible ! ou bien l'appui des masses, la faveur donnée au peuple, sur la classe bourgeoise, au moyen de quoi il serait possible de diminuer les frais du gouvernement, en diminuant les fonctionnaires et l'armée. Comme corollaire, la décentralisation, et la simplification du gouvernement.

C'est ce système que développe Granier de Cassagnac, et qu'il conseille. Aussi l'*Union monarchique* jette les hauts cris ; et la consternation est dans la boutique à Guillaumin....

Je ne vous en dirai pas davantage. Secouez le cauchemar qui vous stupéfie depuis le 2 décembre ; ne considérez pas le présent, étudiez les actes du pouvoir dans leur portée ; pesez les nécessités de sa position ; et vous vous convaincrez, comme je le suis, que si le coup d'État du 2 décembre anéantit radicalement le plan révolutionnaire conçu à Londres, à l'imitation de 93, la Révolution n'y perd absolument rien, et que l'Europe, pour n'être pas émancipée suivant la forme solennelle de Cambon et du Comité de salut public, n'arrivera pas moins, par une route plus directe et plus sûre, au même résultat.

C'est dans ces dispositions, cher ami, que nous nous sommes réunis, mes amis et moi, avec plus d'ardeur

que jamais, à la besogne. C'est une bombe monstre que nous chargeons. J'ai craint un instant que mes libraires ne résiliaient tous marchés, ne fermassent tout crédit au pauvre socialiste tout à l'heure deux fois père. — Point! Nos libraires tous conservateurs et qui ont voté *oui*, ne craignaient qu'une chose, c'était que je perdisse courage. En fins renards, ils ont senti que les livres socialistes, de bonne facture et de bonne portée, seraient plus que jamais recherchés; en praticiens consommés, ils ont compris également, et avant moi, que la révolution du 2 décembre ne pouvait aucunement signifier *absolutisme*. A cet égard, j'ose vous dire que la sécurité est universelle et profonde. On ne croit pas aux jésuites, pas plus qu'on ne veut des rouges: on sourit en voyant les allures impériales de L. B., mais sans les craindre; on répond à tout en disant qu'il faut que le gouvernement songe aux AFFAIRES, sinon qu'il est perdu.

Or, les *affaires*, cher ami, savez-vous ce que c'est? — la solution de toutes les contradictions humaines, ni moins ni plus. Plus que jamais donc, la question est posée; le socialisme reste seul debout; j'irais jusqu'à dire si je n'avais peur que vous me prissiez pour un nouveau converti à l'Élysée, que le socialisme a vaincu seul au 2 décembre.

Je vous embrasse tous.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Courage! courage! courage!...

10 janvier 1832.

A M. CHARLES EDMOND

Ami, parlons affaires, puisque vous le voulez, et parlons-en sensément. Je vous trouve encore, en lisant votre dernière, dans la situation d'esprit désespérée de l'homme qui s'écrie, avec Horace : *Impavidum serient!* Quant à moi, je n'en suis pas là. Je ne crois point, je vous l'ai dit, à la chute du ciel, parce qu'un monomane, servi par tous les vieux bonnets de la politique, nous tient en ce moment sous sa botte; parce que quelques aventuriers, des grecs, des roufians, que la maladie du chef ne trompe pas, s'entendent, sous son nom historique et en flattant sa fantaisie, pour pressurer le pays et tirer à leur bénéfice les conséquences d'une si longue et si stupide réaction. Cette atroce comédie ne peut durer, vous dis-je; et puisque ni raisonnement ni expérience ne peut sur ce point vous restaurer l'esprit, je ne vous en parlerai pas davantage. Qu'il soit bien entendu que comme base générale d'opérations, je n'adopte point votre manière de voir, et que je me place sur un tout autre terrain. Réfléchissez-y donc,

avant que nous nous mettions en campagne. Pour vous, m'extraire de cette sentine, abandonner la France à elle-même, chercher ailleurs une lieue carrée d'air libre et nous faire un petit bonheur à part. Foin des *viles multitudes* et de leurs lâches exploiters. Pour moi, au contraire, solliciter plus fortement que jamais les raisons et les consciences ; entourer le pays d'un cercle de lumière ; lui faire honte, et en définitive, tirer de l'expérience du 2 Décembre les moyens et les gages d'une révolution sûre d'elle-même, cette fois, et irrévocable. Voilà le double point de vue auquel nous sommes placés. Or, à tort ou à raison, mon parti est pris ; je veux lutter, lutter jusqu'à la mort. Je n'ai qu'une plume, je veux la tailler encore ; si j'avais une épée, élevé au-dessus du préjugé patriotique, j'offrirais mes services aux Belges ou aux Anglais. Je ne reconnais pas ma patrie dans une horde de brigands, qui, pour 95 centimes de distribution par tête, ont égorgé une population sans armes, protestant contre la tyrannie.....

Ceci posé, je me demande comment je puis encore servir cette grande cause de la liberté, de la philosophie et du droit ?

Vous me proposez, sur un mot qui nous a été dit et dont je vous ai fait confiance, pour refuge, la Sardaigne. Elle m'agrèerait fort, assurément, mais comme lieu obligé d'exil et pour y organiser une exploitation industrielle. Mais n'y serais-je pas encore plus enterré qu'en France ? Comment servir la Révolution, agir sur l'Europe du fond de cette Sardaigne ? Qui diable, en Europe, attend la lumière de Cagliari ?

J'ai dessein d'abord de reprendre aux yeux du public européen, lettré, intelligent, une place plus élevée que

celle que m'ont faite jusqu'à ce jour mes polémiques et mes élucubrations. Je vous l'ai dit, je crois ; je prépare un essai de constitution de la science économique, qui fixera définitivement le sens du mouvement au dix-neuvième siècle et vous donnera le corps complet de toutes ces idées, dont je vous ai livré quelques échantillons : *Crédit gratuit, forces économiques, etc.*, etc. Une science nouvelle, entendez-vous ? soupçonnée, affirmée depuis soixante ans, mais encore lettre close ; une science avec ses *axiomes, ses déterminations, sa méthode, sa certitude propre*, science qui n'est ni mathématiques, ni jurisprudence, ni rien de ce que l'on connaît comme science. A mon avis, il ne faut pas moins que cela pour rendre pied à la Révolution. Eh bien ! cette condition de succès, je crois en ce moment pouvoir la réaliser. Ma science est faite ; je prends ce mot dans toute l'étendue et la rigueur du mot.

Après la science économique, une *Philosophie de l'Histoire*, qui marche de front, et plus tard une *Philosophie générale*. Est-ce assez ? Non, d'autres travaux gigantesques pourront suivre, entrepris avec tous nos amis, et vous y serez, j'espère, ainsi que H*** ; ce sera, par exemple, une *Biographie universelle*, de cinquante volumes in-8°, à deux colonnes, du travail pour vingt personnes, et un monument à la gloire de la Révolution.

Tout cela peut se faire en France, malgré le despotisme ; je n'ai point besoin d'aller en Sardaigne. Économie, histoire, philosophie, ces choses sont assez élevées au-dessus de la politique courante pour qu'elles passent facilement, d'autant que les jésuites commencent à perdre visiblement du terrain à l'Élysée. Je vous l'avais prédit, le sabre et le goupillon ne peuvent

s'entendre ; la philosophie, si elle n'attaque directement L. B., a encore beau jeu.

Jusqu'ici donc, nul besoin pour moi d'émigrer ; j'ose même croire que je parviendrais à trouver appui et protection pour ces œuvres importantes.

Mais je vous le répète, dans mon plan, la gloire et le fruit prochain, immédiat de ces grands travaux doivent revenir à la Révolution, à la Révolution européenne ; je voudrais donc : 1^o leur ôter tout caractère exclusivement français et leur en donner un d'universalité, comme il convient à toute science ; 2^o mettre en relief le côté pratique de cette masse d'idées, pour le temps et la circonstance où nous vivons, ce qui veut dire faire servir la science à la fois à l'instruction générale des peuples et à la chute de la tyrannie moderne. Dans mon pays, cela s'appelle *tirer d'un sac deux moutures* ! M'entendez-vous ?...

Ce n'est pas tout : en dehors de notre besoin de savant, nous aurons une œuvre de *diplomatie* vis-à-vis des gouvernements et des peuples, œuvre à mener en commun avec des gens qui, jadis nos adversaires, maintenant un peu dégrisés, paraissent disposés à nous offrir leur secours et leur influence.

Par *diplomatie*, j'entends toute action révolutionnaire qui ne rentre point dans la catégorie *scientifique*. A cet égard, je ne vous fais part de rien : cela se décide en petit comité, s'exécute, s'imprime, se répand, etc. Cela ne s'écrit point.

Ce plan général vous va-t-il ? Si oui, je crains fort, cher ami, qu'il ne faille renoncer à la Sardaigne et à la garance ; en tout cas, vous m'obligerez de me dire comment vous concevriez la possibilité et l'avantage de mener de front toutes ces choses. Si non, j'aurai le

regret de pleurer votre perte et notre séparation ; car je suis résolu, bien résolu de tout tenter pour ne pas me renfermer, me forclorre dans mon rôle de penseur ; puis, s'il m'est démontré que je ne puis prétendre à rien de plus, eh bien ! alors, je ne vois pas la nécessité de m'expatrier, je reste !... Spinoza était bien vitrier à Amsterdam, et saint Paul fabricant de tentes. Pourquoi ne serais-je pas de nouveau commis quelque part ou garde-éclusier ?...

J'ai quarante-trois ans révolus ; je crois que ce qui me reste à faire me fera oublier ce que j'ai déjà fait ; j'offre ce fruit de mes méditations à la République, et après je demande encore à combattre pour elle. Avant six mois, ma *Construction économique* aura vu le jour ; une autre publication suivra de près ; dans le courant de la même année, mon *Tableau général d'histoire* sera fort avancé. Avec ces deux ou trois ouvrages, pour peu que je leur donne d'*accentuation*, et d'*actualité* pratique, je défie tous les despotismes, jésuitismes, catholicismes, etc., de durer vingt-cinq ans.

Vous m'offrez, cher ami, de mettre à ma disposition les moyens nécessaires pour me transporter d'ici avec ma famille, et assurer ma subsistance, en tel lieu que je choisirai. Je vous serre la main pour cette marque de dévouement qui, de votre part, ne me surprend point. Mais, précisément parce que je ne la repousse pas absolument, je ne veux pas non plus risquer imprudemment vos dernières ressources ; je veux savoir comment vous l'entendez, de quoi vous disposez, ce qu'il nous est possible de faire, etc. Nous avons très-maladroïtement enterré 20,000 francs dans la *Voix du Peuple* ; je ne veux pas que pareille chose, à mon occasion, nous rarrive. Un Américain riche, que vous avez

connu, Brisbane, offre de m'emmener à New-York, et là d'utiliser mes petits talents de journaliste. Je ne dis pas non, pas plus que je ne dis non à la Sardaigne. Mais New-York me semble bien loin, et je crains qu'une si longue traversée ne me mette à l'agonie.

Est-ce donc qu'il n'y a pas quelque coin, sur les bords du Rhin, où nous pourrions héberger nos ménages, pendant que nous vaquerions à nos travaux scientifiques et *diplomatiques*, depuis Londres jusqu'à Gènes?... La Belgique, la Hollande, la Prusse même, n'ont-elles pas des retraites pour des disciples de Descartes et de Hegel livrés à la contemplation de grandes lois de l'économie sociale et de l'histoire? Et de là, si les armées conquérantes de l'empire napoléonien venaient nous déloger, ne serions-nous pas à la portée de Londres, Stockholm, ou Copenhague? Dans le cas le plus désespéré, il nous resterait toujours New-York ou Rio-Janeiro. Mon libraire Garnier m'offre vingt recommandations pour tous les points du Nouveau-Monde, avec une rente perpétuelle, en échange des manuscrits que je lui barbouillerais.

Voyez, maintenant. Je ne suis pas plus sujet à la nostalgie, que possédé du fanatisme patriotique. Je comprends très-bien que l'émigration peut doubler mes forces; j'y songe tous les jours depuis le 2 décembre. Mais une émigration qui n'aurait d'autre but que de me soustraire aux visites domiciliaires et à la surveillance des inspecteurs généraux de la police impériale ne me suffit point. Ma sécurité personnelle, je suis sûr d'y pourvoir en renonçant à toute action et publication politique, et me renfermant dans mes travaux d'histoire et d'économie. J'ai causé de toutes ces choses avec nos ex-représentants, pendant leur séjour à Sainte-

Pélagie. Déjà nous commençons à réunir les éléments de cette grande entreprise biographique qui doit servir à la fois de champ et de couvert à nos opérations. Mais tout cela est incertain ; et il me tarde que quelque chose de plus positif se dessine.

En attendant, je me plonge dans l'étude ; j'échappe aux tortures secrètes de la contre-révolution par la préparation de mes puissantes machines de guerre. Je suis, en ce moment, je crois, le dernier des républicains français, de quelque importance ou renom qui reste en France : tout est expulsé. Ceux que l'on garde en prison ou qu'on laisse libres, n'inquiètent guère. Ces quatre mois à traverser vont me paraître longs ; l'extermination de nos amis et coreligionnaires fait de la France, pour moi, un immense cachot, où je suis au secret. Certes, je ne demande pas mieux que d'en sortir ; mais, encore une fois, à quoi cela me servirait-il, si je ne fais que changer de solitude ; si je troque l'inaction dans mon pays contre une inaction à l'étranger ?

M'avez-vous compris ? Et si vous m'avez compris, pensez-vous qu'il y ait dans mon plan quelque chose d'exécutable ? Pouvez-vous vous y rallier ?... En ce cas, faites-moi part de vos vues, de vos moyens : creusons, élaborons l'affaire ; et vite en campagne ! Le temps court : et le temps, c'est de l'argent, disent les Anglais. — Les Anglais sont des imbéciles ! — Le temps, c'est la Révolution.

Je termine en vous répétant jusqu'à satiété ce que je vous ai dit déjà, et qui dirige toutes mes résolutions ; ce qui est malade, en France, c'est la tête, bien plus que le cœur. Toutes les cervelles sont brouillées ; de là incertitude, hésitation, poltronnerie, et finalement, infamie. Ce malheureux peuple, conduit par ses élec-

tiques, ses doctrinaires, ses absolutistes, ses jacobins, ses prêtres, est arrivé, sans savoir comment, sans le pouvoir comprendre, au moment où il lui faut dire adieu à toutes ses idées politiques, religieuses, capitalistes, etc. Nous, le *Peuple*, la *Voix du Peuple*, nous avons fait les trois quarts de ce gâchis, en mettant sens dessus dessous toutes ces pauvres raisons. Aussi, sommes-nous plus que jamais maudits, exécrés des blancs, des bleus, des rouges, qui tous, à l'envi, compéteurs de L. B. et par conséquent ses compères, nous accusent de la catastrophe de décembre.

Ah! cher ami, vous avez compté, en dehors de nos idées, sur l'*action énergique* des jacobins; vous espériez qu'au moins ils serviraient, volontairement ou involontairement, l'idée du siècle. C'est ce qui vous rend si amère la perte des espérances conçues pour 1852. Souffrez que je vous le dise, bien que cela soit à moi d'une insigne pédanterie, vous avez raisonné à faux. Le jacobinisme était impuissant, tout à la fois parce qu'il repoussait avec rage les seules idées qui pussent légitimer son pouvoir, et parce qu'on l'accusait de vouloir réaliser ces mêmes idées, inconnues de lui, par le fer, par le feu, par le pillage. Pour échapper à leur dictature, à la dictature socialiste! on s'est jeté dans la dictature impériale; n'est-ce pas logique, et de quoi se plaignent-ils?

Et les orléanistes, de quoi se plaignent-ils?

Et les légitimistes, de quoi se plaignent-ils?

Oui, oui, nous avons frisé de près le branle-bas des révolutions, mais il est tout aussi ridicule à nous de nous désoler pour cette apparence évanouie, qu'il le serait au soleil d'avoir manqué l'absorption d'une comète qui aurait passé à quelques lieues de son atmo-

sphère. En vertu des lois mêmes de son mouvement, qui la rapprochaient de l'astre central, elle ne pouvait y tomber; ce sera pour un autre passage. Ainsi va notre société; elle gravite vers l'anarchie, mais, pour 1852, il était impossible qu'elle entrât dans le centre qui l'attire; du moins je ne l'ai jamais cru. Ce sera pour un autre passage! A nous d'en accélérer la date!...

Je vous embrasse tous, chers amis.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON

P.-S. J'ai donné à ma deuxième fille le nom de Marcelle, du noble faubourg que j'habite. C'est un souvenir de captivité, une espérance révolutionnaire et un hommage à l'un des hommes les plus purs de l'ancienne révolution, Marceau.

Paris, 24 janvier 1892.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je ressens aussi vivement que vous vos douleurs de père; je n'avais pas besoin pour cela que ma sympathie fût surexcitée par la naissance d'une seconde fille que ma femme vient de me donner hier. Je sais que les pères mettent une sorte d'orgueil à faire des garçons; mais je prends mon parti de ce qui m'arrive, en songeant, qu'après tout, ce sont les femmes qui élèvent les hommes; que mes filles ne seront pas chair à canon, et qu'en les gardant convenablement du prêtre, je suis sûr qu'elles ne seront pas non plus chair à prostitution.

Ceci est du père au père; venons maintenant à vos idées et à vos projets.

J'ai à vous gronder d'abord de ce que vous avez l'air de ne pas me comprendre, vous me prenez pour un de ces désespérés à courte vue, qui disent, à chaque reculade politique: tant mieux! plus il y aura de mal, plus tôt on en reviendra. Ou bien vous me mettez sur la ligne de ces pédants qui, satisfaits de leur morale providentielle, se satisfont en disant: Ceci est pour l'expiation de nos fautes, nous périrons si nous avons mérité la

mort, ou nous renaîtrons, si la faute n'est point inépiable mais seulement vénielle. En tout cas, tenons-nous tranquilles et adorons Dieu !

Je me flattais de vous avoir donné assez de preuves d'un esprit sain et positif pour mériter de vous d'être jugé autrement. Celui qui me tiendrait le langage que vous avez cru lire dans ma lettre serait souffleté et conspué par moi ; aussi, je vous en veux de me forcer d'y revenir à deux fois pour me faire entendre. Notre langage, à nous socialistes, ne l'oubliez donc pas, pour employer fréquemment les tours et les formules de l'ancienne symbolique, exprime des idées diamétralement opposées ; c'est ce qu'il va m'être facile de vous prouver par les faits qui viennent de s'accomplir, et que vous connaissez déjà.

J'ai prévu et prophétisé jadis, comme *prélude* de la révolution générale, un *mardi-gras révolutionnaire* ; nous l'avons en ce moment. Alors je le concevais comme expression des utopies communautaires ; nous l'avons comme manifestation du *csarisme* ; ce qui revient absolument au même. Un publiciste n'est pas tenu de prévoir de telles différences. Eh bien ! ce mardi-gras tel quel, je le juge comme nécessité de transition, comme conséquence des préjugés qui possèdent sans exception tous les partis, et l'accepte comme dernière convulsion du vieux monde. C'est cruel, sans doute ; mais je ne vois pas ce que je gagnerais à protester contre cette évolution fatale. La France est enfoncée dans le crime ; ce crime, je l'exècre, et je ne demande que d'avoir la force et les moyens de le punir ; mais est-ce donc que ce crime, tout le monde depuis quatre ans ne l'a pas conspiré ? Est-ce que toute institution humaine n'a pas son origine, sa cause, sa raison, son

impulsion dans le crime?... Et parce que j'en souffre, parce qu'il me fait honte, parce que je n'aurais pas assez de larmes pour le déplorer, faut-il que je me prive de l'avantage, le dernier et le plus efficace de tous, d'en calculer la péripétie et d'en prévoir la fin?...

Eh bien! cette fin, elle approche, vous dis-je, et les pressentiments qui ont dicté ma dernière ne m'ont pas trompé. Refisez les décrets du 23 courant, et le remaniement du ministère.

Je vous disais en substance : Tout gouvernement peut se maintenir et durer s'il veut; celui du 2 décembre autant et peut-être plus qu'un autre. Toute la question pour lui est de savoir comment il entrera dans l'esprit, dans l'évolution du siècle.

D'après ce principe, j'ajoutais : Il y a deux tendances à l'Élysée, l'une quasi-libérale, qui comprend sa mission, et qui, tout en sacrifiant à la politique du moment, sent le besoin d'entreprendre de sérieuses et profondes réformes; l'autre qui ne conçoit que le césarisme brutal, et qui y marche *per fas et nefas*, par le sabre et le goupillon.

La première tendance engrènera la révolution, la deuxième la fera éclater; — la première la conduira tant bien que mal, la deuxième en s'y opposant fera sauter la machine. Que m'importe, en ce dilemme, que MM. tels et tels soient ou non de bonne foi? Je raisonne sur des faits, des nécessités, non sur les promesses ou la conscience des hommes. Ce que je vous dis là sera vrai avec tous les ministères du monde, et en tout état de cause; de quelque côté du dilemme qu'aille le pouvoir, je suis certain de la solution.

Eh bien! aujourd'hui, sur la proposition de spolier la maison d'Orléans et de généraliser davantage encore

la persécution, MM. de Morny, Fould et Rouher, quittent leurs ministères; MM. Persigny, Bineau, Abattucci, Casabianca, de Maupas, leur succèdent. L'autocratie impériale est constituée. Nous sommes en plein césarisme. Les considérants des décrets sont quelque chose de si bouffon, de si odieux, de si ignoble, qu'on peut défier de trouver dans la vie des Tibère, des Néron, etc., quelque chose qui les dépasse. On assimile, dans ces décrets, Louis-Philippe aux rois de l'ancien régime, ce qui est la négation du principe même de la royauté de juillet, royauté élue, royauté-magistrature, non de droit divin, ce qui a été démenti d'ailleurs par la révolution de 1848 qui a rendu Louis-Philippe à la vie privée. On invoque, on invente ce principe monstrueux en jurisprudence, que *l'offre* du 7 août engageait Louis-Philippe autant que son *acceptation* du 9!... Et tout cela pour arriver à cette conclusion, qu'on prend 200 millions à la famille d'Orléans; que sur ces 200 millions on en donne 10 au Crédit foncier, 10 aux cités ouvrières, 10 aux sociétés d'assurance, 5 au clergé, total 35; le reste, 165 millions, est pour l'État, et l'État, c'est moi! Lorsque, dans mes confessions, j'ai dit que L. B*** était le croque-mort de l'autorité, me suis-je donc trompé? Que voulez-vous de mieux que cela? Ah! je voudrais que vous vissiez la figure allongée de cette population parisienne qui commence à comparer le régime républicain de 1848 au régime d'ordre de 1852! Je voudrais que vous vissiez le morne remords peint sur tous ces visages! Il y a un resserrement de la conscience publique qui arrête le mouvement industriel, et malgré la hausse des fonds *par ordre* et tous les mensonges officiels, on ne fait rien; le thermomètre hausse, mais la température descend.

Tout le monde se dit : Nous périssons. Après les d'Orléans viendront les bourgeois ; tout ce qui ne se ralliera pas, y passera : il faut bien, vous dis-je, que notre race de badauds sache, par une bonne expérience, ce que c'est qu'un *pouvoir fort* et un *régime d'État* !.... Louis Blanc est dépassé, les partageux de 1848 sont laissés bien loin en arrière, et l'appel aux passions cupides est si grossier, si direct, que jacobins même en reculent de honte. Vous avez voulu gouverner par la *vile multitude*, mes bons républicains, apprenez donc une fois ce dont est capable la vile multitude et souvenez-vous, si jamais vous revenez, que démocratie doit se prendre décidément au sens de *démopédie*, éducation du peuple.

Quant à croire à l'éternité de ce régime, je ne comprends point que vous tombiez dans cette terreur lâche et niaise. Ce qui vient de la flûte s'en va au tambour, dit un proverbe ; et encore, *ce que le sabre a fait, le sabre le défera*. La France, par excès d'imbécillité républicaine et royaliste, est tombée dans un guet-apens ; elle se débat sous le poignard de ses assassins, comme une femme tenue à quatre et violée. Je sais tout cela, je le vois de plus près que vous, et j'ajoute que la vengeance égalera l'affront. Mais quand ? dites-vous avec une rage impatiente. Quand ? cher ami. Quand, à force d'insultes, la masse française aura eu le cœur et l'esprit ouvert à la vérité, ce qui ira plus vite que vous ne le pensez peut-être. En ce moment, toute conspiration serait prématurée, mais croyez-bien que la pensée existe et qu'elle fait déjà bouillonner un million de têtes. Eh quoi ! ne voyez-vous pas que pour terrasser l'Église, il fallait qu'elle se fût rendue complice, en France comme à Rome, du plus grand des attentats ? La voilà qui partage les dépouilles d'Orléans ; que sont,

je vous prie, tous nos arguments historiques et philosophiques auprès de celui-là ? L'orgie est au comble : la bacchanale est menée par le clergé, croix en tête, le saint-sacrement à la queue. Et vous ne vous réjouissez pas ! Vous répétez sottement les métaphores des rhéteurs, que la France est pourrie, gangrenée, que la vieille société est impuissante, que les générations sont déchues, abâtardies, etc. Laissez donc toute cette physiologie fausse et injuste. Les nations ne périssent que quand on les tue, et la dégénérescence, au moral comme au physique, est un paradoxe retenu de Rousseau. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans l'histoire, et si vous l'aviez comme moi étudiée de plus près, vous y verriez l'avenir se projeter devant vous sous une toute autre forme. Cela va bien, vous dis-je, parce que cela va comme cela devait aller ; prendrons-nous l'alarme, parce que la femme, avant d'accoucher, est saisie des douleurs de l'enfantement ? Ou bien désespérerons-nous du malade, parce que la maladie, parcourant toutes ses périodes, est au paroxysme ?

Ne craignez pas du reste que le conseil et l'action manquent à la chose. Oh ! je sais bien que vous nous reprochez encore, à nous autres pauvres penseurs, de ne savoir que bien dire, mais que nous n'agissons point ! Comme si par hasard, l'agitation révolutionnaire que vous avez vue, était de l'action ! L'action, sachez-le donc, c'est *l'idée* ; et l'on agit suffisamment dès lors qu'on répand dans l'atmosphère intellectuelle les germes de la société future. Est-ce que ce n'est pas en conséquence de l'idée que tout s'exécute. Est-ce que, par exemple, ce n'est pas par antagonisme à la théorie *anarchique, anticatholique et antipropriétaire*, que se fait tout ce que vous voyez ; conséquemment, n'est-il

pas clair que la révolution se dessine de plus en plus dans les termes par nous posés? Eh bien! de même, travaillons à grossir, diriger le courant d'idées libératrices : voilà l'action. Quant à *l'excitation*, nous y prendrons chacun la part qu'il appartiendra.

Où donc écrire, demandez-vous? A qui parler? et comment? Je ne le sais pas encore. Mais au lieu de m'embarquer dans cette recherche, j'aime mieux répondre directement à vos projets.

Je n'irai pas à Jersey. C'est trop près de France. L'invasion tant annoncée pourrait fort bien commencer par là, et je ne me soucie pas d'être surpris à la frontière et fusillé comme conspirateur ou traître à la patrie par nos braves soldats.

Un Anglais a offert à l'un de vos amis de nous héberger tous dans une vaste propriété qu'il possède en Sardaigne, près de Cagliari. Ceci est à voir, et pour le cas le plus désespéré, celui où, pendant un temps toute pensée libre sera étouffée en France et en Europe, ou par conséquent nous n'aurions plus qu'à nous occuper d'établissement industriel et agricole.

D'autres parlent d'Amérique, Rio-Janeiro ou New-York. C'est bien loin, pour des hommes *d'action*!...

En ce moment, nous avons d'autres vues plus simples : il s'agirait, soit de fonder un établissement littéraire à Bruxelles, et de commencer, par exemple, une biographie universelle; ou bien encore si la librairie nous échappe, de nous caser tous dans les entreprises de chemins de fer.

Pour moi, sans répliquer positivement à rien, je suis forcé de considérer qu'il me reste quatre mois de captivité à subir, et que d'ici-là, les affaires auront pris une tournure qui me permettra de prendre avec plus de

certitude une résolution. Du reste, je vous avoue, d'après l'expérience pratique que j'ai faite de la vie, le peu de confiance que j'ai dans les châteaux en Espagne, et l'urgence où me met mon petit ménage de pourvoir *immédiatement*, et au besoin par les moyens les plus *positifs*, à sa subsistance; je vous avoue, dis-je, que je m'attends, après avoir caressé toutes ces chimères, à reprendre quelque part mes anciennes fonctions d'imprimeur ou commis; car la littérature ne peut plus rien me donner en France; je n'ai pas les moyens de me transporter hors du pays et d'y vivre, et la disette ne pardonne pas.

Je resterai donc, non par goût ou faiblesse, mais par force; je travaillerai *pour vivre*, et, par conséquent, comme révolutionnaire, *j'agirai* moins, mais j'agirai. Je suis en train de bâtir tout à la fois une science économique, un tableau de l'histoire universelle, sous le titre de *Kronos*, et une philosophie générale. Tout cela, je puis en jurer, s'achèvera; il me reste vingt-cinq ans de bonne vie encore et j'ai l'habitude de travailler dans l'indigence, à travers toutes les distractions matérielles. J'ai fait mes premiers écrits dans mon atelier d'imprimeur, composant ainsi moi-même ce que j'écrivais; j'ai écrit mes *Contradictions* sur mon bureau de commis, à Lyon; j'ai rédigé mes dernières publications dans la captivité; je finirai ma vie comme je l'ai commencée. J'aurai pris bien de la peine; somme toute, je pourrai me vanter en mourant d'avoir été l'un des hommes les plus libres qui aient paru dans le monde.

Sanitas corporis et mentis! Saluez notre cher H***; tenez-lui compagnie, consolez-le; recommandez-lui de ne se point rendre complice de la contre-révolution en prêchant un *Consummatum est!* ridicule. Car, en

vérité, je vous le dis : il n'y a rien de perdu. Nous touchons le césarisme, nous voyons, nous entendons, nous palpons le jésuitisme, tout est sauvé. Au lieu de quinze ou vingt journaux déblatérant chaque matin, nous avons le *Cancan* universel, invisible, insaisissable, et dont les coups sont mortels. Chaque citoyen est une chronique ambulante, et jamais il ne s'est dit, communiqué, commenté tant de choses que depuis qu'on n'écrit plus. Les journaux ne servaient qu'à dispenser la nation de penser ; elle pense, je vous jure, depuis deux mois, et elle parle !...

Salut fraternel.

P -J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 25 janvier 1852.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, ma femme est accouchée avant-hier matin d'une deuxième petite fille. Que voulez-vous? Les savants et les commères ont remarqué que les filles tiennent généralement du géniteur, et les mâles de la génitrice; d'où il s'ensuit que pour avoir des fils dignes de lui, un homme doit engendrer des filles, et puis leur faire faire par un gendre des garçons. Hein! que dites-vous de ce raisonnement? C'est ainsi que le ciel me traite, et en tout cas, je me dis que mes filles ne seront point chair à canon et ne serviront pas les tyrans.....

L'accouchement à été facile, prompt et heureux. La mère va bien, l'enfant tette. Cependant il me semble que j'en suis un peu moins satisfait que de l'autre. Cathé a une grosse voix de poitrine, tandis que sa petite sœur a une voix de tête, flûtée, et, si je ne me trompe, le nez de sa mère. La première est une vraie franc-comtoise; la seconde sera une parisienne.

Mes compliments, consolations, amitiés bien sincères à notre malheureux ami Bestaux.

Peut-être me déciderai-je, courant février ou mars,

à vous aller voir : cela dépendra de l'aspect général que prendront les choses.

Les deux derniers décrets ont produit une rumeur immense.... Je finis pour ne point me lancer dans les commentaires.

A vous, cher Maguet, de cœur, d'esprit, et à toujours

P.-J. PROUDHON.

16 février 1832.

A. M. DUPIN

Monsieur, c'est aujourd'hui seulement que j'ai pu dire la lettre de démission que vous avez adressée au Président de la République, avec le résumé des motifs qui, selon vous, doivent amener la révocation des décrets du 23 janvier dernier, concernant la famille d'Orléans.

J'ai pris en même temps connaissance de la protestation des princes contre ces mêmes décrets.

J'ai eu le regret, je vous l'avoue, de ne pas trouver dans ces deux pièces l'indication des hautes raisons de droit publiées, qui me semblent de nature à agir le plus fortement sur l'opinion et c'est au nom de la Révolution calomniée, de la République compromise, que je prends la liberté de vous représenter ici ce que je considère comme le vrai point de vue de la question.

Ce qui, dans les décrets du 23 janvier, tient les esprits en suspens, et qui fit scandale en 1830, c'est qu'on accuse L. P. d'avoir frauduleusement éludé une loi de la monarchie, en faisant donation à ses enfants, avant d'accepter la couronne, de biens qui, dit-on, devaient être réunis à cette couronne. A ce propos, les journaux bonapartistes ont fait étalage d'histoire et

d'érudition, et, il faut le reconnaître, la conscience du peuple ainsi saisie n'est plus que faiblement touchée des motifs de droit spécial par lesquels on essaie de répondre.

Or, s'il est quelque chose d'évident, c'est que l'ancienne loi monarchique, invoquée aujourd'hui comme elle le fut en 1830, par l'opposition, est une loi *exclusivement féodale*, annulée par la réforme de 89 et par toutes les Constitutions qui ont suivi, et dont le rappel, sous quelque forme que ce soit, serait un défi du droit nouveau fondé par la Révolution.

Lorsque, sous les anciennes races, on exigeait du prince élevé au trône la réunion de ses domaines à la couronne, on entendait par là ses FIEFS, chose qui alors ne se distinguait point des *propriétés*.

C'est ainsi que Hugues Capet, Philippe de Valois, et tous les rois après eux, en prenant la couronne, durent grossir le domaine indivisible de la monarchie de leur propre apanage; la raison de cela était la formation de l'*unité politique* du pays, non la fusion communautaire des biens.

Aussi, ce qui était de règle pour le prince n'avait plus lieu pour les femmes; ainsi Philippe le Bel, en épousant Jeanne, héritière de Navarre, devint à la fois, roi de France et de Navarre. Mais, comme ce dernier fief ne lui était pas patrimonial, la Navarre redevint fief séparé après la mort de Jeanne; elle ne fut point réunie à la couronne. Le moyen âge est tout plein d'exemples analogues. La Révolution de 89 a radicalement annulé cette ancienne règle du droit monarchique, en abolissant tous les restes de la féodalité, et ne reconnaissant, en conséquence, aux princes du sang, que des *propriétés*, non des FIEFS.

Revenir au même principe, comme on l'a fait, dit-on, en 1790, 1814, 1830, c'est infirmer toute la révolution, et poser une pierre d'attente à la restauration féodale. Il y a là-dessous tout un monde de conséquences à déduire.....

L. P., en 1830, ne pouvait, en vue du trône, renoncer à ses propriétés, non plus qu'un juge de paix entrant en fonction ne peut être tenu de renoncer aux biens de son père. Tout ce qui a été dit à cette occasion prouve combien peu nous entendons encore nos propres traditions. La donation qu'il fit était inutile ; ses biens étaient acquis de plein droit à ses enfants, et s'il recourut à ce moyen détourné, il faut reconnaître que tout en cédant à un sentiment juste, ou il n'apercevait pas la raison théorique de ce sentiment, ou bien il ne voulait pas soulever à cet égard une controverse.

La révolution de Février a mis tout cela au net. L. P., mandataire de la nation, résigne son mandat en présence du peuple soulevé ; il aurait donc, sans la donation qu'on lui reproche, échangé 200 millions de propriétés (chiffre des décrets), contre 12 millions de liste civile pendant dix-huit ans ! C'est stupide !...

Je ne m'arrêterai point, monsieur, à vous signaler les idées monstrueuses posées en principe, et déjà mises en application dans les décrets du 23 janvier. La *maxi-mation* des fortunes, la distribution césarienne des biens confisqués aux créatures du maître ; la prétention qu'un contrat oblige avant d'avoir été accepté, tout cela est trop contraire au droit commun pour qu'il soit besoin de vous en parler.

Si je n'avais vu, dans les décrets du 23 janvier, qu'une dynastie menacée de ruine, je me serais sans nul doute renfermé dans le silence ; ce n'est pas à moi

qu'il appartient de prendre en main la défense des princes et de leurs fortunes. Mais il y a ici, tout à la fois, le droit public fondé en 89 ; il y a le droit éternel d'acquisition, de possession, de transmission, attaqués par un homme qui se dit Président de la République, représentant des intérêts créés par la Révolution, organe du progrès!... Je croirais la République un parti perdu et déshonoré, je renierais le progrès et la révolution, si je croyais qu'ils dussent aboutir à de si abominables conséquences.

Je ne souhaite point, monsieur, que vous donniez à ma lettre aucune publicité ; il me reste à faire encore trois mois et demi de prison et mes devoirs de famille me défendent de compromettre en ce moment ma sécurité, mais vous m'obligerez, monsieur, de prendre note de ma protestation, qui pourra, en temps et lieu, servir de témoignage aux vrais principes républicains, aux vraies doctrines révolutionnaires.

Je suis, etc.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 19 février 1852.

A M. J. MICHELET

Monsieur, depuis la visite que vous avez bien voulu me faire à Sainte-Pélagie, les événements accomplis coup sur coup ont rompu le fil de toutes les relations, de toutes les idées. On s'est occupé de ses amis incarcérés, proscrits, menacés; on a cherché son pays, ses concitoyens, la France, on a vécu dans l'angoisse et l'étonnement; on a oublié, avec le soin des intérêts, les devoirs mêmes de la politesse, de l'amitié, de la reconnaissance. Sommes-nous bien de notre siècle? N'avons-nous point rêvé notre propre vie! Sont-ce nos idées qu'il faut regarder comme des chimères, ou bien les faits qu'il faut prendre pour une fantasmagorie? Telles sont, quant à moi, les agitations incessantes qui depuis le 2 décembre m'ont enlevé la meilleure part de mon temps, et malgré mon désir m'ont empêché de vous rendre votre visite.

Enfin comment vous portez-vous? Je ne parle pas du corps, je parle de l'âme. La raison philosophique a-t-elle suffi pour vous consoler, vous encourager, vous rendre l'espérance? Pour moi, je me sens moins ébranlé que jamais, bien que j'aie passé au moins

quinze jours et quinze nuits comme un condamné à mort. La tête n'a point faibli mais le cœur a été cons-terné; aujourd'hui je suis entièrement relevé de ma-ladie. Je ris, je chante, je siffle, et ce qui vaut mieux, je travaille comme si rien n'était arrivé.

Tout bien pesé, ce qui est arrivé devait logiquement arriver et notre pays avait besoin de cette secousse, de cette leçon. Les peuples ne s'instruisent pas autrement. Si vous le permettiez donc, si j'étais sûr de ne vous trouver ni moribond, ni désespéré, si la misanthropie n'a point courbé, flétri votre âme si forte et si fière, j'irai vous voir et je causerais avec vous et de l'utilité historique et morale de cette crise, et de mes projets pour l'avenir.

Une pensée a surgi parmi mes amis, au beau milieu de cette prostration : nous avons compris tous que quoiqu'il arrivât, dût ce nouveau pouvoir disparaître en aussi peu de temps qu'il est venu, il fallait tra-vailer sérieusement à l'éducation de l'époque et re-prendre *ab ovo* à peu près tout le cercle de l'enseigne-ment.

Parmi les œuvres importantes à exécuter, s'est présentée à nous une *Biographie universelle*, 40 ou 50 vol. in-8°, 2 col. Mon libraire, Garnier, offre de garantir l'exécution de cette entreprise pour une part de 200,000, si une société d'actionnaires voulait former les premiers 100,000 francs. Déjà une partie de ce premier tiers est trouvée, mais ce n'est point là l'im-portant pour vous.

On souhaiterait avoir votre collaboration et celle de votre ami M. Quinet. En conséquence on désirerait, si vous pouviez l'accorder (pour les noms que vous choi-siriez), être autorisé par vous à se prévaloir auprès du

public et des souscripteurs d'actions, de cette collaboration.

Voilà, Monsieur, entre autres pensées qui m'occupent, une de celles que je suis invité à vous soumettre. Cette *biographie* refaite sur les idées modernes, élevée à la hauteur des conceptions philosophiques les plus avancées du siècle formerait, nous le croyons, un monument plus durable que l'Encyclopédie de Diderot, la biographie de Michaud ou de Felles. Les émoluments seraient l'objet d'un règlement ultérieur. Avant donc que j'aie vous présenter mes hommages respectueux, je serais bien aise d'être avisé par vous, d'abord de l'état de votre santé et de votre esprit, et puis des dispositions où vous serez vis-à-vis une pareille entreprise.

Quelle que soit d'ailleurs votre réponse, il est entendu qu'elle n'ajoutera ni ne diminuera rien aux sentiments profonds de votre tout dévoué.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 23 février 1832.

A M. LOUIS BLANC

Monsieur Louis Blanc, ce n'est qu'hier, 22, que j'ai reçu votre lettre, datée de Londres, 10 février (1).

Je ne vous ai jamais *imputé d'avoir écrit à des ouvriers influents pour les engager à voter en faveur de M. Bonaparte*. Je ne vous ai rien imputé du tout. Je ne vous ai jamais fait d'autre guerre que celle d'une publique controverse ; et ceux qui me connaissent savent combien, dans la conversation, lorsque je parle de mes contradicteurs, j'ai soin de tempérer ce qu'on peut trouver de rude en mon style.

Mais il est vrai qu'un bruit, injurieux à votre honneur, a circulé à la suite des derniers événements. On

(1)

Londres, le 10 février 1832.

A M. PROUDHON

Monsieur, aussitôt que la nouvelle du coup d'État du 2 Décembre est arrivée à Londres, craignant que le peuple ne fût trompé par la restitution du suffrage universel et l'arrestation de beaucoup de ses ennemis, j'ai rédigé en toute hâte une proclamation qui appelait le peuple aux armes et l'éclairait sur la situation.

Cette proclamation, signée par moi et par plusieurs de mes com-

a dit que vous aviez approuvé la neutralité, l'inertie du peuple dans les journées de Décembre; en un mot, que le peuple, en se comportant comme nous avons vu, suivant vous, avait *bien fait*.

C'est vers le 5 janvier que cette nouvelle fut apportée à Sainte-Pélagie. J'en fis part à mes compagnons de captivité, et les pria même de prendre des informations à ce sujet.

C'est sans doute à la suite de ce qu'ils en auront dit à leurs visiteurs qu'on vous a rapporté, très-infidèle-

ment, pagnons d'exil, je l'ai publiée dans les journaux anglais; j'ai employé tous les moyens possibles pour qu'elle fût répandue dans Paris, et je suis moi-même parti à l'instant, bien décidé à me faire tuer pour la défense de la liberté s'il en était temps encore.

La lettre étant tout à fait finie quand j'atteignis Bruges; j'ai lancé, dans un moment où toute voix se taisait, une brochure destinée à vouer à l'exécration des cœurs honnêtes le prodigieux attentat qui venait d'être commis.

Cependant, monsieur, j'apprends que, dans votre prison, vous m'avez imputé, sur ouï-dire sans doute, d'avoir écrit à plusieurs ouvriers influents pour les engager à voter en faveur de Louis-Bonaparte. On aurait vu la lettre!...

Je serais curieux, je l'avoue, de connaître le nom du misérable qui a pu imaginer un tel mensonge. Tant de noirceur et d'impudence ont de quoi étonner, même par le temps qui court.

Quoi qu'il en soit, monsieur, s'il est vrai que vous vous soyez fait l'écho de cette abominable imposture, vous jugerez de votre honneur, je pense, de la démentir hautement. Je vous écris pour vous fournir le moyen,

Et j'ai l'honneur de vous saluer.

Louis BLANC.

P. S. Veuillez, je vous prie, m'envoyer la réponse à l'adresse que voici :

M. Bourquin. 1h, Newman Oxford St.

ment, que j'étais l'auteur d'une imputation dont moi-même je cherchais à vérifier l'origine.

Inutile de vous dire qu'on n'a pu saisir la piste de cet *on dit*, pure fantaisie faubourienne, à laquelle il faut convenir cependant que les anciennes relations, de votre famille, le secours que vous avez prêté dans l'Assemblée constituante à M. Bonaparte, les visites dont il vous accablait, dit-on, à Londres, l'analogie que tout le monde découvre entre le socialisme gouvernemental du Président de la République et le vôtre, donnaient une apparence de rationalité.

Le peuple qui, aujourd'hui même, confond dans ses sympathies Barbès et L. Bonaparte; qui dit : *Barbès a demandé pour nous un milliard aux riches, Bonaparte nous le donnera*; qui de longue main était préparé à une dictature quelconque; qui, en conséquence, a applaudi au coup d'État du 2 décembre, et refusé asile à ses représentants; ce peuple naïf, dont on a voulu faire un législateur, un souverain, a très-bien pu trouver une justification, telle quelle, de sa politique, dans vos idées et votre exemple. C'est ainsi que le peuple de 93 fut préparé à l'usurpation de Brumaire et de 1804; c'est ainsi du moins que je m'explique, que vous devez vous expliquer, le déplorable usage qui a été fait dans ces derniers temps de votre nom.

Votre lettre me prouve qu'en cette circonstance, comme toujours, vos sentiments ont été supérieurs à vos théories; je vous en félicite de tout mon cœur, et souhaite qu'à l'avenir votre foi politique et sociale n'ait plus tant à se plaindre de votre jugement.

J'ai l'honneur de vous saluer;

P.-J. PROUDHON.

Ste-Pélagie, 23 février 1852.

A M. A. MADIER-MONTJAU

Mon cher Madier-Montjau, je tiens très-fort à ce que vous ne lisiez plus rien de moi avant que j'aie publié l'*Essai de constitution de la Science économique*, que je me prépare à publier. Ce que j'ai fait jusqu'ici, ce sont des controverses pour arriver à la science; et trop de gens, même parmi les amis, ont pris ces controverses, quelquefois très-passionnées, pour des affirmations, pour des propositions doctrinales. Or, il ne s'agissait la plupart du temps que de combattre de fausses définitions; fausses données, fausses hypothèses, etc., etc., et quand, sur ces polémiques, on se permet de parler de mon *Système*, on me fait vraiment grand tort, et l'on s'expose à être par moi-même tancé vertement.

Je ne voudrais donc pas qu'un ami, un défenseur, qui pourra l'être encore, car nous ne sommes pas au bout, fût exposé à parler de mes idées et de moi sans discernement. Je veux d'abord que vous soyez bien renseigné sur ce que *j'affirme* pour que vous lisiez ensuite avec plus de profit, ou moins de danger, mes précédentes critiques. Voilà quatorze ans que je dispute, envers et contre tous, sans avoir dogmatisé jamais.

Vous devez croire qu'un homme qui a mis tant de précaution à chercher ce qu'il doit croire ou ne pas croire, ne se sera pas décidé sans de bonnes et solides raisons. C'est là, cher ami, ce que je voudrais vous communiquer d'abord, quitte à subir ensuite vos censures sur le reste.

Comment ! vous m'écrivez trois pages et ne dites pas un mot de la Belgique, de l'opinion du pays, du vent qui y souffle, s'il vient de l'absolutisme ou de la liberté, etc., etc. ? Est-ce que par hasard vous seriez de ceux qui ne pensent qu'à Paris ? Alors vous n'êtes ni de votre siècle ni de votre parti. Le vrai révolutionnaire, morbleu ! est cosmopolite en l'an 1852 ; et je verrais l'armée française engloutie tout entière dans une guerre contre la liberté que je m'en réjouirais. Est-ce que les assassins du 2 Décembre sont des Français ?...

Nous n'aurons peut-être pas à attendre, pour ressaisir notre liberté, un deuxième Waterloo. Ce que le sabre a fait le sabre le défera ; il n'y a plus personne, même à l'Élysée, qui croie à la durée de ce qui existe. On pourrait même craindre que cela ne finit trop tôt. La leçon est trop précieuse, elle est venue trop bien à point, elle est trop méritée pour qu'un vrai révolutionnaire ne souhaite pas qu'elle se prolonge au moins deux ans. Il faut bien cela pour ruiner la bourgeoisie corrompue, anéantir la grande propriété, tuer le travail et mettre tout le monde sur le qui-vive ? L'armée se divise, et l'on peut craindre à tous moments une révolte militaire qui mette brusquement fin au carnaval. Priez Dieu, si vous êtes bon républicain, de conserver la santé à Monseigneur et de lui laisser au moins le temps d'appliquer pendant un an l'impôt sur le revenu,

l'impôt sur le capital, en abolissent les taxes sur les boissons et octrois. Il ne faut pas que la restauration des d'Orléans s'accomplisse avant que la révolution soit engagée d'une façon irrévocable.

Je crois que nous aurons un retour orléaniste. Mes raisons sont : 1° que le parti républicain, d'ailleurs réduit à l'impuissance par la proscription, ou n'agit point, s'efface, ou se divise. Le système d'*abstention*, qui a porté de si beaux fruits en décembre, continue d'être prêché comme le plus convenable à la *dignité* du parti.

Dans deux ans, avec cette allure, la République sera oubliée comme elle l'était en 1804 : il n'y aura plus pour la représenter que des patriotes fossiles, de vraies culottes de peaux, aussi dépourvus de crédit que de génie.

Ma seconde raison se déduit des faits du 2 Décembre. La formule républicaine, la seule admise, la seule comprise, c'était le suffrage universel et direct, appliqué tant à l'exécutif qu'au législatif. Comment diable voulez-vous que nous nous présentions devant le monde et que nous venions revendiquer la République *au nom du suffrage universel*? C'est le suffrage universel et direct qui a tué la République. C'est le peuple qui a trahi sa cause en décembre 48, au 13 juin, au 13 mai, au 2 décembre, au 20 et 21 *dito*, et qui va la trahir encore aux élections pour le Corps législatif. Je n'ai jamais été la dupe de cette malheureuse invention des citoyens Ledru et L. Blanc ; mais je l'ai défendue, parce qu'elle est devenue la loi publique et nationale, parce que, bien qu'anticipée dans son application, cette loi est dans la donnée de l'avenir. Or, à présent, je vous déclare que les auteurs du suffrage universel et direct peuvent le défendre s'ils en ont envie ; quant à

moi, dégagé par les faits récents, je m'abstiens à mon tour, et vous certifie que je ne serai pas le seul.

Donc, quand le parti orléaniste servi par un coup de main heureux, vous rendra la liberté de la presse, celle de la tribune, en un mot, les institutions parlementaires, avec les restrictions de 1830 et les réformes sollicitées par l'opposition de 47-48, que lui direz-vous?... En vertu de quoi revendiquerez-vous la *démocratie*? La démocratie, cher ami, c'est la réaction, cela est prouvé, archi-prouvé. Mais que dis-je? le peuple applaudira, pour finir, à Joinville comme à Bonaparte. Au nom de quel principe vous inscrirez-vous en faux contre lui? Je vous le demande. — Au nom de la raison, de la science, du droit, me direz-vous. — Il fallait en appeler à la raison, à la science, au droit (positif, non absolu) en 48; alors vous n'eussiez point créé le suffrage *universel* et *DIRECT*; les Bonaparte n'auraient pas remis les pieds en France; la gauche républicaine se serait bornée à traiter les grandes questions, à faire l'éducation des masses, et à porter de temps en temps ses vues à la tribune; la jouissance des droits politiques aurait été progressive jusqu'au jour où son tour serait régulièrement arrivé...

On a voulu, nous avons voulu tous faire de la *démagogie*, enlever le pouvoir par l'excitation des masses; nous avons perdu la partie; cela devait être. En fait de *démagogie*, les noms les plus éclatants sont les meilleurs, *Napoléon*, le *Juis-Errant* ou le *Bon Dieu*. On voulait la dictature de 93; le peuple a préféré celle de 1804; on voulait de l'autorité, le peuple s'est donné un maître; tout par l'État, le peuple dit : *Barbès a demandé pour nous un milliard aux riches, Napoléon nous le donnera*. Argumentez avec des gens qui confondent de

pareils noms dans leurs sympathies, et pour de semblables motifs !...

Pour moi, prêt à tout, indifférent à tout, excepté au crime, je servirai ma cause sous tous les pouvoirs sans broncher d'une semelle. Si je puis raccrocher la République et écarter les prétendants, je ne m'y épargnerai pas ; mais je ne réponds de rien. *Démocratie* pour moi signifie *Démopédie*, éducation du peuple. Sur ce terrain, je suis invincible ; mais aussi je ne serai jamais rien ; je trouverai toujours sur mon chemin les mêmes lâchetés, les mêmes trahisons, les mêmes vanités, les mêmes envies, et je mourrai à la tâche.

J'ai passé quinze jours, après le 2 décembre, comme un condamné à mort, non que j'eusse peur pour moi-même, ni que ma raison désespérât. Je ne craignais rien, et je n'ai pas douté un instant. Mais l'horreur du crime écrasait ma conscience ; j'en étais dévoré le jour ; la nuit j'avais des visions. Tant d'outrages, tant de hontes !... et tant de bêtise !... Si la raison n'avait été aussi forte, j'aurais succombé infailliblement. J'ai repris le dessus ; je me suis dit que l'événement était dans la logique rigoureuse des destinées ; je me suis remis au travail, et à présent je suis, du côté de l'âme, l'homme le plus allègre de France. Je jouis même, parfois, de l'immense mécompte de cette ignoble race. Ah ! mes petits gaulois pillards et babillards, bourgeois bouffis, paysans avarés, prolétaires stupides ! il vous faut du pouvoir, et de l'Empire, et de l'argent, quand même ! De l'honneur, de la justice, de la bonne foi, vous ne vous en souciez point ! Expiez maintenant, expiez ! Je vous souhaite deux ans de ce régime ; cela doit suffire, dans mes prévisions, pour vous mettre à misère et compassion...

Je ne vous dis rien de tous les bruits qui circulent; **M^{me} Madier** vous portera une provision de ces nouvelles. Il se passe un fait tout nouveau depuis le 2 décembre; c'est, à défaut de la presse, la guerre du cancan. Guerre terrible, sans contrôle, sans démenti ni rectification; guerre prompte comme la parole, et qui porte avec les chemins de fer, en vingt-quatre heures, les bruits les plus inquiétants, de l'Élysée aux extrémités de la France. Nous avons perdu une cinquantaine de journalistes; nous avons cent mille colporteurs oraux de nouvelles. Point de relâche, point de trêve. Tout est cru, car de temps en temps les actes officiels viennent rendre croyable ce que les journaux ne peuvent imprimer. Le capital abonde, mais recule épouvanté. Le travail cesse: en décembre, on accusait la fin de l'année; en janvier, on accuse le commencement de l'année; février se passe, et point de reprise. Tantôt c'est la confiscation érigée en principe par les décrets du 23 janvier; puis c'est la réunion de la Belgique, la descente en Angleterre, puis l'agitation orléaniste, puis des conspirations militaires ou bien les fantaisies impériales, des aigles, des costumes et des dépenses, et des pots de vin, et des orgies!... Hier, on dit que Saint-Arnaud se querelle avec le Président et ose le menacer; aujourd'hui on annonce, après les élections, un ministère de commis, le Président ne voulant pas de ministres ayant une opinion; le *moi*, toujours le *moi*! Le Sénat, c'est moi; le Conseil d'État, c'est moi; le Corps législatif, ce sera moi; la garde nationale, moi; le corps municipal tout entier, encore moi!... Autour de *moi*, solitude, silence, secret. L'empereur est un homme qui, seul entre 36 millions, a le droit de parler, d'écrire, d'ordonner, de légiférer, de gouverner, d'agir, de penser! Aussi les

conséquences se déduisent tous les jours. L'armée, disait-on, doit obéissance passive; en conséquence, la Constitution de 52 lui ôte ses droits électoraux; les officiers, qui se croyaient inamovibles, s'aperçoivent qu'un mot du maître peut briser leur carrière; n'est-ce pas justice ?...

D'un côté, l'empire c'est la contre-révolution, la guerre à la république, à la démocratie, au socialisme, au prolétariat; mais la bourgeoisie proteste contre le despotisme, s'isole, fait le vide; si bien que la politique impériale, condamnée à lutter contre le parti populaire, condamnée à faire la guerre à la bourgeoisie, hostile aux prétentions des militaires, se trouve de fait n'avoir d'appui, de base, de solidité, d'avenir, de puissance, de raison, de justice que dans ce *moi*, qui n'est certes ni celui de César, ni celui de Médée.

Le prince est de plus en plus sombre et taciturne, affreusement fatigué. Il travaille seul, ne se grise point comme on disait ou du moins ne se grise plus, mais plus passionné que jamais pour le sexe.

Je vous dis qu'il nous faut deux ans de cette tyrannie immonde, deux ans de cette débauche monstrueuse, où la France, ses trésors, sa force, son industrie, sa gloire, toute sa richesse, en un mot, est jetée en proie au plus obscène, au plus exécrable des maniaques. Notre nation n'a que ce qu'elle mérite, puisse-t-elle seulement après avoir été châtiée, faire à son tour justice de ses corrupteurs et de ses Judas !....

J'ai été deux jours fort inquiet de vous. On vous disait tué sur une barricade, et franchement, je vous croyais très-capable d'un pareil coup.

Enfin, nous en avons été quittes pour la peur : je

vous en félicite, et vous en témoigne mon contentement.

Mes respects à M^{me} Madier-Montjau, s. v. p.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Ne communiquez rien de moi, et soyez prudent. J'ai encore trois mois et demi de prison....

Sainte-Pélagie, 28 février 1852.

A M. MARC DUFRAISSE.

Mon cher Marc, la personne qui m'a apporté votre lettre vous rendra ma réponse, qui, naturellement, ne vous portera pas de nouvelles fraîches. Je suis donc réduit à peu près à de simples impressions, tout au plus à des aperçus généraux.

L'opinion généralement répandue à Paris et en France touchant le parti orléaniste est diamétralement opposée à la vôtre : on croit que ce parti intrigue, agite, conspire; on le croit si bien, que la *Gazette de France* croit de son devoir d'attaquer de toutes ses forces l'orléanisme, ce qui fait grand plaisir à L. Bonaparte, et que les républicains en tirent un argument de plus en faveur de leur détestable système d'abstention polémique et électorale. Il n'y a pas jusqu'à la *Presse* qui, tout en attaquant assez vertement le *Constitutionnel* et l'*Univers* ne prenne soin de signaler une nouvelle prétendue fusion des deux branches; comme si la *Presse* avait le plus grand intérêt au maintien de L. Bonaparte, et à l'exclusion définitive des anciens! Avec ce système de diversion et d'effacement, le régime actuel se prolongera sans faute, et si jamais il venait à prendre fin,

ce ne serait pas la démocratie qui lui succéderait. Décidément notre parti est bête.

Du reste, on redit de plus en plus que cela ne peut durer; la bourgeoisie s'aliène résolument; le paysan comme l'ouvrier, tout souffre, tout se plaint. Mais de là à agir, réagir, résister, il y a loin; et sans action, la colère s'en va en fumée.

Vous voyez par les journaux que toutes les fondations libérales s'en vont l'une après l'autre; après avoir ôté au jury les délits de presse, on le décharge d'une foule d'autres qu'on renvoie à la correctionnelle; enfin, il est question de supprimer l'Université, et de livrer tout uniment l'instruction publique aux prêtres. Cette démolition du progrès accompli, ce refoulement d'une société devenue adulte, vers le régime qui présida à son enfance, est le fait le plus audacieux et la première entreprise de ce genre dont il soit fait mention dans l'histoire. Nous verrons bien!...

Pour moi, mon cher ami, je compte peu sur les hommes; je les vois trop lâches, surtout trop ignares, pour en attendre aucun effort viril. Mais j'attends tout de cette *insurrection des choses* dont vous parlez; et quant à celle-là, je la crois d'autant plus proche, que le système se développera plus vite. Il n'est pas d'intérêt industriel qui ne dépende plus ou moins directement de la chose publique, c'est à-dire de l'impôt, de la liberté politique, des grands établissements de l'État. Or, quand toute initiative dans la chose publique est enlevée aux citoyens, quand nul contrôle, nulle publicité n'existent, c'est absolument comme si on leur enlevait la direction de leurs propres affaires sans que la plupart sachent pourquoi ni comment tous sont frappés, et dans leur propriété, et dans leurs garanties,

et dans leur crédit, et dans leurs prévisions. On travaille en eau trouble : c'est-à-dire qu'on cesse peu à peu de travailler, parce que travailler, c'est trop risquer....

Il est une autre considération qui me donne espoir : quand la démocratie se sera décidément éclipsée, qu'on ne combattra plus pour le salut de la société, alors il faudra bien rendre à la partie *adhérente* du pays cette somme de liberté dont elle a besoin, mais dont elle ne sent pas la privation tant que la passion l'aveugle ou la distrait. En un mot, il faudra bien que l'Élysée compte avec ses propres partisans. Tout le monde ne peut pas être reçu aux Tuileries, obtenir une pension, une place, un grade ; tout le monde, dis-je, ne peut pas avoir part au gâteau impérial. S'il y a beaucoup d'appelés, il y a nécessairement peu d'élus. Or, à ceux qui ne demandent à l'empire, les insensés !... que sécurité pour leur travail, leurs propriétés, etc., il faudra bien trouver des compensations. Où sont-elles ?... Imaginez que demain, par impossible, la France entière soit élyséenne, elle se trouverait, *ipso facto*, dans l'opposition !..

Certes, ce que je dis là est infaillible, et ce despotisme ne saurait durer ; mais cette certitude ne peut suffire à vous ni à moi, contenter des coeurs libres. Nous voulons une solution, la plus prompte possible, et une expiation. Eh bien ! je ne la vois pas encore surgir ! A l'exception de quelques démocrates encroutés et plus braves au café qu'à la bataille, le peuple est mat et maté : il ne faut plus compter sur lui. C'est une masse inerte et passive, la pépinière où naissent et grandissent de temps en temps de nobles et belles individualités, la matière dont on fait des citoyens : ce n'est point une société, une cité. La République a fait erreur en 48, disons-le résolument ; en prenant cette masse

pour souveraine et inspiratrice, quand il ne fallait y voir qu'une collection d'enfants mineurs, incapables d'exercer leurs droits, ni même de les comprendre. Ce que nous entendons par *Peuple* est toujours et nécessairement la partie la moins *avancée* des sociétés, partant la plus ignorante, la plus lâche, la plus ingrate. Aussi, ceux-là seuls font de la démagogie avec avantage qui, comme la branche aînée, la branche cadette, les Bonaparte, semblent au peuple des êtres au-dessus de lui, qui parlent par leurs noms à ses instincts barbares, pour ne pas dire brutaux...

Rien, rien, rien à attendre du Peuple. Un colonel peut arrêter demain le B., le jeter à Vincennes, puis présenter au balcon des Tuileries la princesse Hélène et le Comte de Paris : le peuple applaudira, tout au moins laissera faire. Donnez-moi un million, et je me charge de la Révolution...

C'est aussi là, mon cher ami, ce qui me rend redoutable le parti orléaniste. Il ne lui faut pas tant de monde, pas tant de bruit pour triompher : un bon petit complot de palais, un coup de main militaire, et c'est fait. Protesterons-nous alors, nous les républicains ? Au nom de quoi ? Au nom du Peuple ? Ce serait par trop bouffon, le lendemain du 20-21 décembre. Au nom du suffrage universel ? C'est le suffrage universel et direct qui a tué la République !...

Mon cher ami, quand je songe à toutes ces choses, je me trouve dans une perplexité croissante. Si je ne vois que le *peuple*, je suis forcé de convenir qu'à son égard le régime dictatorial de Blanqui, L. Blanc, Cavaignac, Bonaparte, est le seul rationnel, et je m'humilie devant la logique de ces grands penseurs ; si je regarde les classes moyennes et supérieures, celles qui représentent,

quelque moins nombreuses, le droit et la liberté, j'arrive droit à rejeter tous les gouvernements, à protester toujours. Cependant, mon mandat est d'émanciper ce même peuple qui, comme *humanité*, ne compte pour ainsi dire pas, et je me demande comment, homme de liberté, de droit, de philosophie, je renierai mon principe pour employer vis-à-vis du peuple, et par contre-coup faire peser sur la classe moyenne, à moins que je ne l'y associe tout entière, un régime de despotisme emprunté à tous les tyrans anciens et modernes ?

J'ai reçu, ces jours derniers, de L. Blanc, une lettre dans laquelle il se plaint que je lui ai imputé d'avoir applaudi au coup d'État du 2 Décembre. Le fait est que le bruit en a couru, mais à coup sûr je n'en suis pas l'auteur. J'ai répondu à L. Blanc pour le renseigner sur ce qui se passe à son endroit, et lui ai dit, qu'en fin de compte, il avait tort de crier à la calomnie, parce que le vrai calomniateur, c'est lui. Le père de L. Blanc a servi le roi Joseph ; sa mère est une Pozzo-di-Borgo ; lui-même a fait le voyage de Ham pour y visiter Louis Bonaparte ; en 48, il a parlé en faveur de son rappel ; ses idées socialistes sont identiques à celles du prince, tout le monde du moins croit le voir et l'affirme ; c'est L. Blanc qui a le plus contribué à populariser l'idée de dictature ; c'est son ami Pierre Vinçard, qui, après le coup d'État, s'occupait encore, sous l'état de siège bonapartiste, de vulgariser dans la *Presse* le régime corporatif ; est-il étonnant que le bruit soit né dans le faubourg que L. Blanc approuvait le coup d'État de Bonaparte ?

Il y a des gens qui passent leur vie à se justifier, sans s'apercevoir que leurs idées et leurs actes ne cessent de les accuser. Et cela raisonne politique !..

· Nous continuons à faire des sollicitations de capitaux pour notre fameuse biographie. — Michelet consentirait à y prendre part ; il en écrira à E. Quinet. Mais nous sommes encore loin de la somme demandée par le libraire, et je n'ose espérer que nous venions à bout de réaliser ce groupe. Nos amis m'assurent cependant que 60,000 francs seraient déjà souscrits. Je vous avoue, du reste, que cette entreprise m'effraie : 50 vol. in-8°, 2 col., il y en a pour *six ans*. Eh quel labeur!...

J'ai conçu l'idée, plus exécutable et plus efficace d'une *Revue hebdomadaire*. Quelqu'un de fort riche se déciderait peut-être à en faire la dépense. — Encore un projet, non point absurde, mais qui atteste notre profonde catastrophe.

Je pousse mes études, et quand je réussis à me distraire de ce qui se passe, je ne suis point trop malheureux.

Avez-vous vu Madier-Montjau? J'ai répondu à l'une de ses lettres par sa femme, qui doit être maintenant auprès de lui,

A vous tout entier

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 1^{er} mars 1832.

A. M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, j'ai répondu à votre lettre par la même occasion qui me l'avait apportée, mais qui partira je ne sais quand. Je vous adresse donc celle-ci par la poste, la célérité des affaires m'en faisant une nécessité. J'ai vu hier notre libraire, et voici sur quel pied il entend faire l'entreprise.

L'édition aurait de 40 à 50 vol. in-8° de 40 feuilles, 2 cöt. — (En ma qualité de directeur, je tâcherais que cela n'allât pas au delà de 40 vol.)

Le travail durerait six ans. — (Je ferais en sorte qu'il n'en durât que trois. J'aime mieux partager avec un plus grand nombre de rédacteurs, que d'éterniser la besogne.)

Le libraire traiterait directement avec le directeur pour tout ce qui concerne la rédaction, et verserait une somme de 8,000 francs par vol. de 40 feuilles, soit 200 francs la feuille; — ce qui laisse une assez belle marge, en ne comptant aux écrivains que 125 francs *maximum*, et laissant 75 francs pour la direction et les frais généraux; (je tâcherais de faire sur ce point une réserve pour les collaborateurs qui y auraient consommé tout leur temps et toutes leurs journées.)

Enfin, ledit libraire s'engage à conduire, *quoi qu'il arrive*, l'entreprise à fin, si une première mise de fonds de 100,000 francs est fournie ou seulement souscrite par des capitalistes sérieux et solvables; ce qui revient à peu près à ceci : que sur une avance d'au moins 300,000 francs, MM. Garnier frères en prendraient les deux tiers à leur charge.

Il me semble donc que quand une maison, riche, solide, menant bien les affaires, comme est celle de MM. Garnier, expédiant des navires entièrement chargés de livres pour Rio-Janeiro, etc., ayant des correspondants par toute l'Europe, l'Asie et l'Amérique, donne une garantie pareille, il y a pour les bailleurs de fonds quelques chances de sécurité et de succès. C'est une considération à faire valoir avec force.

Enfin, MM. Garnier accordent au capital prêté une part de bénéfice net de 3/10, et à la direction une autre part à fixer ultérieurement. (Il est entendu, je n'ai pas besoin de vous le dire, que je me chargerai ainsi de rémunérer ceux des collaborateurs qui se seraient voués avec moi, tout entiers, à l'affaire.)

Le séjour de Bruxelles peut vous permettre de travailler tout aussi bien que celui de Paris, et je ne doute pas que vous ne trouviez dans cette coopération, avec le pain quotidien, un grand adoucissement à l'exil.

Parlez donc aux personnes de votre connaissance de l'utilité et de l'importance de cette œuvre; écrivez-en à toutes celles qui ne sont point près de vous, à celui-là notamment qui a pris tant à cœur le sort des représentants déportés, et qui, dans cette affaire, pourrait décider peut-être la chose en fort peu de temps.

En un mot, agissez sans perte de temps, afin que le travail soit mis en train au plus vite ou abandonné.

Un de nos amis, le frère du brave Langlois, qui est à Belle-Isle, y mettrait 15,000 fr., et engagerait Amédée à en faire autant. Ces deux amis seraient au nombre des collaborateurs. Gallot nous dit qu'il a trouvé un souscripteur pour 30,000 fr., mais je n'ose compter sur les découvertes de Gallot.

Nous frapperons ces jours-ci à la porte d'un personnage *pécunieux* et qui pourrait, à lui seul, faire moitié de notre somme : alors l'affaire serait lancée.

Quant à moi, en particulier, je ne vous dissimulerai pas que le fardeau d'une pareille impression m'effraie, et que, s'il ne s'agissait que de mon intérêt, je ne l'accepterais point.

Mais j'ai à côté de moi des amis, pères de famille, instruits, honnêtes, qu'il faut soutenir et faire travailler. Je me résignerai donc, d'autant plus que le libraire Garnier y tient essentiellement.

Faites donc vite, afin de ne pas nous laisser distancer par les concurrents, car il y en a : il y a M. Didot, il y a le successeur ou héritier de Michaud, et l'on nous parle d'un troisième.

J'ai fait remettre chez vous les quelques volumes que vous aviez laissés à Lafont, qui doit être parti maintenant.

Je vous serre la main, mon cher Marc, et vous recommande par dessus tout, dans ce pays à bière, de soigner votre santé.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Voyez aussi s'il ne serait pas utile, en écrivant aux personnes de Paris que vous pouvez présumer bien disposées, de me les adresser à moi-même ; je leur fournirais tous renseignements.

6 mars 1852.

A. M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, votre dernière me prouve une fois de plus que l'exil, comme la prison, fait dérailler le jugement. J'en tire donc cette conséquence, qu'au lieu de vous suivre en Sardaigne, en Amérique, en Hollande, je n'ai à m'occuper que d'une chose, c'est de vous guérir, et pour cela, de vous faire revenir ici auprès de moi.

Un bon tiers de votre épître ne renferme que des plaintes lamentables sur l'abandon que nous faisons de vous, sur les douleurs de cette séparation cruelle et le sacrifice que vous êtes prêt à faire, si je te demande, de toutes vos affections. J'ai le malheur, en ma qualité de rocher jurassien, de ne pas prévoir dans mes lettres ces grandes consternations de mes chers correspondants, et je n'y suis, je vous l'avoue, guère plus sensible. Mais cela n'empêche pas que je m'en offense : quel droit vous ai-je donné de penser que nous songeassions à nous passer de vous ? Qui vous a dit que ma pensée la plus fréquente, dans ma prison, n'était pas de nous rallier tous, et ceux de Belle-Isle et les exilés ? Ou avez-vous vu que j'eusse pour principe que la famille, a le

droit, à l'occasion, d'exiger la mort d'un de ses membres ? Me connaissez-vous si mal qu'au contraire vous ne me croyez toujours disposé à exiger que la famille tout entière s'expose à périr pour sauver l'un des siens ? Et cette différence extrême entre le système communiste et le nôtre, avez-vous pu croire qu'elle n'était pas dans ma conscience comme dans mes idées ? Vous êtes un écervelé, un maniaque, un calomniateur, un ingrat !... Voilà ma réponse à vos jérémiades.

Où, vous reviendrez ici, je le veux, et cela sera, entendez-vous ? Et ma meilleure raison, c'est que cela est indispensable à la vôtre ; c'est qu'après vous avoir lu, je me défie plus que jamais de vos imaginations de quitter la France et d'aller évangéliser les Anglo-Américains. C'est ici, vous dis-je, ici, sous le sabre des Bonaparte, sous la férule des jésuites et le lorgnon de la police, que nous devons travailler à l'émancipation du genre humain : il n'y a pas, pour nous, de ciel plus propice, de terre plus fertile. Ma résistance à vos sollicitations prend toute la tournure d'un paradoxe : tant mieux ! c'est qu'elle commence à être vraie.

Vous ne comprenez rien, dites-vous, à la politique du gouvernement de Décembre, tout ce que vous y voyez est un despotisme croissant qui bientôt dépassera celui de François et de Nicolas. Et, là-dessus, les plus beaux raisonnements du monde pour nous faire tous expatrier !...

Ce que c'est que d'être dépourvu à la fois de clairvoyance, de sens pratique et de philosophie !.... Eh bien ! mon cher Edmond, je me bornerai à vous indiquer ici quelques faits très-officiels, plus sûrs indicateurs que toutes vos déductions et vos renseignements.

1° Le gouvernement de L. Bonaparte, avec tout son arbitraire, ne fait pas ce qu'il veut ni dans la politique extérieure, ni dans l'intérieur; au dehors, il voulait s'emparer de la Belgique; le décret de réunion a été imprimé, un de nos amis l'a vu, tout le monde le sait. Empêché par l'unanimité du conseil et surtout par le veto de la Russie, il menace la Suisse, l'Angleterre; l'Angleterre prend ses mesures, se rapproche (en apparence) des puissances de la Sainte-Alliance en prenant un ministère tory, et en même temps maintient le droit d'asile et promet son appui à la Suisse.

L. Bonaparte, fût-il un grand homme de guerre, n'aura pas la faculté d'avoir son Marengo ni son Austerlitz : après l'étranger, la masse de la nation y répugne, ne veut pas. Doutez-vous qu'en deux ans un despotisme condamné à la paix soit usé?

Au dedans, L. Bonaparte est arrêté, net, dans ses projets socialistes. Rothschild s'est placé sous la protection du drapeau autrichien, les banquiers boudent, la bourgeoisie se range du côté de Cavaignac, la Patrie, le Constitutionnel protestent avec indignation contre les bruits calomnieux de socialisme gouvernemental, et, pour arrêter le Président, compromettent ainsi sa politique. L. Bonaparte, de par son parti, ne sera pas un Lycurgue, il n'a de latitude que pour les aigles, les costumes, les gros traitements, les décorations, et tout le menu administratif et policier. Doutez-vous qu'en deux ans tout cela soit usé?

2° Bonaparte, ainsi tirillé, fait donc de l'éclectisme révolutionnaire et conservateur tout à la fois. Il a sauvé la France du pillage, de l'athéisme, de l'anarchie, de la guillotine, de la promiscuité; fort bien! Il vit là-dessus, il ne se soutient que par là. Mais il confisque

les propriétés des d'Orléans, il ferme les établissements des citoyens qui lui déplaisent et fait trembler tout le commerce et l'industrie. Il vient de rendre, forcé et contraint par la nécessité des choses, trois décrets qu'on pourrait prendre pour une miniature de ma liquidation sociale : 1° Le Crédit foncier ; 2° Réduction du taux de l'escompte à la Banque ; 3° Organisation du travail dans les prisons. Tout cela, j'en conviens, est une fraise à la gueule du loup, une linotte jetée à un tigre. Mais attendez que la bête féroce ait goûté du sang, et vous verrez. S'il y a une tendance avérée dans les actes de Bonaparte, c'est de substituer aux fortunes indépendantes les fortunes provenant des emplois publics et de la munificence de l'État ; c'est, en un mot, la guerre à la bourgeoisie.

Or, voyez ici naître le gâchis.

Le titre de Bonaparte, c'est celui de *conservateur de la société*, et le voilà qui est forcé, tout en sévissant contre les révolutionnaires, de sévir aussi contre les bourgeois ; il rétablit les titres de noblesse, mais il ne tolère, n'estime que ceux qu'il donne ; il tient tout de l'armée, mais en vertu du principe despotique, il annule les droits essentiellement *civils* des officiers, il ôte aux militaires le droit électoral, il réserve la *croix* pour les grades supérieurs et n'accorde aux inférieurs qu'une médaille !

Il décrète dans sa Constitution un *Corps législatif*, élu par les citoyens ; mais la logique de l'autoeratie oblige préfets et journalistes à déclarer que toute élection d'opposition est une attaque aux droits du prince, une contradiction à l'élu du peuple, une négation de sa souveraineté !

Bonaparte, en faisant une Constitution, reconnaît

par là même un *droit public*, un *droit civil*, etc., etc. Eh bien ! toutes ces choses, il les viole journellement par des décrets émanés de son plaisir ; par des lettres de cachet, des arrestations, expulsions, perquisitions, saisies arbitraires. Tout le monde, à Paris, proclame cette vérité ; *il n'y a plus de garanties !*

Doutez-vous que cette contradiction permanente, universelle, flagrante, dans un temps de paix, ne souleve bientôt les esprits !...

Bonaparte pose en principe que le Corps législatif vérifie les dépenses, contrôle le budget ; mais tout aussitôt il annule cette disposition par les difficultés qu'il crée contre les éventualités d'un refus. Nous sommes *censés* consentir le budget ; dans la pratique, l'impôt est pris sans notre consentement. Je ne dis pas que la force ne puisse un temps faire rentrer les contributions ; mais ce que je ne sçais pas que la force puisse dissimuler cette contradiction, cette violation ; et je dis que c'est là précisément ce qui tuera Bonaparte.

3^e Bonaparte, ainsi placé dans une position essentiellement abusive et contradictoire, est condamné dans sa politique à mentir, mentir encore, mentir toujours. Le mensonge est le couronnement de son système ; le mensonge, avec la terreur et la corruption, voilà la triade bonapartiste.

Ainsi, il n'ignore pas que la confiance n'est pas rétablie, cette fameuse confiance qui nous a tant divertis sous MM. Barrot et Faucher. Savez-vous ce qu'il fait ? Par ordre, la Bourse monte ; les transactions sont faussées par les menaces du pouvoir et l'intervention de ses agents ; le cours des fonds, ceci est reconnu, le cours, tel qu'il est chaque jour annoncé, n'est plus qu'une fiction.

La Banque publiait un compte rendu hebdomadaire; ce compte rendu apportait une lumière douloureuse sur l'état du commerce et de l'industrie; Bonaparte ordonne qu'il ne sera publié que tous les *six mois!*

C'est encore ainsi que les ordonnancements de dépenses ne sont plus insérées au *Moniteur*; elles figurent seulement au *Bulletin des lois*, que personne ne lit.

Bonaparte est un homme qui, pour donner confiance à des gens qui voyagent dans un souterrain, ordonnerait d'éteindre les flambeaux; pour vous rassurer il vous plonge dans les ténèbres. Casse-cou! doutez-vous que ce régime ne nous mène droit à une catastrophe?

On parle d'une proclamation de l'Empire pour le 20 mars, ou au plus tard pour le 15 août, et il faut y croire. Nous aurons un empereur. Alors, naturellement, les attributions de l'homme seront augmentées; celles des corps constitués amoindries. Nul, si ce n'est M. Bonaparte, ne pourra penser, parler, agir. Nous reverrons les miracles du despotisme impérial, sous lequel la manie d'attirer à l'empereur toutes les affaires, faisait périlcliter les communes et les départements. C'est une chose qu'on a oubliée à travers le bruit des campagnes et des invasions, mais qui est vraie. Quand Napoléon faisait tout, il ne se faisait rien! On mourait. Il se tirait d'embarras par la guerre, le charlatan, et datait de Moscou un décret sur les théâtres; mais s'il eût été réduit à l'inaction, il n'eût pas résisté deux ans à l'opinion.

Au lieu de lire les bavardages des journalistes et leurs insipides commentaires, au lieu de vous abuser vous-même par la contemplation d'un despotisme que vous supposez logique en lui-même, et par conséquent capable de durée; regardez aux actes, comparez-les

entre eux, analysez tout, et vous verrez bientôt que la *contradiction* est partout, la contradiction, c'est-à-dire le néant, la mort, l'impossible. Est-ce que les anciens despotismes, celui de Louis XIV, par exemple, de Nicolas lui-même, présentent rien de pareil ! Le despotisme de Nicolas est fondé, quoique vous en disiez, sur un état moral et intellectuel du peuple, qui équivaut à un *consentement*. Il y a accord entre le tsar et son peuple, entre le pouvoir de l'un et les institutions de l'autre ; comme il y avait accord, au 20 décembre dernier, sur la question de dictature, entre la pensée des masses françaises et l'ambition de L. Bonaparte.

Mais voici où commence pour nous la différence d'avec la Russie. La France, égarée par ses terreurs, ses conspirations, ses besoins, ses tendances, ses souvenirs, voulait bien, en décembre, un pouvoir fort, un despotisme ; mais ce despotisme est inconciliable avec ses mœurs, ses lois, ses institutions ; inconciliable avec les intentions mal dégagées de ceux-là même qui le voulaient ; et, pour se soutenir, ce despotisme est forcé de mentir, de vivre d'éclectisme et de contradiction !

Et vous croyez que cela puisse durer !...

Non, non. Je vous dis, moi, que le branle-bas a sonné au 2 décembre ; que la France, à moitié folle, en se jetant dans les bras de L. Bonaparte, et l'Europe stupide, en y applaudissant, ont ouvert toute large et béante la cataracte des révolutions.

Il est possible que pendant un an, deux ans, la France reste immobile sous le châtement ; cela même entre dans les nécessités de la crise, mais il faut que, tôt ou tard le volcan éclate comme une bombe chargée de poudre et hermétiquement fermée que vous jetteriez dans un brasier.

Il est donc possible, pour en revenir à nous-mêmes, que bien loin que nous puissions, d'ici à deux ans, vous ravoir à Paris, je sois moi-même expulsé à ma sortie de prison. L'éclectisme révolutionnaire de Bonaparte peut produire ce résultat tout aussi bien que le résultat contraire. Dans ce cas, mon parti sera bientôt pris; le décret d'expulsion me trouvera prêt, et je n'ai nulle appréhension de la nostalgie.

Mais, céder quand rien ne m'y force, donner à mon tour le signal de la déhâcle, fuir de Paris quand les destinées du monde s'y jouent; abandonner le poste quand l'heure de la crise approche! Vous ne me ferez jamais entrer dans la tête une pareille résolution.

J'ai été témoin, dans ma vie, d'une situation tout à fait pareille.

L'année 1825 fut la fameuse année des missions. Elle fut suivie du jubilé général. J'avais seize ans. Toute la France, entraînée par les missionnaires, se confessa; communia (votre serviteur excepté), devint cagote, jésuite, marguillière, fit acte, en un mot, de contre-révolution. A cette époque, Rousseau, Voltaire, étaient maudits; les jeunes gens portaient des scapulaires, les jeunes filles étaient toutes embrigadées sous les drapeaux de la Vierge; le testament de Louis XVI était appendu dans les ménages: c'était une adoration universelle du bon Dieu, des prêtres, du roi, des princes; les libéraux n'avaient pas raison.

Cette recrudescence de dévotion, de piété, de royalisme, dura jusqu'en 1829. J'avais été témoin de la ferveur, je le fus du relâchement. Le spectacle ne fut pas moins curieux. Les jeunes hommes cessèrent d'aller à Naples, et se mirent à chanter Béranger; les jeunes filles renoncèrent au chœur de chant, et recherchèrent

Lapéra, les pères et mères faisaient de l'impunité d'un assez mauvais aloi; bref, J'AI VU, en 1830, nos hommes bourgeois, qui avaient porté sur leurs épaules chrétiennes la croix de mission, travestis en gardes nationaux, aller démolir cette croix, cogner les prêtres et chanter la *Marseillaise*.

Mon cher ami, vous ne connaissez rien à nos Welches. Depuis dix ou douze ans, on est parvenu à les émouvoir, la postérité le croira-t-elle? en faveur de l'autorité, de la religion, du capital, et de tout ce qui s'en suit. Bien mieux, cela s'est fait au nom d'un je ne sais quel philosophisme qui a produit la même illusion, de 48 à 52, que celle qu'avait produite, de 1815 à 1825, le romantisme de Châteaubriand, Lamennais, et de Mûistre. Cela s'en ira, comme cela est venu; je vous le jure par mes entrailles de Gaulois.

Occupons-nous donc sérieusement de nous rallier tous, le plus tôt que nous pourrons, à Paris; c'est là que je vous donne rendez-vous. Et où voulez-vous donc que j'aille? Ne suis-je pas à l'index de Rome, de Londres, de toute la chréienté. Le pieux Mazzini n'a-t-il pas, tout récemment, à l'exemple de Montalembert, fulminé contre moi? Les *rouges* ne m'accusent-ils pas, entre tous, d'avoir révélé les conséquences de la Révolution?... Despotisme pour despotisme, hypocrisie pour hypocrisie, je préfère Paris à Londres, à New-York et à Berlin. Mes deux filles ne sont pas baptisées: êtes-vous bien sûr que dans cette libre Angleterre, dans cette insolente Amérique, dans cette raisonneuse Allemagne, je ne fusse pas, pour ce seul fait, lapidé?...

Je ne remue point, je ne cède qu'à la force. Tablez là-dessus.

Mes amitiés à H***; et à vous un baiser sur la joue droite, une tape sur l'autre.

Votre

P.-J. PROUDHON.

P.-S. L'affaire de la *Biographie* dont on vous a parlé se poursuit; mais j'ai lieu de croire qu'elle passera en d'autres mains, ce qui ne me déplaît point. — Nous ruminons le projet d'une *Revue*, ce qui m'irait mieux. Du reste, j'ai du travail par-dessus les yeux.

Paris, le 13 mars 1852.

Sainte-Pélagie, 13 mars 1852.

Monsieur, j'ai reçu toutes vos lettres. J'ai suivi attentivement la direction de vos idées, et j'ai le regret de vous dire aujourd'hui que nous nous entendons de moins en moins. Il sera donc bien que vous cessiez une correspondance désormais sans objet, car je suis résolu à ne point répondre à l'appel de votre polémique.

Monsieur, j'ai reçu toutes vos lettres.

J'ai suivi attentivement la direction de vos idées, et j'ai le regret de vous dire aujourd'hui que nous nous entendons de moins en moins. Il sera donc bien que vous cessiez une correspondance désormais sans objet, car je suis résolu à ne point répondre à l'appel de votre polémique.

J'ai cru comprendre, je crois avoir encore compris, que dans l'état où en est votre pratique échangiste, vous étiez en voie de réaliser une partie de ce que j'espérai faire moi-même par la *Banque du Peuple*; je vous en ai félicité sincèrement, et vous en ai témoigné mon plaisir.

Aujourd'hui, je m'aperçois que vos vues se restreignent de plus en plus au succès *matériel* de votre établissement, et que vous n'êtes pas loin de dédaigner ce pourquoi les gens de cœur ont de tout temps combattu qui domine tout le reste, et hors de quoi le reste n'est qu'ignominie : la *liberté*.

Déjà, lors de la visite que j'ai eu l'honneur de vous faire, je vous avais trouvé singulièrement complaisant,

admirateur même des choses qui nous affectent et nous blessent le plus, nous autres démocrates; peu s'en fallait que vous n'insultassiez au malheur de ceux qui, avant le boire et le manger, font passer le respect d'eux-mêmes et l'honneur de leur pays.

Vos façons de penser seraient parfaitement reçues à Vienne, à Pétersbourg, à Rome; par cela même, elles me déplaisent infiniment...

Faites donc de l'échange, encaissez des différences, conduisez bien votre boutique, devenez riche ou autre chose, vous n'êtes pas mon homme. C'est vrai: je suis fétichiste de la liberté, il y a quarante ans de cela. Et je vous déclare qu'il faudrait autre chose que du jargon phalanstérien ou des pasquinades évangéliques pour changer mes sentiments.

Je ne doute point que le commissaire de police ne vous soit favorable; vous avez ce qu'il faut pour mériter la bienveillance du pouvoir actuel. Afin de pouvoir, à votre aise, produire de la richesse, vous crachez sur la liberté publique et individuelle; moi, je suis de ceux qui ne voient dans la richesse que le matérialisme de la liberté, son premier terme, son plus bas échelon, et j'ai la manie de le dire. Je ne vous crois pas assez ignorant pour nier (*in petto*) que ces deux termes, *Richesse* et *Liberté*, sont corrélatifs et inséparables, mais devant les hommes vous affectez de le penser et vous le dites; ce que je trouve, quant à moi, aussi peu courageux que peu digne.

Je ne relèverai point les petites épigrammes que vous ne cessez de lancer contre mes théories, que vous connaissez peu, et contre la Banque du Peuple, qui n'a été fermée que par suite de ma condamnation; ces épigrammes ne me toucheraient guère, si nos senti-

ments étaient à l'unisson; elles ne me sont de rien, dès que je vois jusqu'où vous pouvez descendre.

Réussissez, c'est mon plus violent désir. Apprenez au peuple, par l'échange direct et gratuit, à se passer de l'intermédiaire de la monnaie, à trouver dans le travail le capital. Apprenez-lui, en un mot, à se procurer le bien-être matériel. Un autre se chargera de tirer la conséquence et d'apprendre au même peuple comment, avec le bien-être matériel, on se débarrasse des tyrans et des charlatans; les fleurs les plus belles ne naissent, après tout, que dans la boue et le fumier.

Je vous serai obligé, monsieur M***, de mettre fin à votre correspondance; vous manquez pour conférer avec moi, d'un sens indispensable, le sens libéral, et je regrette que vous m'ayez à ce point méconnu.

Je vous salue sincèrement.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 17 mars 1852.

AU CITOYEN GÉNICOT

Citoyen Génicot, si vous m'avez lu, vous savez que l'économie politique n'existe pas. Il y a des matériaux déjà nombreux de cette science; quant à la science elle-même elle est à faire. Tout ce que j'ai publié de controverse depuis quatorze ans, n'a d'autre but que de rechercher les principes, la méthode, etc., de la science économique. Je crois avoir enfin découvert quelque chose, et je m'occupe en ce moment de rédiger le premier essai de construction régulière.

Vous pouvez, en attendant, lire J.-B. Say. *Cours complet*, 6 vol. ou *Traité* (2 vol.) *d'économie politique*. J.-B. Say contient tout ce qu'on a dit de plus scientifique dans la matière. Le reste n'est que phrases, compte-rendus, érudition historique ou paralogismes.

Vous ne trouverez en Say ni méthode, ni dialectique, ni définition, pas même un axiome; rien, en un mot, de ce qui constitue *démonstration, évidence, certitude, science*. Mais il vous en restera esqi, que dans ce fatras, il y a une science, et si vous prenez goût à la chose, vous ferez comme moi, vous vous exercerez à la faire.

Je vous salue sincèrement.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Affranchissez.

Sainte-Pélagie, 18 mars 1852.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, sur vos deux premières questions, vous pouvez consulter l'ouvrage de Bastiat, intitulé : *Cobden et la Ligue*, et aussi ses *Sophismes économiques*; la collection du *Journal des Économistes*, dont vous trouverez chez moi une partie, celle du *Libre échange*, dont il doit me rester aussi quelques numéros conservés *ad hoc*; enfin, le *Moniteur industriel*, dont il faudra vous procurer l'adresse, et qui doit se publier toujours.

Un des fondateurs ou rédacteurs principaux de ce journal est, si j'ai bonne mémoire, M. Odier, celui dont Cavaignac a épousé la fille. M. Odier est anti-libre-échangiste; il avait été question, avant 48, de me faire travailler dans le *Moniteur industriel* contre les libres-échangistes. Je crois que là et avec les sources que je vous indique, vous découvrirez ce qui vous est nécessaire.

Au surplus, parcourez le catalogue de Guillaumin.

Dans votre travail, vous devrez établir fortement ce principe, que le principe protectionniste, soit celui de la liberté du commerce international, est essentiellement

lié à celui de l'intérêt des capitaux et, par là, intéresse directement le travail même.

En sorte que, aujourd'hui, toute réduction du taux de l'intérêt, toute amélioration dans le régime hypothécaire doit avoir pour conséquence une réduction dans le droit de douane et *vice versa*.

Établir subitement en France le régime de liberté, ce ne serait peut-être pas anéantir le travail *dans le pays*, mais ce serait à coup sûr le faire passer sous la domination de capitaux étrangers et par conséquent le *dénationaliser*.

Voilà en gros le principe : *Libre-échange* et *Crédit gratuit* sont termes synonymes. Soutenir l'un contradictoirement à l'autre, c'est le comble de l'imbécillité. Car, encore une fois, si en décrétant le libre échange vous ne décrétez pas en même temps la réduction de l'intérêt à un taux inférieur à celui de tous les pays, le capital étranger, plus abondant, par conséquent à plus bas prix, supplantera le nôtre, et vous ne serez plus, Français, que des salariés de l'Angleterre.

Telle est la tactique que suit l'Angleterre depuis déjà deux siècles.

Comme on le lui a dit, elle a pratiqué le régime protecteur tant qu'elle n'a pas été la plus forte; depuis, ce régime a été pour elle un brevet périmé; son intérêt, par suite de l'abondance même de ses capitaux, fruit de la protection chez elle et de la liberté chez les autres, est devenu l'inverse de ce qu'il était au commencement.

La loi sur les céréales a été une conséquence de cette situation; elle a passé le jour où l'intérêt propriétaire a été trouvé inférieur à l'intérêt industriel; si la protection agricole vaut à l'Angleterre 100, et que la liberté mercantile produise 150 ou 300, il est clair qu'au point

de vue sociale, le sacrifice du produit net territorial au produit net industriel donnant un avantage aussi énorme, la révolution aura lieu.

Or, l'Angleterre, pays de liberté parlementaire, bien que cette liberté soit entravée par mille corruptions, ne pouvait manquer d'arriver à ce résultat maintenant irrévocable.

Voilà tout le mystère de la fameuse ligue de Cobden et de l'évolution anglaise.

Il y a deux époques dans l'histoire du commerce anglais :

1° D'abord régime protectionniste sévère; en même temps, *actes de navigation* et traités de compagnies avec le Portugal, l'Espagne, la France, etc, dont l'effet est de garantir à l'Angleterre la majeure partie du marché; de faire pencher en sa faveur, chaque année, la balance, c'est-à-dire de lui donner un solde considérable en numéraire; par conséquent, d'augmenter son CAPITAL (revoir la définition que j'ai donnée à Bastiat, du capital, dans notre controverse), et avec le capital, d'augmenter par toute l'Europe son influence politique, industrielle, hypothécaire, etc.

2° Arrivée à ce point, l'Angleterre n'a plus rien à craindre de la concurrence étrangère. Partout l'infériorité du capital ne lui laisse aucun concurrent sérieux. La cuirasse protectionniste ne lui sert que d'embarras contre un adversaire qui n'a plus de cartouches. Bien mieux, une partie de ses propres capitaux étant engagés dans les opérations industrielles des autres pays, elle se murait à elle-même en n'élargissant pas la grande route qui lui assure la domination du monde. Le moment est donc venu pour elle, de se faire, de tous les peuples, des armées de mercenaires, dont le travail

ne bénéficie plus qu'à ses capitalistes ; et, par suite, de faire jouir l'Angleterre de ce qu'il y a de meilleur dans la production naturelle de chaque pays.

C'est ainsi que, tandis qu'en France une grande partie du peuple ne mange jamais de pain de blé, n'use point de viande, ne boit pas de vin, une partie des céréales, de la viande, des œufs, des fruits, légumes, du vin, de l'huile, défile vers l'Angleterre. Et comme nous ne sommes pas plus forts sur la protection que sur la liberté, attendu que nous ne sommes en tout que des badauds et des ganaches, la douane n'a garde de mettre un droit sur les subsistances destinées à l'exportation ; elle s'applaudit, au contraire, de ce commerce qui ajoute à la force de l'Angleterre.

Concluez, en exhortant L. Bonaparte à mettre la dernière main à son œuvre, par une forte réduction du taux légal de l'intérêt, accompagnée d'une prorogation des échéances hypothécaires ; de manière que les capitaux anglais subissant la loi commune, nous ne leur paierions pas, en intérêts ou dividendes, plus de 2 à 3 p. 100.

Apprenez-lui à chercher le bon marché des denrées et marchandises dans la réduction des taxes, sinécures, prélibations, commissions, etc., qui grèvent le prix de revient de tous nos produits.

Quant à la douane, sur cent articles, il y en a soixante-quinze qui ne figurent que pour donner du travail aux douaniers et qu'on peut radier *instantiquo* ; le reste doit être traité avec prudence d'après les principes ci-dessus.

Et mordez les libres échangistes, les anglophiles, jusqu'au sang. Ne craignez pas, à cet égard, de réveiller le vieux chauvinisme français, anti-anglais, et

de piquer d'honneur le Président de la République.
Qu'il nous délivre de l'anglomanie et des dynasties, ce
sera toujours autant.

Je vous serre la main et vous souhaite bonne réussite.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 19 mars 1852.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, il m'a fallu du temps pour faire l'acte de désistement que vous me demandiez, et c'est ce qui a tant retardé ma réponse. D'abord, j'ai été chez le notaire qui a voulu avoir des indications précises sur les immeubles. Donc il a fallu récrire à mon frère; attendre, retourner chez le notaire. Enfin, l'acte est fait et entre les mains de mon frère. Je croyais que celui-ci irait incessamment vous voir et vous porter mes compliments.

Faites pour lui ce qu'il vous demandera et pour vous ce que vous pourrez. C'est tout ce que j'ai à vous dire. Je m'estimerai heureux si, avec ce qui nous reste au Petit-Battant et ce qui me revient à Lantenne, il pouvait enfin parvenir au remboursement des héritiers Renaud. Mais les immeubles sont toujours de toutes les marchandises celle qui se vend le moins; aussi mes propriétés ne cessent-elles depuis quatre ans d'aggraver mes dettes. Plaisanterie à part, je puis bien dire que *ma propriété me vole!*

Je suis libre dans deux mois et demi; j'ai du travail par-dessus les yeux et j'ai lieu de croire que, malgré la rigueur du temps pour les écrivains de ma couleur, je parviendrai à me refaire une existence. Heureusement

pour moi que je sais quelque chose et ne suis pas un simple blagueur de démocrate.

Vous voyez aussi que le gouvernement du Deux-Décembre, tout en ne cessant de déclamer contre les socialistes, suit peu à peu leurs idées, tant une idée vraie a de puissance; c'est par la réduction progressive de toutes les charges qui pèsent sur la production, depuis l'intérêt de la Banque et de la Rente, jusqu'à celui des hypothèques, depuis l'impôt direct jusqu'à l'octroi, que l'on arrivera à relever en France le travail et les affaires; vous verrez que Louis Bonaparte, pour avoir fait la dixième partie de ce que je propose, sera le sauveur de la société, tandis que je suis et resterai un monstre exécrable...

Mais qui sait si cette politique du gouvernement ne m'offrira pas quelque moyen de me raccrocher plus fortement que jamais et de me refaire une position à la fois politique, scientifique et industrielle? Je veillerai au grain, bien résolu, dès que je pourrai accorder mon intérêt avec mes principes, à donner à ma fortune, un peu plus d'attention que je n'ai fait jusqu'ici.

Merci des nouvelles que vous me donnez de L*** et d'O***. Ce qui me fait croire que les préfets actuels ne sont pas si bonapartistes qu'ils en ont l'air, c'est leur façon d'agir vis-à-vis des républicains. L'intérêt du Président était de suivre à leur égard une marche diamétralement opposée; les agents qui le servent, après l'avoir ruiné dans l'opinion populaire, n'auront pas de peine à le laisser choir; alors ils seront tout placés pour recevoir Chambord ou d'Orléans.

Mes salutations à ces dames.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON

Sainte-Pélagie, 10 mars 1832.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je me hâte de répondre à votre dernière, afin de ne pas vous laisser nourrir des espérances inutiles. Les dernières élections ont amené une recrudescence de persécution ; un Normand sur lequel nous fondions quelque espoir, a été l'objet d'un *mandat* d'arrêt et a dû passer à l'étranger. Un autre de nos amis, Langlois, a vu ses revenus rognés par le décret de conversion, et n'est plus du tout disposé à rien faire. Les bailleurs de fonds se sont ainsi évanouis.

Quant au plan que vous indiquez, soit qu'il consiste à faire simplement l'avance aux frères Garnier d'une partie des frais de rédaction, eux restant néanmoins débiteurs de cette avance, soit que l'on considère cette avance comme la *mise de fonds* des écrivains, laquelle ne leur rentrerait qu'après liquidation, ce plan, dis-je, est également inexécutable. Dans le premier cas, les frères Garnier n'accepteront aucunement ; dans le second, ils refuseront encore, et moi aussi.

Ils refuseront, s'ils doivent être débités du montant des retenues, parce qu'en aucun cas ils ne veulent prendre la charge entière de l'entreprise. Ils refuseront

encore, si ces retenues sont réputées *mise de fonds* ; parce qu'alors le point essentiel de leur spéculation leur échappe, qui est la chance, avec une première mise de 100,000 francs, de n'avoir *peut-être* eux-mêmes rien à avancer du tout. Enfin, dans ce dernier cas, je ne voudrais pas être chargé du travail, parce que je ne crois pas possible de faire un volume de quarante feuilles grand in-8° (640 pages, 1,280 colonnes) pour 4,000 francs, ce qui reviendrait au plus aux écrivains à 75 francs la feuille.

De toute façon, mon cher ami, il faut renoncer à cela. La démocratie est ruinée, archi-ruinée ; tous les citoyens jouissant de quelque fortune sont internés, expulsés ou déportés. Ce n'est pas de dix ans que nous nous relèverons de ce coup.

Une personne de l'Élysée évaluait naguère à cent cinquante mille le nombre des arrestations depuis le 2 décembre. Le département des Basses-Alpes est à moitié dépeuplé ; le Var, la Nièvre saccagés. Enfin, je ne crois pas que de longtemps nous marchions sur un terrain solide ; toujours de nouveaux décrets, ordonnances, circulaires, etc., viennent changer la situation des choses ; il n'y a nulle sécurité à rien entreprendre. *Il faut ou périr ou changer de tactique.* A cet égard, voici ce que je pense :

Cette persécution acharnée, dépourvue d'intérêt, au moins pour les trois quarts, quant à ce qui touche le Président de la République, a éveillé mes réflexions, et je crois pouvoir affirmer qu'elle est en grande partie l'ouvrage des légitimistes, orléanistes, jésuites, financiers, etc., etc., de tout ce qui, en un mot, tenant peu à L. B., le haïssant même, exècre par-dessus tout la démocratie.

L'opiniâtreté de la *Gazette* à poursuivre la dynastie d'Orléans m'a fait voir que le parti Chambord, qui remplit le Corps législatif, se met en mesure de s'assurer la succession ; une partie de l'orléanisme, représenté par les *Débats* et l'*Assemblée nationale*, manœuvre absolument de même. L. B. n'est entouré que de ce monde-là, à tel point qu'aujourd'hui même notre inspecteur Bésuchet, que vous connaissez, vigoureusement interpellé par moi, s'en plaignait amèrement. Il avouait que le camp élyséen était plein d'ennemis. C'est de là que vient cet éclectisme baroque qui signale la politique de L. B. et qui le compromet de plus en plus. Entre nous, il faut avouer que s'il eût suivi ses inclinations, tout en fortifiant son despotisme, il eût mieux servi ses intérêts. Ce sont les vieux partis, les mêmes qui ont juré par la République, et qui aujourd'hui jurent par le génie de César, qui l'arrêtent à chaque pas. Il pouvait, après le 2 Décembre, enlever la Belgique ; les puissances eussent laissé faire ! Aujourd'hui, la diplomatie a fait son œuvre ; l'Angleterre, la Prusse et la Russie ont garanti l'intégrité de ce territoire !... Sans les remontrances, il eût peut-être réduit le 5 à 4 au lieu de 4 1/2, aboli l'octroi, etc., etc. La prudence de ses conseils le retient sur tout. En même temps, on flatte sa vanité impériale ; on pousse tant qu'on peut au despotisme. Le complot contre la démocratie se continue donc, après comme avant Décembre, entre les mêmes coalisés, quitte ensuite à s'enlever la marotte, le trône !...

Voilà, au vrai, la situation. On appuie Bonaparte, parce qu'on veut succéder à Bonaparte. C'est un héritage que l'on protège en le servant lui-même, et lui jurant fidélité. Que nous sommes loin de toutes ces

roueries, nous autres démoc soc!... Aussi, nous n'arriverons jamais à rien, si nous ne devenons un peu maquignons.

On parle d'une prochaine, très-prochaine proclamation d'Empire, où tout se passera *comme sous l'Empire. Comme sous l'Empire!* Vous savez que c'est le mot d'ordre universel. En ce moment, on travaille au manteau impérial; une commission a été nommée pour faire attacher audit manteau les gemmes du garde-meuble. Puisqu'après tout l'Empire est le dénouement obligé et qu'il faut en passer par là, qu'on se dépêche et qu'on n'en parle plus. Je ne pense point être banni; je pense au contraire, et très-sérieusement, travailler à la *Revue* que va fonder Bocage. Comme j'ai quelque raison de croire qu'on me voit d'un œil assez favorable à l'Élysée, je me propose de faire diversion, en tombant tout à coup à bras raccourcis sur ces bons orléanistes, légitimistes] et jésuites, qui poussent comme champignons autour de Bonaparte. Je sais que cela ne sera point mal vu en haut lieu; et puis, je me propose de le dire tout haut, comme je l'ai dit à Bésuchet: *Après Bonaparte, vive la République!* Je veux, moi aussi, au nom de la démocratie, me poser en *héritier*; qu'en dites-vous? J'ai là-dessus encore plus d'un bon tour dans mon sac; j'attends ma mise en liberté.

Non, je ne serai pas expulsé; en voici encore d'autres raisons: il y a quatre jours, le *Constitutionnel*, publiant des extraits de lettres de moi, saisies après le 2 Décembre chez un ami, lettres où j'avais trop bien prévu les résultats de notre tentative républicaine, me faisait des prévenances; puis j'ai su par le directeur d'ici qu'on avait pensé à bannir plusieurs des *condamnés politiques*, antérieurement au 2 Décembre, mais qu'on avait été

arrêté par la considération que les bannir était aggraver leur peine, ce qui était impossible, et que les gracier pour les bannir ensuite eût été odieux. C'est ainsi que le despotisme, après avoir traîné une Constitution dans le sang, est arrêté par une forme de procédure ; il remplit un câble, et il est entraîné par un fil !... Quant à moi, je me trouverai protégé par le régime légal lorsque je sortirai de prison ; on ne pourra pas agir contre moi dictatorialement ; il faudra une condamnation ; je resterai donc.

Eh bien ! mon cher ami, c'est sur ces données que je compte relever d'ici à deux ou trois mois le drapeau de la République sociale, ni plus ni moins. L'occasion est magnifique ; le succès presque certain. Bonaparte une fois empereur, je me mets à raisonner sur le fait accompli (ni pour, ni contre) ; je discute sa mission, et je le pousse rationnellement à toutes les entreprises révolutionnaires qui, dans la donnée, doivent augmenter sans doute sa popularité ; mais aussi faire avancer la démocratie, le brouiller avec les vieux partis et le compromettre. Je sais qu'on glosera ; mais le peuple ne lit rien, et j'ai appris à tout braver, en fait de calomnies, quand il s'agit du but. D'après un *on-dit*, le Président aurait déjà voulu plusieurs fois me mander, et Bésuchet m'a presque confirmé ce bruit. Si peu qu'il y ait de vrai, je vous jure d'en tirer bon parti, et il y aura bien du mal, pour peu que l'homme soit en veine, si nous n'en faisons le saint Jean-Baptiste d'une nouvelle Messiaïde.

Faire de la politique, c'est se laver les mains dans la crotte !... Ce que j'apprends chaque jour de l'avidité des courtisans, de la lâcheté des gens en place, de la perversité du clergé, la bassesse de la magistrature, est à

donner la rage. Et nous ne tenterions rien ! Et pas un de nous n'osera se lancer dans ce cloaque ! Mon cher Marc, j'ai quarante-quatre ans de pauvreté, d'abstinence et de travail ; je n'ai besoin ni de chevaux, ni de mattresses, ni de luxe, ni de bonne chère ; je suis indigné jusqu'à la fièvre, et je veux irrévocablement ce que je veux ! Augurez du reste.

Je ne vous dis, à vous, que cela !... Vous reviendrez sous peu, ou j'y crèverai.

Serrement de main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Je ne répondrai pas à Mazzini. Cela ne se peut faire utilement qu'en reprenant position et donnant une meilleure attitude au parti révolutionnaire, et j'attendrai pour cela la *Revue* de Bocage. A défaut, je ferai une brochure. Mazzini, Kossuth, Darasz et L. R., quatre hommes perdus ! Qu'on les pleure et qu'on les oublie. Les décrets financiers du Président ne sont qu'un commencement d'engrenage, d'un effet presque insensible, mais d'une signification qui saisit déjà les esprits. Somme toute, cela le consolide, mais *l'oblige*. Aussi vous redirai-je que tout notre rôle en ce moment doit être de lui creuser un fossé. Marche ! marche !

Sainte-Pelagie, 21 mars 1852.

A M. LAURENT

Mon cher professeur, je n'ai reçu qu'aujourd'hui 27 mars votre lettre datée des bords de la Méditerranée, 15 février. Comme je ne voudrais vous laisser croire ni à ma négligence, ni à mon indifférence, je m'empresse d'y faire réponse.

Hélas! mon cher ami, il n'y a en fait de solution à toutes les contradictions que soulève le suffrage universel que le temps et l'expérience!... Le temps, c'est-à-dire provisoirement le triomphe du crime, de l'assassinat, du parjure, du fanatisme; l'expérience, c'est-à-dire les douleurs, la misère, le désespoir, le dégoût de la vie et de l'humanité: c'est quand l'immense multitude à force d'oppression et d'avaries vient à se réunir en un même sentiment, en un seul intérêt, quand elle a été poussée à bout, que tout espoir d'adoucissement lui est ôté, c'est alors que la conscience universelle fait explosion et qu'un pas dans la justice peut être accompli. Mais bientôt cette masse retombe ou se divise sur les conséquences de la révolution, et il faut des siècles de nouvelles expériences pour arriver à une formule supérieure qui ne s'épuisera elle-même que par des siècles.

Parfois un heureux racroc fait arriver à la tyrannie une honnête nature d'homme, une pensée utile et saine, un Turgot, un Malesherbes, alors, sans choc, un léger progrès s'effectue, bientôt refoulé par la coalition des vieux intérêts.

C'est l'espoir de faire des raccrocs dans la situation normale du gouvernement, d'entretenir dans le pouvoir une habitude de raison et de dévouement qui a créé l'opinion démocratique. On s'est dit que le peuple tout entier étant appelé à voter, les chefs de l'État ne pouvaient manquer d'être toujours les plus probes, les plus intelligents, les meilleurs. Et sur cette théorie décevante on s'est précipité dans le gouffre de l'initiative populaire. Alors on a pu se convaincre que la multitude, *la classe la plus nombreuse et la plus pauvre*, précisément parce qu'elle est pauvre, est aussi la plus rétrograde, et précisément parce qu'elle est la plus nombreuse créerait au mouvement une résistance invincible. En décembre 48 et en décembre 51, vous l'avez vu revenir à ses instincts naturels. Ces masses, qui en économie et en politique ne comprennent rien au delà du milliard de Barbès à prendre sur les riches, ne connaissent également en fait d'hommes que le bon Dieu et Napoléon, et c'est pour cela qu'aujourd'hui les prêtres nous gouvernent au nom du premier, et Louis Bonaparte au nom du second.

Ne me demandez donc pas, mon cher ami, comment je pense donner la capacité à qui ne l'a pas et résoudre toutes les antinomies que vous accumulez dans votre lettre. Quand j'ai fait mon dernier travail, de même que quand j'écrivais un article du *Peuple*, je raisonnais à la façon d'un mathématicien sur une hypothèse, et à l'aide des précautions oratoires.

« Le peuple éclairé fera, ordonnera, exigera telle chose, » cela veut dire que j'engage en mon propre et privé nom, en vertu de la connaissance que j'ai acquise, le peuple à faire cela et tous ceux qui ont action sur lui à le lui conseiller. La science sociale, à mon avis, n'a pas d'autre procédé de vulgarisation, d'autre manière de s'imposer que les autres sciences, et je m'étonne qu'après avoir lu ma critique du *gouvernement direct*, vous me reprochiez de tomber dans le même cercle vicieux. Au fond, tout en me tenant prêt à profiter de tous les racrocs politiques, je n'attends rien que d'une éducation progressive des masses, éducation qui s'est faite jusqu'ici bien péniblement, mais qu'il serait impossible de hâter et de rendre beaucoup plus fructueuse. Apprenons au peuple la loi du travail, les effets de l'échange, du crédit, les abus de l'autorité; apprenons-lui à former des traités de commerce, des sociétés de participation, de garantie, etc.; voilà la vraie révolution; tout le reste, je vous le répète, est racroc, mystification, ignominie.

Votre objection sur *le prix de revient* vient de ce que vous ne combinez pas, comme je l'ai fait, l'élément *concurrence* avec celui de *garantie de prix*, ce que j'ai appelé ailleurs arrêt de la valeur. Cette combinaison existe en ce que le prix de tout produit étant supposé d'abord à tel taux qu'on voudra, par la concurrence il devra baisser sans cesse, et par l'obligation réciproquement contractée de tous les producteurs de tenir leur prix ferme, sans pouvoir jamais le relayer arbitrairement, la valeur vraie de chaque chose est de plus en plus approximée. Deux mots de conversation à ce sujet vous convaincraient plus que dix pages d'écriture.

Vous voulez mon opinion sur la situation; elle est

simple. Mon opinion est que le forfait du 2 Décembre, si déplorable qu'il soit, est l'exacte et rigoureuse conséquence du courant d'idées qui, de février jusqu'à décembre 51, a prévalu dans notre pays. Tous les partis conspiraient, tous s'apprétaient à faire un coup d'État, tous appelaient la dictature. Le succès a été au plus audacieux ou au plus diligent, comme vous voudrez.

Ce qui s'en est suivi est identique, ou au moins équivalent à ce qui serait arrivé si au lieu de L. B. nous avions eu les rouges, les blancs ou les bleus ; il n'y a de différence dans la représentation que celle du caractère particulier des acteurs. Certes le 2 Décembre a fait tache à notre vertu, mais il fait honneur à notre logique. Le peuple français s'est comporté de point en point d'après les pures maximes du parti dit *révolutionnaire*, qui, au fond, se trouvait parfaitement d'accord avec les absolutistes.

Maintenant L. B. me paraît se tromper radicalement sur le sens de sa victoire et sur ses vrais intérêts. Son entourage, ses courtisans, disons ses exploités, pour conserver le suffrage des honnêtes gens se sont hâtés de donner à son usurpation une couleur conservatrice qui le place dans un mensonge perpétuel ; au fond, L. B. n'a pour lui que les masses ignorantes, précisément celles qu'il s'agit de socialiser, et il se jette dans le légitimisme, l'orléanisme, la prêtraille, tout ce que le peuple a appris à haïr, ce qu'il haït d'autant plus qu'il admire davantage l'empereur, et ce dont il faudrait le débarrasser. De là une politique de parenté, un électionisme perpétuel, une voltige du césarisme au démocratisme, de la révolution à la contre-révolution, etc. A l'heure où je vous parle, le légitimisme ouvre la succession de L. B., personne ne croit à sa perpétuité, ni

même à sa longue durée; quant à la République, elle meurt de faim et de misère à l'étranger. Entre temps, l'idée révolutionnaire avance toujours; les quelques essais de réforme du Président l'ont posée, incarnée dans les faits; elle existe, elle a obtenu commencement de réalisation. Par toutes ces causes, il est permis, ce me semble, de s'attendre à de nouveaux *accrocs* et *rac-crocs*; c'est dans cette vue que je gagne le plus d'avance qu'il m'est possible, et me prépare à donner à mes honorables contemporains de nouvelles leçons.

L'idée d'*échange direct* ou crédit gratuit se pose aussi et tend à se réaliser. D'une part il y a la *Réforme monétaire* dirigée par M. Esclée, lequel s'est associé M. Mazel, et a profondément modifié ses théories; de l'autre, divers individus s'appêtant à renouveler sous diverses formes la Banque du Peuple. Des décrets financiers du Président ont ravivé toutes les espérances à cet égard. Enfin, ça ira!...

Je sors le 4 juin. Je ne pense pas avoir à craindre le bannissement, attendu que dans deux jours nous serons au *régime légal*, et qu'on ne pourra rien sans jugement préalable. Du reste, j'ai lieu de croire que loin de me vouloir mal, on serait plutôt disposé à me favoriser.

Mes respects à M^{mo} L***. Dites-lui que j'ai deux petites filles, une de dix-sept, l'autre de deux mois, qui menacent d'être quelque jour gentilles.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, mars 1851.

A M. MAZZINI

Citoyen Mazzini, c'est donc chez vous une idée fixe de féuler le socialisme ! Ce n'est pas assez de la clameur qui depuis quatre mois, en France et par toute l'Europe, appelle l'extermination contre les révolutionnaires du siècle, il faut que vous y joigniez vos instructions pastorales et vos monitoires. Homme d'ordre, homme de gouvernement, homme de piété surtout, ex-dictateur, aspirant pontife, vous tenez à bien constater à la face du monde toute votre horreur pour les misérables qui ont osé tirer la conclusion dernière du mouvement philosophique et social, commencé depuis les croisades. C'est sur les ruines du socialisme que vous posez la première pierre de votre restauration. Et vous choisissez le moment où, de l'aveu de tout le monde, le socialisme est devenu le dernier mot de la Révolution où l'organe le plus véhément de la résistance pose avec vous le dilemme, *théocratie* ou *anarchie* ; où des milliers de citoyens qualifiés, à tort ou à raison, de socialistes, sont arrêtés, expulsés, internés, déportés à Cayenne et à Lambessa.

Cela est d'un profond politique et surtout d'un grand

cœur, citoyen Mazzini; je vous admire, je vous remercie. L'autre jour, par-devant un club honnête et modéré, joignant votre anathème à celui de votre concurrent Pie IX, vous m'appeliez publiquement le *Méphisophélès* de la démocratie. Vraiment, je serais indigne de cet honorable sobriquet, si je ne pouvais une fois, en manière de reconnaissance, vous dire que vous et vos pareils, vous en êtes... les pierrots.

Mais qui respecte aujourd'hui votre superbe faconde? Vous ne m'attaquez, chétif, que pour déshonorer en ma personne le vaste courant d'idées qui depuis quatre ans emporte le siècle, et par là la France elle-même. Qui, c'est à la France surtout que s'adressent vos mépris et vos sarcasmes, c'est elle que vous accusez partout de lâcheté, que vous notez d'infamie, que vous voulez mettre au pilori du genre humain. Il m'est doux, en répondant à vos provocations, de sentir que j'ai une cause plus noble que la mienne à défendre, que j'ai ma malheureuse patrie à venger des insultes de ses bâtards et des invectives de l'étranger.

Oh! je sais qu'en ce moment, ceux qui ne nous connaissent pas, qui ne jugent de nos affaires que d'après leurs institutions et leurs préjugés, je sais que ceux-là nous voient sous d'étranges couleurs. L'Anglais pudibond rougit avec une satisfaction mal déguisée de notre abaissement; l'Américain, insolent comme tout parvenu, nous crache à la figure; l'Allemand abstrait, le Hongrois féodal, nous déclarent morts et déchus; le Pape nous bénit; les rois absolutistes battent des mains et disent : *Nous les tenons!* Et puis, voici le citoyen Mazzini, alibéron pédagogue, qui frappe le lion muselé de son sabot italique!

Et pas un mot d'indignation, pas un désaveu n'a

éclaté au cœur de nos proscrits ! Le dépit de la défaite étouffe chez ces hommes de parti le rugissement du patriotisme. Seraient-ils à ce point cosmopolitanisés, indifférents à l'honneur du pays ? Oh ! si la honte est pour nous quelque part, elle est là : c'est qu'il y ait des enfants de la France qui rougissent devant ces éternels envieux d'être Français.

Mais au nom de qui ou de quoi, citoyen Mazzini, prenez-vous la parole à cette heure ? Lequel de vos vieux principes pouvez-vous invoquer qui ne vous accuse et ne se tourne contre vous ? A quel souverain, à quelle Église, à quel Dieu, vous, démocrate de l'ancienne école, vous chrétien, pensez-vous appeler de la victoire du Pape et de la défaillance des nations ? Vous invitez le socialisme à faire silence, à ne plus compromettre par ses imprudentes théories la cause de la liberté ? C'est à vous, homme *d'action* par excellence, à conduire l'entreprise de l'émancipation universelle ? Pour cela, vous demandez au peuple presque rien, de l'argent, de l'obéissance, de la foi !... juste ce que réclame de son côté notre Saint-Père ! En vérité, on vous croirait payé par la coalition des vieux intérêts pour fermer la Révolution et fournir, par vos manifestations stupides, des prétextes toujours renaissants à la persécution de décembre. Laissez-nous enfin, citoyen Mazzini : votre tâche, par vous si misérablement comprise, est terminée : vous êtes à charge à la Révolution.

Pour moi, que vous eussiez mieux fait de laisser en paix, ma position est telle que jamais écrivain n'en put souhaiter de meilleure pour parler à ses contemporains. L'animadversion que j'ai encourue de tous les partis en me condamnant à ne rien dire, rien faire qui ne soit la

pure expression de ma conscience, donne à ma parole une autorité dont la vôtre, mille fois plus grand fussiez-vous, n'approche pas. J'ai été, presque en même temps, mis à l'index par le Pape, dénoncé à la démocratie par M. Mazzini, à l'Académie par M. Montalembert, au Conservatoire par M. Charles Dupin. L'Assemblée constituante m'a répudié, le jury m'a condamné, la magistrature m'a frappé, la bourgeoisie me garde rancune; j'ai trop démerité de Louis-Napoléon Bonaparte pour que je sois en faveur auprès de son gouvernement, et l'an passé, à Paris et à Lyon, j'ai eu mon dernier livre brûlé, comme hérétique, par une délégation du prolétariat!

Et c'est moi, citoyen Mazzini, que vous rappelez à la discipline! Ou je me trompe fort, ou cette universelle contradiction que j'ai eu la chance si rare de soulever, si elle ne démontre que je suis fou, est un grave indice que jusqu'à ce moment je me suis tenu toujours près de la vérité. J'espère de plus en plus lui être fidèle, et puisque vos encycliques, citoyen Mazzini, m'offrent cette bonne fortune de répondre à la fois pour ma défense, pour le salut de la Révolution et pour l'honneur de mon pays, je regarderais comme une lâcheté de me taire davantage.

Je vous salue, citoyen Mazzini, fraternellement.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 26 avril 1832.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, il me semble que je vous ai écrit, il y a bien cinq ou six mois, et que vous avez promis de me répondre. Vos lettres sont plus rares que les *décrets*, et cependant il me semble que vous devez avoir plus de temps disponible, et surtout la tête plus fraîche qu'un Président de République.

D'aujourd'hui en trente-huit jours je serai mis en liberté. Croyez-vous que cela me touche fort? Par le régime qui court, avec l'immense besogne que j'ai et l'aisance que je me suis faite en prison, c'est à peine je vous jure si ce changement de position me cause une ombre de joie. Toutefois, je le prends au sérieux et me propose bien de ne pas *bayer aux corneilles*.

Je crois, sauf l'imprévu, qu'il n'y a rien à faire pour le quart d'heure, en politique. Girardin qui a essayé une rentrée sur la scène n'a pas réussi.

D'abord, il s'y est gauchement pris pour attirer les républicains à une transaction; puis les partis ne transigent pas. En troisième lieu, je doute que le gouvernement actuel étant renversé, le parti rouge le remplaçât. Nous aurions la monarchie constitutionnelle

restaurée par Chambord ou par le comte de Paris ; qui sait alors si la démocratie sociale ne serait pas encore plus maltraitée qu'elle ne l'a été depuis le 2 Décembre. Donc, *ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?* et je vous déclare que la liberté me revenant je ne suis pas d'humeur à redevenir le bouc émissaire de la Révolution.

J'ai assez de la *vile multitude* et des *démagogues*. C'est pour moi un aphorisme d'économie, — le 6^e de mon chapitre II, que la classe la *plus pauvre* (aujourd'hui encore la plus nombreuse), *est, par cela même qu'elle est la plus pauvre, la plus ingrate, la plus envieuse, la plus immorale et la plus lâche*.... Il y a longtemps que je le pense, il me semble que le moment est venu de le dire. Dans cette disposition d'esprit, je ne pourrais sans absurdité, au milieu d'un peuple qui ne sait que bêler : *Vive l'Empereur !* crier : *Vive la République*, et jouer à mes frais le jeu des amis de Londres. Il faut désormais prendre une autre tactique, et vous verrez plus tard si je suis homme de ressource!... Quant à présent, je me tiendrai coi et m'occuperai même, pour quelque temps, d'autre chose.

Un ami intime, de bon aloi, M. Penet, avec qui Mathey s'est rencontré à déjeuner, hôtel Coquillière, m'est venu voir l'autre jour ; nous avons fait une longue promenade, diné ensemble et beaucoup causé. M. Penet, il y a un an, différait de moi entièrement sur quelqu'un que vous nommera Mathey. Je l'ai trouvé complètement revenu, et maintenant nos vues comme nos consciences sont en parfait unisson.

M. Penet poursuit une grande affaire dans laquelle il désire m'entraîner, et s'il réussit, j'accepte... Je ne serais pas fâché de prouver une bonne fois à la canaille

d'en haut et à la canaille d'en bas que je suis capable d'autre chose que de faire un journal, et qu'un homme d'esprit qui veut prendre la peine de travailler, en fait cinquante fois plus qu'un mercenaire qui n'a que ses bras. Est-ce que, si j'avais enfin le pied à l'étrier, dix ans ne me suffiraient pas pour devenir *honnête homme*? Est-ce qu'il est déjà trop tard pour cela? Hâtez-vous donc, mon cher Guillemin, et comme dit Cassius à César, parlant de Brutus :

Jugez de nous par lui, jugez de lui par nous!

Il se pourrait donc qu'on se retrouvât sur un autre terrain que sur celui du *Peuple* et en meilleure compagnie que Vasbenter!

Hier, Verdeau est venu pour me voir; j'étais sorti. Il a dit à ma femme qu'il avait à me parler *chemins de fer*, une affaire sérieuse; je lui écris pour exprimer mes regrets et le prier de m'assigner rendez-vous. Je lui touche en même temps quelque chose de mes dispositions à me mêler aux choses *positives*. Je verrai ce qu'il me dira.

Je ne rencontre que des esprits ahuris, hébétés, crétinisés, qui nous tiennent des discours comme si nous n'étions pas à 1,000 lieues déjà du 30 novembre. Les uns prévoient le retour de Henri V, les autres une régence; quelques-uns ne désespèrent pas de reconstituer la sainte Montagne. Ils ne voient pas que la société est détraquée. Nous sommes pour le moment en catalepsie. Cela durera quelques années, plus ou moins, sauf l'imprévu, et finira comme toute chose par l'imprévu! Alors le coup d'État du 2 décembre, après avoir paru le plus grand des crimes, ne semblera plus dans la gravité des périls, l'immensité des besoins et l'urgence des faits, qu'une polissonnerie de collège. Faites donc de la politique de la veille, de la politique clas-

sique, du guizotisme, du robespierrisme devant une pareille perspective!...

Pour moi, autant je vois les esprits se brouiller, autant je me sens libre et à l'aise. Oui libre, car je ne suis l'esclave de rien au monde que de la nécessité naturelle; je ne suis asservi ni au prêtre, ni au magistrat, ni à l'homme d'épée; je ne suis lié à aucun parti, je n'obéis à aucun préjugé, je suis au-dessus du respect humain et de la popularité même. J'ai voulu rendre les autres libres comme moi; ils en ont conclu que j'avais de la liberté de reste, et ils m'ont mis en prison.

Qu'y ont-ils gagné? Rien. Qu'y ai-je perdu? Si je faisais la balance avec exactitude, je dirais encore rien. Je sais dix fois plus que je ne savais il y a trois ans, et dix fois mieux ce que je savais : je connais positivement ce que j'ai acquis, et vraiment je ne sais ce que j'ai perdu. Je n'ai à former d'autre vœu que de conserver la santé et de soutenir le travail : je ne crois pas même avoir à redouter le développement exagéré d'aucun de mes défauts. La situation présente, j'en connais les causes, j'en prévois la fin; loin de me déconcerter, elle rentre dans le cercle révolutionnaire que j'ai décrit; elle est un des mille cas possibles par lesquels le monde pouvait passer en allant à son but. Que vous dirai-je plus? La révolution du 2 Décembre me paraît tout aussi normale, historiquement parlant, que celle de 48, de 1830, 1815, 1814, 1799, 1794, 1792, 1789, etc. Le mouvement n'est pas régulier sans doute, ni direct, la tendance est constante. Ce qui se fait tour à tour par chaque gouvernement, au profit de la Révolution devient irrévocable; ce que l'on tente contre elle passe comme un nuage; je jouis de ce spectacle, dont je comprends chaque tableau, j'assiste à ces évolutions de la vie universelle, comme si j'en avais

reçu d'en haut l'explication ; ce qui écrase les autres, m'élève de plus en plus, m'exalte et me fortifie : comment voulez-vous que j'accuse le sort, que je me plaigne des hommes et que je les maudisse ? Le sort, je le nargue ; les hommes, ils sont trop ignares, trop asservis pour que je leur garde rancune. Et je suis si peu tourné à la mélancolie et au suicide, que je fais des enfants.... comme un philosophe !

On dit, mon cher Guillemain, que vous avez épousé une bonne fille : elle me pardonnera de vous parler ainsi d'elle, quand vous lui aurez dit que j'ai fait comme vous. Vous avez parfaitement fait, et mon estime pour vous s'en serait encore accru, si je n'avais su ce dont vous étiez capable. Le ménage a bien ses fadeurs et ses tracasseries, mais on y trouve, quand on veut bien, un fonds de volonté, d'indépendance, un aplomb, une certitude, une hauteur d'âme, que ne procure pas tout le célibat... C'est le secret des hommes, qui savent, non pas faire l'amour, non pas trouver une dot, mais se marier, ce qui est bien différent...

Notre génération est une génération de faux artistes, de méchants comédiens. Il n'en est pas un qui ne fasse son pastiche et, pour se rendre original, ne se travestisse en personnage de l'antiquité. L'un fait Robespierre à pied, l'autre Robespierre à cheval ; celui-ci est Babœuf, celui-là Marat ; nos prêtres, qui ont lu Châteaubriand et de Maistre, jouent au Grégoire VII, et feraient volontiers une petite croisade, — ils ont fait celle de Rome ; — il n'y a pas jusqu'à Louis Napoléon qui, au lieu de continuer son oncle, en reprenant la tradition juste à la veille de Waterloo (ce qui prouverait en lui un certain génie), ne veuille le recommencer en nous reportant à 1804 ! Puis, quand ils ont déclamé leur rôle, que la

pièce est finie, le rideau tombé, ils demandent une seconde représentation!... Vraiment, toute cette chair à révolution me semble encore au-dessous de celle qui nous fournit la côtelette et le beefsteack ?

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 13 mai 1862.

A M. BESLAY.

Monsieur Beslay, je profite de la visite de ma femme pour faire jeter à la boîte ce petit mot de remerciement.

Si j'ai bien compris votre intention d'hier, vous désiriez que nous dînassions ensemble, Lisbeth, ma femme, vous et moi. C'est dans ce but même que vous m'avez proposé la compagnie de votre excellente bonne. J'ai été touché de cette attention, et j'aime à croire que vous n'aurez attribué aucune malignité à la petite plaisanterie que je me suis permise à cette occasion.

Dites-donc à Lisbeth combien ma femme a été reconnaissante de ses bons soins, et, vous en particulier, recevez de nouveau mon serrement de main. J'aime à croire que vous me connaissez maintenant, comme il me semble que je vous devine. Je crois que nous pouvons nous entendre. Tenez-moi au courant de vos affaires policières, et quand l'occasion s'en présentera, ménagez-moi, soit une entrevue nouvelle, soit une entrée en relations avec messieurs Clarke et C^o. Peut-être puis-je leur rendre quelque service en ce qui concerne l'exploitation d'une voie suisse, et puis, je ne vous dissimule pas que, plus j'y pense, plus je me convaincs

que c'est sur le terrain des *affaires* seulement qu'il est désormais possible de procurer aux nations la liberté et le progrès.

Je ne m'engage pas encore, bien entendu, mais si je trouve des gens qui me comprennent, je ne serais pas fâché de montrer sur un théâtre un peu étendu ce que je puis faire comme pratique, travail et affaires.

Le vieux monde se détraque, mais le nouveau n'est pas né; nous sommes en pleine période chaotique.

A vous de cœur,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 13 mai 1852.

A M. DARIMON.

Mon cher Darimon, demandez à Mathey si Guillemin a reçu ma dernière lettre, et en cas d'affirmative, pourquoi il ne me répond pas?

Par le temps qui court, je tiens à être assuré de la remise de mes correspondances; il me faut donc, à tout le moins, un accusé de réception. -

J'ai, comme vous savez, sept à huit volumes de Languois; cette provision est suffisante, et je commence à sentir déjà que je n'apprends plus rien sur la Révolution, dans tous ces fatras.

J'ai lu ou parcouru déjà Vilate, Senart, Levasseur, Garat.

Tous me semblent assez véridiques, quant aux *faits* qu'ils ont vus, et dont ils déposent; mais généralement malheureux dans leurs explications, récriminations et polémiques.

Vilate déclame comme Robespierre; Senard est le plus curieux de tous, il a *vu, lu et entendu*: mais tout cela ne sort pas du comité de sûreté générale. Cependant c'est chez lui qu'on trouve le fait le plus grave

contre Robespierre, savoir, l'appui constant prêté à HÉRON : il faut voir cela.

Senart donne aussi le détail des divers plans de despotisme qui ont existé dans la Montagne, *Dictature, Triumvirat, Monarchie orléaniste* : c'est un chapitre de la plus haute importance. C'est là que se voit le mieux la démocratie en enfantement de tyrannie. Tout 93 et la terreur sont là. — Revoyez.

Relativement à Catherine Théot, je erois la chose plus grave que ne l'a fait Vilate, mais moindre cependant que ne l'a vue Senart, témoin oculaire et dénonciateur. Robespierre donnant à Gerle un certificat de civisme, ce qui ne lui arrivait pour personne, laisse voir qu'il comptait bien faire servir le bon Dieu et la superstition à ses fins. Le peuple en était là ! Tantôt la *châsse de Sainte-Geneviève* ; tantôt la *déesse Monoro*, tantôt *l'Être suprême*, tantôt la *mère de Dieu* ; cela ne finit pas. Faire ressortir toute cette DÉMOCRATAILLERIE.

Je voudrais un article sur le comité de *salut public*, un sur le *comité de sûreté générale*, et en évidence dans le récit la tendance universelle au gouvernement absolu, et l'absence complète de vrai républicanisme.

Levasseur n'est qu'un montagnard aveugle et entêté. Homme honnête et de bonne foi, il a rédigé le plus naïvement du monde des mémoires qui mettent le sceau à la condamnation des Jacobins et de la Terreur. C'est chez lui qu'on trouve toutes ces prétendues justifications de la Montagne concernant la Gironde proscrire, la Constitution de 93 bâclée et ajournée ; le gouvernement révolutionnaire, la France soi-disant sauvée par *l'énergie*, etc. ; Tout cela, dépouillé du prestige sophistique et oratoire, paraît d'un absurde et d'un bête à couper au poteau.

Les montagnards, dans la partie la plus pure et la plus estimable, n'étaient que des chauvins; le reste, des ambitieux atroces.

Garat est un bavard digne de mépris. Son éloge de Danton me le rend davantage suspect. Quoi ! Danton pleurait en 93 ses erreurs ! il voulait revenir à la vérité, à la loi, à la modération, à la vertu ! Il conspira pour arrêter l'effusion du sang (en faisant guillotiner les hébertistes, etc.), et c'est pour cette généreuse pensée qu'il périt par le tyran Robespierre ? Platitude.

Je suis moins satisfait des derniers volumes de Barrère que des premiers; je continue à penser que c'était un *bon enfant*, mais c'était un roué qui avait aussi au fin fond de son être une mauvaise veine.

En somme, la démocratie, grâce à l'expérience que nous en faisons, reste telle que je l'ai jugée, une pure contradiction. — Ni démocratie, ni démagogie; il faut dire *démophilie*, et partir de là.

A mesure que le *gouvernement direct* se pose, vous voyez arriver les individualités et types populaires; et chez les hommes au-dessus du peuple se développer les pires instincts. La démocratie de 93-94 a élevé, grandi, certains individus, *Babouf*, par exemple, Levasseur, Rulh et quelques autres. — Elle en a rabaisé d'autres, notamment Héraut de Séchelles et Robespierre.

Le sans-culottisme était la DÉPRESSION de la société; le contraire, par conséquent, de ce qu'il promettait. Plus on y regarde, plus on en demeure convaincu, et d'où vient cela ? De ce misérable sophisme de la *souveraineté du peuple*, appliquée littéralement par Rousseau et Robespierre.

La Révolution française est, j'ose le dire, comprise

et jugée. Tâchons que notre rapport soit tel qu'il fasse autorité et qu'on n'y revienne plus.

J'écris à Duchêne et Pilhes sur le même sujet qu'à Langlois. Pour les décider et amener de plus nombreuses adhésions, je me déciderai peut-être à publier ma brochure sur la situation.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 26 mai 1852.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, j'ai écrit à Guillemin, il y a plus d'un mois, une lettre dont je voudrais avoir un accusé de réception. Était-il encore à cette époque rue Neuve, 39 ? C'est là que j'ai adressé ma lettre. S'il ne l'a pas reçue, qu'il la réclame à la poste.

Vous savez que le projet de M. Verdeau se trouve ajourné de nouveau et indéfiniment. Mais pendant que l'un baisse, l'autre monte, comme les plateaux de la balance. Par l'entremise de Beslay, je me suis rencontré avec des Anglais, entrepreneurs d'un chemin de fer en Suisse; ces messieurs doivent me faire des propositions. D'autre part M. Penet, s'il réussit à former sa compagnie pour l'amodiation des canaux, se propose aussi de m'y introduire avec lui. Je suis décidé, si je trouve une place à ma convenance, à me réoccuper d'affaires réelles; puis-je, dans ce cas, compter sur Guillemin ? Est-il déjà trop vieux ou trop acoquiné aux Bisontins ? Posez-lui la question de ma part. Avec lui, je viserai haut et loin; il faut que dans les dix ou quinze ans de bon travail qui me restent, je répare le temps perdu. Qui sait ce qui peut arriver le jour où, aux yeux des

stupides bourgeois, j'aurai acquis cette considération que donne la pratique positive des choses ?...

Réponse au plus tôt, s. v. p.

Je sors d'après-demain vendredi en huit. Je compte, dans les deux mois qui suivront ma mise en liberté, faire ma rentrée dans le monde philosophique, politique et littéraire, à la satisfaction du public et des *démoc soc* eux-mêmes. Je prépare, pour les publier coup sur coup dans l'intervalle de ces deux mois, trois brochures longuement méditées et travaillées, en attendant l'*Histoire de la démocratie moderne*.

Si ces brochures obtiennent le succès que j'en attends, et que les espérances de M. Penet ou de la compagnie anglaise se réalisent, relevé tout à coup, et dans ma dignité d'écrivain et dans ma considération d'homme d'affaires, je me verrai dans une position incomparablement plus belle qu'en janvier 1849, époque de la grande prospérité du *Peuple*.

Vos patrons m'écrivent le détail de leurs entreprises, de leurs projets de réforme pour la batellerie du Rhône et de la Saône. Au moins on ne leur reprochera pas d'être routiniers à ceux-là. Ils me mandent aussi que vous avez parfaitement saisi le sens de leur affaire, et qu'ils n'ont qu'à se louer de votre manière de travailler.

Bonjour,

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 30 mai 1853.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Dufraisse, je suis heureux de ce que vous me dites de l'entreprise que vous avez faite d'écrire un livre; j'en espère beaucoup, et pour votre considération et pour la République. Je suis tout à votre service pour prendre connaissance de ce qu'il vous conviendra de m'en communiquer; je sollicite même pour moi, pour l'harmonie de nos travaux, cette communication. Ainsi, disposez de moi et n'épargnez pas, je vous en supplie, les informations et les démarches pour vous procurer une occasion sûre et fidèle. La chose en vaut la peine : les événements vous le prouveront de plus en plus.

Rien ne me donne jusqu'ici lieu de croire que la police de L. Napoléon songe à m'expulser; je présume même que la demande faite au Corps législatif d'une autorisation d'éloigner de la capitale les hommes suspects au gouvernement a trait aux menées dynastiques plus qu'au reste des républicains. Au surplus, dans cinq jours je saurai à quoi m'en tenir.

Ma dernière lettre, avec une légère exagération de style, effet de mes sentiments pour vous et nos amis, insistait sur l'antagonisme qui se déclarait entre les

partisans des familles déchues et le nouveau gouvernement et sur la possibilité de tirer parti pour la République de cet antagonisme. Cette vue est aujourd'hui pleinement justifiée et les faits accomplis sont tels, l'opinion si bien en train, si favorablement disposée, qu'après avoir vingt fois pris et quitté la plume, je me suis enfin décidé à publier une brochure de plus de dix feuilles sur la situation et les événements. L'entreprise offre des difficultés redoutables, invincibles peut-être à tout autre : j'ose espérer de sortir avec honneur, à la satisfaction des puritains les plus sévères, de toutes les passes. Je compte donc, dans le courant de juin et juillet, faire trois publications consécutives, prendre position sur un terrain absolument neuf et rendre l'alliance avec les républicains si désirable à l'Élysée, si logique, si impérieusement nécessaire, qu'ils n'aient plus qu'à attendre dans leur dignité. Je sais bien qu'il est des individualités qui ne peuvent, en aucun cas et sous aucun prétexte, entrer en pourparlers ; mais la masse ne peut se tenir pour engagée à ce point, et c'est d'elle avant tout que je m'occupe. En tout cas, il faut par une manœuvre habile, par une philosophie supérieure, placer le parti aujourd'hui proscrit si haut malgré ses fautes, que toute restauration monarchique paraisse monstrueuse, et que le gouvernement du 2 Décembre soit, par la logique de son origine, de sa destinée, de sa situation, dans la nécessité constante de chercher un accommodement. Il faut, en un mot, faire de la Révolution le seul programme possible à L. N. ; il faut qu'il s'y précipite, pour son honneur, pour son salut ; il faut lui ouvrir toute large cette porte de l'avenir, de la popularité, de l'immortalité ; il faut lui fermer toutes autres issues, lui couper toute branche de

salut, lui enlever tout prétexte, lui ôter tout espoir. Il faut, dis-je, lui prouver, prouver à toutes les intelligences, que hors de la Révolution il est perdu, et, en le prouvant, faire que cela soit. Le parti démocratique se trouve de la sorte et sans autre apologie ni incrimination, restauré moralement, dogmatiquement; or, quand l'idée existe, le fait suit tôt ou tard. *Dictum factum.*

D'ici à trois semaines ou un mois, vous me jugerez.

Je n'espère rien des auteurs que vous me signalez. D'abord, ils sont proscrits, tout entiers livrés aux inspirations de l'exil. Or, jamais les proscrits ne sont écoutés. A supposer que leurs brochures pénètrent en France, ce qui sera difficile, elles seront peu lues du peuple, et de la bourgeoisie peu goûtées. Le peuple est bonapartiste; la bourgeoisie n'aime point les rouges; si elle boude L. N., elle profite de la défaite des démocrates, et ne souhaite point de les revoir. M*** est un écrivain de dernier ordre, qui, hors du public cabétien ne peut trouver de lecteurs sérieux. Peut-être la circonstance l'élèvera-t-elle. Je le souhaite. Schœlcher est un penseur de lieux communs qui tombera peut-être dans la faute d'accuser les socialistes, et, dans tous les cas, est incapable de découvrir en se plaçant dans la logique de l'histoire et la mécanique des partis autre chose qu'un guet-apens dans le 2 décembre. Or, c'est un point acquis et qui ne sert à rien. Pour V. Hugo, il n'y a pas en lui la moindre portée philosophique : ses idées ne sont aussi que des lieux communs habillés d'antithèses. Rien de tout cela ne peut porter coup, frapper l'opinion, faire reculer les espérances dynastiques. Aussi, la situation ne changeant pas, le cours des choses conservant la même direction, un retour de la monarchie constitutionnelle est inévitable.

Or, c'est précisément ce que je ne veux pas. Le coup d'État est accompli; je ne l'accepte point sans doute, mais je dis que la France étant entrée, de gré ou de force dans ce chemin, il faut qu'elle en sorte, non par une marche rétrograde, mais par une direction mieux entendue *en avant*. La société pas plus que le temps ne recule jamais.

Eh bien! cher ami, je crois que le moment est venu pour moi de prendre la parole. Je le ferai avec toute la prudence, la réserve dont je suis capable, mais en même temps avec la profondeur d'idées et la franchise d'expression qu'on peut attendre de moi. Je me charge de ces trois choses : démontrer devant la raison publique que le gouvernement du 2 Décembre n'a de SALUT et de signification que dans une politique révolutionnaire; par là, rendre devant cette même raison le retour de la démocratie nécessaire, celui de la monarchie constitutionnelle impossible.

Voilà le genre de pression que je veux exercer sur l'opinion, et par l'opinion sur le gouvernement. Le reste ira de soi.

Vous aurez lu mon travail avant que le vôtre soit écrit. Manceuvrons donc ensemble, en gardant chacun notre caractère; je ne saurais trop vous le dire, mon cher ami, le salut pour nous est dans L'ATTITUDE que nous allons prendre. Si nous nous laissons aller aux passions de la défaite, de l'exil, de la bonne foi trahie, etc., nous restons dans les banalités. L'opinion peut nous plaindre, mais elle nous abandonne. Nous ne sommes plus un parti, puisque nous ne faisons point *acte d'idée*, nous sommes une larve.

J'ose vous dire que cela ne sera pas, et que dans un mois, le parti de la Révolution paraîtra à l'Europe

plus vivant, plus entier, plus fort qu'il n'a jamais été.

Il est aussi un écueil que je dois vous signaler tout de suite et où tombe l'immense majorité des esprits : c'est d'accuser la moralité et le courage de notre nation. Gardez-vous sur toute chose de cela ; mon travail, à moi, a autant pour objet de venger le pays des reproches de l'étranger et de ces injures banales de nos Sénèques, que d'affirmer l'idée révolutionnaire. *Ce qui s'est fait, s'est fait en vertu de lois historiques et logiques supérieures à la volonté nationale* : voilà ma thèse. La nation n'est point atteinte, la dignité est sauve, et, ce qui est un vrai tour de force, l'*initiative française* mieux accusée que jamais.

Gardez-moi le secret en attendant, et, si cette lettre vous laisse encore de l'obscurité, attendez pour me juger que vous m'avez lu. Je fais un travail dont j'écarte l'*ithos* et le *pathos*, c'est-à-dire les considérations de *morale* et de *sentiment* (en ce qui concerne le 2 décembre) ; pour apprécier tout au seul point de vue politique, comme faisait Machiavel.

Espérance donc, cher ami, et, plus que jamais, espérance !

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 31 mai 1852.

A M. GALLOT.

Mon cher Gallot, j'avais bien entendu parler, il y a longtemps, d'une indisposition que vous aviez éprouvée; j'étais loin de penser que vous fussiez encore, comme dit Saint-Mathieu, sur le grabat. Enfin, sortez-vous ? faut-il que ce soit moi bientôt qui aille vous voir ? Vendredi, 4 juin, à 6 heures du matin, je suis libre, comme vous le savez, et quitte envers la justice de l'ordre.

En même temps que vous me faisiez passer une lettre de Marc, du 25 courant, j'en recevais une moi-même, par sa bonne, du 28. Celle-ci ne contient rien de plus que la vôtre; seulement, Marc me propose de s'entendre avec moi et d'avoir mon opinion sur le manuscrit qu'il compose. J'ai répondu par le même courrier, — de la bonne, — que je recevrais cette communication avec reconnaissance, d'autant que la démocratie n'agit point, et qu'il est important de se concerter.

Après avoir changé vingt fois de résolution, tant je trouvais la chose épineuse, j'ai pris enfin mon dévouement à la République aux dents, et j'écris une brochure de circonstance qui paraîtra dans quinze à vingt jours. Elle sera précédée ou accompagnée d'un programme philosophique. Le progrès des jésuites et dynastiques

m'arrache, malgré moi, au silence que j'étais résolu de garder sur la politique, et me voilà lancé. Priez pour moi !...

La Montagne est morte, comme dit Marc. Et la démocratie elle-même ne peut revenir que *transformée*. C'est ce mouvement que je vais tâcher de signaler, de préparer même. Ni à Bruxelles, ni à Londres, on ne fera rien qui vaille; le vieux *socialisme* est perclus; c'est un nom qu'il faut même désormais laisser de côté, comme celui de sans-culotte. Restaurer un parti sur le principe du *suffrage universel* n'est pas moins ridicule et absurde; or, en dehors de ces deux termes usés, je vous le donne en cent, pour trouver un terrain à la démocratie, en présence du pouvoir actuel.

C'est pourtant ce que j'essayerai; mais, encore une fois, dites à tous les amis de me venir en aide. Le *obscurisme*, le *fusionisme*, le *jesuitisme*, le *capitalisme*, des ennemis forts, vivants, triomphants, à combattre, par quoi? par le socialisme? *Hélas!* par le suffrage universel? *holà!*

Cependant, je ne me résigne pas encore au grand moyen de Cambronne; je ne veux ni mourir, ni me rendre; et je crois avoir mieux à dire que M...

Mais, encore une fois, que la fortune de la République et l'intelligence de la démocratie me soient en aide !... Amen.

Bonjour à M. et Mme Gallot, et guérissez-vous. Que fait notre illustre docteur Al? A-t-il obtenu l'emploi qu'il sollicitait à l'Élysée?

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON

P.-S. Inklus la lettre de Marc.

Sainte-Pélagie, 2 juin 1833.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, vous êtes un bon et brave cœur, mais une imagination toujours exaltée, toujours délirante et malheureuse. Ce n'est pas comme cela que je vous veux; aussi, l'un de mes rêves, c'est de vous avoir sous la main, et en tempérant du froid de ma raison l'incandescence de votre cerveau, de faire enfin de vous un homme.

Permettez-moi donc, après tant de châteaux en Espagne, de vous parler à mon tour de mes projets.

Et d'abord, quant à ma petite pupille, Marie, mon avis est que jusqu'à nouvel ordre elle ne doit point quitter la capitale.

Ceci posé, il faut s'occuper de vous.

Je recouvre ma liberté après-demain, 4 juin. Rien ne me donne lieu de croire que le pouvoir songe à m'expulser, d'ailleurs il n'en a pas le droit; il n'en pourrait donner aucun prétexte et je porterais ma protestation devant le Corps législatif et le conseil d'État. J'ai de nombreuses publications sur le chantier; je débiterai, courant juin, par un programme de philosophie et une brochure politique, *sur la situation*. J'es-

père être assez heureux pour me tirer de cette entreprise, à la *satisfaction du public, de la démocratie et même du gouvernement!* Si je ne me fais illusion, ce premier pas franchi, je suis à l'aise; il me sera peut-être possible d'oser davantage et de travailler pour mes amis. Votre retour d'exil sera une de mes premières occupations. J'ai besoin de vous ici, et, croyez-m'en, plus que jamais; c'est à Paris qu'il faut agir; c'est Paris qui est le foyer de l'Humanité. Une fois de retour, je n'ai plus besoin de vous dire ce que vous aurez à faire; vous aurez une famille, et comme moi, vous songerez sérieusement en servant la République, à vous faire un état.

Voici quelles sont, pour le moment, mes vues : mes travaux actuellement en cours de composition achevés et publiés, un de mes libraires me propose une *Revue*, me garantissant des émoluments honorables. D'autre part, des amis à moi me pressent de rentrer dans les grandes affaires, ce qui, je vous l'avoue, me tente beaucoup par bien des raisons même de haute politique et de réforme sociale. Dans cet ordre de spéculations, je pourrais encore réclamer les services des amis, et là, comme dans la presse, vous ne serez pas oublié.

Tablez donc sur ce que je vous dis, et ne vous laissez distraire par aucune réflexion de découragement. La position n'est point telle que s'imaginent de loin les proscrits et que peuvent la retracer leurs correspondants. Il faut creuser bien avant dans les choses et voir les faits d'un œil bien stoïque, pour comprendre la France actuelle et se faire une ligne de conduite; j'ose dire qu'il n'y a pas peut-être à Paris, en ce moment, quatre hommes qui soient capables d'une telle appréciation. Ma prochaine brochure, très-véridique

et fortement raisonnée, vous en convaincrez. Mais je puis d'avance vous en donner le résumé en ce peu de mots : La vieille démocratie est vaincue sans retour ; la monarchie constitutionnelle et légitime est écartée pour jamais, malgré toutes les fusions du monde ; le catholicisme est perdu ; l'empire est probable, mais probablement aussi ne survivra pas à Louis Bonaparte, et dans tous les cas *la révolution est en pleine marche*.

Tenez-vous donc à notre portée ; bannissez de votre esprit les vaines déclamations, les inutiles commérages, et considérez tout, même les actes les plus atroces, avec le sang-froid de l'anatomiste. Le 2 Décembre a été une bataille entre des partis rivaux ; est-ce la première fois qu'on ait vu des partis se battre ? L'Élysée a été vainqueur parce que dans les données de la lutte il était impossible qu'il ne le fût pas ; qu'y a-t-il là de désolant pour le philosophe ? La proscription qui a suivi a été l'effet d'une politique que je crois maladroite, mais jusqu'à certain point commandée (dans l'opinion de l'Élysée) par la situation ; les conséquences de la *maladresse* venant à se développer, les moyens de les réparer augmentent tous les jours ; faut-il vous briser la tête de chagrin de ces oscillations dans les jugements et les actes des hommes ? Quant au despotisme du régime où nous sommes, ce n'est d'abord que l'effet logique de l'esprit gouvernemental qui mène la France, et puis la conséquence naturelle de toute victoire. Ce n'est pas au lendemain d'un coup d'État qu'il faut s'attendre à jouir de toutes les prérogatives de la liberté.

Pour moi, tout bien pesé, je juge la situation excellente pour le progrès, supérieure à tout ce qu'elle a été depuis le 25 février 1848 ; je vous le dis sérieusement, ce qui ne m'empêche pas de réprover le coup d'État,

de combattre le gouvernement, et de me tenir tout à fait en dehors de sa recherche comme de son action.

M^{me} Tessié-Dumottay m'a donné des détails sur votre vie à Nice, et les tragédies qui s'y passent. Je tenais, depuis 1844, le sieur **** pour un misérable; l'idée que sa femme applaudissait à sa vie échevelée m'avait rendu d'abord peu favorable à la pauvre créature; elle a eu occasion de s'en apercevoir. Je n'ai pas cru devoir insister près de vous et de nos amis sur mes sentiments secrets; je ne m'attendais pas qu'un si affreux dénouement viendrait vous prouver que la *facilité des mœurs*, dans un certain monde, cache le plus souvent l'absence d'idées vraies, le manque d'énergie et de cœur.

Soutenez-vous dans l'habitude de l'étude et du travail, et comptez que tant que vous serez content de vous, vous n'aurez pas de meilleur ami que moi.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Un de ces jours nous irons voir Marie, M^{me} Dumottay et moi.

Paris, 11 juin 1832.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, mon frère, qui vous remettra la présente, a besoin d'argent et ne sait rien de mieux que de m'en demander. De mon côté, en attendant que je sois revenu tout à fait sur l'eau, j'ai pensé que peut-être pourriez-vous me servir de banquier dans la circonstance. Si vous étiez gêné de me rembourser tout ou partie de la petite somme que je vous ai remise, obligez-moi de dire un mot de ma part à Jean-Baptiste, et que mon frère ne s'en retourne pas les mains vides.

A ce sujet je vous serai obligé de vérifier si je ne suis pas, à mon insu, couché pour quelque somme dans les livres de MM. Gauthier. Rien n'est plus désagréable que de se trouver tout à coup débiteur quand on s'y attend le moins.

Nous avons fêté ma sortie, vendredi dernier 4 juin, par une promenade, qui a duré douze heures, au bois de Meudon, entrecoupée de deux longs repas. Cette immense orgie nous a coûté *cent sous* par tête. Actuellement je suis installé dans une chambre de renfort, sur le même carré, avec vue sur la *Pitié*, comme celle de Marcelle, et je suis à la besogne. Je compte, *fin*

courant, commencer l'impression de deux opuscules, après quoi viendront mes *prolégomènes* d'économie, plus tard, après l'*Histoire de la Démocratie*, les *théorèmes*. Priez Dieu pour moi!

Je crois le moment favorable pour saisir le public, sous une nouvelle forme, de nos idées. La *rouge* est coulée, enterrée; les républicains n'en parlent plus qu'avec impatience. Le socialisme fait le mort; en tant qu'il est la communauté, le phalanstère ou la triade, je crois qu'il ne fait pas seulement le mort, mais qu'il l'est pour tout de bon. Or, le socialisme se taisant, on ne parle plus de rien dans la République, et personne ne sait que dire. N'est-ce pas une belle occasion pour qui croit avoir quelque chose?

M. Beslay est parti pour la Suisse; peut-être le verrez-vous à Besançon, au retour du voyage qu'il est allé faire pour son railway. Je l'attends pour savoir à quoi m'en tenir sur les intentions de ses Anglais.

Pas de nouvelles de M. Penet, ni de sa compagnie de canaux.

Ces deux affaires manquant et mes *écritures* finies, j'ai le projet de faire une étude sur la navigation de la Seine, de Rouen à Montereau, et de rédiger un plan que je porterais à des capitalistes anglais, si je ne trouve pas de commandite à Paris. J'en ai parlé à Antoine, qui trouve l'idée admirable et m'y encourage. Quelque système qu'on adopte sur ce fleuve profond et lent : remorque, bateaux-porteurs, hélice façon Gauthier, le transport ne doit pas revenir à un centime par tonne et kilomètre. Avec cette marge on peut faire tirer la langue au chemin de fer de Paris au Havre.

Enfin, ma *rentrée* faite, je prendrai un peu de repos, et sonderai le terrain. Il faut que nous culbutions le

capitalisme, dussé-je pour cela faire un marché avec l'Élysée.

A propos, j'ai laissé en novembre 47 le boiteux Proudhon, de Saint-Jean, mon parent, âgé de quatre-vingt-six ans ; c'est donc par quatre-vingt-dix qu'il compte aujourd'hui. Est-ce qu'il ne mourra pas, ce vieux jacobin ?

La France se consume ; rien ne se fonde, ne s'entreprend, ne se commence. On vit au jour le jour, et pour ne pas s'étouffer par débauche, on s'étrangle par avarice. On vous dira qu'à Paris les ouvriers travaillent. Oui, ceux du bâtiment, qu'occupent presque seuls la ville de Paris et l'État. Quant au reste, non-seulement les ateliers sont diminués depuis Février de moitié et trois quarts, mais ce qui est employé n'en a pas à son appétit. *Prospérité croissante!* Tout cela ne serait rien si la nation réfléchissait. Mais non, on s'obstine, on ne veut rien voir, on est prêt à recommencer, et c'est ce qui fait que je désespère de notre génération. Elle en vaut une autre ; mais pour la tâche, elle est usée. A une autre.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 8 juillet 1852.

A M. MAGUET

Mon cher Maguet, je mets à la poste deux exemplaires de mon dernier livre : un pour vous et un pour Besse-taux. Enfin, la police, par ordre supérieur, m'a laissé passer; ce n'est pas la moindre surprise du public. Il me revient déjà qu'on ne s'y retrouvera plus; bref, j'ai fait là le plus beau coup de ma vie, et je voudrais bien encourager Louis-Napoléon dans ces sentiments !...

J'ai changé depuis mes dispositions. Au lieu d'aller à Voves, ce que je regrette fort de ne pas faire, je conduis mes deux filles et leur mère pour quatre mois jusqu'aux *avents* de Noël, à Burgille-sur-l'Ognon. Nous partons mercredi 11 courant, sans faute, par le chemin de fer; pendant cette vacance, j'aurai le plaisir d'aller montrer ma hure aux académiciens de Besançon; de là, je descendrai la Saône et le Rhône avec mes anciens patrons, Gauthier frères. Probablement, je referai un tour à Paris avant de ramener mes miochesses.

Décidément, il faut croire que Paris n'est pas bon pour les enfants, ou que les excellentes mères ne s'y entendent point. Voilà Elmerick qui me dit que sa

première, si pleine et si forte, dépérit comme mon aînée. Petit appétit, fièvre insensible la nuit, grande soif, etc.

Un autre de mes amis, très-vigoureux, m'en raconte autant de ses enfants de deux et quatre ans.

Le régime n'y est pour rien ; ma petite fille vit de lait, soupe, vermicelle, légumes, œufs à la coque, un peu de viande, etc., etc. ; cet ami nourrit les siens à l'anglaise, c'est-à-dire tout à la viande. Ils n'en valent pas mieux. Je commence à craindre que Catherine ne tourne au rachitisme ; et je suis résolu, si à la fin de la saison elle n'est pas entièrement remise, à la laisser chez son oncle.

Les hommes politiques que je puis voir, et qui ne sont nullement féroces et mal intentionnés pour l'Élysée, désespèrent de plus en plus.

L'esprit qui règne est celui de l'orléanisme, en majorité à l'Élysée, le jésuitisme et un peu le légitimisme. Quant à l'Empire, qui se fera, et pour lequel on commence à faire signer des pétitions, c'est un joujou. J'ai si peu vu Bonaparte, j'ai eu tant de griefs contre lui, que j'ai toujours craint d'être injuste à son égard. Mais que faudra-t-il croire, en fin de compte, en voyant cet homme ne suivre avec opiniâtreté qu'une idée : l'imitation plus ou moins burlesque de son oncle ? Il pouvait, s'il l'eût voulu, être réélu sans difficulté. Il a fait son coup d'État presque gratuitement, et pour avoir le plaisir de faire un 18 brumaire. Que sera son empire ? Un mot ! De fantaisie en fantaisie, nous aurons la guerre et la restauration !...

Cela me navre. Je suis de ceux qui préféreraient voir Louis-Napoléon régner vingt ans avec gloire, en satisfaisant aux besoins de l'époque, que de le voir tomber par une nouvelle catastrophe. Ses conseils ne veulent pas

de cela. Les uns le poussent à l'empire, parce qu'ils ne savent plus comment frapper l'opinion ; les autres pour obtenir un titre plus sonore, etc., etc. Tout le monde semble enfant. Le pays n'ayant plus de journaux libres, ne pense rien ; il n'y a plus d'esprit public. Malheur ! Oh ! cher Maguet, je ne prétends point imposer mes idées ; je reste dans le paradoxe, à dessein, en face des idées rétrogrades. Mais, franchement, à me prendre dans la crudité de mes expressions, je suis encore aujourd'hui le seul sage et le seul clairvoyant...

J'espérais tirer un excellent augure de la permission accordée à mon livre. Je vois qu'il n'en est rien. C'est un coup de hasard, voilà tout ; si on l'osait, on dirait une surprise faite à l'Élysée. Pauvres têtes et pauvres courages !...

Je vous embrasse et vous souhaite assez peu de malades pour que vous ayez le courage de venir voir Dampierre, nous nous rencontrerions là sur le plancher de la Franche-Comté.

C'est aujourd'hui mon rêve pour mon arrière-saison ; je vais sonder encore la carrière industrielle et chercher à quitter séricusement ma vie de bohémien littéraire.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay (Doubs), 29 juillet 1852.

A M. CHARLES BESLAY

Monsieur et ami, j'allais vous écrire quand le facteur rural m'a apporté votre bonne lettre. Elle m'aurait été de tout point agréable sans la fin, qui m'annonce un redoublement de vos douleurs. Ne pouvez-vous donc chasser cette affection maudite, et puisque suivant toute apparence vous avez encore de longues années à vivre, vous mettre en mesure de les passer vif et allègre ? Soignez-vous et conservez-vous, c'est mon premier sentiment à votre égard. Nous avons parlé de vous ici déjà bien des fois, et vous ne prendrez pas mes paroles pour une flatterie quand vous saurez que j'ai apporté avec moi la bouteille de *Vespétro* dont vous nous avez fait présent. Quel plaisir pour des Francs-Comtois de boire, au fond de leur province, une liqueur fabriquée au fin fond de la Bretagne !... A cette occasion, ma femme a rappelé que nous aurions peut-être le plaisir de vous voir si vous faisiez un deuxième voyage en Suisse ; en tout cas, elle me charge de vous faire des compliments. Venez à Burgille ; il reste, nous logés, un lit à mon frère, dans une petite mansarde où est morte notre mère, et d'où la vue s'étend sur une des plus jolies

vallées de la Franche-Comté. Si le temps le permet, je vous pêcherai un plat d'écrevisses grosses comme de petits homards.

Je prends note des fariboles du *Siècle*, de *l'Univers*, etc., etc., et je ramasse les numéros qui m'intéressent. Je ne puis, en ce moment, riposter comme vous le voudriez; mais ils ne perdront rien pour avoir attendu, je vous jure. D'ailleurs, cet ajournement sert mes projets, en ce qu'il me permet de bien étudier la situation et de calculer mes coups.

Je l'ai dit déjà à Darimon: on nous croyait morts, et notre rôle ne fait que commencer. Pas d'emportement, si c'est possible. Je préfère manquer l'à-propos que de prendre le mors aux dents comme jadis. Mais, quoique je retarde, *comptez sur ma parole, comptez sur moi!*...

Si j'étais candidat à la députation de Paris, je commencerais par faire publier dans les journaux le passage de mon dernier livre (chap. VII, vers la fin), relatif au serment; j'accompagnerais ce passage de quelques nouvelles considérations, et *je prêterais le serment sans scrupule.*

Mais je ne veux pas être candidat, par la raison que je ne veux pas être élu; et je refuse d'être élu, parce que le représentant du peuple n'est plus indemnisé, et que, dans ma condition de fortune, je n'ai pas, comme les ouvriers de 48, *trois mois de misère* à mettre au service de mes commettants. Puisque les paysans, les ouvriers, la majorité de la classe moyenne et de la classe bourgeoise ont applaudi à l'abolition de l'indemnité, il faut qu'ils soient conséquents jusqu'au bout. Qu'ils prennent pour leurs défenseurs des *aristos*; surtout qu'ils aient soin de les choisir riches, comme Carnot, Cavaignac, Girardin, etc.; sans cela, ils ne seront

jamais sûrs que leur représentant nécessaire ne se sera pas *vendu*, comme cela se faisait sous Charles X.

Vous me demandez mon avis *confidentiel* tant sur le serment que sur la candidature ? Je vous donne cet avis, mais en vous dispensant de toute discrétion. Refuser le serment, c'est bon pour une fois, bon pour Cavaignac, le rival de Louis-Napoléon. Mais dès lors qu'il est entendu que le serment politique emporte réciprocité, je regarde comme une duperie de persister à s'abstenir, et je me méfie de tout individu que cette formalité embarrasse. Mais, ce point résolu, je n'irai pas me charger d'un mandat onéreux qui m'emporterait le quart, peut-être la moitié de mon travail annuel, et me laisserait dans la détresse pendant que la calomnie exploiterait ma *vénalité*. Je n'ai que faire du mandat représentatif, pas plus pour la manifestation de mes idées que pour l'avancement de ma fortune, et je ne commettrai pas l'inexcusable faute de me jeter dans ce bourbier. Les 25 francs faisaient envie; eh bien! qu'ils aillent au diable avec leurs 25 francs. Je suis pauvre et je reste libre.

Les ouvriers se plaignent du prix de mon livre. J'en ai regret vraiment, comme de la candidature, mais je n'y puis absolument rien. En 1842, j'ai publié mon premier Mémoire sur la Propriété à 1 franc, et n'ai pu le vendre; la malveillance des frères et amis me refoulait. Ce sont les Garnier qui, après 1848, ont tout écoulé. En 1850, je publie à 60 centimes mes *Confessions*, c'étaient les frais de revient. Par malheur, il s'y trouvait quelques attaques aux jacobins, et je n'ai pu vendre. Depuis mon incarcération, je suis en compte courant avec les frères Garnier et je vis de ce qu'ils m'avancent à la condition de les laisser maîtres du commerce. J'ai plus trouvé de ressources chez ces négo-

ciaints que dans le dévouement des patriotes. Aujourd'hui on fait fête à ma brochure ; dans six mois, si je viens froter d'ail le nez de quelque préjugé, je serai délaissé de nouveau. Est-il sage de me livrer à cette instabilité populaire ?... Quand les Garnier auront épuisé le public aisé, ils songeront au public nécessaire et feront un tirage à bas prix. Voilà tout ce que je puis vous dire. — Ici, les républicains *modérés* tournent à l'orléanisme, et j'ai pu juger, d'après la conduite du *Siècle* à mon égard, après les poignées de main que j'en ai reçues, qu'il en est de même à Paris. L. N. rappelle les orléanistes sans condition, presque en leur faisant des excuses, et il fait des façons pour les républicains.

Il entend aussi peu ses affaires que nos proscrits comprennent les leurs. A quoi servent donc à l'Élysée ses inspecteurs généraux de police ? Il est, à l'heure où je parle, dix fois plus haï que les rouges, et toute son occupation est de capter le suffrage des conservateurs.

Observez tout autour de vous, mon cher ami, prenez des renseignements et des notes, suivez les fluctuations de l'esprit public, et vous verrez qu'en ce moment la société est plus profondément travaillée qu'elle ne l'a jamais été, et que la Révolution devient chaque jour plus imminente.

Pour moi, en présence de ce qui se passe, je ne veux plus rien que la vérité matérielle, mille fois plus puissante à elle seule que toute ma dialectique et mon éloquence. C'est fait du vieux monde, vous dis-je ; c'est ce que j'aurai le plaisir, pas plus tard que cet hiver, de leur faire voir.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 juillet 1832.

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le Président, en 1848, j'ai combattu votre candidature à la Présidence de la République, parce que je la jugeais menaçante pour la démocratie, hostile aux républicains. Les amateurs de pamphlets ont gardé le souvenir de ma polémique de ce temps-là.

Après l'élection du 20 décembre, j'ai fait une maladie grave qui m'a forcé, pendant un mois, de m'absenter de l'Assemblée nationale, dont j'étais membre. La cause de cette maladie, Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de vous la dire : tandis que le peuple vous élevait sur le pavois, il me perçait le cœur.

A peine rétabli de mes chagrins et de mes fatigues, sur la fin de janvier 1849, j'ai attaqué votre pouvoir nouveau avec toute l'irritation de la convalescence. Cette attaque m'a valu trois ans de prison, qui ont pris fin au 4 juin 1852.

Pendant la première année de ma captivité, j'ai recommencé la lutte autant de fois qu'il m'a été possible. J'ai subi, pour cette obstination, deux mises au secret, deux transfèrements et deux procès, dont l'un a été abandonné pour vice de forme, et l'autre s'est ter-

miné par un acquittement. Je ne me suis résigné au silence que lorsqu'il m'a été notifié par le préfet de police que la prison emportait pour moi, journaliste, avec la séquestration de ma personne, le silence de ma parole. La loi pénale n'en dit rien, et, sous le dernier roi, cela ne s'était pas vu ; mais le temps et les circonstances donnent aux lois leur interprétation.

Après le coup d'État du 2 décembre et la défaite de l'insurrection, j'ai été pendant cinq jours comme un condamné à mort. Je n'avais rien à craindre pour ma personne, mais le coup porté à la République me désespérait. Ah ! Monsieur le Président, vous n'avez eu, vous ne rencontrerez jamais d'adversaire plus énergique et en même temps plus désintéressé que moi. Je n'ai point été votre rival, comme d'autres qui, à mon avis, en étaient dignes, le furent ; je n'aspire point à votre succession, comme d'autres qui valent moins peut-être y pensent. Je n'en veux pas plus à votre dignité qu'à votre personne, et je ne conspire pas. J'ai vu en vous l'ennemi de la République que j'avais embrassée ; ne cherchez pas d'autre cause à mon opposition.

Depuis votre second avènement, j'ai cherché à me consoler, — je serais mort sans cette consolation, — en me démontrant à moi-même que vous étiez le produit de circonstances fatales, et que cette révolution, que mes amis et moi n'avions sans doute pas été trouvés dignes de faire, vous en étiez bon gré mal gré le représentant.

Louis-Napoléon, me suis-je dit, est le mandataire de la révolution, à peine de déchéance !...

Aussitôt je fais de ma pensée un livre : j'imprime ce livre ; mais la police en interdit la vente, menaçant à la fois l'imprimeur et le libraire. Pourquoi ? C'est ce que

je viens vous demander à vous-même, Monsieur le Président. Pardonnez cette interrogation à un républicain.

Vous êtes la révolution au dix-neuvième siècle, car vous ne pouvez pas être autre chose. Hors de là, le 2 Décembre ne serait qu'un accident historique, sans principe, sans portée : voilà mon premier point. Maintenant, le savez-vous, Monsieur le Président ? Le voulez-vous ? L'oserez-vous dire ? Questions scabreuses et que je n'ose résoudre : voilà mon second point. C'est tout mon livre : consolation pour moi-même, espérance à mes coreligionnaires, défi à la contre-révolution ! A ce livre, j'ai donné ma façon, mon style, mes idées, mes opinions, mes craintes ; du reste, et malgré mon extrême franchise, pas la moindre attaque ni au Président ni au gouvernement.

Je ne me suis pas dissimulé que ce livre, en donnant la raison d'existence du 2 Décembre, lui créait une sorte de légitimité dans les choses ; que, recevant ainsi sa signification de l'histoire, le gouvernement en recevrait une nouvelle force, et qu'à ce mot tombé de ma plume : « Louis-Napoléon est le mandataire de la révolution, » la popularité de l'homme, tant de fois fatale aux républicains, monterait encore par ses sept millions de voix.

Homme de parti, je me suis dit ces choses ; homme de révolution, j'ai passé outre ; laissez-moi vous dire, Monsieur le Président, pour quel motif et dans quel espoir.

J'ai considéré que vous ne pouviez obtenir, comme mandataire de la révolution, le moindre succès auquel la révolution n'eût sa grande part.

J'ai donc espéré dans l'intérêt de cette révolution,

que la France éclairée sur sa situation véritable, rassurée par vous contre toute surprise, oserait enfin envisager de face la question qui lui a été posée en Février. J'ai espéré qu'alors notre pays, qu'on vit de tout temps à la tête du mouvement intellectuel, à l'époque des troubadours, à la Renaissance, aux XVII^e et XVIII^e siècles pourrait suivre sans danger la révolution philosophique et sociale, commencée au XIX^e, et à laquelle vous-même, Monsieur le Président, avez pris part; j'ai espéré enfin, qu'au fond de l'exil, dans les prisons, la démocratie recevrait de mes paroles quelque allègement, et que peut-être il serait permis à ceux qui partagent ma résignation dans le présent et ma confiance pour l'avenir, de revoir, honorables et inoffensifs, leurs amis et leurs foyers.

Compensation faite, je n'ai pas cru devoir subordonner à mes ressentiments de parti les intérêts généraux de la révolution, et donner plus longtemps la joie de notre infortune à ces vieux partis dont la longue trahison a décidé le succès du coup d'État, et qui tous, sans excepter le clergé, se sont montrés sans miséricorde...

Maintenant, la police arrête la vente de mon ouvrage. Le nom de l'auteur, le titre du livre, les formes du langage, voilà ses griefs !...

Je me croirais un hypocrite et un lâche si, après m'être mis dans le cas de solliciter votre intervention, Monsieur le Président, je faisais au pouvoir la moindre excuse. Qu'est-il donc besoin que je m'explique ! J'ai voulu que ma publication fût un acte de haute moralité; il ne tient qu'à vous, Monsieur le Président, d'en faire un acte de haute politique. Pour cela, il faut que mon livre paraisse tel que je l'ai fait, avec ses amer-

tumes, ses hardiesses, ses méfiances, ses paradoxes. Je ne passe condamnation que sur ce qui sera déclaré crime ou délit par les tribunaux; en ce cas, je demande que la condamnation tombe exclusivement sur ma tête.

Je me disais, il y a quatre jours : Qu'il se trouve un homme de tête et de cœur, un seul, dans le gouvernement du 2 décembre, et mon œuvre passe. Faut-il que j'aïlle jusqu'à vous, Monsieur le Président, pour rencontrer cet homme-là?

Je suis, etc.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. La terreur exercée par la police est telle, qu'il a été impossible à l'auteur d'obtenir un seul exemplaire de son livre pour M. le Président de la République.

Paris, 30 juillet 1852.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Docteur, votre invitation est tout aimable, et je l'aurais prévenue, si je n'étais condamné à passer une vie dans les tribulations du métier d'écrivain. J'ai essayé, comme vous le savez, de faire ma rentrée sur la scène politique d'une façon honorable; la police défend la mise en vente de mon ouvrage. On ne fait point de procès, on ne voudrait pas me causer aucune peine, on est à la police pour moi plein de considération, seulement on avertit le libraire et l'imprimeur que si mon livre paraît, *ils perdront leurs brevets*. C'est plus court.

Ainsi me voilà avec un travail de *trois mois* sur les bras; un surcroît de défaveur jeté sur mes ouvrages, et les libraires peuvent être intimidés, dégoûtés pour longtemps.

Hier, j'ai écrit au Président de la République pour me plaindre de cette persécution préventive, et demander qu'on laissât au moins le libraire et l'imprimeur tranquilles.

J'attends la réponse de l'Élysée. Ma lettre est ce qu'elle doit être : franche et digne. Elle ne redoute pas

la publicité, elle l'appellerait plutôt. Je sais qu'on trouve à mon livre des choses qu'on voudrait voir paraître; mais on blâme les autres, et je crains fort qu'aux yeux de la politique de notre gracieux maître, le *mal* ne dépasse de beaucoup le *bien*. Le Président ne trouverait pas précisément mauvais que je fisse de lui un révolutionnaire, cela le popularise, mais il veut l'être à sa façon et dans sa mesure; il veut faire tout seul, et moi je ne veux pas. Voilà *le hic*.

Si, du moins, de cette aventure, je puis obtenir que mon libraire puisse librement publier, vendre et réimprimer mes publications antérieures, ce sera pour moi, un dédommagement. MM. Garnier seraient tout disposés à faire une édition complète in-8°, qui pourrait procurer à l'auteur un joli émolument. C'est à quoi je vais m'attacher, et ce que je vais suivre auprès de la police, dès que j'aurai reçu communication des volontés du *patron*.

Les jésuites sont les maîtres; le clergé opprime, avance, met le pied sur la gorge de ses adversaires et se montre inexorable. Mon cher ami, il est des retours aux choses d'ici-bas! Que la Rouge revienne et je ne garantis pas qu'en vingt-quatre heures tous nos prêtres ne soient rudement secoués.

Si je ne puis obtenir grâce pour ceux de mes ouvrages qui sont dans la circulation, alors je songerai à me refaire industriel, car je ne puis rester dans ce *statu quo!* J'avais compté sur diverses personnes pour me faire avoir une petite direction de canal ou chemin de fer; je n'ai pas de nouvelles. Il y a des gens que mon nom effraie, et je vois le moment où l'excommunication, organisée contre moi, me laissera sans travail et sans ressource. Comment trouvez-vous cet aimable régime?...

Avant-hier, nous avons vacciné Marcelle. Catherine pousse ses œillères, ce qui lui donne de petites diarrhées.

Ma femme, qui voit trop mon ennui, a des maux d'estomac, réaction du cerveau sur les nerfs et l'appareil digestif. Elle vous embrasse de bien bon cœur.

Bonjour à Bessetaux et à Dominique. Dans quelques jours, il y aura du nouveau dans ma position et je vous en ferai part. Je vous serre la main, mon cher ami, et vous félicite pour le quart d'heure de n'avoir à vous occuper que de vos malades. Je crains que la France n'en tienne du despotisme et de l'infâme jésuitisme, et pour du temps.

A vous tout entier.

P.-J. Proudhon.

Paris, 2 août 1852.

A M. MATHIEY

Mon cher Mathey, je vois par vos lettres à Darimon que vous vous proposez de temps en temps de m'écrire. Je vous suis reconnaissant de l'intention et vous prie d'en user à votre aise, puisque vos lettres me sont communiquées.

Maintenant aux choses sérieuses.

Je viens de faire le plus beau coup de politique qu'on ait vu dans la démocratie depuis quatre ans. La police interdit la vente de mon livre sous des menaces horribles; pas un exemplaire ne sortira; moi-même je n'ai pu en avoir un. Tout le monde est lâche en présence de la tyrannie! Là-dessus, je prends le parti d'écrire au *Président de la République* une lettre (un peu à pied et à cheval), où je rappelle tout ce que j'ai fait contre lui, — il y en a long! — et lui dis que mon livre est fait pour prouver cette proposition que lui, L.-N., est, à peine de mort, le *mandataire de la Révolution*; qu'il faut que ce livre paraisse avec toutes ses amertumes, ses hardiesses, etc. (Je vous réponds qu'il y en a long durant 280 pages).

Le Président accorde!... Cause gagnée, la censure

vaincue, forcée en rugissant de laisser aller mon livre! Les Garnier expédient les premiers 2,000 et mettront demain en vente la 2^e ÉDITION.

Je m'attends à des cris de rage de la part des Veillot, conservateurs, bourgeois, etc., et je prépare mon attitude. Il ne faut pas braver deux fois de suite l'autorité. Mai je les poignarderai en plaisantant.

Du coup, je vais m'occuper d'obtenir de nouveau pour mes anciennes publications la faculté de circuler partout, et, si rien de malencontreux n'arrive, ma résurrection est opérée; je gagne 30,000 francs à l'aventure, je me retrouve à la tête du parti *révolutionnaire*, même le plus ardent!

Qu'en dites-vous?...

À présent, voici ce dont il s'agit. Je suis décidé, ces affaires réglées, à conduire ma femme et mes petites filles à Burgille pour trois mois. Nous nous embarquons le plus tôt possible, d'ici au 8 ou 10 au plus tard. Mon frère, qui compte me voir sans en être sûr cependant, témoigne le désir de vous avoir avec Guillemain, à la fête de l'endroit, qui est l'Assomption. (Je crois que les paysans festoient le dimanche qui suit.) Si vous pourriez donc arranger cette partie avec mon ancien prote, Huguenet, nous nous trouverions là *quatre anciens* : je ne compte pas mon frère ni les invités qu'il peut avoir.

J'ai besoin de repos; je prépare mon programme philosophique que je donnerai pour la rentrée. Burgille, Besançon, la Montagne et probablement Lyon, m'offriront un sujet de courses et de bavardages. Après quoi, nous commencerons pour tout de bon la chasse *au jésuite*.

M^{me} P. S*** souffre de l'estomac : excès de travail et

de souci. Ces parisiennes ne sont pas trempées dur. Cathe semble se débarbouiller, elle est fort drôle. Marcelle est comme une pelote. Tous les médecins, Aubert Roche, Maguet, Cretin, Malespine, etc., conseillent la campagne pour ces pauvres petites filles qui ont si peu teté. Je vais emmener toute la nichée, puis j'irai, mes courses faites et la mauvaise saison venue, les reprendre pour l'hiver suivant.

Si je suis sur pied dans six mois, malgré les Veillot, la Sainte-Alliance, etc., comptez que la Révolution n'est pas morte et que la réaction aura joué de son reste. Je ne serais pas même surpris que la publication de mon livre devint le signal d'une volte-face. Amen!

Je vous serre la main et à Guillomin.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 août 1853.

A. M. A. MADIÉR-MONTJAU

Mon cher Madier-Montjau, vous m'avez écrit de l'exil, je vous ai répondu : telle avait été votre lettre, telle a été ma réponse, expression de confiance et de si cère amitié. Pourquoi n'ai-je depuis rien reçu de vous ?

Vous trouverez inclus un bon pour prendre chez le correspondant de MM. Garnier frères, à Bruxelles, un exemplaire de ma nouvelle brochure.

J'ai négocié également, à la faveur de cette occasion qui relève mon importance aux yeux de mon libraire, l'envoi d'une collection complète de mes *œuvres*, puisque *œuvres* il y a, au même correspondant, chez qui vous pourrez la prendre.

J'attends de votre obligeance un mot de critique sur *l'attitude* que je viens de me donner. Si vous entriez dans ma manière de poser les faits et d'en déduire les conséquences, j'en serais heureux, non-seulement pour mon amour-propre, mais pour l'espoir que j'aurais de vous revoir bientôt, la publication de mon travail devant, selon moi, changer complètement la situation (morale) des proscrits, et peut-être, dans un temps

donné, amener leur rentrée *sans conditions*. Lisez de sang-froid : songez aux difficultés immenses, à la hardiesse de l'écrivain qui, ne se ralliant pas, ne cédant rien, a trouvé cependant le moyen de paraître et presque de s'imposer à la conscience du gouvernement. Après avoir combattu en républicain probe et libre, daignez voir les choses en historien et en politique; peut-être alors penserez-vous comme moi que la situation de la démocratie est loin d'être ce qu'amis et ennemis la supposent, en se plaçant tour à tour au point de vue exclusif de chaque parti.

Je serai à Paris jusqu'au 10 août, après quoi je pense conduire ma jeune famille en Franche-Comté pour trois mois. Accusez-moi réception et de la présente et de mon volume, et donnez-moi des nouvelles de la santé de M^{me} Madier, de votre frère, de votre fils, et enfin de vous-même.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris. 3 août 1832.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, c'est à mon invitation que vous avez eu, il y a quelque temps, la visite de M. Garnier jeune, mon libraire. C'est un homme sûr, à qui vous pouvez confier pour moi, à l'occasion, tout ce que vous aurez à me communiquer.

Je vous envoie inclus un bon pour prendre chez le correspondant de MM. Garnier, à Bruxelles, un exemplaire de ma nouvelle publication. Après huit jours d'arrêt, la police s'est décidée à laisser courir mon livre : vous saurez, j'espère, en me lisant, deviner comment et pourquoi. Mon travail, si je ne manque pas mon but, change la situation pour tout le monde ! c'est un point d'interrogation que je pose, et auquel l'Élysée attend, sans doute, la réponse de l'opinion. Je ne vous en dis pas davantage : lisez de sang-froid, songez aux difficultés énormes, pensez que le passé est passé, et qu'en politique ce qui rétablit les affaires d'un parti, d'une société, c'est le mouvement. Je fais du mouvement : voilà mon livre.

J'ai lu l'opuscule du petit Magen. On reproche à ces publications de l'exil l'absence totale d'idées philoso-

phiques et l'étroitesse du point de vue, qui ne laisse apercevoir, dans le 2 Décembre, que le produit d'un complot. On sent vaguement que la vérité n'est pas là tout entière : c'est aussi ce que je démontre.

On annonce également le livre de V. Hugo, sous ce titre : *Napoléon le Petit*. Petite idée, si c'est vrai. C'est encore étrangler un fait immense sous une personnalité ! Nos Français ne sortent pas de là. En ce moment les démocrates, ou soi-disant tels, exilés de tous les pays ont la prétention de représenter la pensée européenne; mon livre vous fera voir que cette prétention est d'autant plus mal fondée qu'en ce moment la question ne peut pas être attaquée par les moyens ordinaires des Timoléon, des Harmodius et des Scévola; mais uniquement par le dégagement des idées et des intérêts dont l'antagonisme seul a rendu possible le coup d'État. Sous ce rapport, mon travail pouvant enlever l'initiative et la direction des affaires démocratiques au congrès de Londres et autres puissances, vous auriez à me rendre le service essentiel de me renseigner sur tout ce qu'il pourra m'être utile de connaître, soit de la tactique des exilés, soit de l'impression produite à l'étranger par ma nouvelle attitude. Est-ce trop, mon cher Marc, d'attendre de votre amitié les conseils et avis dont je pourrais avoir besoin dans cette route scabreuse où vient de m'engager le plus pur patriotisme, joint à une intelligence que j'ai lieu de croire plus exacte de notre situation?...

Ne me laissez pas, je vous prie : il se peut que rien ne soit perdu; mais marchons droit.

Je vous serre la main et attends de vos bonnes nouvelles.

P.-J. PROUDHON.

7 août 1852.

A M. ALEXANDRE HERZEN

Cher Herzen, vous lirez mon dernier écrit et me direz si vous approuvez l'attitude que j'ai prise. Nous marchons à l'Empire ; l'aplatissement où la nation est tombée le laissera faire. Le chaos des idées en est la première cause ; le culte populaire de l'empereur, réchauffé et entretenu par tous les moyens qui ne manquent jamais leur effet vis-à-vis de la populace, en est l'instrument. Cependant, j'ose vous répéter que la Révolution marche toujours, se servant de tous les mannequins, et allant à son but par le ridicule comme par le sublime. L'Europe est engagée et ne peut plus se déprendre. Tout y passera, et, en fin de compte, il restera ce que je vous ai dit toujours : le pêle-mêle des nations, l'abolition des États, la garantie ou mutualité économique, la liberté absolue des individus. Un organisme invisible ralliant, animant la fourmillière humaine : voilà, pour moi, l'avenir...

D'après les circonstances qui ont accompagné ma publication, j'ai quelque lieu de croire que le pouvoir se montrerait tolérant envers ceux des prisonniers et exilés qui, jugeant du même point de vue que moi l'in-

cident historique du 2 Décembre, renouçant pour leur part à toute opposition envers le gouvernement de fait, et laissant à l'initiative des citoyens restés libres la solution du problème nouvellement posé, prendraient l'engagement de se renfermer dans une vie d'intérieur et de s'abstraire ostensiblement de toute action.

C'est d'après ces bases que je sollicite en ce moment la mise en liberté de mes amis Pilhes et Duchêne, martyrs désormais inutiles d'une cause perdue en première instance par les méchants moyens de ses avocats. Il est absurde, à mon avis, de rester en prison pour le suffrage universel, après ce que nous avons vu depuis quatre ans, et maintenant que ce suffrage a produit son fruit naturel : le despotisme. Il faut nous tirer tout doucement des fausses théories de '93 et '48, et recommencer sur nouveaux faits, d'où je conclus que, pour les citoyens condamnés à l'impuissance par la prison et l'exil, soldats tombés sur le champ de bataille et prisonniers de guerre, l'échange de leur destitution forcée contre une abstention volontaire peut être aussi honorable qu'utile.

Je joindrai à ma requête votre nom, mon cher Herzen, et celui de Charles Edmond ; comptez sur ma discrétion pour faire les choses à notre convenance et entière satisfaction. L'interdiction de la France est inutile à votre gloire et à notre cause ; continuez vos voyages ; mais il faut que vous puissiez venir à Paris, car en fin de compte, on n'est libre, on ne pense que là.

Je vous serre la main bien affectueusement.

P.-J. PROUDHON.

Morges, 10 août 1852.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, j'ai reçu vos petites nouvelles avec grand plaisir. Je vous retourne mes réflexions et réponses.

En ce qui concerne ma lettre au Président et mon livre, si j'en juge par l'*Impartial* de Besançon, journal d'ordre, j'aurais atteint une partie de mon but, savoir : qu'on lâchera un peu la bride aux LIVRES pendant qu'on tiendra la *presse* : c'est ce que l'*Impartial* exprime en disant que le pouvoir respecte la grande liberté et surveille la *petite*!... Grand ou petite, allons toujours. Nous commencerons par un bout, nous finirons par l'autre.

A la suite de cette *grande* liberté, le même *Impartial* annonce de nouvelles amnisties en faveur des proscrits et détenus. C'est-à-dire que, comme je le donne à entendre en mon langage dans ma lettre au Président, on commence à trouver avantage à laisser revenir le plus qu'on pourra d'exilés, même sans conditions. On comprend insensiblement que proscription et vengeance sont une mauvaise politique. Que de gens seraient attrapés si tout à coup, au moment où ils se croient le

plus abominés, où ils fulminent contre les faibles et les tyrans, ils apprennaient qu'il ne tient qu'à eux de rentrer et qu'on ne juge pas même utile de leur demander une promesse!...

Tout cela me prouve de plus en plus que nous sommes en plein système orléaniste. On va refaire de l'ordre pendant dix, quinze ou vingt ans, jusqu'à ce que l'opinion mûrie et la force des choses fassent danser encore une fois le gouvernement. Sous ce régime, qui ne laisse de place qu'à la science pure et aux vérités les plus évidentes, les vieux partis légitimistes et montagnards sont décidément enterrés. Il n'y a d'avenir que pour le talent, la philosophie, les hautes spéculations scientifiques et industrielles. Le pouvoir fait les conditions dures aux réformateurs. Tant mieux ! Ce qui est faible ou médiocre avortera ; les forts, en revanche, n'en seront que plus sûrs du triomphe.

Ceci m'amène au projet de Revue de B*** et M***. D'abord, pour qu'ils commencent au 1^{er} octobre avec notre collaboration, il faut ou qu'ils ajournent indéfiniment la publication de leur *Histoire*, ou qu'ils songent à la publier par fragments dans la Revue. Hors de là, je ne vois pas d'ici à un an comment je pourrais participer à leur publication, et je suis surpris que vous ne leur en ayez pas fait vous-même l'observation. Sondez-les, je vous prie, et voyez ce qu'ils entendent.

L'*Histoire de la démocratie moderne* peut convenir à une Revue comme tableau d'histoire. Étude sur le progrès, etc. Pour peu que le format de la Revue approche de celui de la *Revue des Deux-Mondes*, il n'y faudra pas plus de 50 feuilles, soit environ quinze articles à 3 feuilles 4/4, ou 52 pages par article. Ce qui ne semble nullement impraticable.

En y pensant davantage, il me semble qu'en effet cette *histoire* ferait une excellente matière de Revue. Revue de sept à huit siècles : politique, philosophique, religieuse, anthropologique, esthétique, psychologique, etc. Les Croisades, le Moyen Age, la Scolastique, la Réforme, Descartes, la Révolution, etc., jusqu'à 52 inclusivement. Avec ce morceau de résistance on peut aller loin, et, en vérité, je ne vois pas ce que, par le temps qui court, nous pourrions offrir de plus solide, de plus incisif, de plus sûr pour nous, de plus croustillant pour le lecteur, de plus mortel à la royauté, au gouvernementalisme et au catholicisme.

J'appelle sur ce point votre pensée. Parlez-en à Bouteville.

Allez de ma part avec Eisermann demander à Garnier frères deux exemplaires pour New-York, un desquels vous remettrez à Eisermann qui, je crois, n'a pas reçu le sien. En même temps, vous le prierez de m'écrire.

Que Garnier frères mettent s'ils veulent ma lettre au Président en tête de mon livre; mais de manière que ce soit une affaire d'*éditeur*, non d'auteur. Quelques mots en tête, comme ceux que j'ai faits pour le *Siècle*, où le libraire dira qu'il croit *utile*, etc., de reproduire. La brochure étant de circonstance, on peut y joindre une pièce de circonstance.

Si Herzen repasse par Paris à son retour d'Angleterre, tâchez de l'y retenir en le persuadant de son rappel. Il faut que les étrangers expulsés, comme les nationaux, combattent la proscription réactionnaire par la sollicitation et tous les moyens. Nous sommes dans un siècle d'intrigue; bien dupes serions-nous si, après avoir perdu notre peau de lion, nous rejetions celle de

renard ! Bon gré mal gré que nous en ayons, il faut nous battre sur le terrain de nos adversaires.

J'irai dimanche ou lundi à Besançon. Nous avons eu dimanche 15, à Burgille, Guillemin et Huguenet. Ordre était donné d'en haut aux paysans d'allumer des *founés*, c'est-à-dire des fagots d'épines hissés au haut d'un mât en signe de réjouissance, comme autrefois à la Saint-Jean. Les paysans se sont f.... de l'invitation.

En somme, le pouvoir actuel est sans racines dans les campagnes comme à la ville; mais on est acculé, on ne bougera pas.

Je vous serre la main et j'embrasse M^{me} Da. et Bibi.
Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 26 août 1852.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, j'ai reçu votre lettre du 22 courant, et j'ai pu prendre connaissance aussi de celle qu'a reçue de vous presque en même temps Guillemain. Je connaissais la plupart des choses dont vous nous faites part dans l'une et dans l'autre. Penon, qui s'est trouvé dans le courrier de Th. Desprez avec moi lors de mon arrivée à Besançon, m'a fait part de ce qui concerne nos amis.

L'article de Léon Plée m'a prouvé une chose, c'est que le parti de la république modérée ou cavaignaquiste a passé décidément aux Orléans : l'affaire n'était peut-être pas décidée à mon départ de Paris. L'offre faite tour à tour à Jourdan, Pelletan, de faire l'article sur mon livre; puis la commission donnée au *secrétaire* de rédaction, me dénotent qu'après conseil tenu et sur nouveaux faits, on n'a pas voulu donner ce nouveau gage à la Révolution.

Ici, les choses se passent exactement de même. Le parti Th. D***, je soupçonne même O***, tourne aux Orléans. La haine de Bonaparte est ici à un degré qui m'a étonné moi-même, surtout d'après le caractère

connu de notre vieille cité. Partout j'ai recueilli des échos effrayants contre le Président de la République. Pendant qu'on m'anathématise de tous côtés, l'opposition à L.-N. va si vite que déjà le *sacer esto* peut être regardé comme une prophétie faite après coup. En même temps, la haine du paysan contre le curé éclate de toutes parts, et, dans nos montagnes, il n'est déjà plus question que de chasser les prêtres. J'aurais dix pages à écrire si je voulais épuiser tout ce que m'apprend ici la situation qu'a créée la politique de L.-N., à la suite de l'action non interrompue des causes économiques depuis 1825 et 1830.

J'en ferai peut-être le texte d'une réponse au *Siècle* et à l'*Univers*, dont j'attends, par la complaisance d'un ami, les deux ou trois numéros qui me regardent.

Voyez de ma part Neftzer, faites-lui part, si vous le jugez utile, de la présente. Témoignez-lui ma reconnaissance et dites-lui que cette fois, si Girardin persiste dans les dispositions où je l'ai laissé, je suis très-résolu à faire quelque chose avec lui *pour la Liberté et la Révolution*. Je vois le moment approcher où nous resterons les deux derniers sur la brèche pour défendre la République; c'est une gloire que nous ne devons pas négliger, d'autant moins qu'en ce moment, ce rôle est le seul qui puisse nous donner valeur et considération devant le monde et dans l'avenir.

Neftzer accueillera-t-il, le cas échéant, ma réponse au *Siècle* et à l'*Univers*? Voilà pour le moment ce qui m'importe.

Oui, je regarde L.-N. à peu près comme mort. Girardin avait raison, c'est l'orléanisme qui l'emporte, et, cependant, si nous parvenions à grouper autour de nous, ou avec nous, dix mille républicains, l'orléanisme

intrigant, expectant, sans philosophie, sans idée, l'orléanisme serait vaincu. Girardin veut-il courir cette chance?...

Comme L.-N., le parti prêtre est virtuellement mort aussi. On n'en veut pas, on s'en irrite, et avec la haine de leur influence croit le mépris de leur dogme. Je l'ai dit au père Weiss, je le répéterai dans la *Presse* : *Que les âmes dévotes prennent leurs passe-ports d'avance, parce qu'avant dix ans peut-être il ne restera pas en France un seul prêtre pour leur administrer les saintes huiles!...*

Je reçois à l'instant une lettre de L***, qui est à Lausanne, souffrant d'une cicatrice variqueuse qui s'est rouverte. Les nouvelles qu'il me donne des dispositions des amis de Suisse et de l'effet produit par mon livre sont très-bonnes : en somme, je ne crois pas avoir à rabattre rien de ce que j'ai dit à Langlois, c'est que le succès, au point de vue de la Révolution, est au complet.

Les grognements de quelques croutons ne doivent être pris en considération : c'est le dernier soupir du mauvais esprit jacobin que tout le monde reconnaît de plus en plus comme une variété du principe d'autorité et l'antipode du progrès. Et puis, en présence des attaques de l'*Univers*, de l'*Assemblée*, de l'*Union*, etc., comment voulez-vous qu'ils osent parler. Le *Sidcle* s'est avisé de faire chorus; vingt lignes de Girardin suffiront pour faire comprendre à toute l'Europe que le *Sidcle*, rallié aux orléanistes, a rompu avec la Révolution. Quand L. Plée me demande si la publication exceptionnelle de mon livre n'accuse pas en moi une sorte de bonne intelligence avec l'Élysée, m'est-il donc si difficile de retorquer l'argument et de demander si la présence de M. Cavaignac à Paris, de Guinard, etc., pendant que Lamoricière et Charras sont à Bruxelles; si

la publication du *Siècle* lui-même, pendant que le *National* est tué, n'accusent pas M. Havin et tout son conseil ?

Laissez, mon cher ami, la situation se dégager, les individus, les coteries, se compromettre, et en vingt-quatre heures nous pouvons faire tomber le rideau. Moquons-nous des criaileries de la proscription; les proscrits ne comptent pas. Il nous suffira, à l'occasion, d'un mot pour le leur faire entendre et les réduire au silence.

Je vous serre la main avec toute la cordialité franco-comtoise, et toute mon amitié pour vous.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 26 août 1852.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, je suis à Burgille avec toute ma progéniture, la mère y compris, depuis le 12 courant. Nous avons eu quatre à cinq jours de mauvais temps, le reste passable ou très-beau. Mes petites filles reprennent vigueur d'une sensible manière. Avant notre départ, le Dr Michon, de la Pitié, a dit, en voyant Catherine : *Voilà une enfant qui tourne au rachitisme, envoyez-là à la campagne, et si dans trois mois les jambes ne se redressent pas, on appliquera un appareil.* Nous en sommes à l'expérience qui, je crois, sera favorable...

Je flâne à Burgille; je reçois quelques visites, j'écoute les paysans, je me renseigne de tout, en pêchant aux écrevisses, cueillant des noisettes, etc. Nous avons eu le 15 août fête patronale à Burgille, et maintenant nationale. A présent, élections municipales, etc., etc. J'ai déjà fait un voyage à Besançon, du 23 au 25 inclusivement, et j'ai pu recueillir d'étranges renseignements. Perron, le professeur de philosophie, que je revois depuis notre rencontre chez Pinson et qui sollicite pour moi la mise en liberté de quelques amis, Perron s'est trouvé dans le courrier avec moi; il allait

à la séance du 24 août de notre Académie. C'était l'anniversaire séculaire de la fondation de la société. Il y avait Fleury, Mauvais, etc.; le secrétaire perpétuel, Pérennès, qui a remué en 1838 ciel et terre pour me faire nommer, qui, en 1848, s'est aplati devant le gouvernement provisoire, Pérennès n'a pas eu honte de prononcer cette phrase, à propos de la pension Suard : « Une fois sur six cette pension *s'est égarée*. » En sorte, dis-je au père Weiss, que MM. Fallot (mort), Mauvais, Forien, Petit et Fleury sont tous de grands génies et que je suis un misérable.

Après la séance, gala académique, où l'on a juré de restaurer la société par la religion, l'ordre, etc., etc...

Mon cher docteur, j'ai bien peur que dans six mois mon livre ne semble plus qu'une prophétie faite après coup.

La réaction contre les prêtres est déclarée dans toutes nos montagnes. On ne parle déjà plus que de chasser les prêtres et de supprimer les cures. Le droit de nommer les maires, retiré aux habitants, cause une vive irritation; l'ordre d'allumer des feux de joie le 15 d'août a paru une réminiscence du moyen âge et a fâché pour tout de bon le paysan.

Enfin, les années mauvaises s'accumulent : la petite propriété, le petit commerce, la moyenne industrie, tout est perdu, écrasé... Le vigneron et le laboureur sont à la veille de désertier les campagnes. Une seule industrie, toute locale, prospère dans notre département et la révolutionne de fond en comble, c'est l'horlogerie.

Je retourne à Besançon dimanche prochain, 29, avec ma femme que je dois présenter aux vieux parents et amis. Je serai de retour le 1^{er} ou le 2, après quoi je pars pour Lyon, où je passerai peut-être quinze jours à

visiter la navigation du Rhône et de la Saône. Je pousserai probablement jusqu'à Marseille et peut-être à Toulon ; puis je reviendrai à Burgille, d'où je pense faire un tour à Paris avant d'emmener la famille, qui séjournera ainsi jusqu'aux environs de Noël dans la verte Franche-Comté.

Si donc vous venez au pays, comme vous me l'avez fait espérer, prévenez-moi afin que je dispose mes courses et que je me trouve sur place le jour de votre présence.

Bonjour à Bessetaux, Dominique, père Eustache, etc.
Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Garnier est à son quatrième tirage, soit 13 ou 14,000, plus la concurrence belge dont on ne peut savoir le chiffre.

Burgille-les-Marnay, 27 août 1852

A M. DARIMON

Mon cher Darimon, je répons à votre lettre d'hier, 26.

J'attendrai, pour prendre une résolution concernant le projet de *Revue* de B***, que j'aie vu Garnier à Lyon où je compte me trouver du 2 au 4 septembre prochain. J'y resterai huit et peut-être quinze jours, suivant le temps qu'absorberont mes courses sur le Rhône et la Saône.

Vous sentez que je ne puis me décider qu'après que je saurai au juste quelle est ma situation personnelle et sur quoi je puis compter d'ailleurs. Or, c'est ce que je ne puis convenablement apprécier qu'à Lyon, avec les frères Gauthier, mon ami M. Penet, que vous ne connaissez point, et Garnier jeune. J'espère que vous avez assez de confiance en mon amitié pour croire que je vous fais entrer en compte dans toutes mes résolutions, comme dans mes espérances.

D'ici là, au lieu de passer le temps en conversations inutiles, priez M*** et B*** de vous faire un projet de *Revue* bi-mensuelle, pour tout ce qui concerne le format, l'exécution typographique, le nombre de feuilles, les frais de timbre, rédaction, papier, etc. En un mot,

dites-leur de dresser ce devis de manière qu'il ne reste plus à nous qu'à dire *oui* ou *non*, et, dans le premier cas, à fournir la matière.

Je comprends très-bien la répugnance qu'aurait B*** à mettre l'*Histoire de la Démocratie* dans la *Revue*, et je n'y reviendrai point. De mon côté, je ne suis point décidé non plus à y faire entrer ma chronologie, d'abord parce que je ne la trouve point assez riche encore et qu'il me reste beaucoup à faire pour l'amener au point où je la veux, ensuite parce qu'il me répugne de morceler cet ensemble que j'ai à cœur de rendre magnifique. Mais qu'à cela ne tienne, les matériaux ne nous manqueront pas, et si vous, Boutteville et autres amis, n'êtes point las d'écrire, je me charge de vous trouver plus de sujets neufs que vous n'en épuiserez jamais.

L'Empire va se faire, dites-vous; je l'ai toujours cru, sans dire ni *tant mieux* ni *tant pis*. Il faut que la société aille, qu'elle se meuve, et partant qu'elle suive une direction : cette loi est fatale. Voici qu'elle commence, après l'étape du 2 Décembre par faire celle de l'Empire, soit; tout le monde y sera pris : l'Empereur, d'abord, qui n'y trouvera que viande creuse; la Bourgeoisie après, qui ne s'en verra pas plus stable; le Peuple, de plus en plus indigent, et les vieux partis orléaniste, légitimiste et républicain qui s'apercevront bientôt que cette évolution, loin de les ramener au pouvoir, les en éloignera davantage. Donc, *laissez faire* et *laissez passer*, c'est tout ce qui nous convient.

Ici, je trouve la bourgeoisie profondément aliénée de Bonaparte, et toute pleine de sentiments révolutionnaires. Les paysans sont révoltés par la loi qui leur

ôte la nomination de leurs maires ; le clergé est détesté pour son influence ; les idées sociales, grâce au développement de l'horlogerie dans les villes et les campagnes, gagnent du terrain, et font de la Franche-Comté une des meilleures provinces pour le Progrès.

Le sentiment universel de la ruine du petit commerce, de la petite industrie et la petite propriété, ne laisse plus de place à aucune prédilection politique. Les cœurs s'aigrissent ; la haine, une haine franc-comtoise, froide, lente, mais qui dure et ne pardonne point, s'amasse et se substitue aux anciennes idées d'ordre public et de subordination envers l'autorité centrale. On voit la misère s'approcher, inévitable, implacable, et devant ce spectre, toute religion s'éteint, tout préjugé de politique s'évanouit.

Ce que je vois et que j'apprends tous les jours, élève ma pensée, bien au dessus des attaques du *Siècle*, des colères montagnardes et des anathèmes de l'*Univers*. Vraiment, ils n'y sont guère, ces messieurs, et moi-même, en faisant ma brochure, je n'étais pas à la hauteur des circonstances. Devant la dissolution et la ruine qui se préparent, le 2 Décembre, les journées de Juin 48 et le 24 Février ne sont plus que des dates anecdotiques, à peine dignes d'une mention spéciale dans l'histoire. Quand ce qui se passe commencera d'être révélé, il n'y aura guère de place, je vous assure, dans l'attention publique ni pour les répressions du pouvoir ni pour les petites calomnies des jacobins et les malédictions des jésuites. C'est à ce point de vue de plus en plus élevé que nous nous placerons dans la *Revue*, et Dieu veuille qu'après avoir commencé comme Daniel, nous nous ne finissions pas comme Jérémie.

Je répondrai au *Siècle* et à l'*Univers* ; mais je prends

mon temps. J'ai déjà écrit à Cretin que j'attribuais le revirement du *Siècle*, à mon égard, à son ralliement secret à l'orléanisme ; laissons faire et se découler les preuves. Ici, il n'est bruit, dans les conversations, que de la chute prochaine de L.-N., et du retour de la famille d'Orléans ; en Belgique aussi, les républicains, par haine de l'Élysée, se rapprochent de ce parti, et tandis qu'ils m'accusent de ralliement au Bonaparte, ils apostasient eux-mêmes. Encore une fois, laissons les faits se produire ; éclairons-nous, prenons des notes, et comptez qu'il me restera assez de rancune dans six semaines et dans six mois, pour sévir contre les jacobins du *Siècle*, avec la même impitoyable fureur que je fais contre les jésuites de l'*Univers*.

Mon cher ami, on nous croyait morts ; il faut que je ménage mes forces et que je ne frappe plus que des coups calculés et mesurés, si je ne veux périr épuisé dans la bataille.

Ceux de Belgique et de Londres sont bêtes, voilà tout. Si jamais la *Revue* existe, je me réserve de leur ouvrir une souscription dans nos feuilles, en les priant vertement de manger leur subvention et de taire leur gueule. Voilà la seule manière aujourd'hui de leur répondre.

Pendant qu'à Bruxelles on m'exècre, à Lausanne, on me couvre de bénédictions. Je suis formellement invité par le conseiller d'État Delarageaz à faire le voyage de Lausanne, pour y recueillir mon ample moisson de sympathies ; c'est 50 francs au moins que me coûterait la voiture, et je ne suis pas en mesure de me donner de ces passe-temps. La poste aux lettres, cette fois encore, suppléera au voyage.

Dimanche, 29 courant, nous allons à Besançon, ma

femme et moi. Nous serons de retour à Burgille mercredi au plus tard; de là, je partirai pour Lyon par Dijon, le chemin de fer et la Saône. Ainsi, à partir du 2 septembre, vous pourrez m'écrire chez *Gauthier frères, commissionnaires, quai de l'Observance, à Lyon.*

Bonjour à votre femme et aux amis.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 28 août 1852.

A M. ET M^{me} NICOLLE

Monsieur et Madame Nicolle, à l'invitation de M^{me} Proudhon, qui a fort regretté de n'avoir pu revoir M^{me} Nicolle avant son départ pour la Franche-Comté, je viens vous souhaiter un petit bonjour et vous prier instamment de nous donner de vos nouvelles.

Comment va le prisonnier? Où en est la demande faite à son intention?...

Depuis la publication de ma brochure, j'ai, de mon côté, sollicité par écrit la mise en liberté de Pilhes et Duchêne, et demandé le rappel de MM. Herzen et Charles Edmond, deux autres de nos amis. Il m'a été répondu par l'intermédiaire auquel je me suis adressé, que cette demande venait un peu TROP TÔT. (J'ai compris trop tôt après l'autorisation que m'a accordée le Président de mettre en vente mon livre); mais que ma requête était prise en considération très-sérieuse, et que, sous peu, il y serait fait droit.

Ainsi, à défaut d'actes, on nous donne des espérances. Espérons donc sans nous déconcerter; espérons, car, en vérité, nous n'avons rien de mieux à faire.

On m'écrit de Paris que l'empire se prépare; qu'en

pensez-vous? Ici, je vois la bourgeoisie pleinement désaffectonnée, et l'orléanisme manifester hautement ses prétentions. D'autre part, l'influence du clergé est détestée, et l'une des choses qui font le plus tort au Président, c'est le pouvoir donné aux prêtres! Dans quel sens marche donc l'Élysée? Où va-t-il? On y voit clair de moins en moins; mais ce qui est bien certain, c'est que les vieux partis ne lui pardonneront jamais, que partout le peuple souffre et se détache, et que dans quelque mois, il sera aussi facile à Saint-Arnaud de jeter L.-N. à Vincennes et de donner sa place à Joinville, qu'il le lui a été, au 2 Décembre, de chasser l'Assemblée et d'écraser les démocrates.

Quand en finirons-nous?

Mes petites filles vont bien. Catherine prend des forces; je vais à la pêche aux écrevisses, qui sont abondantes et monstrueuses dans nos ruisseaux; quelquefois, je pêche aussi le goujon, etc., dans l'Ognon, ou bien je vais à Besançon. Nous avons tous grand appétit, et trouvons à bon marché de quoi y satisfaire.

Nous habitons le *faubourg* d'un petit pays qui ne compte pas cinquante maisons et 4,000 âmes, sur le bord de l'Ognon, dans une des plus fertiles vallées de Franche-Comté, sur la route de Besançon à Dijon, et à portée de la première ville où l'on peut se procurer toutes les choses d'utilité et d'agrément. Demain 29, nous irons, ma femme et moi, visiter les vieux parents et amis qui me restent; après quoi, je laisserai le ménage pour huit ou quinze jours et prendrai ma volée devers Lyon.

Si, dans l'intervalle, vous pouviez écrire deux mots à ma femme, ce serait de votre part œuvre de charité pour elle, car elle s'ennuie parfois, et pour moi

un très-grand plaisir. Adressez, s'il vous plait, à *Madame P.-J. Proudhon, à Burgille-les-Marnay (Doubs)*.

Nos respects et amitiés, s'il vous plait, à M^{lle} Armande, ainsi qu'à M^{mo} et M^{lle} Chartier.

Je serre la main au prisonnier, et je salue M^{mo} Nicolle de tout mon cœur.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 29 août 1852.

A M. BOUTTEVILLE

Mon cher Boutteville, d'après l'avis réitéré que m'en donne Darimon, M. B*** semble avoir le dessein bien arrêté de publier une *Revue* bi-mensuelle, dont la direction me serait exclusivement confiée. Ce projet a de quoi me sourire assurément ; cependant, vous savez combien je suis déjà grevé de besogne, et, d'autre part, vous pouvez dire si la situation est telle que nous puissions déjà arborer, dans une publication périodique, le drapeau de la révolution sociale.

J'ai ajourné ma réponse jusqu'après mon retour de Lyon, où je vais faire un voyage, et, en attendant, j'ai prié Darimon de demander à MM. B*** le devis exact de cette publication. De votre côté, je vous serai obligé d'en causer avec Darimon, Cretin, Massol, etc. ; puis de m'en faire savoir votre sentiment..

Ma brochure a passé, sans doute, et c'est un précédent grave. De plus, à en croire certains journaux de préfecture, le gouvernement serait disposé à rendre à la pensée philosophique toute la liberté qu'il enlève à la polémique quotidienne des partis. Ce sont là de réels encouragements ; mais ce gouvernement est si amou-

reux de ses plus mortels ennemis, les légitimistes, les orléanistes, les jacobins modérés, les jésuites ; il est si désireux de les rallier et de leur plaire, qu'il donnera toujours cent paysans pour un noble, et dix Proudhon pour un Césena ou un Veillot. Il s'agit donc pour nous, d'abord, de suivre de près la marche du pouvoir, et d'établir assez bien nos pronostics pour que nous puissions conjecturer, avec quelque probabilité, sa politique à venir.

Darimon, qui sait combien me pèsent les quatre volumes de l'*Histoire de la Démocratie Moderne*, me dit que la besogne me sera livrée par vous et lui si bien mâchée qu'il ne me restera presque rien à faire. Je ne demande pas mieux, certes, que de n'avoir qu'à gratter de l'ongle après votre coup de ciseau ; mais encore, qu'en dites-vous ? où en êtes-vous ?... Bien que nous ayons souvent parlé de cette *Histoire* comme d'une *commande* ou *pacotille*, je n'en désire pas moins lui donner un grand caractère de philosophie, de vérité profonde, et même de style, si tant est que je puisse songer à la réforme. Quel temps, votre manuscrit terminé, m'imposerez-vous ?...

J'ai lu, depuis mon arrivée, une brochure intitulée : la *Genèse Universelle* ou le *Dernier Déluge*, par Pinel-Domremy ; j'ai pris connaissance d'un livre fort rare, distribué, mais non mis en vente : *Philosophie de la Révélation*, par M. Grandet (anonyme), ex-représentant du peuple. Enfin, je tiens les deux derniers volumes d'Aug. Comte, c'est-à-dire son système social et sa nouvelle religion.

De tous ces ouvrages, il résulte pour moi que le nouveau dogme est très-près de se formuler, et que, sous des styles différents, l'idée révolutionnaire est au

moins aussi dégagée de nos jours que l'Idée chrétienne l'était en 325, au concile de Nicée.

La *Genèse universelle* est tout entière inspirée de mes *Contradictions*, etc., c'est un essai *positif*, analytiquement déduit de ma critique négative, et de quelques propositions plus explicites que nous avons depuis formulées. Ajoutez un certain vernis de mysticisme appartenant à l'auteur, et vous avez le livre. Ainsi, nous avons déjà la puissance de suggérer tout un plan de doctrine; symptôme heureux et qui nous assure une place dans la synthèse révolutionnaire du siècle suivant.

La *Philosophie de la révélation* est une exposition de la Trinité, basée sur les principes du calcul différentiel et intégral. Pur exercice de dialectique, à l'aide de définitions nouvelles, mais tout plein de propositions de détail et de vues qu'aucun de nous ne répudierait.

Quant au livre d'Aug. Comte, je ne comprends pas, en lisant, comment l'auteur aspire à une autre originalité que celle de son insupportable style. C'est *humanisme* tout pur, moins le grandiose métaphysique des Allemands, et ramené à la sécheresse matérialiste des d'Alembert, des Ampère etc. Ici encore, je ne vois presque rien que nous n'ayons tous vu d'avance aussi bien, souvent mieux, que M. Comte, et qu'en tout cas nous ne puissions infiniment mieux dire.

Or, rien qu'à exposer ces ouvrages et beaucoup d'autres analogues, nous pouvons dans une *Revue* tout dire, et, ce qui vaut mieux, construire toute la science sociale, ôtant ainsi à nos idées le caractère de personnalité fâcheuse qu'elles ont reçue, dès 1845, de l'auteur des *Contradictions*, et, plus tard, du rédacteur en chef du *Représentant du Peuple* et du *Peuple*. Cela ne vous

semble-t-il pas heureux pour nous autant que pour nos idées elles-mêmes ? Le jour où une idée se dépersonnalise, elle devient VÉRITÉ.

Ainsi, tandis que les sectaires, jaloux à l'excès de leur dogme et de leurs formules, n'admettent, comme les théologiens, que la vérité qu'ils font et dans les temps qu'ils choisissent ; nous chercherons nos idées dans l'expression spontanée des institutions, des écoles et des penseurs : il y a là, ce me semble, pour une *Revue* révolutionnaire, une chance immense de succès.

En ce moment, le parti républicain *modéré* fait sa transition à l'orléanisme ; les rouges suivront ou périront, c'est fatal : car s'ils nous haïssent, on les déteste encore plus. La légitimité ne compte déjà plus sur l'horizon politique, et, quant aux prêtres, j'ose vous les garantir d'autant plus près de leur fin que le gouvernement leur laisse plus d'importance. C'est donc, en définitive, le capitalisme, plus ou moins uni aux fantaisies impériales et royales, qui est notre véritable adversaire. Ne pensez-vous pas qu'il y ait pour nous plus d'un parti excellent à tirer de la situation ; je veux dire de cet antagonisme politique partout soulevé contre le pouvoir des malthusiens ?...

Observez, réfléchissez, consultez et écrivez-moi. Je suis résolu à frapper fort ; mais j'ai encore plus d'envie d'y mettre toute l'adresse, toute l'habileté, si vous me permettez ce mot, toute la *rouerie* dont je suis capable. de manière que le public soit encore plus surpris de la manœuvre de l'écrivain que de sa force et de son audace. Pour cela, je ne connais qu'un moyen, c'est de réfléchir longtemps à l'avance et de nous y mettre tous, car un seul homme n'ayant qu'un visage ne voit jamais que d'un seul côté. Pensez-y donc, et pensez bien.

Je pars aujourd'hui pour Besançon avec ma femme. Nous serons de retour à Burgille après-demain mardi ou mercredi au plus tard; après quoi, je me dirigerai sur Lyon, où je resterai huit ou quinze jours.

M^{me} Proudhon se joint à moi pour vous souhaiter le bonjour, ainsi qu'à votre famille.

Je vous serre la main.

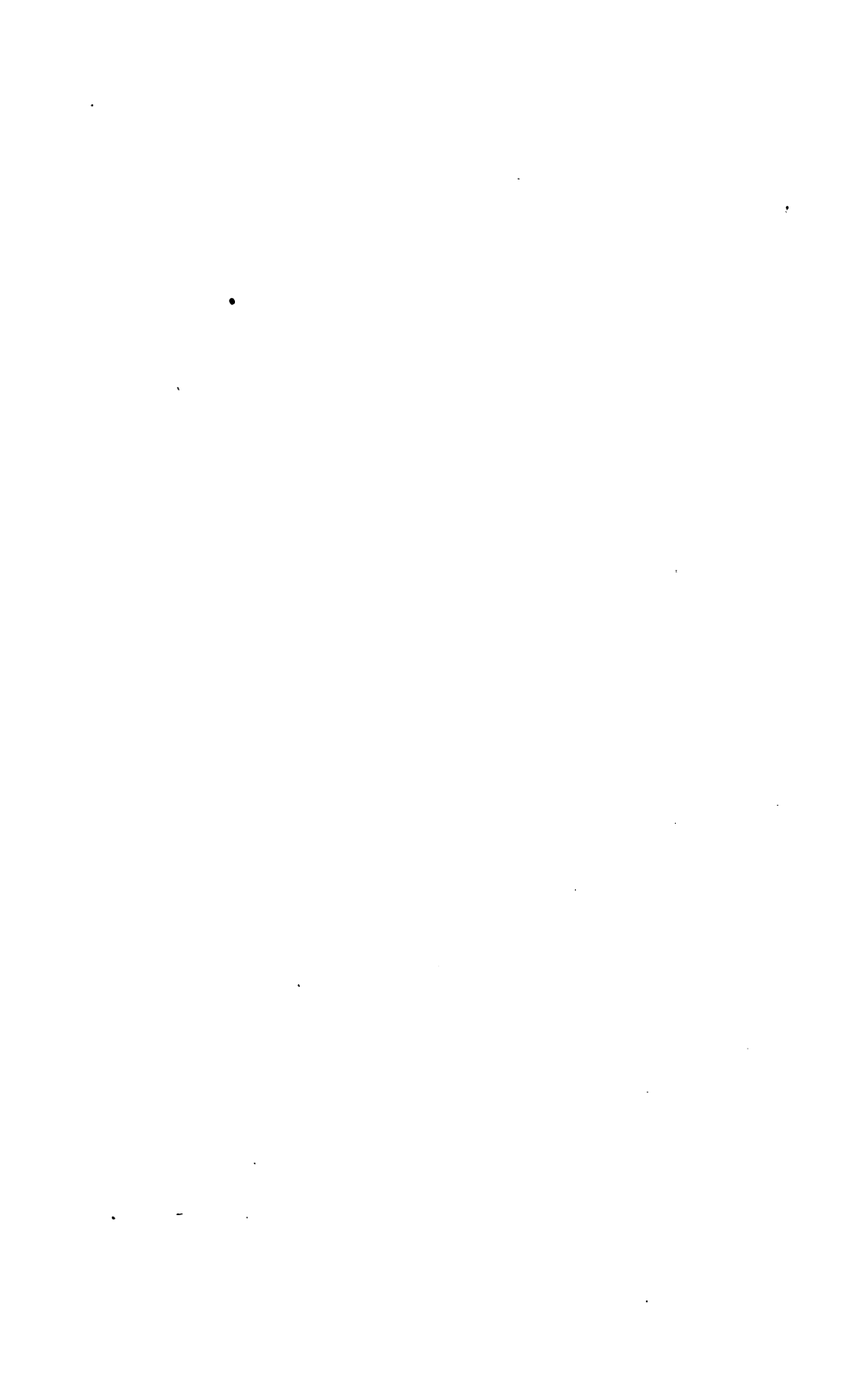
P.-J. PROUDHON.

APPENDICE ⁽¹⁾

(1) De nouvelles lettres de P.-J. Proudhon nous sont adressées par ses correspondants au cours de notre publication. Ces lettres sont rangées à leur ordre de dates pour tout ce qui reste à publier. Mais les lettres antérieures ne pouvant être classées à leur rang, dans les volumes publiés, seront insérées en appendice.

Les personnes qui possèdent encore des lettres autographes de P.-J. Proudhon, sont priées de nous les communiquer, afin de faire figurer ces lettres dans les volumes prochains.

(Note des éditeurs.)



APPENDICE

Paris, 22 juin 1919.

A M. L'ABBÉ ***

Monsieur, j'ai achevé la lecture de votre manuscrit et j'en ai déjà parlé à quelques libraires. J'ai à m'exprimer avec vous, et sur l'ouvrage lui-même, et sur sa publication. Si j'ose sur le premier point vous soumettre quelques observations, ne les prenez que comme venant d'un mondain, inhabile à juger les choses qui sont de Dieu, mais qui a quelque fois du bon sens.

Il y a des choses parfaites dans votre livre : certains chapitres m'ont paru des morceaux achevés. Si je ne craignais de vous flatter, je dirais que vous m'avez rappelé souvent, par votre style et votre éloquence, par cette métaphysique chrétienne dont peu de prêtres aujourd'hui connaissent le secret, les *Méditations sur l'Évangile*, et les *Élévations sur les mystères de Bossuet*. Certainement, monsieur, votre ouvrage obtiendra du

succès et peut-être un très-grand succès, ou bien il faudrait croire que le clergé catholique est devenu tout rationaliste.

J'avoue que moi, ignorant et tiède, je ne m'attendais pas à trouver tant de choses sous un titre comme celui-ci : *du mystère de la Vierge*; ni surtout à me sentir réchauffé par votre verve religieuse. Quel effet devra produire un pareil livre sur des âmes tendres et pieuses, quand un esprit aride, inflexible et positif comme le mien s'est laissé séduire à votre entraînant éloquence? Peu s'en faut que je ne sois dévot à Marie. J'ai retrouvé dans votre doctrine une foule de choses que j'aurais cru prises de mes propres idées, si tout ce que je fais n'était pas encore enseveli dans le chaos de mes notes et extraits. Oui, monsieur, nous nous touchons par plusieurs points, et vous confirmez l'espérance que je nourris et qui chaque jour devient pour moi plus légitime, que tout, dans le christianisme, doit parvenir à la démonstration philosophique, qu'il renferme la philosophie traditionnelle, que tôt ou tard le monde sera chrétien par conviction et par raison comme il est aujourd'hui géomètre et physicien : ce qui n'exclut pas la nécessité de la grâce pour être vrai chrétien, c'est-à-dire pour croire par le cœur et les œuvres aussi bien que par l'entendement.

Ce à quoi je trouve à redire dans votre ouvrage, ce sont les citations. Il m'a paru fréquemment que vous faisiez beaucoup trop d'honneur à certains auteurs, dont la manière dépare la vôtre sans ajouter à votre pensée. Règle générale : toute citation ne doit être faite qu'autant que l'auteur cité dit mieux les mêmes choses ou leur prête une autorité nouvelle; cette règle, vous ne l'observez pas toujours. J'étais frappé, en vous lisant,

de certains passages qui me semblaient de mauvais goût, écrits dans le style plein de recherche et d'affectation de notre époque, puis tout à coup, je m'apercevais que ce que je lisais était une citation ; car à vous, monsieur, une pareille critique ne peut jamais être adressée. Votre diction vive, énergique, tendre ou sublime, selon la matière, est toujours simple et pure. Comment se fait-il que vous aimiez un genre que vous ne suivez pas ? Je cherche quelques exemples.

Folio 20. Citation de M. Lourdoueix : *la ligne perpendiculaire et la ligne horizontale*. Croyez-vous, monsieur, qu'on trouve dans aucun écrivain ecclésiastique des plus mauvais siècles quelque chose d'un goût plus faux, plus ridicule, d'une subtilité plus puérule et plus niaise, d'une froideur plus opposée à la vraie piété que cette singulière idée de M. Lourdoueix ? [Encore une fois, monsieur, ne prenez mes critiques que pour ce qu'elles valent ; ne vous y soumettez pas, mais pensez-y.

Folio 66. Citation de George Sand. Quelle que soit l'opinion publique, et la vôtre en particulier, monsieur, sur le mérite de cette femme, je n'en pense pas moins qu'elle est un écrivain souvent contestable. George Sand ne m'a jamais paru qu'une sorte de M^{me} de Staël qui conserve encore des admirateurs parmi les personnes amoureuses du phébus et des grands mots. Le vulgaire prend pour énergie de style la violence des épithètes et la roideur des expressions, pour profondeur les généralisations et les abstractions, pour sublimité les ballons gonflés de vent, pour nouveauté ou finesse d'observation les démentis donnés hardiment aux maximes reçues. Je pourrais vous donner des preuves de tout cela dans le morceau même que vous citez.

« Qu'on ne dise pas que la femme aime l'enfant à proportion de l'amour que lui inspire l'époux, cela n'est vrai que pour de déplorables exceptions ou des cœurs malades... » Cela est très-généralement vrai, et ne souffre d'exception que pour quelques âmes élevées et énergiques auxquelles il est impossible d'être de tout point corrompues et scélérates. Quelles sont les mères folles, fantasques, imprudentes ? Ce sont précisément les épouses légères, vaines, sensuelles, sans amour, infidèles.

Le portrait que George Sand trace de la mère n'appartient jamais, que par exception, aux femmes de cette espèce. L'histoire du genre humain, l'expérience de tous les jours le démontre. — « Ce sont les femmes « qui nous conservent à travers les siècles les sublimes « traditions de la philosophie chrétienne. » Cela ne signifie absolument rien, parce que cela dit infiniment trop. — « Ce sont elles qui sauvent aujourd'hui les « débris du spiritualisme... » — Le contraire est rigoureusement vrai : les femmes se plongent très-généralement et nous entraînent avec elles dans les profondeurs du sensualisme. Voyez les femmes saint-simoniennes et fouriéristes. — Tout ce que dit George Sand sur *l'égalité* de la femme est une vérité triviale, s'il n'entend pas autre chose que ce que Rousseau a développé dans la dernière partie de *l'Émile* avec une toute autre supériorité de raison et d'éloquence ; s'il veut dire plus, George Sand tombe dans le faux. Si l'on compare les droits, l'homme et la femme sont égaux ; si l'on compare les devoirs, ils sont encore égaux ; si l'on compare sexe à sexe, la femme est inférieure. Jamais on ne sortira de là : c'est la voix de la raison, de la nature et de l'Écriture, qui a nommé la femme *adjumentum viri*.

« *Qui nous expliquera comment l'attrait chaste et divin de cette simple caresse...* » Pouvez-vous souffrir ce style prodigue d'épithètes magnifiques pour dire les moindres choses? Est-ce donc là savoir écrire? Quoi de plus aisé que de dire le *baiser chaste et divin* d'un enfant? *Simple caresse*, qui vient ensuite, fait une cacophonie étrange avec la *chasteté et la divinité*. — « *Mais quoi... jusqu'à examinons.* » Galimatias parfait, inintelligible en soi, inintelligible par rapport à ce qui précède et à ce qui suit : « *L'union est-elle troublée? Et dans la génération on peut croire que le mal vient des côtés.* » Qu'est-ce que cela veut dire? *Génération* est-il mis pour *généralité*? En ce cas il n'est pas français. L'auteur veut-il parler de la société actuelle, de la génération présente? il fallait préciser la chose. Est-ce enfin de l'acte de la génération qu'il parle? Outre qu'il présente une image obscène, on n'aperçoit pas davantage ce qu'il veut dire.

Je ne finirais jamais avec de pareilles gens. Je ne me suis étendu aussi longtemps que pour vous prouver davantage, Monsieur, combien je souhaite que vous supprimiez cette citation à la fin d'un chapitre qui m'a semblé un chef-d'œuvre de raison et de délicatesse. Je vous crois incapable de rien faire de comparable à la lettre à Marie; ne la citez donc pas. Aussi bien, un auteur comme George Sand ne doit pas être nommé dans un ouvrage sur la Vierge, fait par un prêtre. Vous êtes tombé dans le défaut de ces artistes dont vous parlez, qui peignent leurs madones sur des Vénus gagées. Peut-être étiez-vous bien aise d'avoir une occasion d'écrire quelques lignes vraiment touchantes et sacerdotales sur une femme qui a méconnu le rôle de son sexe, dont elle parle toujours. Cela

serait très-beau si vous étiez le directeur spirituel de George Sand ; mais vous représentez l'Église enseignante, et George Sand une déplorable école. Vous parlez aux fidèles, aux prêtres, vous ne devez pas vous permettre cette consécration du talent très-problématique de cette femme. Laissez ces âmes damnées grouiller dans la vase du marais stygien ; et vous, successeur des Ephrem et de Bernard, chantez *in excelsis*.

J'aurais encore quelques remarques minutieuses de style ; elles trouveront assez tôt leur place à l'impression. Il ne s'agit que des *lapsus calami*. J'ai parlé à M. Parent-Desbarres, l'un des meilleurs libraires de Paris. Il ne consentirait à se charger du livre que de cette manière : vous feriez les premières avances de fonds ; puis il ferait l'ouvrage dans sa *Revue catholique*, par fragments détachés, que l'on tirerait en même temps in-12 ou in-18 ; cette opération durerait six mois. Or, c'est précisément ce que vous ne voulez pas. MM. Gaume ne se chargeront pas non plus des frais d'une publication. Tous les libraires sont écrasés sous une si prodigieuse quantité d'impressions anciennes, qu'ils peuvent à peine respirer et ne veulent plus entendre parler de rien. Je voyais M. Parent-Desbarres, à mesure que je lui parlais, comprendre très-bien que l'opération était bonne, et je lisais dans son geste et sa physionomie le dépit qu'il éprouvait de ne pouvoir faire plus d'avances ni de bénéfices. C'est la même chose chez tous les autres. Ainsi, il n'y a point d'espérance de ce côté.

M. Vieux voyage dans la Bretagne ; dès que je saurai où lui adresser ma lettre, je lui écrirai à votre sujet. Peut-être aviserait-il au moyen de faire les fonds d'im-

pression, car, pour moi, Monsieur, il n'y faut pas penser. Tout ce que je pourrais, n'étant pas libraire, mais imprimeur, ce serait de vous faire l'avance de mon travail et de ma main-d'œuvre ; M. Vienx se chargerait du placement ; M. Parent-Desbarres consentirait à prêter son nom comme éditeur, et la publicité de sa feuille périodique, ainsi que le concours de ses quatre voyageurs. M. Desbarres a environ huit mille abonnés à ses différentes publications, qui toutes portent sur leurs couvertures les annonces des livres nouveaux ; huit mille abonnés supposent cinquante à soixante mille lecteurs. Je me chargerais aussi d'un article, soit dans la *Gazette de France*, soit dans l'*Ami de la Religion*.

Considérant donc l'immensité de la publicité qu'il serait possible de donner aux annonces, l'activité de M. Vieux et de ses collègues et, par dessus tout, le mérite intrinsèque de votre ouvrage, mérite sur lequel je ne crois pas me tromper, on peut espérer raisonnablement de placer en peu de temps cinq cents exemplaires. Or, voici le calcul qu'a fait devant moi M. Desbarres : les frais d'impression et brochure s'élèveraient à 900 francs environ pour un tirage à quinze cents ; le prix de l'ouvrage étant porté à 2 fr. 25 ou 2 francs, soit, pour le libraire, si vous le voulez, 1 fr. 50 ; les cinq cents exemplaires vous feraient net 750 francs.

Au maximum de dépenses et au minimum de prix par exemplaire, la moitié de l'édition vous défraie ; l'autre moitié vous appartient. A ce compte, vous êtes seul propriétaire de l'édition. Ce libraire ne prend pas sa commission ; l'imprimeur n'a rien, si vous le rem-

boursez de ses avances, soit à la livraison de l'ouvrage, soit aux termes ordinaires.

J'attendrai votre réponse avant de revoir M. de Vallette.

Je suis, Monsieur, votre très-humble et très-dévoué serviteur.

P.-J. PROUDHON

Paris, 6 juillet 1840.

A M. DROZ.

Monsieur Droz, je pars, non comme vous me l'avez reproché plus d'une fois pour aller prendre des vacances, mais pour mettre ordre à mes affaires, me préparer de nouvelles années d'étude, et puisque je n'ai plus qu'un an à passer sous la tutelle de l'Académie, pourvoir au temps qui suivra. Comme pensionnaire Suard, je ne reviendrai pas à Paris; ainsi, monsieur, les rapports qui existaient entre nous cessent dès aujourd'hui. Je vous remercie de la constante bienveillance que vous m'avez montrée, et, je crois pouvoir le dire, de tout le bien que vous auriez voulu me faire, et que, par ma faute et mon opiniâtreté, vous ne m'avez pas fait. Vos entretiens, toujours élevés, toujours pleins d'une sage philosophie et d'intéressants souvenirs, m'ont été précieux et utiles; pour vos conseils, je les ai toujours jugés excellents; malheureusement il est dans ma nature de n'en suivre de personne.

De tous les hommes que je connaisse, vous êtes le seul pour qui j'eusse voulu m'imposer une exception, je ne l'ai pu: une telle résolution ne me dure jamais vingt-quatre heures. Au reste, je vous l'ai dit plus

d'une fois : je veux courir la chance de ma vocation et subir toutes les conséquences de mon caractère, au péril même de mon existence ; à part le métier d'imprimeur, que je n'abandonnerai jamais entièrement, je ne connais de fonction qui me soit propre que celle de méditer à mon gré, et d'exprimer plus ou moins heureusement les pensées souvent très-paradoxales que l'observation psychologique et l'analyse me suggèrent.

La brochure que j'ai fait imprimer depuis votre absence (le fameux *Mémoire sur la Propriété*) et que je soumetts à votre jugement, vous prouvera, je l'espère, que depuis un an j'ai su employer mon temps. Démontrer l'injustice et l'impossibilité de la propriété ; extraire de cette démonstration les lois fondamentales de la société ; analyser la conscience et l'intelligence humaine par une méthode toute nouvelle, et compléter la doctrine de l'un de nos plus savants naturalistes sur la différence qui existe entre les animaux et l'homme par rapport à l'instinct et à l'intelligence, aussi bien qu'en ce qui concerne le sens moral ; enfin, montrer l'unité métaphysique de plusieurs sciences, la jurisprudence, l'économie, la morale : un tel travail, doit, si je ne me trompe, faire époque dans l'histoire de la philosophie, et contribuer à notre réforme politique. J'attends sur cet Essai le jugement du public, non pour savoir ce que je dois penser de moi-même, mais pour connaître ce que je dois penser des hommes. L'état des esprits, après la lecture de mon livre, me donnera la mesure des intelligences et déterminera la forme, l'étendue et le ton de mes ouvrages nouveaux.

Si vous me le permettez, monsieur, j'aurai l'honneur de vous adresser toujours à l'avenir un exemplaire de chacune de mes publications ; ce faible hommage de

mon affection pour vous et de ma vive reconnaissance me rappellera sans cesse les moments agréables que j'ai passés près de vous, et les obligations nombreuses que j'ai contractées envers vous.

Agréez, monsieur, l'expression de mes sentiments affectueux.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 27 décembre 1848.

A M. E. DE GIRARDIN

Monsieur de Girardin, à neuf heures du soir, je me proposais encore de répondre, par ma visite, à l'aimable invitation que vous avez bien voulu me faire, vous et Madame de Girardin, d'aller passer la soirée avec vous. Le déluge des affaires m'en a empêché. Des épreuves à revoir, un journal à conduire, la Banque du Peuple à fonder, des visiteurs, des sollicitations, des réclamations sans fin ne me laissent plus une minute de repos. Moi, philosophe, penseur, flâneur et causeur de profession, je me vois lancé malgré moi dans la vie active : de spectateur que j'eusse voulu être de la révolution, j'en suis devenu l'un des acteurs principaux. De quelque façon que les choses se passent, je périrai à la peine, et le monde n'en ira ni mieux ni plus mal. Que le bon Dieu bénisse ceux qui nous ont précipités dans ce coupe-gorge !...

Maintenant, Monsieur, me permettez-vous, après avoir exprimé mon juste remerciement, de vous dire que je serais bien plus heureux de causer affaires avec vous, que d'aller me divertir dans votre charmante société ? Vous venez de faire un Président, peut-être plus ; mais cela ne change pas le fond des choses ; cela ne rend ni du

travail aux ouvriers, ni du crédit aux propriétaires, ni la confiance aux capitalistes, ni..... j'en aurais jusqu'à demain. Vous savez cela mieux que moi ; vous êtes trop clairvoyant, trop positif pour ne pas méditer quelque grand dessein, et ce qui vient de se passer prouve votre force et votre influence. J'ignore pourquoi, père et parrain d'un Président de la République française, vous n'avez voulu accepter aucune fonction : ce serait le sublime de la vengeance et de l'ironie, si ce n'était la preuve de quelque pensée profonde. Vous menez la petite bourgeoisie, la classe moyenne ; j'ai acquis, à grand'peine, à travers mille calomnies, quelque influence auprès des travailleurs.

Né pourrions-nous donc faire quelque chose pour notre pauvre pays, par-dessus toutes ces critiques qui nous font aller de cascade en cascade, de Guizot à Barrot, de Barrot à Ledru, de Ledru à Cavaignac, de Cavaignac à Bonaparte, etc.... sans aucun profit pour le peuple et au grand détriment de la raison et du caractère national ?

Pour moi, je crois que le gouvernement ne sera ce qu'il doit être que quand nous aurons la sécurité dans l'économie publique ; et je crois que vous pouvez rendre d'immenses services à cet égard.

Pardon, monsieur, de ma patriotique indiscretion. Je ne puis vous remercier du Bonaparte ; mais je brûle d'avoir à vous louer de quelque service, moins éclatant et plus réel, rendu à notre pays. C'est la seconde fois que je frappe à votre porte : me renverrez-vous toujours avec un *Dieu vous assiste...* ?

Recevez les salutations cordiales du plus grand maudit de la société, maudit vous-même.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 11 avril 1851.

A M. MICHELET

Monsieur, j'ai reçu en son temps l'envoi précieux dont vous avez bien voulu m'honorer des quatre premiers volumes et demi de votre *Histoire de la Révolution*. Je les ai lus aussitôt avec un empressement extrême et une satisfaction extraordinaire.

Je viens, en vous faisant mes humbles remerciements, vous exprimer mon admiration, non-seulement pour l'écrivain, mais surtout pour le penseur et le juge.

Enfin, enfin, la Révolution française sort de la légende, du roman, des factures et du pamphlet. Elle arrive à l'histoire; il semble que ce soit de ce jour qu'elle se répand sur le monde. Je la revois telle à peu près que vous nous la montrez; j'avoue que je ne la comprenais guère, que je la trouvais misérable, usurpatrice, illégitime, telle qu'il m'avait été donné de la connaître. Accoutumé à ne céder jamais à l'entraînement de mon opinion et de mon parti, ne pensant pas que de grandes misères fussent une raison suffisante d'un si grand mouvement, j'étais comme oppressé de l'insuffisance de nos narrateurs, je me disais que la Révolution avait encore plus à se plaindre de ses apolo-

gistes que de ses calomniateurs. Quinze ou vingt volumes de la compilation de MM. Buchez et Roux m'avaient fait sentir où était le fort et le faible de cette grande aventure. Mais presque aussitôt j'avais dû maudire cet esprit de secte qui, sous leur plume, venait de nouveau flétrir la grandeur d'âme de nos pères et remettre en doute la justice de leur cause, en faisant pivoter toute la série du mouvement sur l'influence d'un club et la pensée d'un tribun.

Enfin, vous avez, j'ose le dire, réhabilité la Révolution, rendue si mesquine par MM. Thiers, Mignet, Droz lui-même, mon vénéré patron, et plus exécration encore dans Buchez et ceux qui l'ont copié ou suivi que dans toutes les rapsodies de l'émigration et du clergé. Grâce au ciel, la voilà débarrassée, rendue insolidaire de ses meneurs ; les Sieyès, les Mirabeau, les Barnave, les Girondins à leur tour, et Danton et la Montagne ne sont plus que des hommes, souvent bien petits. Marat et Robespierre sont jugés et les jacobins estimés à leur valeur. Vous avez résolu ce problème difficile, celui que je me proposais à moi-même quand je me demandais ce que devait être une histoire de la Révolution : *être révolutionnaire* plus qu'aucun de ceux qui ont figuré dans le drame, et cependant être plus modéré que Danton et les Girondins, plus judicieux que les constituants, plus ami du peuple que Fréron et Marat, plus puritain que Robespierre. Ce but, dans mon opinion, vous l'avez pleinement atteint. Aussi ne craindrai-je pas de dire qu'avec un style qui, parfois, tourne au dithyrambe avec une sensibilité qui passe la mesure ordinaire de l'histoire, vous êtes encore pour moi l'historien le plus vivifiant, le plus complet que je connaisse. Que d'autres, venant après vous, fassent

encore mieux que vous, je le crois possible ; mais vous avez donné le diapason, et je dirai toujours, en montrant votre livre : *Voilà comment il faut concevoir l'Histoire!*

Mon ami et compatriote Railly vous aura peut-être dit que je m'occupais d'un travail ayant pour titre : *Pratique des Révolutions*. Il faut vous dire tout de suite que cette *Pratique* n'est point, comme vous l'auriez pu croire, un ouvrage de haute condition. Ma vie, mes études, mes moyens me rendent impossible des travaux de cette nature ; ce que j'ai entrepris sous le nom de *Pratique*, c'est la démonstration, à l'aide des faits les plus authentiques, les plus communs de cette vérité capitale, si magnifiquement énoncée dans je ne sais plus quel endroit de votre livre, à propos de la culpabilité de Louis XVI : une nation est autre chose qu'une collection d'individus, c'est un Être *sui generis*, une Personne vivante, une âme consacrée devant Dieu.

Ce que je cherche donc, vous le comprenez maintenant, Monsieur, c'est la démonstration de ce grand être, ce sont les lois de sa vie, les formes de sa raison, c'est, en un mot, *sa psychologie*. La nature de mon esprit et la médiocrité de mes ressources scientifiques et littéraires ne me permettent pas les entreprises de découverte telle qu'est, et que sera, j'espère, jusqu'à la fin, votre Histoire. Je ne puis qu'analyser et approfondir ce que d'autres ont constaté et mis en lumière ; ma spécialité, comme ma méthode, est la dissection des faits et le dégagement de leur contenu.

Chose singulière ! ce spiritualisme transcendant, qui vous domine et qui m'obsède, est totalement inconnu à nos tartufes de religiosité, à nos écrivains ecclésiastiques, à tous nos philosophes universitaires. C'est un

homme, réputé ennemi personnel de Dieu, venant à la suite d'un historien adversaire de l'Église, qui s'apprête à jeter dans le monde cette idée grandiose de l'âme des peuples et de l'âme de l'humanité!... Peut-être, au reste, avez-vous parlé de l'abondance de votre poésie plutôt que de la compréhension de votre intelligence, peut-être n'avez-vous dit qu'en figure ce que je prends au positif; c'est ce que plus tard, après réflexion, vous expliquerez sans doute à vos avides lecteurs. Quant à moi, l'homme le moins mystique qui soit au monde, le plus réaliste, le plus éloigné de toute fantaisie et enthousiasme, je crois être déjà en mesure d'affirmer, et je prouverai qu'une nation organisée comme la nôtre constitue un être aussi réel, aussi personnel, aussi doué de volonté et d'intelligence propre que les individus dont il se compose; et j'ose dire que là est surtout la grande révélation du XIX^e siècle. Votre *Histoire de la Révolution*, faite à ce point de vue, est la meilleure préparation que j'eusse pu souhaiter à mes lecteurs. Après avoir vu dans votre narration, penser, agir, souffrir, combattre l'être collectif, ils seront mieux disposés à comprendre les lois de sa formation, de son développement, de sa vie, de sa pensée et de son action.

Votre deuxième volume est tout entier de création, le récit de la fédération de 90 surtout, après tant de récits dignes des almanachs, est trouvé. On sent que là est le nœud et le fort de l'affaire. Après avoir lu ces grands tableaux de l'épopée nationale, on se sent un amour ardent de la patrie, on est fier de s'entendre appeler révolutionnaire.

Votre appréciation des hommes me paraît merveilleuse. Serait-ce parce que d'avance j'abondais dans votre sentiment?... Mirabeau, Sieyès, Danton, Robes-

pierre, Marat, tous les autres, toisés, mesurés, appréciés ce qu'ils valent. Peut-être pourrait-on regretter que vous n'avez pas donné plus de place à Mirabeau et à ses discours; cet homme, après tout, fut le plus magnifique instrument de la Révolution, comme Danton en fut l'âme la plus généreuse. En revanche, peut-être, avez-vous donné trop d'importance aux commencements de Robespierre, car on prévoit déjà que l'accusation contre lui sera terrible. Sa conduite en 91, après la fuite du roi, les massacres de Nancy et du Champ-de-Mars, son aveuglement en 92 sur la question de la guerre, l'absence complète d'initiative, de moyens, de générosité patriotique chez cet homme, singe de Rousseau, ami du pouvoir et des prêtres, enfin l'assassinat de Danton, la loi de prairial, tout cela jure prodigieusement avec la vie pastorale de la famille Duplax et la modestie écolière de l'avocat d'Arras. J'ai toujours cru, et je serai curieux de voir si votre jugement s'accorde avec le mien, que Robespierre qui, au fond, n'était nullement républicain, qui, asservi au *Contrat social*, ce code de toutes nos mystifications représentatives et parlementaires, jugeait certainement la démocratie impossible en France, qui enfin, en 94, loin de réclamer l'application de la Constitution de 93, où la révision voulait encore une plus grande concentration du pouvoir, ainsi que l'avouent et le prouvent ses apologistes Buchez et P.-L. Lebas, — j'ai toujours cru, dis-je, que cet homme-là n'eût été nullement embarrassé, s'il eût réussi en Thermidor, après avoir exercé la dictature, d'opérer lui-même avec Sieyès, Talleyrand, Fouché ou autres personnages, une transaction de l'espèce de celle qu'on vit au 18 brumaire, en 1814 ou en 1830. — Robespierre était, pour tout dire, un

partisan de la monarchie représentative et de la maxime : *Le roi règne et ne gouverne pas*. Louis XVI lui joua un tour horrible, en 91, en se rendant impossible par sa fuite à Varennes.

J'avoue au surplus que ce qui m'indispose contre ce personnage, c'est la détestable queue qu'il nous a laissée et qui gâte tout en France depuis vingt ans, depuis MM. Thiers et Guizot, jusqu'à MM. Ledru-Rollin et consorts. C'est toujours le même esprit policier, parleur, intrigant et incapable, à la place de la pensée libérale et agissante du pays. *Dieu, délivrez-nous du jacobinisme !*

Maintenant, monsieur, me permettez-vous un mot de critique ? ceci ne touche point à votre livre, n'atteint aucun des faits, aucun de vos jugements ; cela ne touche que moi et ne porte que sur une note.

Vous paraissez craindre, et depuis votre livre du *Peuple*, vous n'êtes pas revenu de cette appréhension, que le socialisme au XIX^e siècle ne soit en dehors de la tradition révolutionnaire de 89-92. Vous êtes préoccupé de quelques fantaisies communistes qui circulent dans le peuple et surtout de certaine négation de la *Propriété* et du *Gouvernement* dont vous ne trouvez point les prémices dans la pensée de nos pères.

Permettez-moi de vous dire, monsieur, quant au communisme, que vos terreurs sont absolument sans fondement. Si la question économique, plus explicitement posée aujourd'hui qu'en 89, a dû pousser l'intelligence naïve du peuple vers l'hypothèse communautaire, ç'a été l'effet naturel de la répulsion qu'inspirait le monopole égoïste, la concurrence anarchique et tous les désordres de l'individualisme poussés à l'excès. Mais ce communisme n'existe qu'en protestation et a

moins de racines encore que celui des chrétiens de la primitive Église, qui ne furent pas dix mois en communauté et jamais probablement au nombre de plus de quelques mille.

En ce qui me concerne personnellement, vous avez tort de méconnaître d'abord la nécessité des définitions rigoureuses en théorie, puis de supposer que je veuille conformer la pratique à la rigueur d'une définition. Autre chose est de qualifier une idée, un principe, d'après son extrême conséquence et, autre chose, d'adopter cette conséquence extrême comme la vérité. La propriété a sa racine dans la nature de l'homme et la nécessité des choses, je le sais aussi bien que personne ; mais la propriété sans contre-poids, sans engrenage, aboutit droit où je dis et devient vol et brigandage. Notre société en est là aujourd'hui. C'est pour cela que je cherche dans la création de garanties sociales et mutuelles un contre-poids à la propriété qui soit tel, que la propriété doublant ses vices, double ses avantages. Voilà ce que vous avez vis-à-vis de moi le tort de méconnaître...

J'aurais trop à vous dire sur cette matière, que je crois connaître à fond, par une longue étude et une longue pratique commerciale : je me borne à ces quelques mots qui, sans doute, suffiront à rassurer votre esprit. Ne craignez rien pour la liberté et la personnalité de l'homme, je vous dirai même ne craignez rien pour la propriété, car il m'est évident que vous ne la prenez point comme moi dans la signification juridique et capitaliste que lui ont donné nos traditions et nos institutions.

Je finis, monsieur, en vous renouvelant l'expression de ma haute estime et de mon admiration sans réserve.

Vous m'avez fait connaître Vico, vous m'avez initié aux origines du droit, vous venez de me faire voir la Révolution telle qu'elle a été, telle que je la veux; je vous remercie.

Pour tant de services, le pouvoir vous ferme la bouche; consolez-vous. Les jésuites n'en ont pas pour longtemps. Ils sont si près de leur ruine, ruine épouvantable, que malgré toute mon aversion, je n'ai pas la force de les maudire.

Je suis, monsieur, votre tout dévoué et obligé lecteur.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 2 octobre 1851.

A M. ROBIN.

Citoyen Robin, j'ai été si préoccupé, si distrait, si empêché de toute façon depuis mon transfèrement, qu'il ne m'a pas été possible de me recueillir un instant pour répondre aux questions que vous me faites. Cependant le temps s'est écoulé; peut-être avez vous terminé votre biographie; aussi, au lieu de vous donner satisfaction, je désire savoir auparavant si vous pouvez faire usage de mes réponses. Daignez donc m'écrire un mot, et me dire ce qu'il en est.

Je vous serai également obligé de dire à votre jeune artiste de vouloir bien renvoyer la miniature et les deux daguerréotypes que je lui ai communiquées. Depuis trois semaines, il a eu le temps, ce me semble, de prendre son dessin, et ma femme est impatiente de ravoir un objet qu'elle regarde comme un bijou du plus grand prix.

J'ai écrit à Garnier pour l'engager à vous remettre la collection de mes brochures; l'a-t-il fait? Je ne sais. Mais je crains que de libraire à libraire on ne se fasse pas de ces gracieusetés-là?

Comment êtes-vous tous à la Conciergerie? Sortez-

vous ? Quant à moi, je n'ai pas mis les pieds une seule fois dehors depuis mon transfèrement, et comme on me cherche chicane sur la manière dont j'emploie mon temps hors de prison, je crains fort que l'autorisation ne me soit pas rendue. A la garde de Dieu !

Je vous souhaite le bonjour, citoyen Robin, et vous prie de faire mes civilités à mes anciens compagnons.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 2 octobre 1851.

A M. LE DOCTEUR AUBERT-ROCHE

Cher citoyen, nous avons reçu perdrix, lièvres et lapin, mais comme vous n'avez pas eu le soin de les faire précéder d'une lettre d'avis, que la bourriche n'était, je suppose, pas timbrée, que le tout était à mon adresse personnelle, qu'enfin, depuis quelques jours j'avais été transféré de la Conciergerie à Sainte-Pélagie, voici ce qui est arrivé.

J'ai commencé par supposer, je vous en demande pardon, que cette provision m'était envoyée par notre ami le docteur Maguet, et cela avec d'autant plus d'apparence, que je recevais précisément de lui six perdreaux beaucerons.

Donc, *aussitôt pris, aussitôt pendu*, comme dit le proverbe. Le jour même de la réception, nous avons commencé par expédier, Cathé, ma femme et moi, le lapin qui s'est trouvé ma foi fort bon.

Le lendemain, avec l'aide de quelques compagnons de Sainte-Pélagie, deux perdrix et un lièvre ont suivi.

J'avais fait hommage d'un lièvre à une personne de connaissance, et le reste allait être mis en pâté, quand enfin votre lettre m'est parvenue. Je me suis empressé

aussitôt d'expédier lièvre et perdrix à la Conciergerie, où l'on a dû boire, comme je l'ai fait depuis, à votre santé.

Apprenez donc, docteur, à mettre de l'exactitude dans vos communications. *Tout colis doit être précédé d'un avis, qui informe le réceptionnaire de l'envoi qui lui est fait par l'expéditeur.* C'est un aphorisme, en fait de commission, tout aussi important que ceux d'Hippocrate.

Notre ami Marc n'est pas de retour ; son concierge m'a fait savoir qu'on l'attendait seulement le 18 de ce mois.

Il se pourrait toutefois qu'il arrivât plus tôt, s'il était vrai, comme le bruit en court, que l'Élysée pense encore à faire un coup d'État, c'est-à-dire à mettre la main sur nos Montagnards. Je n'en serais, parbleu ! pas fâché. A quoi vous servent-ils, dehors et à l'Assemblée ? On dit que les membres de la gauche, laissés en permanence, ont écrit à leurs collègues de rentrer. Voilà quatre ans qu'ils ne cessent de tomber dans toutes les paniques qu'il plait à la police de leur donner. Ils sont ridicules.

Que peut être un coup d'État ? La fermeture de l'Assemblée ? Le Président n'est pas assez fort contre elle : la majorité seule l'arrêtera. D'ailleurs, il compte sur cette majorité plus qu'il ne la redoute ; et je ne serais pas surpris qu'elle se rangeât de son côté. Un coup d'État se réduit donc à ceci : prononcer la prorogation du Président, avec le concours de la droite, et si la gauche remue, la mettre *dedans*. Eh bien ! mon cher docteur, je suis convaincu de deux choses : 1° c'est que si le Président et la majorité tentent le coup, personne ne bougera, car il est admis qu'on *attendra, quoi qu'il arrive*, 1852 ; ainsi le veulent les théoriciens de l'absten-

tion ; ainsi me le fait présumer l'indifférence générale. 2° Mais j'ajoute que ce coup d'État n'avancera de rien les affaires de la réaction, et la mettra au contraire dans une position pire, parce que le courant des esprits est en sens inverse de sa politique, et que plus elle fait des siennes, plus la résistance morale augmente, plus elle approche du jour où elle se transformera en résistance de fait.

Du reste, je suis à peu près convaincu que 1852 nous donnera encore un juste-milieu républicain, et je me tiens tranquille ; je travaille comme un nègre, bien sûr de n'être pas surpris par les événements.

Saluez de ma part les amis que vous voyez et qui peuvent s'intéresser à nos idées ainsi qu'à notre position. Dites bien à tous, que ni la République, ni le suffrage universel, ni le socialisme, n'ont de valeur et de signification que si le paysan devient peu à peu propriétaire du sol qu'il cultive ; si le fabricant, l'industriel, le commerçant, obtiennent pour leurs produits un large débouché ; si la dette publique remboursée, la dette hypothécaire purge la douane et les octrois abolis, l'impôt simplifié et réduit de $\frac{3}{4}$, enfin la Banque centralisée au nom du peuple, et l'intérêt de l'argent réduit à $\frac{1}{2}$ %.

Hors de là, point de salut. Il faut rétablir la dime, les droits féodaux, rappeler Henri V, et rappeler surtout les jésuites.

Adieu, cher ami, prenez du bon temps, gagnez de l'appétit, fortifiez votre santé, méfiez-vous des partis, des coteries et des sectes, et moquez-vous, moquez-vous beaucoup ! car notre espèce est ridicule.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Sainte-Pélagie, 12 octobre 1851.

A M. ROBIN

Citoyen, puisque MM. Garnier vous ont fait, ou plutôt m'on fait à moi-même la galanterie de vous envoyer la collection complète de mes brochures, il me semble qu'avec un peu de bonne volonté, en feuilletant les tables, parcourant les textes, vous pouvez assez facilement vous renseigner sur la manière dont, *jusqu'à ce jour*, je considère les diverses questions que vous m'avez posées. Elles sont d'ailleurs si graves, elles embrassent tant de choses pour la plupart, qu'il est impossible de s'en expliquer convenablement dans une lettre. Il n'y a que le *catéchisme* qui puisse répondre, en quatre mots, à des questions comme celles-ci : *Qu'est-ce que Dieu? Pourquoi l'homme a-t-il été créé et mis au monde?... etc.*

Toutefois, comme je ne voudrais point vous être désagréable, je me résigne à satisfaire à votre demande, en vous conjurant de ne point abuser, par vos commentaires particuliers, du laconisme de mes réponses.

1. *Quelles sont mes idées en matière de religion.*

Cette question, ainsi posée, est beaucoup trop large, et pour ne point me lancer dans des recherches sur le

sentiment religieux, sur sa valeur objective, sur l'origine et la formation des cultes qui le traduisent; je suis obligé de resserrer vos paroles. Je présume donc que vous voulez savoir mes idées *sur Dieu*.

A cet égard, je vous dirai d'abord, qu'il faut ici de toute nécessité distinguer comme font les procureurs, la *forme* et le *fonds*.

La *forme*, c'est l'ensemble des arguments par lesquels on prétend justifier l'hypothèse divine; le *fonds*, c'est l'objet même de cette hypothèse.

Or, en ce qui regarde la *forme*, il m'est parfaitement démontré que tout ce qui a été dit, écrit, pensé, et tout ce qui pourra l'être jamais sur l'*Être suprême*, la *Trinité*, le *Créateur*, la *Providence*, l'*Absolu*, etc., n'est autre chose que le produit du travail de l'imagination sur ce qu'on nomme en philosophie les *catégories de l'entendement*. en quelque nombre, d'ailleurs, et en quelque ordre qu'on classe ces catégories; qu'ainsi, à supposer qu'il existe un individu quelconque, à qui l'on puisse décerner les attributs de la divinité, les raisons qu'on apporte de son existence sont sans la moindre valeur, une pure illusion de l'optique intellectuelle, une vaine réalisation de concepts, qui, précisément parce qu'ils nous représentent l'infini, sont sans réalité possible.

La question surgit donc ici de savoir, non plus si Dieu existe, mais comment l'esprit humain est entraîné à supposer un être dont les attributs seraient égaux à nos conceptions. En autres termes, puisque toute *démonstration* de l'individu est fausse et nulle de plein droit, puisque la cause des théologiens est perdue *quant à la forme*, ce que l'on doit penser du *fonds*?

Ici je vous dirai que, sous l'hypothèse à jamais indé-

montrable d'un être divin, l'humanité ne poursuit autre chose qu'elle-même, c'est-à-dire la constitution et l'intelligence de son unité collective, de son ÊTRE, en un mot, lequel Être n'est pas une simple abstraction, mais une réalité vivante, malgré sa collectivité, douée de lois propres, d'activité, de spontanéité, d'intelligence et de personnalité, non pas à la manière de l'homme, mais sur un mode tout différent et dans des proportions supérieures.

Ainsi, le Dieu des théologiens et des déistes, qui depuis si longtemps fait la base des croyances humaines, ce Dieu n'étant autre chose qu'une symbolisation de l'humanité, symbolisation qui se révèle chaque jour comme telle, et par le progrès des religions, et par celui de la philosophie, il s'en suit en un sens, que Dieu s'en va, puisque la conception primitive est abandonnée de jour en jour; et en un autre sens, que Dieu vient, *Deus it*, comme dit Hegel, puisque l'objet du symbole est de mieux en mieux compris.

Il en résulte encore que la foi au Dieu primitif, au Dieu mystique, actuellement en décadence prononcée, étant contemporaine de la condition primitive de l'humanité, en autres termes, que l'état religieux étant conjoint et solidaire de l'état de barbarie et de brutalité, tandis que la foi à l'humanité, au Dieu positif, est proportionnelle à la civilisation et aux lumières, on peut dire que Dieu, tel que l'entendent les métaphysiciens et les prêtres, est l'antipode de l'humanité, qu'il est son contraire, le spectre de notre bestialité primitive qui nous poursuit encore.

C'est d'après cette conception de l'objet divin que j'ai été amené tour à tour à nier Dieu et à protester contre l'accusation d'athéisme; vous comprenez main-

tenant la raison de cette contradiction apparente. Je suis dans une position analogue à celle des premiers chrétiens, accusés, à juste titre, d'athéisme par les païens, mais protestant de toutes leurs forces, au nom d'une conception nouvelle (conception qui n'était qu'une transition à l'humanisme, et devait à son tour disparaître devant une idée plus positive).

J'ai appelé cette manière de résoudre le problème théologique, *antithéisme*, pour exprimer tout à la fois, d'un côté, l'opposition entre le Dieu (fixe) de la conception métaphysique, et le Dieu (progressif) de l'observation historique; de l'autre, la perfectibilité indéfinie de l'humanité, perfectibilité en vertu de laquelle l'homme se sanctifie de plus en plus et s'éclaire, mais sans pouvoir arriver jamais ni à la sainteté absolue, ni à la science parfaite.

En deux mots, je repousse le Dieu absolu des prêtres et la déité toujours incomplète de l'homme, bien que je reconnaisse la réalité de celle-ci : je n'adore rien, pas même ce que je crois : voilà mon *antithéisme*.

2. Sur le jacobinisme.

Je ne puis que vous renvoyer à ce que j'en ai dit dans mon *Idée générale* et dans la nouvelle édition de mes *Confessions*, surtout au *Post-Scriptum* (cette édition paraîtra avant quinze jours.)

Le jacobinisme n'a été pour moi qu'un *doctrinarisme* à l'usage du peuple et des sans-culottes, et en concurrence du doctrinarisme des bourgeois; un juste-milieu politique, économique, religieux, calqué sur celui de Sieyès et de Guizot, qui a permis à Robespierre de faire guillotiner tour à tour les *hébertistes*, *maratistes*, etc., qui allaient au delà, et les girondins, feuillants, qu'il accusait de rester en deçà. Le jacobinisme fut

d'abord très-différent de la Montagne, où régnait Danton, et qui ne se composait que des hommes énergiques, lesquels, sans se soucier des querelles de parti, voulaient avant tout sauver la Révolution. Peu à peu les Montagnards furent absorbés par les jacobins; ce fut leur perte et la perte de la République. Le jacobinisme n'étant qu'un juste-milieu devait incliner vers les *honnêtes gens*, les bourgeois de la Convention, ce qui arriva. Dans son *chant du cygne*, Robespierre tend les mains à ces bourgeois, leur offre de saluer l'alliance dans le sang des derniers Montagnards. Il est repoussé avec dédain : le jacobinisme périt et la Montagne avec lui.

3. *Comment je suis individualiste.*

L'individualité est pour moi le critérium de l'ordre social. Plus l'individualité est libre, indépendante, initiatrice, dans la société, plus la société est bonne; au contraire, plus l'individualité est subordonnée, absorbée, plus la société est mauvaise.

En deux mots, le problème social étant d'accorder la liberté de l'espèce avec la liberté de l'individu; ces deux libertés étant solidaires et inséparables, il en résulte pour moi, que comme nous pouvons beaucoup mieux juger de ce qui gêne l'individu que de ce qui convient à la société, c'est la *liberté individuelle* qui doit nous servir de drapeau et de règle.

4. Sur la formule : *la propriété, c'est la vol!*

Je crois vous avoir dit dans nos conversations, que, selon moi, la vraie méthode pour arriver à la conception des lois sociales, c'était de commencer par une analyse de tous les principes sociaux, de pousser cette analyse jusqu'aux dernières conséquences, puisque

sans cela on ne saurait jamais ce qu'il y a de vrai et de faux dans un principe.

Or, il arrive que l'analyse étant ainsi appliquée aux principes de *propriété*, de *gouvernement* et à beaucoup d'autres, on découvre que la plupart des idées qui nous régissent, poussées à leurs dernières conséquences, sont destructives de leur objet et se contredisent elles-mêmes; qu'ainsi la propriété devient vol, le gouvernement *tyrannie*, la concurrence privilège, la communauté elle-même redevient propriété, etc.

Ceci établi, et la plupart de mes publications n'ont eu d'autre but que de le bien établir, j'en conclus, avec la philosophie moderne et toutes les lois de la dialectique et de l'histoire, que l'ordre vrai de la société consiste, non plus dans la prépondérance de telle ou telle idée, mais dans une synthèse ou équilibre des idées, principes et forces, où tous les droits sont reconnus, toutes les libertés garanties, etc., etc.

Cette synthèse ou équilibre devient elle-même une idée nouvelle, un principe complet, qui représente tous les côtés positifs des anciens et écarte leurs côtés négatifs; telle est, par exemple, la *mutualité* ou *réciprocité*.

D'après cette marche, vous devez concevoir pourquoi, après avoir nié les principes élémentaires, en tant qu'on les considère comme exacts et absolus, je les embrasse tous, puisque sans eux il ne peut y avoir de balance; vous concevez, enfin, comment je nie à la fois la propriété et la communauté, et comment je les synthétise l'une et l'autre. J'ai donné une idée de cela dans mes *Confessions*, chap. IX.

Ce que je vous dis ici de la *Propriété*, répond en même temps à la V^e Question : *Comment je procède pour arriver à mes formules?*

6. *Sur la famille.*

Mes opinions sur *la famille* se rapprochent du droit romain ancien plus que de toute autre théorie. Le *père de famille* est pour moi souverain; ses droits sur la femme et les enfants sont presque illimités; et si le principe familial faiblit parmi nous, je l'attribue surtout à notre jurisprudence, qui a restreint l'autorité du chef, et créé, dans la pratique, une foule d'échappatoires à l'insubordination des enfants et des femmes.

Je regarde comme funestes et stupides toutes nos rêveries d'*émancipation de la femme*; je lui refuse toute espèce de droit et d'initiative politique; je crois que, pour la femme, la liberté et le bien-être consistent uniquement dans le mariage, la maternité, les soins domestiques, la fidélité de l'époux, la chasteté et la retraite.

Je repousse, *en principe*, le divorce, bien que dans la pratique, la séparation des conjoints me semble, dans certains cas, inévitable.

Je suis convaincu, et cette conviction est en moi à la hauteur d'une absolue certitude, que le mariage, monogame et perpétuel, est le fruit de la civilisation; qu'il est l'expression de l'individualité et de la dignité du citoyen; qu'il doit se resserrer d'autant plus que la liberté se développera davantage, enfin qu'il est un obstacle radical, insurmontable, au communisme. Les théories des Saint-Simoniens, des Fourieristes, des humanitaires, sont, à mes yeux, la honte du siècle et le chancre du socialisme; elles pouvaient se concevoir au temps de Minos ou Lycurgue, quand l'*idée civilisatrice* flottait encore incertaine; elles sont absurdes après trois mille ans de développement continu.

Si la République française peut se relever un jour,

et notre pays figurer encore avec gloire dans les annales du genre humain, ce sera à la condition que le mariage et la famille, affranchis des entraves que leur crée le capitalisme, deviendront le but et la condition de la très-grande majorité des citoyens. L'homme est incomplet hors du mariage et aucun amour irrégulier ne peut suppléer à ce que donne la qualité de mari et de père. Une erreur déplorable de nos démocrates, c'est de croire que la famille est une charge qui arrête le dévouement et l'action; c'est le lest, au contraire, qui nous donne l'aplomb et la volonté. Les pères de famille ont fait, dans les temps, la société; les célibataires n'ont jamais été, sous ce rapport, que des *fruits secs*, quand ils n'ont pas été des agents de corruption.

7. *Sur les harmonies économiques de M. Bastiat.*

Cet ouvrage a été conçu et écrit en vue de répondre à mes *Contradictions économiques*; il atteste une fois de plus l'extrême sagacité, l'honnêteté, les tendances libérales, et en même temps l'étroitesse de vue de Bastiat.

Certes, oui, il y a une harmonie dans l'économie de la société; bien loin de le nier, je l'affirme partout, et mon système des *Contradictions économiques* n'est autre chose qu'une série d'études faites sur les éléments de la société et dans le but d'en reconnaître l'accord.

Mais, comment une harmonie serait-elle possible sans *opposition*? Comment décrire le système des harmonies économiques avant d'en avoir constaté, pesé, mesuré les perturbations et les antagonismes? Et si ces antagonismes sont flagrants, si dans la condition actuelle de la société leur influence subversive est beaucoup plus sensible que celle des harmonies, comment nier que le retour à l'équilibre ne constitue une

réforme, une révolution d'autant plus ridicule que l'antagonisme aura été grand ?

L'idée de Bastiat de nier les contradictions en leur opposant les harmonies est une puérité; de plus, son livre, conçu dans une pensée d'optimisme, sans critique et sans méthode, a manqué le but. Oui, il y a des harmonies dans l'économie sociale, mais ces harmonies supposent des éléments opposés, et tant que vous refuserez de voir les oppositions, vous ne connaîtrez pas les harmonies.

8. *Sur la Banque du Peuple.*

Que vous en dirai-je qui n'ait été écrit mille fois et que vous ne puissiez trouver dans toutes mes publications postérieures à Février ? Revoyez notamment les *Confessions*, chap. xv.

Le principe sur lequel a été conçu la Banque du Peuple a été rigoureusement déduit par moi, sans parti pris, de la critique de la rente, de l'intérêt, du prêt, de la lettre de change, etc. C'est un des résultats authentiques de ma méthode, et qui se distingue radicalement par le fond et par la forme de tout ce qui a été proposé dans la matière. La petite brochure que je vous ai communiquée : *De l'Organisation du crédit et de la circulation*, en contient la démonstration scientifique et la formule abstraite.

Je souhaite, citoyen, d'avoir satisfait à votre curiosité. Vous m'obligerez fort de ne point citer ceci comme textuel et extrait de ma correspondance, mais plutôt comme résumé de conversations. En vous écrivant, j'use de la familiarité et de la négligence du style épistolaire; je ne travaille point pour le public, et il se peut que, tout en me faisant comprendre de vous, une

théorie rigoureuse parviendrait à me reprocher bien des incorrections.

Je me recommande de nouveau à vos soins pour le médaillon de ma femme, ainsi que pour les *Harmonies* de Bastiat et les deux numéros de la *Politique Nouvelle* que je vous ai prêtés.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

FIN DU TOME QUATRIÈME

TABLE DES MATIÈRES

1851

| | Pages. |
|---|--------|
| A M. Marc Dufraise, 7 janvier | 5 |
| A M. L.-A. Langlois, 7 janvier..... | 6 |
| A M. Etex, 14 janvier..... | 17 |
| A M. Marc Dufraise, 14 janvier..... | 19 |
| A M. Charles Edmond, 22 janvier..... | 22 |
| A M. de Girardin, 22 janvier..... | 26 |
| A M. Tourneux, 16 février..... | 28 |
| A M. V***, 7 mars..... | 31 |
| A M. M. La Lachâtre, 7 mars..... | 41 |
| A M. Villiaumè, 10 mars..... | 43 |
| A MM. Garnier frères, 21 mars..... | 46 |
| A M. Maurice, 5 avril..... | 52 |
| A M. Charles Edmond, 11 mai..... | 57 |
| A M. Marc Dufraise, 25 mai..... | 62 |
| Id. 41 juin..... | 64 |
| A M. le docteur Maguet, 21 juin..... | 66 |
| A M. Marc Dufraise, 3 juillet..... | 68 |
| A MM. Garnier frères, 9 juillet..... | 70 |
| A M. Marc Dufraise, 20 juillet..... | 72 |
| A M. L. Faucher, ministre de l'intérieur, 25 juillet..... | 77 |
| A M. Marc Dufraise, 23 juillet..... | 79 |
| A M. Langlois, 14 août..... | 81 |

| | Pages. |
|--|--------|
| A M. Charles Edmond, 28 août..... | 89 |
| A M. L. Faucher, ministre de l'intérieur, 28 août..... | 94 |
| A M. le docteur Maguet, 14 septembre..... | 95 |
| Id. 2 octobre..... | 99 |
| A M, Pauthier, 2 octobre..... | 103 |
| A M. Marc Dufraisse, 15 octobre..... | 106 |
| A M. Tissot, 28 octobre..... | 120 |
| A M. E. de Girardin, 10 novembre..... | 125 |
| A M. Charles Edmond, 23 novembre..... | 127 |
| A M. Mathey, 9 décembre..... | 131 |
| A M. E. de Girardin, 11 décembre..... | 133 |
| A M. Boutteville, 17 décembre..... | 139 |
| A M. Charles Edmond, 19 décembre..... | 144 |
| A M. Langlois, sans date..... | 156 |
| A M. Maurice, 19 décembre..... | 160 |
| A M. le Ministre de la Marine, 24 décembre..... | 164 |
| A M. Gallot, 26 décembre..... | 167 |
| A M. Maurice, 26 décembre..... | 168 |
| A M. Charles Proudhon, 28 décembre..... | 173 |

1853

| | |
|---|-----|
| A M. Charles Edmond, 1 ^{er} janvier..... | 174 |
| Id. 10 janvier..... | 183 |
| Id. 24 janvier..... | 192 |
| A M. le docteur Maguet, 23 janvier..... | 201 |
| A M. J. Michelet, 19 février..... | 207 |
| A M. Louis Blanc, 23 février..... | 210 |
| A M. Madier-Montjau, 23 février..... | 213 |
| A M. Marc Dufraisse, 28 février..... | 221 |
| Id. 1 ^{er} mars..... | 227 |
| A M. Charles Edmond, 6 mars..... | 230 |
| A M. M ^{***} , 13 mars..... | 240 |
| Au citoyen Génicot, 17 mars..... | 243 |
| A M. Maurice, 19 mars..... | 249 |
| A M. Marc Dufraisse, 19 mars..... | 251 |
| A M. Laurent, 21 mars..... | 257 |

DE P.-J. PROUDHON.

383

| | Pages. |
|--|--------|
| A M. Mazzini, sans date..... | 262 |
| A M. Guillemain, 26 avril..... | 266 |
| A M. Beslay, 13 mai..... | 272 |
| A M. Darimon, 13 mai..... | 274 |
| A M. Mathey, 26 mai..... | 278 |
| A M. Marc Dufraisse, 30 mai..... | 280 |
| A M. Gallot, 31 mai..... | 284 |
| A M. Charles Edmond, 2 juin..... | 287 |
| A M. Mathey, 11 juin..... | 291 |
| A M. Maguet, 11 juillet..... | 294 |
| A M. Charles Beslay, 29 juillet..... | 297 |
| A M. le Président de la République, 29 juillet..... | 301 |
| A M. le docteur Maguet, 30 juillet..... | 306 |
| A M. Mathey, 2 août..... | 309 |
| A M. Madier-Montjau, 3 août..... | 312 |
| A M. Marc Dufraisse, 3 août..... | 314 |
| A M. Alexandre Herzen, 7 août..... | 316 |
| A M. Alfred Darimon, 19 août..... | 318 |
| A M. le docteur Cretin, 26 août..... | 320 |
| A M. le docteur Maguet, 26 août..... | 320 |
| A M. Darimon, 27 août..... | 329 |
| A M. et M ^{me} Nicolle, Burgille-les-Marnay, 28 août..... | 334 |
| A M. Boutteville, Burgille-les-Marnay, 29 août..... | 337 |

Appendice.

| | |
|---|-----|
| A M. l'abbé ***, 22 juin 1839..... | 345 |
| A M. Droz, 6 juillet 1840..... | 353 |
| A M. E. de Girardin, 27 décembre 1848..... | 356 |
| A M. Michelet, 11 avril 1851..... | 358 |
| A M. Robin, 2 octobre 1851..... | 366 |
| A M. le docteur Aubert-Roche, 2 octobre 1851..... | 363 |
| A M. Robin, 12 octobre 1851..... | 371 |

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02046 9238